

هكذا من لا يمل

Le Monde Campus - Jeunes diplômés

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15020 7 F

VENDREDI 14 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

En présentant un memorandum sur les positions de la France

## Les limites du libre-échange

**EDOUARD BALLADUR** « Je ne choisis pas le mouvement. A première vue, la lecture du memorandum qui définit la position française dans les négociations du cycle d'Uruguay laisse penser que ce tentative semble inévitable, tant les demandes françaises remettent en cause le cœur même du préaccord agricole, dit de Blair House, conclu en novembre 1992 entre la Commission européenne et les Etats-Unis. La France revient notamment sur l'engagement, obtenu par Washington, d'une réduction en volume de 21 % des exportations subventionnées.

On va donc guetter les réactions des principaux protagonistes : nos partenaires de la Communauté, la Commission, les Etats-Unis, mais aussi celles des autres « parties contractantes » du GATT, impatientes de voir achever un cycle de négociations engagé en 1986 et dont la conclusion devrait favoriser la reprise de l'activité. S'ils acceptent de rouvrir l'accord de Blair House, Paris aura remporté un premier succès.

LES ministres français concernés manifestent récemment un certain optimisme, comme si les contacts pris avaient été encourageants. « Est-ce que nos partenaires ont intérêt à assumer une crise dans les circonstances actuelles ? », s'interrogeait Alain Juppé, le 10 mai, sans se méconnaître néanmoins le danger. Lesdits partenaires savent qu'il y a, dans ce memorandum, un effet d'éclat, à usage interne, destiné en fait à calmer le jeu dans les campagnes et à l'Assemblée nationale. L'exercice n'est pas perdu d'avance, car le gouvernement bénéficie de la compréhension politique de dirigeants syndicaux agricoles capables de reprendre leurs troupes en main et conscients de l'enjeu : les paysans français ne comptent-ils pas parmi les principaux bénéficiaires de la politique agricole commune ?

Une telle analyse pourrait mener Européens et Américains à miser sur le dialogue. « Dans toute négociation, il y a des positions de départ », indique encore M. Juppé, laissant ainsi entendre qu'un compromis pourrait être cherché. Il est prématuré de deviner sur quelles bases, mais, assurément, la France pourrait considérer de façon plus détendue ses autres requêtes, si la Communauté obtenait le droit de freiner ses importations de substituts de céréales, en progression constante, qui remettent en cause l'écoulement de sa propre production. Une telle clause de rééquilibrage figure bien dans l'accord de Blair House, et il suffirait donc de l'activer.

LES demandes françaises ayant trait aux volets non agricoles de l'Uruguay Round correspondent à des positions à maintes reprises exprimées du côté français, ce qui ne signifie pas pour autant qu'elles seront facilement acceptées. Paris réclame avec insistance la suppression des pratiques unilatérales : il n'y a pas de paix commerciale possible tant que les Etats-Unis pourront continuer à se faire justice eux-mêmes. Mais surtout, signe des temps et idée forte du memorandum, il est souligné que le libre-échange peut devenir dévastateur s'il n'est pas, un minimum, organisé.

M0147 - 0514 0 - 7.00 F



## M. Balladur cherche à débloquent les négociations commerciales du GATT

M. Balladur a rendu public, jeudi 13 mai, un memorandum sur la position française dans les négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) qui ramène en cause des points fondamentaux du préaccord agricole de novembre 1992 entre les Etats-Unis et la CEE, notamment la limitation en volume des exportations subventionnées. Le premier ministre a déclaré que les paysans français ne devaient plus être accusés de bloquer la reprise économique mondiale par leur refus du « compromis de Blair House ». Selon M. Balladur, le memorandum, contient « un objectif clair sur lequel il faut un consensus politique large ». « Si on veut aller trop vite et nous forcer la main, j'ai le regret de dire qu'on s'expose à des déconvenues », a ajouté Edouard Balladur.



Lire page 17 l'article de PHILIPPE LEMAÎTRE

## Un entretien avec le ministre russe des affaires étrangères

Les Occidentaux « n'avancent aucune proposition concrète » sur la Bosnie, déclare M. Kozyrev

MOSCOU

de notre correspondant

Que feront les grandes puissances ce lendemain du référendum organisé à propos du plan Vance-Owen par les Serbes de Bosnie, référendum qui s'annonce négatif ? M. Kozyrev, dans l'entretien qu'il nous a accordé mercredi 12 mai, commence par

rappeler la formule adoptée lors de la visite à Moscou du secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, il y a une semaine : « Aucune mesure, y compris sévère, n'est exclue ni décidée à l'avance ». Une formule que, de toute évidence, rien de substantiel n'est venu écorcher entre-temps. M. Kozyrev indique qu'il a eu plusieurs entretiens télépho-

niques avec le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, avec le ministre danois Niels Helveg Petersen, qui s'exprime au nom des Douze, et qu'il est régulièrement en contact avec le secrétaire d'Etat américain : « Personne n'avance aucune proposition concrète, autrement que sous la forme de questions à débattre, personne ne se range

clairement derrière une solution. Et moi non plus, je ne suis pas prêt à avancer des propositions s'appuyant sur des méthodes de force. » M. Kozyrev évoque « l'une des idées qui sont en l'air, dans la presse » - la levée de l'embargo sur les armes à destination des musulmans.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

## L'est de l'Allemagne renaît

Malgré le retour de la croissance, l'ex-RDA reste sous perfusion

FRANCFORT

de notre correspondant

Des magasins qui s'ouvrent, des peintures qu'on refait, des rues élargies par la pose de trottoirs, des pompes à essence toutes neuves, des affiches de publicité... La rénovation de l'ex-RDA saute aux yeux. Les grandes villes, mais aussi les petites, en portent les traces en forme de tâches de couleur sur les murs uniformément gris et lépreux de l'ancien régime. Bien sûr, trois ans après l'éclosion économique et monétaire allemande - le 30 juillet 1990 - l'impression de renouveau s'écroûte. Mettant fin à sa dégradation depuis la chute du mur de Berlin, le produit intérieur brut a connu en rebond, timide mais réel, de 7 % en 1992. Le marché de l'emploi semble stabilisé, et l'on comptait en mars 78 000 chômeurs de moins que l'année passée à la même période.

Le niveau de vie des Allemands de l'Est s'est « considérablement amélioré ». En 1992, note la Bundesbank, chaque salarié a vu ses revenus croître de 39 % pour une hausse des prix limitée à 11 %. Si l'égalité des deux parties de la nouvelle Allemagne est loin d'être accomplie - c'est l'oeil de la grève actuelle dans la métallur-

gie, - un travailleur de l'Est touche désormais un revenu égal aux deux tiers de celui de l'Ouest. « Les conditions générales de l'économie s'améliorent », se félicite la banque centrale qui met en relief plusieurs évolutions. Les Allemands de l'Est, note ainsi la banque centrale, se retournent vers une consommation de denrées fabriquées sur place après avoir saturé leur soif de « produits étrangers ». Les « importations » ont crû que de 13 % en 1992, contre encore 44 % en 1991. La compétitivité de la zone gagne des points grâce à l'entrée en service d'infrastructures toutes neuves : télécommunications, réseaux électriques, autoroutes refaites. Les gigantesques transferts d'argent public commencent à porter leurs fruits. Les privatisations sont désormais en grande partie achevées. Fin mars, l'agence de privatisation, la Treuhandschaft, avait vendu 11 900 entreprises ou morceaux d'entreprise auprès de repreneurs privés qui se sont engagés à investir 176,7 milliards de marks et à sauvegarder 1 438 000 emplois.

ÉRIC LE BOUCHER

Lire la suite page 18

## Nationalité : la ligne rouge

par Jacques Lessourne

Avec la réforme du code de la nationalité, l'Assemblée nationale aborde l'un des grands thèmes, actuel et futur, de notre société. Ce sujet difficile avait fait l'objet, il y a quelques années, d'un rapport de la commission Marcou Long. Un rapport exemplaire, car les membres, de la commission, représentant le plus large éventail des familles de pensée, avaient à l'unanimité adopté le texte après avoir écouté, lors d'auditions publiques, les points de vue les plus divers.

Le Sénat avait approuvé un projet de loi s'inspirant directement de ce rapport. Il va de soi que sur un tel sujet, qui touche au ciment de la nation, il est possible de contester la légitimité même d'une réforme. Mais, puisque l'intention du nouveau gouvernement, affichée devant les électeurs, est bien de réformer, qu'en moins il respecte sa parole : s'en tenir au texte du Sénat, faire de la réforme un élément d'une politique d'intégration, et non un instrument de répression. Or la ligne rouge vient d'être franchie. Sur plusieurs points, les amendements déposés par le garde des sceaux violent le fragile quasi-consensus national du rapport Marcou Long. L'un d'entre eux remet en cause l'acquisition de la nationalité française à la naissance pour les enfants nés en France de

parents nés en Algérie avant l'indépendance. D'autres permettent de la refuser pour absence de séjours réguliers, ouvrant ainsi la voie à l'arbitraire administratif. Enfin et surtout, rien n'est prévu pour la protection des droits des enfants nés en France de parents étrangers entre leur naissance et le moment où ils acquerront de leur énorme majorité la nationalité française.

L'équilibre a été rompu. Pour calmer les crypto-félinistes (le droit de la droite) qui siègent sur les bancs de l'UDF et du RPR, le gouvernement a pris le risque de faire adopter un texte qui ne donnera pas, comme l'a proclamé M. Méhaignerie, de « meilleures chances à l'intégration ». Il a oublié en particulier la montagne de tracasseries bureaucratiques que chaque disposition nouvelle engendrera pour les candidats à la nationalité française. On souhaiterait que certains députés ou ministres soient astreints aux heures de queue et aux rebuffades auxquelles sont souvent soumis ceux qui vivent en situation régulière sur notre sol lorsqu'il s'agit seulement pour eux d'obtenir le respect de leurs droits.

Il faut revenir au texte du Sénat, sinon ce qu'une Assemblée a fait, une autre devra le défaire.

Lire nos informations page 7

## Vers une dévaluation de la peseta

Madrid a demandé jeudi 13 mai un réajustement à la baisse de la monnaie espagnole.

Politique

et scandales en Italie

Après avoir voté la confiance au nouveau président du Conseil, M. Ciampi, le Sénat a levé l'immunité parlementaire de Giulio Andreotti.

Lire page 3 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS

La France plus active au comité militaire de l'OTAN

Pour les opérations de maintien de la paix, la France a désormais voix délibérative au comité des chefs d'état-major de l'Alliance atlantique.

Lire page 5 l'article de JACQUES ISNARD

Une trentaine d'embryons congelés détruits

Une trentaine d'embryons humains congelés détruits par le responsable d'un laboratoire privé.

Lire page 12 l'article de JEAN-YVES NAU

LIVRES

Toutes les voix de Borges

Son univers est « une forêt de variantes multiples ». La parution du premier tome de ses « Œuvres complètes » dans « le Pléiade » en offre une saisissante illustration.

« Marilyn, eutopsie d'une femme » de Le feuillet de Pierre Lepape : « Chanson de geste à neuf voix ».

pages 25 à 36

Ce numéro du Monde comprend trois cahiers : un cahier « Actualité » de la page 1 à la page 24 ; un cahier « Le Monde des livres » de la page 25 à la page 36 ; un cahier « Le Monde Campus-Jeunes diplômés » de 37 pages. Ce dernier cahier est diffusé gratuitement en France métropolitaine.

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Algérie, 5 DM ; Arabie, 2,50 DM ; Australie, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Chili, 400 \$ ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 250 DR ; Inde, 1,20 \$ ; Italie, 2 400 L ; Japon, 400 ¥ ; Liban, 1 000 L.L. ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 100 esc ; République, 400 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (H), 2 \$ ; USA (ext), 2,50 \$.



## DÉBATS

Pierre Bérégovoy

## Mort et transfiguration

par Edgar Morin

PETROUCHKA est une marionnette de fête foraine qui s'écroule sous les coups de son manipulateur, devient amoureuse, se pourchasse par le Maire, autre marionnette également échapée, jusqu'à ce que le Maire tue le pauvre Petroouchka. A ce moment, on se rend compte que celui que l'on croyait devenu un véritable être vivant n'est qu'un pantin : au lieu de sang, il ne sort de sa blessure que du son.

A l'inverse, les personnages de chair et de sang que sont nos hommes politiques sont devenus des marionnettes du Bébête Show. Ils s'entre-pourchassent mais jamais il ne coule une goutte de sang. Jusqu'au jour où l'une d'elles, particulièrement comique dans les derniers mois, n'arrivant pas à effacer une grosse tache sur son plastron par ses déclarations d'intégrité, s'effondre dans un sang réel, son sang. Cet apparent suicide est-il en fait un meurtre au Bébête Show ? De toute façon, seul dans le monde médiatique et politique, le Bébête Show a pris un deuil de huit jours en suspendant son spectacle.

Le premier choc de la mort de Pierre Bérégovoy vient de ce que les jeux politiques de la paisible phase démocratique parlementaire actuelle semblaient de plus en plus relever de la comédie, que les hommes politiques, avec leur langue de bois, semblaient de plus en plus devenir des sortes d'automates de Vaucanson, que leur étonnement indigné devant les affaires ou scandales les éblouissant semblait de plus en plus faire des caricatures. Trait ultime de comédie presque moliéresque, le premier ministre pourchassé par un étrange pré de 1 million de francs et son non moins étrange remboursement.

Toutefois, la comédie n'était qu'en apparence. S'il y a eu interruption de

Shakespeare dans le Bébête Show, c'est que la dimension shakespearienne est présente de façon larvinaire dans les jeux politiques que caricature le Bébête Show. En fait, bien qu'il n'y ait pas meurtre au sens physique du terme, il y avait sans cesse, dans le monde politique, des tentatives d'assassinats psychiques entre les prétendants au pouvoir, contre les ennemis du camp adverse, contre les rivaux de son propre camp. Pour accéder au pouvoir, avait dit justement Gilles Martinet, il faut être un tueur. Il faut être capable de vouloir détruire l'image de l'autre, l'honneur de l'autre, l'honneur de son propre camp. Que de dards pour abattre l'adversaire sous les caméras de télévision, arrêtés par le gong, entre Giscard-Mitterrand, Mitterrand-Chirac au cours des campagnes présidentielles. Que d'assassinats psychiques comme celui de Rocard par Fabius au congrès de Metz, jusqu'à l'assassinat psychique de Fabius par Rocard après la grande défaite ; on reprochait justement à Rocard de n'être pas un tueur et par là, d'être incapable de devenir président. Il s'est rattrapé.

## Localiser un coupable

En ce qui concerne Bérégovoy, il s'agit d'un suicide, faut-il le rappeler, et non d'un meurtre, mais du suicide d'un homme aux abois. Il n'a pas été exécuté par un ennemi ou rival politique. Mais l'opinion et la presse ont bien senti que ce suicide était une conséquence d'assassinat psychique ; il était le fait d'un homme frappé de coups multiples, laissé à terre, abandonné par ses amis ; et on s'est posé le problème : qui l'a tué ? Malheureusement, les réponses ont été trop simples, unilatérales, et les amis vrais ou faux de la victime ont trouvé le cou-

pable bouc émissaire : le juge investisseur, le journaliste d'investigation, transformant l'acharnement à dévorer une pulsion meurtrière. Plus largement on a cherché à localiser un coupable, alors que la mort de Bérégovoy, à l'examen des données connues aujourd'hui, est le produit d'une solitude où abritaient la conjonction d'événements et de responsabilités multiples et échelonnées.

Il y a d'abord le fait que sa promotion au poste gouvernemental suprême a été suivie presque aussitôt d'une altération morale de son image personnelle, désormais atteinte par une grosse tache sur le plastron dont il ne peut se débarrasser, puis assez rapidement par une dégradation de son image politique, prisonnière et symbole de l'échec social et politique des socialistes. Ainsi, l'accession au Capitole le projette aussitôt de la roche Tarnienne.

L'engagement de majorité le plonge dans la solitude, il ressent non seulement la tristesse du déclin, mais le chagrin du déçu. Les camarades socialistes qui voudraient renouer avec la victoire préfèrent se détourner du vaincu, et surtout bien des amis de l'époque ministérielle se révèlent comme presque toujours dans l'expérience de la perte du pouvoir, d'être que des courtisans ou des profiteurs. De son passé, ce qui lui faisait honneur dans son ministère - la réussite du franc, la stabilité économique - est désormais oublié, il ne reste que la persécution des affaires Pechiney et du chèque Pelat, et cette persécution menace son futur. C'est dans cette solitude qu'arrive à la fois la crainte d'une indignité politique (la condamnation de facto que constitue le rapport Rocard) et d'une honte personnelle (la crainte que la justice relance l'investigation sur ses relations avec Patrice Pelat). Qui le sou-

tiendra désormais ? Qui pourrait l'aider ? Peut-être cette solitude lui fait-elle nourrir le fantasme qu'il va être désormais persécuté, qu'il deviendra le bouc émissaire des échecs de la cause à laquelle il avait consacré sa vie et de la corruption qui rongait le pouvoir où il avait été placé. Le premier ministre de la France est devenu un homme abandonné, trompé, qui se croit aux abois. C'est dans cette absence totale d'espérance que surgit en lui la solution désespérée, celle qui liquida l'angoisse, l'incertitude, le désespoir en liquidant le désespoir (1).

## Au-dessus de tous les autres

Une diversité de causes ont suscité le vide atroce au milieu d'un tourbillon d'innocuités et d'indifférences où s'est formé le désespoir de Pierre Bérégovoy. Et c'est ce vide atroce qui constitue la cause immédiate du suicide. S'il est vrai que c'est une conjonction d'éléments démoralisants divers qui ont causé ce vide, alors personne n'est individuellement coupable, mais beaucoup sont, d'une façon inévitablement imprécise, responsables.

Certes la mort fait taire la critique et suscite l'éloge : de mortu nihil nisi bene. La mort de Bérégovoy a suscité le consensus obséquieux (au sens littéral de ce terme). Mais il y a eu beaucoup plus.

Le suicide même a totalement retourné l'image de Bérégovoy. L'émotion de cette mort a rendu émuant l'homme dans l'intégralité de sa vie. L'acte suicidaire a brisé le masque de la personnalité officielle en même temps que celui du personnage du Bébête Show. Il a détruit le personnage pour y substituer l'homme. En se tuant, Bérégovoy a révélé sa fragilité, sa sensibilité, son

humanité, et cela devient l'élément psychologique principal qui dissout le ministre stéréotypé et le met soudain, lui qui était devenu politiquement liquide, au-dessus de tous les autres politiques. Le suicide démontre avec éclat que l'intérêt personnel n'était pas pour lui la valeur suprême et qu'il mettait l'idée de lui-même au-dessus de sa propre vie. Et, au moment de la cérémonie funèbre, les deux airs qu'il affectionnait nous révèlent les deux caractéristiques profondes de sa vie : les *Dragons de Tarente*, qui montre qu'il s'est incorporé l'histoire de France en profondeur, et la *Chanson de Lara* qui le relie à son ascendance slave.

Mais le phénomène extraordinaire et bouleversant, c'est la transfiguration d'une mort qui, en apportant un point final à sa vie, offre à tous l'image intégrale de cette vie. Alors le passé récent, celui de l'affaire Pechiney, du prêt Pelat, et même le passé proche du Béré devenu le défenseur du franc, le nouveau chevalier de l'orthodoxie monétaire, l'héritier de gauche des Finay et des parrains récents, s'efface, s'efface, se reconnaissent pour faire place à une vie de fils du peuple élevé au-dessus du peuple pour se mettre au service du peuple. Le notable est absorbé par l'ouvrier ajusteur, l'autodidacte qui s'est hissé aux sommets grâce à ses mérites. Le défenseur de l'ordre économique établi est avalé par une carrière de dévouement militant syndicaliste, puis socialiste. Le masque du notable de nomenclature se dissout pour donner à voir une tête de brave homme au bon sourire de pays.

L'image intégrale de Bérégovoy en fait un homme intègre. La seule tache sur le plastron du ministre devient une tache de cambouis sur le bien de travail. Ce qui lui était contesté de son vivant devient le trait essentiel de

sa mort : intégrité. Et de fait, être capable de sacrifier sa vie montre bien que les joissances et les avantages n'étaient pas la finalité principale de sa vie, et qu'il avait quelque chose qui primait la vie : l'honneur, l'honneur, les Japonais le savent bien, que seul le hara-kiri peut restituer lorsqu'il est perdu.

Le peuple de gauche était en deuil avant ce deuil. Il avait non tant perdu une bataille que perdu ses mythes, ses rêves, ses hommes de confiance. Le pouvoir socialiste avait oublié les idées socialistes. Les chefs socialistes se divisaient de façon lamentable. Plus de héros, encore moins de martyrs, et voilà un mort que ses racines rendent au peuple, une vie de militant faite au service du peuple, une vie de dévouement s'achevant en martyre. Effectivement, en se posant plus supporter la fonction de bouc émissaire, Bérégovoy est devenu martyr.

Et voici une mort qui transforme et transfigure. Plus tard, une biographie restituera et révélera toute la complexité de l'homme, les ombres et lumières de sa carrière, mais dans l'immédiat la mort a inversé le sens qu'avait pris sa vie dans les dernières années, elle a donné destin tragique et noble à cette vie, elle a, selon la formule de Malraux, transformé une vie en destin.

(1) L'absence de message clair, de testament, de dénonciation, de proclamation, l'absence même du signe de vengeance par lequel bien des suicidés accusent ceux dont l'indifférence ou la méchanceté a causé le malheur, semble témoigner que Bérégovoy soit arrivé au comble du désespoir, celui où plus rien n'a d'importance ; mais on ne peut absolument écarter l'hypothèse qu'un message ait été rédigé, mais n'ait pas été rendu public, dans ce cas, il n'aurait pas seulement osé reconnaître accusé des juges ou des journalistes.

## Au risque de se perdre

par Odon Valet

EN matière de suicide, le risque majeur est l'amalgame. L'inconscient étant personnel, on ne saurait attribuer un geste désespéré ni à une loi des séries ni à une causalité unique. Imputer la mort de Pierre Bérégovoy à sa seule ascension sociale mal assumée par lui-même ou mal acceptée par les autres, c'est oublier que Pierre Mauroy, lui aussi premier ministre d'origine modeste, est toujours bien vivant. Accuser uniquement une presse hostile, c'est oublier que Louis de Guiringaud, ancien ministre des affaires étrangères de Valéry Giscard d'Estaing, s'était aussi suicidé alors qu'aucun journal ne lui

consacrait la moindre ligne. Mais pour cette bonne image de soi-même qu'on appelle narcissisme, le suicide de l'oubli est peut-être pire que les paroles de haïse.

Le suicide d'un homme public est-il différent de celui d'un simple citoyen ? L'idéal républicain le refuse. La République était, pour les Romains, cette « chose du poir » par laquelle les jeunes hommes pubères devenaient aptes à revêtir la toge virile, à porter les armes et à siéger dans les assemblées. Une fois leur service accompli, ils devaient simplement se retirer sans état d'âme et redevenir cet inconnu parmi ses pairs que le latin oomme *quidam*.

Antoine Pinay, vaillant centenaire, brutalement remercié, en janvier 1960, par le général de Gaulle, se tua alors le modèle de l'homme public en disgrâce qui se trouve toujours des raisons de vivre.

Mais la République n'est pas idéale. Elle fait de ses dirigeants des hommes à part, qui, tantôt foot l'objet de portraits flatteurs et le sujet d'émissions en vue, tantôt sont victimes d'attaques sournoises et de descentes en flammes. L'alternance de hauts et de bas favorise alors l'enflure paranoïaque avec son triple délire de persécution, de jalousie et de grandeur. Freud devait la diagnostiquer chez le président Schre-

ber, magistrat comblé d'honneurs mais candidat malheureux au Reichstag, qui devait finir ses jours à l'asile. La Fontaine avait pressenti ce mal des hautes destinées à propos de sa Grenouille qui voulait se faire aussi grosse que le Bœuf et qui « s'enfla si bien qu'elle creva ».

Le régime démocratique, surtout avec un scrutin majoritaire, multiplie ces victoires et ces déroutes électoraux qui engendrent exaltation ou abattement. Après la « vague rose » ou la « vague bleue », bien des héros de la veille deviennent parfois leur propre ennemi dans quel que « maison de repos », où, en France, la presse a le bon goût de les laisser tranquilles. Encore faut-il ne pas cacher la vérité aux futurs hommes politiques après l'élection présidentielle de 1974, cinq candidats sur douze ont été sujets à de vives crises de dépression.

Entre la suppression de la campagne et la dépression de l'après-scrutin, entre surmenage et inaction, le choc est rude. Les hommes politiques subissent aussi, comme les artistes, les séquences des velléités du public. Leur courbe de popularité a les clochers fébriles des fièvres récurrentes. La roue tourne et le cœur lâche. Pour un Pierre Bérégovoy, si sensible à son image, si soucieux des sondages, la dévaloir du public a peut-être agi comme le retrait d'un vaticane.

On ne saurait non plus oublier le double sens d'une dépression psychologique et économique. Les victimes des krachs boursiers et les éboulements de longue durée savent qu'il n'est pas toujours possible de dissocier les deux domaines, de garder sa « bonne humeur » aux jours noirs ou, comme le chantait un troubadour, d'avoir poches vides et cœur d'argent. Pierre Bérégovoy avait été nommé tardivement premier ministre, dans le cours d'une double crise mondiale du capitalisme et du socialisme. Comme si l'on attendait de lui une mission impossible, ne tenant compte ni de la conjonction économique ni de l'usure politique. La psychiatrie appelle « réformisme » cet acharnement à transformer le cours du monde. Il se paie souvent cher et peut s'incarner dans le destin d'un sauveur sacrifié.

Sans doute y eut-il d'autres scharnements et on ne peut s'empêcher de rapprocher les problèmes judiciaires de Pierre Bérégovoy avec ceux de Robert Boulin. Encore qu'il ne soit pas facile de déceler la subjectivité des magistrats des contraintes de la procédure. La jurisprudence administrative distin-

gue la faute personnelle de la faute de service et possède une conception extensive de celle-ci, afin de mieux protéger les individus. La jurisprudence judiciaire personnalise davantage l'incrimination et le procès au risque de confondre l'homme et ses faiblesses avec la fonction et ses dévances. Mais peut-on séparer le collectif et le particulier ? Les régimes féodaux ou dynastiques ne le croient pas et font du roi personnel la base d'une société. Au contraire, la République veut dissocier vie publique et vie privée mais y parvient pas toujours, comme le montrent deux suicides de hauts fonctionnaires.

En 1977, l'ambassadeur de France auprès du Vatican fut rattrapé par le président de la République et, laissé sans affectation, lui sa femme et ses deux enfants avant d'être interné et de mettre fin à ses jours. Les experts mirent en évidence un long passé dépressif ainsi qu'un drame familial : son père avait accidentellement tué sa mère.

## L'ascension est épuisante

Une étude du contexte politique montre que l'ambassadeur avait été exceptionnellement promu durant l'interim présidentiel de 1974, grâce au « piston » d'un camarade de l'ENA, à un poste fort délicat qu'Edouard Balladur venait de refuser. Sa mission ne fut qu'un long calvaire alors que le pape et la République française entretenaient de détestables rapports à propos de la loi sur l'interruption de grossesse et d'une politique scolaire jugée par le Vatican trop peu favorable à l'enseignement privé : au moment où l'ambassadeur était congédié, un ministre catholique avait même menacé de démissionner pour ce dernier motif.

Autant que du suicide de l'ambassadeur on peut donc parler d'une mission-suicide. Et au désordre dans le psychisme du diplomate s'ajoutait un dérèglement administratif : était-il pertinent de nommer auprès du Saint-Siège un haut fonctionnaire qui disait vouloir y représenter la France de Voltaire ? Quand le suicide révèle des dysfonctionnements de l'individu et de son groupe, il apparaît comme la seule issue d'une double impasse, une synthèse des deux morts que prévoit la morale de samouraï : hara-kiri pour l'honneur personnel et kamikaze pour le salut national.

Il n'est jamais facile de fournir une cause à un suicide. En 1949, le major de la première promotion de l'ENA se suicida avec une grenade parce qu'il était seulement second

au concours interne de l'inspection des finances. Ses camarades attribuèrent justement ce geste à une personnalité paranoïaque. Une étude plus attentive permet d'y ajouter une vive déception amoureuse, d'épuisants accès de paludisme, une mythomanie ancienne et une fixation obsessionnelle sur le gouverneur de la Banque de France qui lui semblait désormais, à cause de son rang, un modèle inaccessible. Et puis cette compétition interne entre inspecteurs déjà surélevés, à l'entrée et à la sortie de l'ENA ne révélait-elle pas la maladie d'un grand corps atteint de championisme ?

L'ascension vers les sommets est épuisante, particulièrement en politique, qui n'est pas tant la gestion de la cité que celle d'une citadelle (polis) toujours à défendre ou à conquérir. Dans ce but, les soldats grecs avaient leur « thérapeute », égyptien qui les aidait à passer leur courroux pour résister à l'adversaire. Les hommes politiques doivent-ils aussi se doter d'un thérapeute ?

La réponse leur appartient. Peut-être ceux qui poursuivent une ascension sociale très loin de leur milieu d'origine sont-ils plus vulnérables. Dans leur exil professionnel ils connaissent ce qu'un médecin suisse, le docteur Harder, appela, en 1678, la nostalgie ou « souffrance de retour ». Elle frappait les mercenaires suisses au service des rois étrangers : ils voulaient revenir au pays de leur enfance, retrouver leurs premiers amours et leurs plus vieux souvenirs, se remettre dans l'ambiance d'un monde plus simple et plus vrai. Le mal était si terrible qu'il fallait interdire à ces soldats, sous peine de mort, d'écouter le grand air des vaches, car ils refusaient alors de combattre et fondaient en larmes.

Tout homme qui s'élève est, malgré lui, un peu mercenaire de l'argent roi. Il peut avoir la nostalgie, même inconsciente, du temps où les fondes vibraient pour la gauche, où le socialisme était un idéal pour lequel on donnait sa vie.

Les conservateurs ne l'entendent pas de cette oreille et disent, avec le Bécheron de La Fontaine, qu'il faut se contenter de son sort et ne pas s'élever trop haut :

Le trépas vient tout guérir ;  
Mais ne bougeons d'où nous sommes.

D'autres peuvent refuser cet immobilisme et rêver d'une autre vie au risque de se perdre.

Odéon Valet est professeur à l'École nationale d'administration.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Dans la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-73

Téléc. : 34-62-72-73

Tél. : 46-62-72-73 - Société Rôle

de la SARL Le Monde et de Média et Régis Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composée de 38-15 - TAPIS LM

Imprimé

« Le Monde »

12, r. M. Gumbourg

94012 IVRY CEDEX

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

16, RUE CALGÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article

sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs annuelles y compris CEE et/ou
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - postage) is published daily for \$ 0.92 per copy by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry

94052 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at New York, NY, and additional mailing offices.

POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, Inc., 1318, Chapin Ave., N.Y. 10019 - 1918.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc., 333 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 23451 - 2881 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : non abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP. Paris PP

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

M. Ciampi a obtenu

Interdiction

Interdiction



# ÉTRANGER

• Le Monde • Vendredi 14 mai 1993 3

ITALIE : tandis que les scandales se poursuivent

## M. Ciampi a obtenu la confiance du Sénat

Après avoir voté la confiance au nouveau président du conseil italien, Carlo Azeglio Ciampi, mercredi 12 mai, la Sénat s'apprêtait jeudi à examiner le levée de l'immunité parlementaire de l'un de ses prédécesseurs, Giulio Andreotti.

ROME

de notre correspondant

Comme prévu, mercredi 12 mai, Carlo Azeglio Ciampi a obtenu la confiance pour son gouvernement devant le Sénat : 162 votes favorables, 36 contraires, 50 abstentions. Dans cette longue matinée de débats, au cours de laquelle la présidence du Conseil a rassuré une

nouvelle fois les plus sceptiques sur la durée du gouvernement et ses engagements (« priorité à la réforme électorale, mais pas seulement, car il y a des urgences économiques »), l'unique surprise aura été l'intervention, extrêmement applaudie, de l'ex-président de la République, Francesco Cossiga.

Très en verve, M. Cossiga a prononcé un long plaidoyer en faveur de la République présidentielle, prochaine et indispensable étape, à ses yeux, après l'instauration du système électoral majoritaire au Parlement. Autre personnalité très remarquée, le sénateur à vie Giulio Andreotti, nanti d'une grosse serviette bourrée de documents et contenant le texte du discours qu'il devait lire jeudi 13 mai devant ses

pairs, chargés de se prononcer sur la levée de son immunité parlementaire.

Un autre vote qui s'annonce également sans surprise, car, dès la semaine dernière M. Andreotti, dans son désir de clarifier la situation et d'éviter de créer un état de fait aussi explosif que celui qui a suivi, l'autre semaine, le vote à la Chambre favorable à M. Craxi, a déjà demandé lui-même que la justice soit autorisée à poursuivre son travail.

Enfin, tandis que, jeudi également, la Chambre devait décider d'abolir ou non le principe même de l'immunité parlementaire, comme pour mieux rappeler députés et sénateurs à leurs devoirs et à plus de réflexion sur les erreurs de

ces dernières années, l'enquête « Mani pulite » vient de connaître un de ses plus graves développements.

### L'arrestation du président de l'IRI

Mercredi en fin de matinée, il a été arrêté Franco Nobili, le président de l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle), le premier holding d'Etat italien, dont les activités diversifiées dans tous les secteurs, de la banque à l'industrie lourde en passant par la RAI (télévision d'Etat), emploient plus de quatre cent mille personnes (le Monde du 13 mai). M. Nobili n'est pas seulement une grande figure du monde économique, mais le représentant d'un certain parcours politique - jeunesse militante démocrate-chrétienne, puis Résistance, ce qui lui vaudra une

des plus hautes décorations - qui faisait de lui un homme a priori au-dessus de tout soupçon. M. Nobili a déjà été interrogé la semaine dernière pour des irrégularités dans la gestion des aqueducs des Abruzzes, mais il semble surtout que les accusations portées contre lui (corruption et violation de la loi sur les partis politiques) soient liées à ses anciennes activités, lorsqu'il était à la tête de l'entreprise de construction Cogefar, qu'il a quittée pratiquement au moment de son rachat par la Fiat, pour prendre, en novembre 1989, la présidence de l'IRI.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

HONGRIE : le débat sur les frontières

## Le Parlement de Budapest a ratifié le traité conclu avec l'Ukraine

A l'issue d'un long et houleux débat sur l'intangibilité des frontières hongroises et le sort des minorités magyares hors de Hongrie, le Parlement de Budapest a finalement ratifié, mercredi 12 mai, le traité conclu avec l'Ukraine excluant expressément, pour la première fois, toute revendication frontalière entre les deux pays (le Monde du 7 mai).

Pour l'extrême droite hongroise, ce traité signifiait le renouement à toute modification des frontières héritées des traités de Trianon (1920) et de Paris (1947). Le premier ministre József Antall a dû mettre tout son poids dans la balance, venant lui-même affirmer aux députés qu'il « assumait la pleine respon-

sabilité de toutes ses conséquences ». Il a cependant assuré que le traité hungaro-ukrainien ne servirait pas de précédent pour le signataire d'autres accords avec les pays voisins, notamment la Roumanie.

Cette remarque n'a pas manqué d'être relevée à Bucarest, où le gouvernement roumain a exprimé mercredi son « étonnement ». La reconnaissance rétroactive de l'absence de revendications territoriales constitue la clé de voûte d'un traité hungaro-roumain, a déclaré le ministre des affaires étrangères roumain, « cette clause permettrait d'inclure dans le traité des garanties sur les droits » de la minorité hongroise en Roumanie. - (AFP)

□ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : progrès dans les négociations entre Prague et Bratislava. - Le gouvernement tchèque a décidé, mercredi 12 mai, de débloquer les actions acquises en Bohême-Moravie par des investisseurs slovaques lors de la privatisation par coupons. Cette décision reflète un certain progrès dans les négociations entre Prague et Bratislava sur la partition des biens de la Tchécoslovaquie. Le premier ministre tchèque, Václav Klaus, s'est dit « satisfait » que la Slovaquie soit prête à signer un accord-cadre sur le partage des biens. - (AFP)

□ SLOVAQUIE : M. Mecliar accepte les conditions du Conseil de l'Europe. - Le gouvernement slovaque est prêt à accepter les conditions du Conseil de l'Europe concernant les droits de la minorité hongroise vivant en Slovaquie, a déclaré mercredi 12 mai le premier ministre Vladimir Mecliar, à l'issue d'une rencontre à Bratislava avec le chef de la diplomatie autrichienne, Alois Moek. M. Mecliar s'est notamment engagé à lever tous les obstacles sur l'usage des prénoms hongrois et des noms de communes en hongrois. - (AFP)

### RUSSIE

## Un entretien avec M. Kozyrev

Suite de la première page

Mais M. Kozyrev la condamne aussitôt : une telle décision inciterait selon lui les Serbes bosniaques à tirer profit au plus vite de leur grande supériorité militaire actuelle, et leur ôterait toute raison de « faire preuve de retenue ».

Cela signifie-t-il qu'au lendemain du référendum on en sera toujours exactement au même point, sans autre perspective que de reprendre pour la énième fois des consultations ? M. Kozyrev indique que la Russie ne souhaite pas « légitimer ce référendum ». Mais il explique tout de même que, vers le 16 ou le 17 mai, après que les Serbes de Bosnie auront eu « une nouvelle occasion de s'exprimer sur le plan Vance-Owen », il conviendra, « par l'intermédiaire des représentations à New York, par les canaux diplomatiques, et en utilisant le mécanisme de la conférence de Londres, de manière que l'Allemagne puisse jouer un rôle important, de mettre au point un ensemble de mesures politiques, éventuellement militaires, et éventuellement contraignantes ». Ces mesures pourraient alors être présentées lors de la réunion du Conseil de sécurité au niveau des ministres des affaires étrangères, prévue pour le 21 mai à New York.

### Bombes atomiques...

Par quel miracle pourrait aboutir une nouvelle concertation entre partenaires eux-mêmes incapables de formuler un projet concret ? M. Kozyrev soupire, évoque « l'impuissance tragique » que manifesterait en ce cas la communauté mondiale, et ajoute : « Mais comment faire ? » Il fait cependant remarquer que l'idée d'un embargo imposé par la Serbie

aux Serbes de Bosnie « faisait rire » lorsque lui-même l'avait avancée, il y a une quinzaine de jours, et que, pourtant, elle s'est réalisée. Il ajoute que Moscou a encore « quelques idées », qu'il ne souhaite pas préciser à ce stade, ajoutant aussitôt qu'en tout état de cause elles ne « résoudre- raient pas le problème », ne constitueraient pas une « solution idéale ». (Moscou a déjà suggéré de placer des observateurs aux frontières entre la Fédération yougoslave et la Bosnie pour vérifier que Belgrade applique bien un embargo aux combattants serbes bosniaques.)

### Chypre ou Tadjikistan ?

Combien de temps encore va-t-on donc continuer à débattre pendant que l'Éléphant se poursuit ? M. Kozyrev répond par une autre question : « Faut-il faire quelque chose à tout prix ? » Suit une sorte d'argumentation par l'absurde : « Le plus simple est de lancer une bombe atomique, on en a des quantités, les Américains aussi. Ou bien bombarder. On attaque Sarajevo... » Mais alors, ne s'agit-il pas simplement d'attendre que les Musulmans admettent leur défaite totale ? « Non, ce n'est pas tout à fait cela », explique M. Kozyrev, « ce serait le plus facile ». Cependant, souligne-t-il aussitôt, « cela fait quarante-cinq ans qu'on débat d'un règlement au Proche-Orient. La résolution 242 elle-même a trente ans, ce n'est pas une jeune fille, c'est une dame dans la fleur de l'âge ». Manière de plaider pour une très grande patience, ou de dire que la crise bosniaque est tout aussi insoluble que le conflit israélo-arabe ? Un peu des deux, apparemment.

M. Kozyrev s'explique par ailleurs longuement sur le veto que, pour la

première fois depuis neuf ans, la Russie vient d'opposer à une résolution du Conseil de sécurité portant sur le financement des opérations de maintien de la paix à Chypre (lire page 5 l'article d'Alain Bassi Pour). On ne saurait y voir un « avertissement » aux Occidentaux au cas où ces derniers finiraient par se décider pour une intervention en Bosnie : « Cela n'a rien à voir, c'est strictement une question financière », M. Kozyrev précise. « L'impératif est que les Occidentaux aient soudain considéré comme urgent de modifier un système de financement (volontaire) pratiqué depuis trente ans, alors même que cette modification n'est nullement de nature à augmenter les chances de règlement » de l'affaire chypriote. Il ne voit pas pourquoi la Russie devrait contribuer à ce financement (pour un montant de 1,9 million de dollars) alors qu'elle supporte « d'énormes dépenses pour le maintien de la paix à l'intérieur de l'ex-URSS, par exemple au Tadjikistan, en Géorgie, en Moldavie », et qu'elle contribue désormais pour des sommes importantes aux opérations de maintien de la paix de l'ONU (129 millions de dollars en 1992). D'autant, poursuit M. Kozyrev, que la Russie, qui demande toujours une restructuration de sa dette, n'a pas d'argent.

Précisément, en mettant leur veto à une mesure qui leur aurait coûté cette somme relativement modeste de 1,9 million de dollars, les Russes s'opposent-ils pas à un reproche d'ingratitude à l'égard de l'Occident ? « Nous ne déterminons pas notre politique étrangère en fonction de critères de gratitude », précise aussitôt M. Kozyrev, « mais en tenant compte des intérêts de la paix, et de nos propres intérêts ». Il fait remarquer que les États-Unis restent très fortement engagés à l'égard de l'ONU, organisation qu'ils utilisent désormais très largement, et que personne ne songe à le leur reprocher. Surtout, M. Kozyrev regrette que l'Occident n'ait pas encore appris à prendre en considération les impératifs de politique intérieure de la Russie, de « son opinion publique ». « A propos de la déportation des Palestiniens par Israël, on a eu de pousser les États-Unis au veto, et on a eu raison », poursuit-il, regrettant qu'on n'ait pas fait de même cette fois avec Moscou. Et il suggère d'en « tirer une conclusion : le Conseil de sécurité fonctionne le mieux quand ses membres permanents se mettent préalablement d'accord et se font confiance ».

Quand on l'interroge sur le Tadjikistan, où le gouvernement russe « démocratique » contribue à favoriser la victoire des néocommunistes, obtenue par des méthodes d'une extrême brutalité, M. Kozyrev refuse que la question soit posée en ces termes. Il affirme tout d'abord que les troupes russes n'ont pas participé aux combats, et souligne surtout qu'il ne s'agit pas de choisir entre communistes et démocrates ou communistes et islamistes, mais entre le seul pouvoir « bénéficiant d'une quelconque légitimité » et « le chaos complet, la soumission ». « C'est comme pour la Bosnie », ajoute M. Kozyrev, « il faut être pragmatique ».

JAN KRAUZE

□ Cinq militaires russes condamnés à mort en Azerbaïdjan. - Cinq militaires russes relevant de l'armée russe stationnée en Arménie ont été condamnés à mort, mercredi 12 mai, par le tribunal militaire de la Cour suprême azerbaïdjanaise, pour « actes de diversion » en territoire azerbaïdjanais - dans la région de Kelbadjar où ils ont été arrêtés il y a neuf mois, - notamment pour avoir tué plus de 30 combattants azerbaïdjanais. Moscou dément la participation de ses militaires aux combats, sinon de volontaires ou mercenaires dont elle ne veut pas répondre. Le statut de prisonnier de guerre d'existence en outre ni pour Bakou ni pour Erevan, en guerre « non déclarée ». Mais un militaire russe précédemment condamné à mort à Bakou avait été gracié par le président Eltsiney. - (AFP)

## L'équilibre du vélo

MOSCOU

de notre correspondant

Si M. Kozyrev se veut « pragmatique » en politique étrangère, il se situe clairement parmi les « démocrates radicaux » au sein de l'équipe de M. Eltsine et souhaite faire entendre sa voix dans le débat interne. Au lendemain du référendum du 25 avril, il avait, nous a-t-il déclaré, appelé la présidence russe à « agir résolument, sans hésitation ni concession ». Aujourd'hui, il se félicite du limogeage du secrétaire du Conseil de sécurité Iouri Stokov et du vice-premier ministre Gueorgui Khilja (le Monde du 13 mai), qui selon lui « se étaient placés en dehors du cadre » défini par M. Eltsine. Mais il admet qu'au sein du gouvernement, la situation reste « complexe » que certains de ses membres « sont d'origine et de formations différentes, mettant les accents de manière différente ».

### Vers un nouveau référendum ?

Il veut pourtant croire que cette équipe est « viable », si chacun « contribue à sa manière à la poursuite des réformes ». En un mot, il est favorable à une « purge », mais selon des critères « politiques » et non en fonction des vues sur l'économie des uns et des autres.

M. Kozyrev plaide par ailleurs pour que la nouvelle Constitution

soit adoptée par référendum, et non, comme le souhaitent d'autres membres de l'équipe présidentielle, par une Assemblée constituante désignée à cet effet. Au moment même où il s'exprimait, M. Eltsine signait un décret convoquant pour le 5 juin une Assemblée constituante : rien cependant n'est définitivement joué, le président n'étant pas tenu d'indiquer si cette Assemblée, qui devra mettre définitivement au point le projet de Constitution, sera aussi chargée de l'adopter. M. Kozyrev estime que la voie « gaullienne » du référendum, qui ne pourrait se tenir avant l'automne, est sans doute plus risquée, mais que se « légitimer » serait plus forte.

A l'automne dernier, M. Kozyrev, aux côtés du conseiller présidentiel Guennadi Bourboulis et du ministre de l'Information Mikhaïl Poutine, avait fortement contribué à radicaliser le combat politique, en lançant une véritable déclaration de guerre au président du Parlement Rouslan Khasbulatov, le rejetant du côté des conservateurs. Regrette-t-il aujourd'hui cette stratégie ? « Non, il était nécessaire de porter le conflit sur la place publique, on ne pouvait s'accommoder d'une situation bloquée. La stabilité de la Russie ne peut être que celle du vélo, on ne peut la maintenir qu'en avançant ».

J. K.

# Points

DES SUCCÈS  
PLEIN  
LES POCHES



- Anita Brookner
- Lewis Percy
- Points Roman
- Italo Calvino
- La route de San Giovanni
- Points Roman
- Dickens
- Fruttero & Lucentini
- L'affaire D.
- Points Roman
- Bret Easton Ellis
- American psycho
- Points Roman
- Agota Kristof
- Le troisième mensonge
- Points Roman
- Norman Maclean
- La rivière du sixième jour
- Points Roman
- Eduardo Mendoza
- L'île enchantée
- Points Roman

Points



## EUROPE

Les conflits dans l'ex-Yougoslavie et le débat entre Européens et Américains

### « La voie militaire est celle du désespoir »

estime Alain Juppé

Après les mises en cause, dans la presse américaine et au Sénat notamment, du comportement des Européens face à la crise en Bosnie, dirigeants français et britanniques se sont efforcés, mercredi 12 mai, de minimiser leurs divergences avec Washington.

Le chef de la diplomatie britannique, Douglas Hurd, a appelé à la retenue de part et d'autre de l'Atlantique, en soulignant que l'existence de différences d'appréciation ne justifiait pas « que l'on se mette à crier ». De son côté, le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a affirmé mercredi à l'Assemblée que cette « présumée querelle transatlantique (...) ne correspond pas à la réalité ». « Le secrétaire d'Etat [Warren Christopher] est venu en Europe pour ouvrir un vrai dialogue, non avec un

plan tout stérile à prendre ou à laisser », a précisé Alain Juppé.

Il a expliqué que la France suivait pour l'instant la voie « diplomatique », en misant sur les sanctions imposées à la Serbie et qui ont produit « un changement de langage et de comportement » des autorités de Belgrade. « Il ne s'agit pas, avec elles, d'un rapport de confiance mais d'un rapport de force », a souligné M. Juppé.

Il a rappelé que la France souhaitait un contrôle international de la frontière entre la Serbie et la Bosnie (où pour l'instant le trafic continue) et un renforcement des « zones de sécurité » en Bosnie. La France a fait à l'ONU plusieurs propositions sur ce dernier point, allant de la simple augmentation du nombre d'observateurs dans ces zones, jusqu'à

déploiement d'un dispositif militaire important, éventuellement appuyé par des frappes aériennes défensives.

En ce qui concerne les propositions faites par les Etats-Unis (levée de l'embargo sur les armes au profit des musulmans et frappes aériennes), Alain Juppé a rappelé qu'elles signifieraient « l'arrêt immédiat de l'aide humanitaire » : « on trait, a-t-il ajouté, vers un risque d'intensification du conflit (...) vers une conflagration générale dans les Balkans ». « La voie militaire est celle du désespoir. Nous n'avons pas le droit de l'écarter, mais nous devons tout faire pour n'y recourir qu'en dernier recours », a conclu le ministre. A Washington, le président Clinton a laissé entendre qu'un consensus serait bientôt trouvé avec les Européens. Il a rappelé que cette crise « est un problème euro-

péen » et que les Etats-Unis n'ont donc pas l'intention d'intervenir seuls, « à la différence de ce qui s'est passé au Vietnam ». « Mais ce n'est pas parce que nous ne voulons pas répéter les erreurs du Vietnam que nous ne devons rien faire », a-t-il poursuivi. « Il est dans l'intérêt des Etats-Unis d'éviter que le conflit ne dégénère dans plusieurs autres pays, ce qui pourrait nous entraîner dans quelque chose avec l'OTAN dont nous ne voulons pas », a encore déclaré M. Clinton. — (AFP, Reuter)

### Menaces terroristes contre l'Italie et les « casques bleus »

Le député serbe d'extrême droite Vojislav Seselj, dont le Parti radical détiend 30 % des sièges du Parlement serbe, a menacé d'attaquer « des objectifs civils » en Italie et ailleurs en cas d'intervention militaire internationale en Bosnie, dans une interview à la radio italienne GRI diffusée mercredi 12 mai.

M. Seselj s'est menacé d'« attaquer l'Italie et tous les territoires desquels décolleront des avions » engagés dans une opération militaire. Quand celui-ci se produira, « nous attaquerons immédiatement les

« casques bleus » en Bosnie-Herzégovine », a-t-il affirmé.

Le président du Parti royaliste serbe, Sinisa Vucinic, a profité des menaces analogues, mettant en garde contre des attentats terroristes visant les « casques bleus » si l'Occident se risquait à une intervention militaire en Bosnie. Cité par l'agence Tanjug de Belgrade, il a précisé que 350 volontaires s'entraînaient près de Subotica, à la frontière hongroise. — (AFP, Reuter.)

Les pratiques illicites de l'Etat et de banques privées serbes

### Une économie mafieuse au service de la guerre

Début mars, le multimillionnaire serbe Jezdimir Vasiljevic, propriétaire de l'une des principales banques privées yougoslaves, quittait le Yougoslavie pour échapper au « racket organisé par l'Etat ». Quelques jours plus tôt, deux ministres serbes étaient inculpés pour escroquerie. Les langues se déliaient peu à peu, dévoilant l'ampleur de la corruption et les fondements d'une économie mafieuse. L'opposition en profitait pour accuser le régime de Belgrade de se maintenir au pouvoir grâce aux malversations, et les milieux d'affaires n'hésitaient plus à dire ouvertement que le gouvernement serbe « vit de la spéculation ».

BELGRADE

de notre correspondant

Depuis le début des conflits dans l'ex-Yougoslavie, Belgrade fournit à ses alliés serbes de Croatie et de Bosnie une aide officielle et « humanitaire » qui, en fait, finance l'effort de guerre et représente, selon le député nationaliste serbe Zeljko Raznjajovic, « 60 % des revenus de la Serbie ». Quand l'embargo fut décrété, fin mai 1992, par les Nations unies, la Serbie était déjà résolue à « sacrifier » son économie pour « la défense du peuple serbe » ; elle faisait déjà marcher la planche à billets et elle a simplement dû recourir à de nouveaux expédients, de plus en plus illicites.

« La politique de Belgrade a ruiné l'économie du pays », écrit récemment l'économiste belgradiste Ljubomir Madjar. Elle a fait passer 4 millions de Yougoslaves (sur 10 millions) en dessous du seuil de pauvreté. Mais elle semble, de surcroît, avoir ruiné ceux qui, bien qu'échappés par le « gâchis » de leurs dépôts ou de leurs biens, ont échappé à la guerre (1991), évitant ainsi le risque de confier leurs dernières économies à un réseau de banques privées dont le fonctionnement échappe à toute orthodoxie financière. Si le versement d'intérêts à des taux très élevés a permis à des millions d'épargnants d'arrêter pendant près d'un an et demi leurs furos de mois, leur capital s'est envolé en Croatie, en Bosnie ou dans les poches de profiteurs de guerre.

Racket

et pots-de-vin

Pourtant, même si le banquier Vasiljevic s'affirmait, avant de prendre la fuite, qu'un grand nombre de hauts fonctionnaires et de responsables politiques étaient « directement mêlés aux pratiques mafieuses », et même si les médias indépendants ont déjà désigné quelques proches de M. Milosevic, dont l'ex-premier ministre serbe Radovan Bozovic, comme les principaux instigateurs des combines frauduleuses, les scandales financiers de ce prisme ont pas ébranlé le pouvoir. La population s'est contentée des promesses de M. Milosevic de lutter contre la criminalité et de l'inculpation de deux ministres.

Fin février, l'ex-ministre du commerce et du tourisme Sava Vajkovic était arrêté pour « malversations ». Une semaine plus tard, son successeur, le ministre en exercice Velimir Mihajlovic, était à son tour inculpé. Selon l'acte d'accusation, les deux hommes auraient empoché 700 000 deu-

schmarks chacun (2,5 millions de francs) sur l'importation de carburant, prohibée par l'embargo international. Sava Vajkovic est également accusé d'avoir violé l'interdiction décrétée en 1991 par le Serbie sur les exportations de produits agricoles et alimentaires, en vendant des céréales à la Macédoine en échange de médicaments. Selon son avocat, Toma Fila, l'entreprise yougoslave Jugodrovo a versé, en échange de licences d'importation du carburant, plus de 2 millions de deutschmarks (6,5 millions de francs) de pots-de-vin à des membres du gouvernement de Serbie.

Le litre d'essence, qui revient à un demi-mark à l'importateur après qu'il a payé des dessous-de-table « en tout genre », est vendu à la FORPRONU pour couvrir l'achat d'armes, explique l'avocat. Pour M. Fila, les premières pièces du dossier laissent supposer que l'ancien premier ministre serbe Radovan Bozovic, remplacé au mois de février par M. Sainovic, est impliqué dans ce scandale. Cependant, l'équité pousse à penser que les témoins-clés — deux responsables de l'entreprise Jugodrovo — sont morts début mars, l'un dans un accident de voiture, l'autre d'une balle dans la tête.

Pour le moment, les dirigeants de Belgrade ne s'inquiètent pas des lourdes accusations qui déferlent contre eux. Lorsque le banquier Jezdimir Vasiljevic a accusé l'actuel président du conseil municipal de Belgrade, Neljko Gavic, l'un des responsables du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir en Serbie, de lui avoir extorqué 200 000 deutschmarks pour sa campagne électorale de décembre, celui-ci a d'abord rétorqué qu'il s'agissait d'un « don » pour ensuite expliquer que son parti entendait rembourser le banquier. Les autorités ont ensuite ignoré les affirmations de Jezdimir Vasiljevic selon lesquelles il aurait été contraint de donner à la ville de Belgrade deux stations d'essence qu'il venait d'acheter. « Celui qui ne donne pas d'argent aux autorités ne peut pas travailler en Serbie et au Monténégro », a déclaré M. Vasiljevic, en indiquant qu'il avait lui-même remis aux « racketteurs de l'Etat » 4 millions de deutschmarks en 1991, le double en 1992 et près de 1 million de deutschmarks pour les deux premiers mois de 1993.

Indifférent à ces accusations, la population a, en revanche, réagi à la fuite de M. Vasiljevic ainsi qu'à la fermeture, quelques jours plus tard, de toutes les succursales de sa banque, Yugoskandic. Plusieurs centaines de milliers d'épargnants se sont retrouvés lésés, l'Etat refusant de garantir les sommes déposées dans les coffres d'une banque privée. Les experts indépendants estiment que, si l'Etat refuse de procéder à une liquidation judiciaire, c'est aussi parce qu'il craint de dévoiler les activités financières illicites de Yugoskandic et des banques du même type.

Moyennant le versement d'intérêts à des taux inhabituels, les circuits bancaires privés, qui sont apparus avec la guerre, fin 1991, ont servi à extirper les dernières économies en devises et en dinars de la population pour le financement de l'Etat et de la guerre. Pour s'emparer de ce capital en devises, l'Etat recourt à la planche à billets. L'inflation dévore les intérêts versés sur les dépôts en dinars, et la baisse du pouvoir d'achat oblige les épargnants à revendre sur le marché noir les

intérêts en devises sur leurs dépôts en monnaies convertibles. En d'autres termes, par le biais des banques privées, qui ont désormais le contrôle du marché noir, l'Etat se procure des devises bon marché. Le résultat est une inflation qui progresse à un rythme mensuel de 200 %.

Yugoskandic ou Dafiment Banka, les deux champions de la spéculation en Yougoslavie, qui se flattent d'avoir contribué au maintien de la paix sociale en versant à trois millions d'épargnants des intérêts qui leur ont permis de survivre en dépit de la crise et de l'embargo, ne cachent pas leurs activités. Avec son borsalino et ses allures de mafioso, Jezdimir Vasiljevic, qui a fait fortune dans l'import-export et qui disposerait d'importants capitaux en France, en Israël et en Afrique du Sud, se targue d'avoir fait preuve de patriotisme en fournissant des armes aux volontaires serbes de la « guerre de Croatie et de Bosnie ». Il se félicite également d'avoir violé à maintes reprises l'embargo en important du carburant.

### « Actions patriotiques »

Dafina Milanovic, propriétaire de Dafiment Banka, se présente comme la « mère » du peuple serbe, puisant dans le « patriotisme » plusieurs millions de Yougoslaves en versant des intérêts aux épargnants et en « prêtant » à l'Etat les sommes nécessaires au paiement des retraites. Condamnée en 1989 pour détournement de fonds et falsification de chèques bancaires, cette obscure employée de banque est devenue, en quelques mois, la propriétaire de la plus grosse banque privée yougoslave. Outre le financement de l'armement destiné aux « Républiques » serbes auto-proclamées en Bosnie et en Croatie, elle a financé la campagne électorale d'un député serbe, chef d'un groupe paramilitaire, Zeljko Raznjajovic, alias Arkan, recherché pour crimes de droit commun dans plusieurs pays occidentaux et accusé de crimes de guerre par l'administration américaine.

Les experts indépendants estiment que les deux banques, outre ces « actions patriotiques », lavent l'argent de la mafia par l'intermédiaire de comptes et de filiales à l'étranger. Ces entreprises, enregistrées comme « étrangères », ont échappé à l'embargo et poursuivi leurs transactions bancaires ; elles ne devraient pas subir le gel de leurs avoirs après l'entrée en vigueur des nouvelles sanctions, le 26 avril. Pendant que le capital investi par les petits épargnants se dilapide, les profits sont transférés à l'étranger ou transformés en biens immobiliers à Belgrade et ailleurs.

En quittant la Yougoslavie, Jezdimir Vasiljevic avait averti les autorités des conséquences d'une éventuelle fermeture de sa banque : « En quelques heures, la panique gagnerait les épargnants de Dafiment et de Karic [une autre banque privée] et trois millions de personnes sortiraient dans la rue ». Mais il n'y a pas eu de troubles. Lorsque tout un système est corrompu au nom de la « cause serbe » et de la survie sous le blocus « injustement » décrété par la communauté internationale, l'opinion publique est prête à bien des sacrifices. Le député ultranationaliste Vojislav Seselj n'avait-il pas dit : « Tant que nous aurons de quoi manger, la communauté internationale ne pourra rien contre nous » ?

FLORENCE HARTMANN

A l'issue de violents combats

### Croates et Musulmans de Bosnie-Herzégovine ont conclu une nouvelle trêve

Les commandants en chef bosniaque, le général Sefer Halilovic, et croate de Bosnie, le général Milivoj Petkovic, ont signé, mercredi 12 mai, un accord prévoyant la cessation immédiate des hostilités entre leurs forces et le retrait, avant jeudi midi, des unités combattantes dans leurs zones. L'accord prévoit également la liberté de mouvements sur les principales routes d'Herzégovine occidentale (sud-ouest) et de Bosnie centrale, par où transite l'aide humanitaire internationale. Les deux parties doivent en outre échanger jeudi leurs prisonniers.

De violents combats opposent, depuis dimanche, Croates et

Musulmans dans la région de Mostar ainsi qu'en Bosnie centrale. Un premier accord conclu lundi avait réduit l'intensité des affrontements mais ne les avait pas fait cesser complètement.

Les forces croates bosniaques détiennent 1 346 musulmans — hommes, femmes et enfants — près de Mostar, dans deux gymnases et une prison militaire, que des observateurs de l'ONU ont pu visiter mardi soir, l'odique un communiqué de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU). Les délégués ont tous déclaré qu'ils avaient été emmenés de chez eux contre leur gré et qu'on leur avait interdit d'emporter leurs effets personnels.

selon la FORPRONU, qui indique que « des familles ont été divisées ».

Par ailleurs, les autorités de Serbie laissent passer des camions — notamment des camions-citerne chargés d'essence — en Bosnie du Nord, rapporte le Washington Post, en dépit de l'annonce par Belgrade de « sanctions » à l'égard des Serbes de Bosnie-Herzégovine à la suite du rejet du plan Vance-Owen par le « Parlement » serbe bosniaque. Le régime du président Milosevic avait affirmé avoir placé les Serbes bosniaques sous embargo — à l'exception de l'aide humanitaire — pour les forcer à approuver le plan de paix. — (AFP, Reuter)

GRANDE-BRETAGNE : les déboires de la famille royale

### Charles et Diana sont-ils « espionnés » par les services secrets ?

Le nouveau « scandale » que représenterait la mise sur écoute des membres de la famille royale a déclenché une « guerre des tirages » au sein de la presse populaire. Le palais royal et les services du premier ministre ont publié des démentis, mais le doute demeure : les services secrets sont-ils à l'origine des « fuites » ?

LONDRES

de notre correspondant

Le quartier général des communications du gouvernement (GCHQ) de Cheltenham, dans le comté de Gloucestershire, est-il devenu un repaire de « républicains » ? Cet organisme, dont les activités sont couvertes par le « secret défense », mais dont chacun sait qu'il est l'un des centres d'écoute les plus perfectionnés du monde, est élu à moins de 50 kilomètres de Highgrove, la résidence personnelle du prince de Galles. Coïncidence bien sûr, mais qui ne fait qu'ajouter un peu de piment à un nouveau « scandale » très britannique, mêlant la famille royale, la presse populaire et le gouvernement.

Se peut-il que le GCHQ, avec ou sans le consentement des autorités, ait « sonorisé » les résidences royales, notamment la propriété du prince Charles, comme l'affirme — transcription d'enregistrements à l'appui — la presse tabloïd ? Certains de ses membres participent-ils à ce prétendu « complot républicain » destiné à miner l'institution monarchique ? Comment, une fois de plus, faire le tri entre des « révélations » qui, éventuellement, peuvent servir les intérêts de tel ou tel membre de la famille royale (ce fut le cas dans le passé), et, à coup sûr, ceux des journaux ?

Le Sun, l'un des principaux



titres de la presse dite « de caniveau », a publié, mercredi 12 mai, la transcription de l'enregistrement d'une conversation entre la princesse Diane et son époux, qui aurait eu lieu à Highgrove, en novembre dernier, soit peu de temps avant l'annonce de leur séparation. Cette fois, pas de détails intimes mais un échange de propos plutôt dénués de tendresse à propos de l'avenir du couple et de celui de leurs enfants. Contrairement aux affaires précédentes, où il était question d'écoutes téléphoniques illégales, les journalistes affirment que leurs « sources » sont des membres du GCHQ.

### A qui profite le crime ?

Le Palais a pris la décision très inhabituelle de démentir, précisant que les « egendes » prouvent que le prince et la princesse ne se trouvaient pas, ensemble, à Highgrove, à cette époque, ce qui tendrait à accréditer la thèse selon laquelle les documents publiés sont des faux. Le 10, Downing Street, a, de son côté, affirmé avoir reçu des chefs de M15 (contre-espionnage) et de M18 (renseignement extérieur)

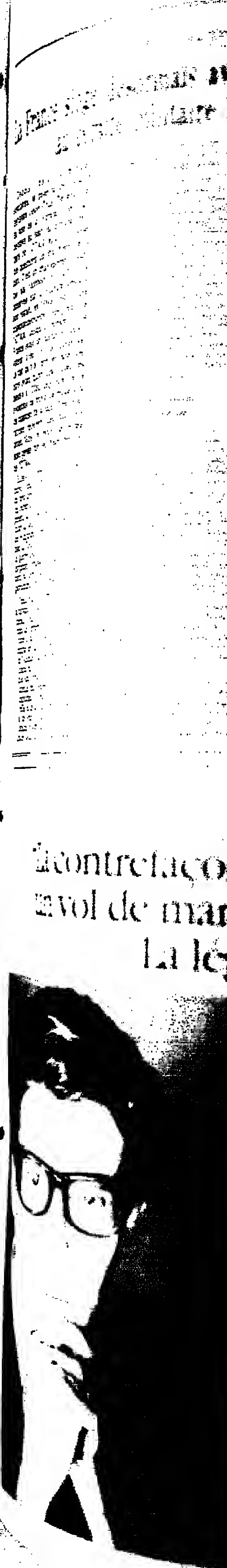
des assurances permettant d'affirmer que les membres de la famille royale ne sont pas « espionnés ».

Mais le ministre de l'intérieur, Kenneth Clarke, s'est beaucoup plus sibyllin : « Il semble que quelque un écoute la famille royale. Mais il n'y a pas la moindre preuve qu'il s'agisse du M15 ». « Je pense », a ajouté, M. Clarke, que tout cela représente peu mal d'argent.

Ces révélations ont en effet entraîné une furieuse polémique entre plusieurs titres de la presse tabloïd, chaque journal affirmant être à l'origine du scoop, le Daily Mirror accusant le Sun de lui avoir « volé » des extraits d'un nouveau livre (Charles contre Diana), qui doit être publié prochainement.

L'affaire commence à prendre une tournure politique : de nombreux parlementaires demandent une enquête officielle pour tirer tout cela au clair. Et, accessoirement, le vote de la législation tant attendue visant à mettre un terme aux excès de la presse populaire...

LAURENT ZECCHINI





## DIPLOMATIE

Pour les missions de maintien de la paix

### La France siège désormais avec voix délibérative au comité militaire de l'OTAN

Depuis déjà quelques semaines, le général de division aérienne Jean-Paul Pélissier, au nom de la France, voix délibérative au sein du comité militaire de l'OTAN pour y traiter des questions de maintien de la paix. C'est un changement notable par rapport à l'attitude observée par la France depuis son retrait, en 1966-1967, des commandements intégrés de l'OTAN. Jusqu'à présent, la France avait un statut d'observateur, avec voix consultative. Le fait qu'elle vienne en tête des pays ayant fourni des «casques bleus» à l'ONU explique cette évolution au profit de missions de maintien de la paix. Ces opérations relèvent des Nations unies. Mais, en pratique, elles sont gérées par les états-majors de l'OTAN.

Existe-t-il, comme on l'en accuse parfois, une volonté de la France de réintégrer «de façon rampante» les commandements alliés que le général de Gaulle déserta il y a un quart de siècle ? On voit la logique des événements, depuis la chute du mur de Berlin en 1989 et la fin de la guerre froide, incite-t-elle les dirigeants français à prendre leurs parts de responsabilités dans l'agencement de la défense alliée ?

Quelle que soit la réponse à cette alternative, le fait est là : depuis avril, mais on vient seulement de l'apprendre, la France participe avec voix délibérative - comme un membre à part entière de l'Alliance - aux délibérations du comité militaire de l'OTAN, alors que son statut d'observateur lui donnait précédemment simple voix consultative. Cette procédure nouvelle pour la France ne s'applique, à ce jour, qu'aux seules circonstances ayant trait aux missions dites «peace keeping», dans le langage

«connu» - de maintien ou de rétablissement de la paix sur le théâtre de l'ex-Yugoslavie. Le comité militaire de l'OTAN est la plus haute autorité militaire de l'Organisation atlantique, et il est placé sous l'autorité politique du Conseil de l'Atlantique nord et du comité des plans de défense. Il réunit les chefs d'état-major des armées de chacun des pays membres de l'Alliance. C'est dès octobre 1949, soit six mois après la signature du traité de l'Atlantique nord à Washington, que ce comité militaire a été institué. Les grands commandements militaires et les agences militaires de l'OTAN lui sont rattachés. Depuis 1966-1967, la France n'y était plus présente que par une mission militaire jouissant d'un statut d'observateur avec voix consultative.

#### Une double évolution

Désormais, pour tout ce qui touche aux missions de maintien de la paix, le chef de la mission militaire française - il s'agit en 1993 du général de division aérienne Jean-Paul Pélissier - a voix délibérative au même titre que les autres pays de l'OTAN. Il est placé sous les ordres directs du chef d'état-major des armées françaises, l'amiral Jacques Lanxade. Pour ce qui concerne tant l'embargo naval en Adriatique, en liaison avec l'Union de l'Europe occidentale (UEO), que les opérations sur le terrain de l'ex-Yugoslavie, le comité militaire de l'OTAN, véritable structure où s'échangent les points de vue et les informations, traite de l'organisation du commandement, de la définition précise des missions, de la planification des opérations et de la préparation des moyens.

En se comportant comme un membre à part entière de cette structure alliée, la France tire logiquement les conclusions d'une double évolution qui la conduit à se rapprocher de l'Alliance, comme

en témoigne le ministre de la défense, François Léotard, dans son entretien au Monde du 13 mai.

D'un côté, la France est devenue - avec dix mille de ses soldats - le premier pays à fournir autant de «casques bleus» à l'ONU, alors qu'elle se situait encore, il y a moins d'un lustre, au quatorzième rang des contributeurs. Cette situation nouvelle l'incite à pratiquer de moins en moins la politique de la «chaîne libre» dans les instances alliées, dès lors que les Nations unies, dépourvues de moyens propres, confient de plus en plus de tâches opérationnelles aux commandements de l'OTAN, qui s'en saisissent aussitôt (le Monde du 18 décembre 1992) pour justifier leur rôle après l'écroulement du pacte de Varsovie.

D'un autre côté, la France a, déjà, fait un premier pas en direction de l'OTAN en acceptant, selon certaines conditions, de placer l'Eurocorps, à base d'unités françaises et allemandes, sous le contrôle de commandements alliés pour des actions de maintien de la paix, y compris en dehors de la zone attribuée à l'Alliance (le Monde du 21 mai 1992).

Pour autant, les états-majors français, qui admettent que le général Pélissier a davantage voix au chapitre au sein de l'OTAN, s'empressent d'indiquer qu'il n'est pas question, du même coup, de réintégrer les commandements intégrés alliés.

Cette réaffirmation de la politique traditionnelle de la France envers l'OTAN vise apparemment à couper l'herbe sous les pieds à certains pays européens qui considèrent que la démarche française vis-à-vis du comité militaire - décrite à ce jour - traduit une ouverture vers une coopération accrue, voire une intégration, d'un pays resté longtemps réfractaire.

JACQUES ISNARD

### La Belgique rejoindra bientôt l'Eurocorps

BRUXELLES

de notre correspondant

La Belgique entrera «bientôt et de façon substantielle» dans l'Eurocorps, a déclaré le général Charles, chef d'état-major général, mercredi 12 mai, lors d'une visite à Bruxelles de l'amiral Lanxade, son homologue français. Ainsi est clairement affirmée la volonté des responsables militaires belges de participer aux missions du corps européen en cours de constitution entre Allemands et Français. Malgré les ultimes tergiversations du gouvernement de coalition belge, on peut maintenant s'attendre que la décision sera officiellement annoncée avant le début de l'été.

Après la suppression du service militaire, à partir de janvier 1994, la réduction des effectifs qui s'ensuivra, et le rapatriement complet des forces stationnées en Allemagne, l'armée de terre belge ne comprendra plus qu'une brigade de para-commandos et une division. C'est la totalité de cette division qu'il est question de transférer dans l'Eurocorps si l'OTAN en est d'accord. Dans la mesure où le corps européen peut être mis à la disposition de l'OTAN, ce transfert n'est pas incompatible avec l'engagement atlantique de Bruxelles. Le gouvernement de M. Dehaene fait même valoir que le renforcement de l'Eurocorps peut être une manière d'associer plus étroitement la France aux structures militaires de l'Alliance.

L'amiral Lanxade a exprimé sa «joie» devant le souhait des Belges de se joindre à l'Eurocorps. «Nous ne sommes pas contre l'Alliance, nous avons pour objectif de la transformer mais pas d'en amoindrir la force», a-t-il déclaré. L'excellente coopération entre militaires belges et français lors des dernières périodes de la crise yougoslave, en janvier, a également été soulignée.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Au Conseil de sécurité de l'ONU

### La Russie a opposé son veto à une résolution sur Chypre

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Pour la première fois depuis neuf ans, la Russie a opposé son veto mardi 11 mai à une résolution du Conseil de sécurité. Le projet portait sur le financement des forces des Nations unies stationnées à Chypre (UNFICYP). Il proposait que le coût de cette opération soit couvert, non plus au moyen de contributions volontaires mais par un financement obligatoire par les Etats membres. S'il avait été adopté, la part de la Grande-Bretagne, qui se moque actuellement à près de cinquante millions de dollars par an, aurait été réduite à un million par an.

L'UNFICYP est installée depuis 1964 sur l'île pour maintenir la paix entre les communautés grecque et turque chypriotes. Désireux de retirer les «casques bleus», en raison de la présence de trente mille soldats turcs dans le nord de Chypre, et également parce qu'ils voulaient éviter un veto russe, le gouvernement de Nicosie et celui d'Athènes avaient offert de payer vingt-cinq des quarante-sept millions de dollars du coût de l'opération. Seulement vingt-deux millions de dollars par an auraient été à diviser entre les autres Etats membres, dont moins de deux millions pour Moscou.

□ Sommet franco-allemand les 1<sup>er</sup> et 2 juin. - François Mitterrand et Edouard Balladur participeront au 61<sup>e</sup> sommet franco-allemand à Beaune (Côte-d'Or) les 1<sup>er</sup> et 2 juin. L'usage de ces consultations semestrielles veut que le chef du gouvernement ait no entretien avec le chancelier et qu'il participe à la séance plénière.

□ Le premier ministre canadien Brian Mulroney en visite à Paris. - Le premier ministre canadien Brian Mulroney est arrivé mercredi 12 mai à Paris pour une visite de deux jours durant laquelle il devait

Le veto de Moscou est d'autant plus surprenant que la Russie préside le Conseil de sécurité pendant ce mois de mai. Prenant la parole avant le vote, l'ambassadeur Youli Vorontsov a expliqué que l'élimination de l'idée de contributions volontaires pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU créait un précédent néfaste. Le représentant britannique, Sir David Hannay, a qualifié le veto russe de «regrettable et disproportionné vu les très modestes implications financières pour la Russie». L'ambassadeur des Etats-Unis a en revanche jugé «compréhensible» la décision des Russes et mis en garde contre le coût «toujours croissant» des forces de maintien de la paix dans le monde.

Apparemment perplexe quant aux motivations des Russes, un observateur à l'ONU estimait que «ce veto, c'est comme si Moscou utilisait un canon diplomatique pour tuer un petit lapin». Certains pensent que la Russie a saisi l'occasion pour démentir aux moins durs frais qu'elle menait sa propre politique au Conseil et ne se rangeait pas systématiquement derrière les positions occidentales.

AFSANÉ BASSIR POUR

être reçu par le président François Mitterrand et par son homologue Edouard Balladur. M. Mulroney a été accueilli à sa descente d'avion par Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie. Il terminera par Paris une tournée européenne qui l'a conduit successivement à Moscou, Bonn et Londres. Démentissimement, M. Mulroney devrait abandonner son poste de premier ministre entre le 13 juin et le 1<sup>er</sup> juillet prochains après que son parti, le Parti conservateur, se sera choisi un nouveau chef. - (AFP)

## Yves Saint Laurent :

“La contrefaçon est un vol. Un vol de savoir-faire, un vol de marque, mais aussi un vol d'emplois. La légaliser est inadmissible.”



La contrefaçon, c'est une grande industrie. Son chiffre d'affaires est énorme : plus de 100 milliards par an. Tout y passe : les parfums, les montres, les pièces automobiles, les médicaments et, bien entendu, le textile.

Les conséquences sur l'emploi en Europe sont dramatiques : chaque année, 100 000 emplois disparaissent et le textile et l'habillement français, particulièrement pillés, sont parmi les plus atteints.

Face à cette gangrène, la Commission de Bruxelles ne fait rien, elle ferme les yeux, elle tolère.

Plus inacceptable encore, elle a approuvé le projet du GATT qui autorise les pays en voie de développement à copier et contrefaire pendant 10 ans tous les modèles européens.

Les Gouvernements - en premier lieu le Gouvernement français - doivent imposer à la Commission de changer de politique et d'interdire la légalisation du piratage.

La contrefaçon, ça ne se tolère pas : ça se réprime.

L'UNION DES INDUSTRIES TEXTILES



SE BAT POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Plus de 20 millions de chômeurs en Europe, c'est assez.



## PROCHE-ORIENT

Dans les territoires occupés et au Liban sud

# Les intégristes musulmans relancent la guérilla anti-israélienne

Alors que la neuvième session des pourparlers bilatéraux israélo-arabes devait prendre fin jeudi 13 mai à Washington, les intégristes musulmans opposés au processus de paix, ceux du Hamas en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza, ainsi que ceux du Hezbollah au Liban sud, ont lancé mercredi plusieurs attaques contre des soldats israéliens. Le bilan des affrontements s'élève à au moins quatre morts et quarante blessés.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Deux soldats israéliens ont été tués et quatre autres blessés par des balles israéliennes au cours de violents affrontements à Gaza, deux miliciens pro-israéliens tués dans le Liban sud à la suite d'une offensive des combattants intégristes du Hezbollah, duels d'artillerie, couvre-feu, chasse à l'homme, arrestations par dizaines... Nul ne peut dire si les deux principaux ennemis islamistes de l'armée israélienne avaient, ou non, coordonné leurs attaques mercredi 12 mai, mais la coïncidence est frappante.

Après deux mois de calme très relatif, aussi bien à la frontière nord de l'Etat juif au Liban sud, qu'en Cisjordanie et à Gaza, la synchronisation des affrontements donne à penser qu'on assiste à une sorte de réveil de la guérilla intégriste. Séparés par la religion, le Hezbollah libanais est de confession chiite, alors que les combattants du Hamas sont sunnites, les deux principaux mouvements de « résistance islamiste » au Proche-Orient ont au moins deux importants dénominateurs communs : ils sont l'un et l'autre fermement opposés aux négociations, qui ont lieu en ce moment à Washington

entre Israël, les Palestiniens et les Etats arabes de la ligne de front ; et ils sont tous deux partiellement financés par l'Iran, lui-même ennemi déclaré du processus de paix en cours. Les stratégies israéliennes s'interrogent.

L'attaque au couteau perpétrée par trois Palestiniens, en plein cœur de Naplouse, principale ville de Cisjordanie, a tué 75 000 habitants, a été revendiquée, par haut-parleurs, dans les minutes qui l'ont suivie. Les soldats, qui s'apprêtaient à relever certains des leurs en faction dans un poste militaire, situé sur le toit d'un immeuble du centre-ville, étaient attendus. Ils ont été poignardés à l'instant où ils pénétraient dans la cage d'escalier. Echappant à une rafale tirée par une sentinelle du poste, les assaillants ont réussi à arracher les armes automatiques de leurs victimes et à s'enfuir avec. Touché au cou, l'un des soldats était mercredi soir dans un état jugé grave. Sitôt après, les autorités militaires ont écarté le couvre-feu sur tout le centre-ville et déclenché une vaste chasse à l'homme.

Action

de représailles

Cette opération, ont revendiqué des activistes du Hamas, a été effectuée en représailles de l'assassinat de six héros de notre juste combat. Mardi soir, en effet, l'armée avait annoncé la mort, au cours de deux « accrochages », d'une demi-douzaine de Palestiniens de Gaza, qui tentaient de passer la frontière avec l'Egypte. Selon le porte-parole militaire, les six hommes, tués au cours du week-end, étaient recherchés pour des attaques antérieures contre des soldats, ou des meurtres de civils palestiniens censés collaborer avec « la puissance d'occupation ». Trois d'entre eux, tués dans la nuit de dimanche à lundi, avaient pas d'ailleurs, les trois autres, tués samedi étaient, d'après le porte-parole, armés de couteaux et d'une grenade de fabrication

militaire israélienne. Ils appartenaient aux commandos Ezzedine-al-Qassam, groupe de combat qui se réclame du Hamas.

Depuis le bouclage des territoires occupés, dont la bande de Gaza, le 2 mars dernier, « plus de quatre-vingts terroristes recherchés ont été tués, capturés ou se sont enfuis », annonçait mardi à la Knesset le premier ministre Yitzhak Rabin. Mais l'armée, dont la traque et le quadrillage systématique sont grandement facilités par le bouclage, estime toujours à « environ deux cents », le nombre d'activistes recherchés. Tout se passe comme si ceux qui tombent régulièrement dans ses filets étaient remplacés dans l'heure.

Violences

au Liban sud

Après les six morts du week-end, dont celle de Hussein Abou Ladan (treize-deux ans), qui aurait été le chef des opérations d'Ezzedine pour la ville de Gaza, le mouvement Hamas a appelé à une grève de trois jours à partir de mercredi matin. Retransmis de demi-heure en demi-heure par les haut-parleurs de toutes les mosquées du territoire, l'ordre de grève, accompagné de menaces de « brûler la terre sous les pieds de l'ennemi sioniste » en représailles, a été presque complètement suivi.

Comme à l'accoutumée, la fermeture des écoles, des ateliers et des écoles à jeté des milliers de jeunes en colère dans les rues et des affrontements avec l'armée ont éclaté un peu partout sur l'ensemble du territoire. A Deir-el-Balah près de Gaza-ville, des soldats postés sur un toit ont tiré un jeune homme de dix-neuf ans qui avait déjà été blessé il y a six ans, au début de l'intifada, et qui marchait avec difficulté. A Rafah, dans le sud du territoire, près de la frontière égyptienne, c'est un gamin de douze ans qui a été tué, et sur pleine bouche et qui est mort sur la table d'opération. En presque six années de soulèvement contre l'oc-

cupation, près de mille cent Palestiniens, dont dix-sept depuis la fermeture des territoires, sont tombés sous des balles israéliennes. Le ratio avec les victimes israéliennes, soldats et colons compris, est de un pour huit. Pendant les négociations, les violences continuent.

Elles continuent aussi au Liban, notamment dans la « zone de sécurité » de mille kilomètres carrés occupés par Israël dans l'extrême sud de ce pays. Mercredi, ce sont les combattants du Hezbollah qui semblent avoir pris l'initiative. D'abord en assassinant à la sortie de chez lui, un certain Medhi Chabban, cadre important de l'Armée du Liban sud (ALS), ensuite en attaquant simultanément, en huit points différents de la fameuse « zone », les positions de cette milice, armée, entraînée et financée par Israël. Selon l'AIFP, au moins un milicien a été tué dans ces attaques et, comme d'habitude en pareille occasion, c'est l'artillerie israélienne qui s'est lancée dans un long bombardement de représailles sur les villages alentour, où sont implantés les militants chiites. Plus de 350 obus auraient été tirés, tandis que les hommes du Hezbollah lâchaient plus d'une dizaine de roquettes Katouchas sur les positions de l'ALS.

Le Hezbollah entendait ainsi protester contre les discussions israélo-libanaises de Washington, les représentants de l'Etat juif ayant fait notamment des propositions jugées pour la première fois « positives et novatrices » par le chef de la diplomatie de Beyrouth, M. Fares Boutros. Si un accord de retrait israélien était conclu, les chiites du Hezbollah qui, sur ordre syrien, sont officiellement les seuls à disposer encore d'armement lourd pour « combattre l'occupation sioniste » au Liban sud, perdraient évidemment une bonne part de leur légitimité auprès des populations locales.

PATRICE CLAUDE

## ASIE

CAMBODGE : malgré les risques et les critiques de l'opposition japonaise

# Tokyo n'entend pas retirer ses « casques bleus »

TOKYO

de notre correspondant

Le premier ministre Miyazawa a déclaré, mercredi 12 mai, que, en dépit des risques encourus par les ressortissants japonais envoyés au Cambodge dans le cadre de la mission des Nations unies, Tokyo n'entendait pas renoncer à être présent sur le terrain. Selon le premier ministre, « bien que la paix au Cambodge soit fragile, l'accord de Paris de 1991 est toujours en vigueur (et) le Japon assumera sa responsabilité internationale ». Il y a quelques jours, M. Miyazawa avait déjà exclu devant la Diète le retrait des « casques bleus » nippons, même une suspension de leurs activités. Quarante et un observateurs japonais, chargés de surveiller les élections, sont d'ailleurs arrivés, mercredi, à Bangkok, en route vers le Cambodge.

La mort dans une embuscade, le 4 mai, d'un policier japonais, deux semaines après le début d'un coopératif, a ravivé ici le débat sur la présence au Cambodge de 600 soldats et de civils nippons (dont 75 policiers). La forte opposition suscitée par le vote, en 1992, de la loi sur la participation de contingents japonais aux missions de paix de l'ONU avait contraint le gouvernement à prendre des engagements sur la sécurité de ses ressortissants envoyés au Cambodge.

Contraint désormais d'admettre les dangers inhérents à une participation, le gouvernement est brocardé par les médias. Au cours d'une populaire émission sur une chaîne privée, le présentateur a déclaré : « Comme durant la guerre, le gouvernement décide sans avoir examiné la situation sur le terrain : ce fut la cause de la mort de ce policier japonais. Le quotidien d'Asahi met l'accent sur le caractère caduc des « cinq principes » qui étaient à la base de l'adoption de la loi sur l'envoi de Japonais à l'étranger dans le cadre des missions de paix de l'ONU (l'un était qu'ils ne devaient pas être envoyés dans des zones dangereuses) et sur la responsabilité du gouvernement.

Alors que les socialistes et les communistes, opposés à l'envoi de

troupes au nom de la Constitution pacifiste du pays, demandent un réexamen de la question, le parti bouddhiste Komeito, qui s'était associé à la majorité du Parti libéral-démocrate dans le vote de la loi, prend ses distances : il estime que les accords de Paris ne sont plus respectés.

Récemment, le ministre de l'intérieur, Keijiro Murata, en visite à Phnom-Penh, avait demandé que les Japonais ne soient déployés que dans des zones à faible danger. Le chef de l'ARRONUC (Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge), le Japonais M. Akashi, ayant rejeté cette demande, Tokyo s'emploie à présent à dissiper ce qu'il estime être un « malentendu », affirmant que le pays n'a jamais demandé un traitement préférentiel.

On fait néanmoins valoir au ministère des affaires étrangères qu'il faut prendre en compte la sensibilité de l'opinion : c'est la première fois depuis la guerre que des soldats japonais sont envoyés à l'étranger. Si cette première expérience est trop coûteuse en vies humaines, il faudra des années avant que le gouvernement puisse faire accepter une nouvelle participation aux missions de paix de l'ONU. Une telle abstention serait, pour Tokyo, un sérieux handicap à ses ambitions : le pays démontre-t-il alors « qu'il renonce à jouer un rôle sur la scène internationale », vient de déclarer, à Tokyo, le premier ministre de Singapour, M. Goh Chok-tong.

PHILIPPE PONS

Un temple transformé en base d'artillerie. — Preah Vihear, un des temples les plus prestigieux du Cambodge après ceux d'Angkor, vient d'être transformé par les troupes de Phnom-Penh en une base d'artillerie contre les Khmers rouges. L'édifice a été fermé au tourisme. La disposition a été mise en place en raison de la multiplication, dans cette zone septentrionale du Cambodge, d'attaques des Khmers rouges (AFP).

## AFRIQUE

MAROC : avant les élections du 25 juin

# L'opposition a adopté un « programme commun »

Dans un communiqué publié mercredi 12 mai, les partis marocains d'opposition ont annoncé avoir adopté un « programme politique, économique et social commun » qu'ils s'engagent à appliquer s'ils remportent les élections législatives du 25 juin prochain.

Réunis il y a un an au sein d'un « bloc démocratique », l'Ishtiqal, l'Union socialiste des forces populaires, le Parti du progrès et du socialisme et l'Organisation pour

l'action démocratique et populaire, affirment que leur programme comporte des « propositions concrètes et objectives » en matière de commerce, d'industrie, d'artisanat, de pêche maritime, de transport, de santé, d'éducation, d'emploi, d'émigration, d'environnement, de jeunesse et de recherche scientifique. Mais ils ne fournissent aucun détail sur leurs propositions. — (AFP).

## EN BREF

ALGÉRIE : deux gendarmes tués dans une embuscade. — Alors qu'ils se trouvaient dans un véhicule pris dans une embuscade tendue par des hommes armés, deux gendarmes ont été tués, mercredi 12 mai, dans la région de Chlef, à 200 kilomètres à l'ouest d'Alger. Selon un décompte non officiel, cet incident porte à sept le nombre des agents des forces de l'ordre tués depuis le 1<sup>er</sup> mai, dans des attentats attribués par les autorités aux intégristes musulmans. — (AFP).

BÉNIN : Mgr Isidore de Souza se retire de la vie politique. — L'archevêque de Cotonou, Mgr Isidore de Souza, a annoncé, mercredi 12 mai à Cotonou, sa décision de se retirer de la vie politique. Il avait dirigé, en février 1990, la conférence nationale béninoise qui avait abouti, un an plus tard, à la restauration des institutions démocratiques. Nommé président du Haut Conseil de la République (HCR, Assemblée législative

provisoire) pendant la période de transition, il avait été maintenu à ce poste après les élections de mars 1991, le HCR ayant été transformé en Conseil constitutionnel provisoire. — (AFP).

CAMEROUN : arrestation d'un journaliste. — Plus Njawa, l'un des plus célèbres journalistes indépendants d'Afrique, a été arrêté, mercredi 12 mai. Plus Njawa et son journal politique le Messenger ont joué un rôle-clé dans le processus de démocratisation du Cameroun. Il avait obtenu plusieurs récompenses internationales et devait recevoir la Plume d'or à Berlin, le 28 mai. Dans son édition de mercredi, le Messenger a publié un article concernant le terrain de golf que le président Paul Biya a fait construire près de son village natal, Mvombe, au cœur de la forêt tropicale. — (Reuters).

CORÉE DU NORD : rejet d'une résolution de l'ONU sur le nucléaire. — La Corée du Nord a rejeté, mercredi 12 mai, une résolution adoptée par la veille par le Conseil de sécurité de l'ONU, lui demandant d'ouvrir deux sites aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Pyongyang a accusé l'instance internationale d'ingérence. L'ONU a aussi demandé à la Corée du Nord de revenir sur sa récente décision de se retirer du traité de non-prolifération. — (Reuters).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
sans visa

## AMÉRIQUES

# Bolivie : San-Sebastian, prison, souk et ville-champignon

A l'intérieur et à l'extérieur de ce pénitencier du sud du pays des détenus en surnombre vendent tout, y compris leurs cellules...

COCHABAMBA

de notre envoyé spécial

Ricardo Ezeobar vend des gâteaux, sur une petite place du centre de Cochabamba. Dans la capitale du Chaparé, dans le sud de la Bolivie, Ricardo est un personnage connu. Non pas en raison de la qualité, assez moyenne, de ses biscuits, mais parce qu'il est l'un des détenus de la prison de San-Sebastian, tous comme Luis, le laveur de voiture, ou Pedro, le cireur de chaussures. Le modeste bâtiment blanc devant lequel ils travaillaient est un établissement pénitentiaire. Gardé par quelques militaires à l'entrée et par une porte relativement bien grillagée. Mais là s'arrête l'assemblage avec une quelconque autre prison du continent.

Une fois franchie l'enceinte du pénitencier, le visiteur se retrouve dans une cour surélevée de meubles, niches, chaises et autres objets de bois en cours de fabrication. Une ruche dans laquelle s'ouvrent plus de cinq cents personnes sur une surface d'à peine 900 mètres carrés. « Je ne dirige pas un établissement pénitentiaire, résume le capitaine Jorge Flores Arroyo, mais un souk ». Dans le dédale des couloirs et escaliers en tous sens, se cachent des « buvettes », des magasins « de tout pour tous », des téléviseurs, des congelateurs et un atelier de menuiserie assez complet.

Les « cellules » sont rajoutées au fur et à mesure par les prisonniers dans les méandres d'un labyrinthe d'échelles de bois, de mezzanines et de greniers. Le « souk » du capitaine est une miniville-champignon qui a pour nom « prison ». Au quotidien, l'horreur de l'enfermement (cinq cent trois prisonniers pour 115 « cellules ») se mêle à la douceur d'un capitalisme où sont admis les caparèmes prolongés des familles, femmes et enfants. Le tout régi par des règles aussi inso-

lentes qu'étranges : les détenus doivent confectionner eux-mêmes leurs repas, ils s'achètent et se vendent entre eux leurs « cellules » à des prix variant entre 25 et 1 500 dollars. D'où la nécessité pour eux de travailler à l'extérieur de la prison, ou s'ils en ont l'autorisation, à l'extérieur.

Ricardo vend donc ses gâteaux, Luis lave, Pedro cire, et la plupart des autres travaillent le bois. Jose Cossio fait même de la publicité sur le mur du pénitencier pour vanter « la réalisation rapide de tous travaux en bois tourné ». Sur la place qui jouxte l'établissement, les militaires de garde veillent sur l'impressionnante production de niches, chaises et meubles mis en vente par les détenus. Ricardo s'était, au début de son incarceration, essayé à la vente de jeux électroniques, « mais cela tournait très vite, mes compatriotes se sont lassés ». Il avait ensuite tenté « d'ouvrir un pressing, grâce à l'achat à crédit d'une machine à laver, mais la passivité de la menuiserie posait des problèmes de séchage. En définitive, les gâteaux, c'est plus simple », résume-t-il.

Laverie

chez les femmes

Dans la prison voisine des femmes, c'est une gigantesque laverie qui fonctionne. La cour est identique, mais beaucoup moins peuplée avec une centaine de prisonnières et une cinquantaine d'enfants. En son milieu trône une dizaine de lavoirs. Tout autour, des centaines de jeans, serviettes, chemises et sous-vêtements attendent les bienfaits du soleil sur des fils tendus en tous sens. Jahel Bedia explique que « chacune à tour de rôle se voit confier 60 pièces de linge (amendées par des particuliers) pour un salaire de 30 bolivias

nos [35 francs environ] ». Ce qui permet aux détenues de faire leur marché auprès des Indiennes qui viennent vendre quotidiennement des fruits et légumes et de la viande. « Dans leur cas, les cellules sont, dit Jahel Bedia, attribuées à l'ancienneté, et non pas vendues comme chez les hommes. »

Le dénuement de l'administration pénitentiaire oblige même les prisonniers, lorsqu'ils sont convoqués à une audience et en l'absence de fourgon cellulaire, à rechercher un taxi pour les emmener, avec le militaire de garde, jusqu'au palais de justice. Au septième étage du palais, le juge d'application des peines, Tomas Molina Céspedes, explique les raisons d'être de cette prison hors du commun et de son fonctionnement atypique : « La loi de 1988 sur le trafic de stupéfiants a amené un triplement du nombre de détenus. Cette nouvelle législation présumait coupable l'inculpé et ne prévoyait aucune liberté conditionnelle avant la fin de la procédure. »

Ce texte de loi prévoit un jugement collégial par trois juges, suivi d'un autre à la Cour suprême, d'un avis du ministère public, d'une décision finale du procureur général. L'ensemble de ces procès collégiaux, en ultime instance, à la condamnation ou à la remise en liberté dans un délai... de trois ans en moyenne. Le faiseur de gâteaux, Ricardo, attend, lui, après quatre ans de détention, sa mise en liberté, les trois premières instances ayant déclaré son innocence. Seule consolation : le bénéfice qu'il réalisera sur la vente de sa cellule, dont il a « amélioré le parquet et l'isolation ».

« Comment voulez-vous dans ces conditions appliquer strictement la loi ? dit le juge Molina, d'autant plus que parfois un jugement annulé pour vice de forme oblige à une reprise de la procédure à ses débuts. Nous n'en avons ni les moyens matériels dans une prison archi-pleine, ni la volonté face à des

détenus qui sont, pour la plupart, des pauvres types. Ils se sont, le plus souvent, exceptionnellement envoyés dans une histoire qui les dépasse complètement. Car les vrais gros trafiquants, s'ils se font prendre, monnayent leur mise en liberté à leur arrestation par la police et ne mettent jamais les pieds à San-Sebastian. »

Dans la prison des femmes, seulement neuf de la centaine de détenues ont été jugées définitivement. Les autres, inculpées dans des affaires de drogue pour le convoyage de produits servant à sa fabrication, pour transferts de fonds ou prêts de véhicules, espèrent la mansuétude des juges en poursuivant leur bricolage de survie et en tentant d'éviter le cachot, de 1 mètre sur 2 mètres, destiné aux « mures » semeurs de troubles.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

ÉTATS-UNIS : exécution d'un condamné à mort au Texas. — Leonel Herrera, condamné à mort en 1981, a été exécuté par injection, mercredi 12 mai, au Texas. Leonel Herrera, d'origine mexicaine, avait été condamné pour le meurtre de deux policiers après une interpellation pour excès de vitesse. Ses avocats ont toujours proclamé son innocence, affirmant que c'était Raul Herrera, le frère du condamné, décapité en 1984, qui avait tiré sur les policiers. Les parents de Thomas Grasso, un homme de trente ans condamné pour un premier meurtre à vingt ans de prison dans l'Etat de New York et à la peine de mort pour un second meurtre dans l'Oklaoma, ont d'autre part demandé aux autorités l'application immédiate de la peine capitale, comme le demandent leur fils, écrivait mercredi le quotidien Newday. — (AFP).



# POLITIQUE

Au Palais-Bourbon

## La commission des finances met en lumière les contradictions du projet de réforme de la Banque de France

L'audition d'Edmond Alphandéry par la commission des finances de l'Assemblée nationale a donné lieu à un « bon débat », de l'avis général des commissaires, venus nombreux, mercredi 12 mai, pour écouter, pendant trois heures, le ministre de l'Économie défendre son projet de loi accordant l'indépendance à la Banque de France. L'objet est de taille : il s'agit, ou plus ou moins, « de tourner la page et de gérer la monnaie de façon moderne », affirmait Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), président de la commission des finances, à l'issue de l'audition.

En bon représentant de l'esprit cartésien, Jean-Pierre Chevènement (PS, Territoire-de-Belfort), a souligné la contradiction entre les deux premiers paragraphes de l'article 1 du projet. Le premier affirme que la Banque de France « définit et met en œuvre la politique monétaire (...) dans le cadre de la politique économique générale du gouvernement », alors que le second oie toute influence de celui-ci sur la Banque qui « ne doit ni solliciter, ni accepter des instructions du gouvernement ». Aux yeux du président du Mouvement des citoyens,

le projet de réforme est de toute façon contraire à l'article 20 de la Constitution, qui stipule que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation » (le Monde du 12 mai). En conséquence de quoi, il a déposé une exception d'irrecevabilité.

### L'oubli de Maastricht

Jean-Pierre Chevènement s'est d'ailleurs pas le seul à avoir souligné la contradiction de cet article du projet. La majorité, avec Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) ou Charles de Courson (UDF, Marne), et l'opposition, avec Jean-Pierre Soisson (République et Liberté, Yonne) ou Charles Josselin (PS, Côtes-d'Armor), se sont rejoints sur ce terrain. M. Devedjian, notamment, s'est demandé s'il n'aurait pas été plus clair de faire explicitement référence à l'article 105 du traité de Maastricht qui définit le futur système européen de banques centrales (SEBC) : « le SEBC apporte son soutien aux politiques économiques générales dans la Communauté » — et dont s'inspire, dans

l'esprit, le projet du gouvernement. Le ministre de l'Économie est d'ailleurs loin d'avoir convaincu tous ses auditeurs en répondant qu'il avait évité cette référence précisément pour ne pas encourir un risque d'inconstitutionnalité, le traité de Maastricht n'étant pas encore entré en vigueur puisque deux des douze pays membres de la Communauté européenne ne l'ont pas encore ratifié.

Jacques Barrot ne comprend pas cet « excès de scrupules constitutionnalistes » et considère que le traité de Maastricht fait partie du « patrimoine constitutionnel » national depuis que la Constitution a été révisée, justement pour permettre sa ratification.

Il se serait donc pas étonnant que la commission des finances — qui a désigné son rapporteur général, Philippe Auberger (RPR, Yonne), comme rapporteur du projet sur la Banque de France — propose une autre formulation de ce fameux article 1. Quant à MM. Josselin et Soisson, ils s'expriment pas, à la sortie de la commission, l'hypothèse d'une saisine du Conseil constitutionnel.

CLAIRE BLANDIN

## Le gouvernement défend son plan de redressement lors de la séance de questions

La séance de questions au gouvernement, mercredi 12 mai, a donné l'occasion aux députés de la majorité comme de l'opposition de demander des explications sur les mesures annoncées le 10 mai par Edouard Balladur. Le premier ministre n'a pas pris la parole. Il avait pourtant fait savoir, la veille, lors de la conférence des présidents, qu'il souhaitait intervenir sur le sujet une dizaine de minutes.

Deux députés de Seine-Saint-Denis, Claude Bartolone pour les socialistes et Muguette Jacquaint pour les communistes, se sont élevés contre l'augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG) « destinée uniquement à boucher les trous », « inégalitaire » et raison de sa délabrement fiscal. En réponse à la question de M. Bartolone, M. Sarkozy, ministre du budget, a d'abord rappelé l'ampleur du déficit budgétaire, « exactement le double de celui que la représentation nationale avait voté » avant de défendre le choix de la CSG par la volonté gouvernementale de « faire participer les revenus du patrimoine à l'effort national de

redressement ». « De surcroît, M. le premier ministre a souligné que la partie non soumise à l'imposition soit plafonnée », a ajouté M. Sarkozy. « En agissant ainsi nous sommes allés au-delà de vos espérances de justice sociale ! » a-t-il conclu, déclenchant des applaudissements prolongés sur les bancs du RPR et de l'UDF.

M. Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a insisté sur le caractère équilibré de la décision gouvernementale, dans sa réponse à M. Jacquaint, en soulignant que « contrairement aux collocations, elle pèse sur l'ensemble des revenus, les plus faibles étant exonérés (...) notamment les retraites et les allocations-chômage qui ne sont pas imposables ».

Interrogée par Thierry Cornillet (UDF, Drôme), M. Veil a eu également l'occasion de justifier les décisions gouvernementales sur les retraites — augmentation de la durée de cotisations pour obtenir la retraite à taux plein, référence au salaire des vingt-cinq meilleures années pour le calcul des retraites — en affirmant : « Nous sommes aujourd'hui contraints

d'adopter des mesures draconiennes pour sauvegarder le régime par répartition (...), symbole de la solidarité nationale ».

M. Sarkozy a utilisé l'argument avec encore plus de vigueur : « Si le gouvernement n'avait pas décidé de réagir avec courage en prenant le risque de l'impopularité, c'est la représentation nationale qui aurait dû prendre celui de dire aux Français la vérité, à savoir que nous n'aurions pas eu demain les moyens pendant un mois complet de payer les retraites, de rembourser les médicaments et de verser les allocations familiales ».

Cette déclaration a provoqué les protestations de Martin Malvy, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et ancien ministre du budget, qui a reproché, mercredi, dans un communiqué, au gouvernement de « prendre les assurés sociaux en otage » et de « dramatiser volontairement la situation pour faire passer la diminution des retraites et des remboursements de frais médicaux ».

C. B.

### L'Assemblée nationale rembourse 2 milliards de francs à l'Etat

Philippe Séguin a annoncé, mercredi 12 mai, que l'Assemblée nationale a remboursé à l'Etat 2 milliards de francs pris sur les réserves qu'elle s'était constituées depuis des années (le Monde du 23 décembre). Il a ajouté qu'ainsi « le problème de ce qu'on a appelé le trésor du général » du Palais-Bourbon est définitivement clos.

A la fin de la session d'automne, le 18 décembre dernier, le président de la République, la présidence de l'Assemblée nationale, Henri Emmanuël (PS), avait déjà remboursé à l'Etat 2 milliards de francs. Ces sommes « provenant des réserves accumulées, au fil des années, le Parlement ne dépensait pas tout les crédits qui lui sont accordés, pratiquement sans contrôle, par le budget de l'Etat. Grâce à l'autonomie financière » dont elle bénéficie, l'Assemblée avait fait fructifier cet argent dans la plus grande discrétion. Ce premier remboursement avait suscité quelques remous au sein de l'administration du Palais-Bourbon qui expliquait que cette réserve garantissait les retraites des députés et des fonctionnaires parlementaires.

M. Séguin a annoncé que le bureau de l'Assemblée nationale, réuni le mardi même, a ainsi « rapatrié ses comptes », mais que l'Assemblée conservera une somme non chiffrée lors de la dotation annuelle et qui sera affectée à des dépenses imprévues et à des investissements. Il a ajouté que ce surplus de dotation budgétaire versé à l'Etat sera utilisé par le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, pour une « action de relance ».

Le Sénat, qui dispose de réserves équivalentes constituées dans les mêmes conditions, a pris une position différente. En décembre dernier, les sénateurs s'étaient bien gardés d'entrer les députés. Evaluant les réserves sénatoriales entre « 2 et 3 milliards », Christian Poncelet, président de la commission des finances, a été ainsi déclaré « pas favorable à ce que l'Etat puise dans les réserves du Parlement ». René Monory, président du Sénat, avait lui paré d'une somme proche de quatre milliards, ajoutant, le 3 janvier : « On ne va pas donner de l'argent au gouvernement, qu'il soit de gauche ou de droite ». En revanche, constatant que la somme, ainsi mise de côté, devait suffire à payer les retraites des sénateurs et des fonctionnaires du palais du Luxembourg, le bureau du Sénat a décidé, sur la proposition de M. Monory, de ne plus utiliser les crédits versés tous les ans par l'Etat pour payer celles-ci. Cela devrait se traduire par une non augmentation de son budget dans les années à venir.

G. P.

### Mme Veil propose un débat sur la protection sociale

Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a proposé, mercredi 12 mai, devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, l'organisation d'un débat au Parlement sur les orientations en matière de protection sociale et de dépenses de santé.

Elle a estimé que le déficit de la Sécurité sociale était « pour l'essentiel » imputable à une augmentation du volume des soins, une augmentation qui « ne se justifie pas économiquement pour des raisons médicales ». Elle a confirmé que des mesures seraient prises pour limiter certains remboursements et certaines dépenses hospitalières. « Le gouvernement veillera à ce que ces mesures ne soient pas trop pénalisantes pour les catégories les plus défavorisées », a déclaré le ministre de la santé.

Répondant à une question de Francisque Perrut (UDF, Rhône) et de Georges Colombier (UDF, Istre) sur le sort des personnes âgées dépendantes, M. Veil a précisé que le gouvernement souhaitait déposer à l'automne un projet de loi « qui permette de régler le problème posé par la dérive de l'allocation compensatrice », afin d'aboutir à une allocation sans condition de ressources.

M. Veil a annoncé d'autre part l'amplification du mouvement de réduction des capacités hospitalières « en renforçant la complémentarité des différentes structures de soins ».

Opéré de la prostate, M. Chaban-Delmas est dans un état « tout à fait satisfaisant ». Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, député (RPR) de la Gironde et maire de Bordeaux, qui a été opéré de la prostate mercredi 12 mai à l'hôpital Cochin, à Paris, est, selon ses médecins, dans un état « tout à fait satisfaisant ». L'opération de M. Chaban-Delmas (soixante-dix ans) a été effectuée par le professeur Adolphe Stig, assisté du professeur Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire, dans le service d'urologie de ce dernier.

En septembre dernier, tous deux avaient opéré, dans le même service, le président François Mitterrand d'un cancer de la prostate.

M. Mégrét (FN) dénonce le retour des « deux cents familles ». Bruno Le Maire, député (RPR) du Front national, a affirmé, mercredi 12 mai, que le projet de réforme du statut de la Banque de France « conduit à rétablir une version nouvelle du régime des deux cents familles ». Selon M. Mégrét, « croire que l'économie se portera mieux parce que la monnaie sera dirigée par des experts plutôt que par l'Etat, c'est donner le pas à l'oligarchie sur la démocratie ».

NDLR : Le député général du Front national reprend les termes de slogan par lequel la gauche, dans les années 50,

### L'examen par la commission des lois du Sénat de la réforme constitutionnelle

## M. Méhaignerie souhaite que le ministre de la justice reste vice-président du Conseil supérieur de la magistrature

La commission des lois du Sénat a procédé, mercredi 12 mai, à une série d'auditions publiques sur le projet de révision constitutionnelle concernant la justice, déposée ce mars par le président de la République et que M. Balladur souhaite voir discuter rapidement. Lors de son intervention, Pierre Méhaignerie a rappelé que le gouvernement proposait que ne soit pas retenue l'extension aux justiciables de la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel. Le ministre de la justice a aussi indiqué que, s'il retenait la structure du projet préparé par le gouvernement, il déposerait quelques amendements.

Dans le cadre de la réforme de la Haute Cour de justice, permettant une réelle mise en cause de la responsabilité pénale des ministres,

M. Méhaignerie a indiqué qu'il proposerait que ceux-ci bénéficient du régime d'immunité pour délit d'opinion et de diffamation que la Constitution accorde aux parlementaires. Pour éviter que la Cour de justice de la République, qui aurait à juger les membres du gouvernement, ne soit « une machine de guerre politique », le garde des sceaux a insisté sur la « nécessité de filtres » : les plaintes seraient transmises au procureur général près la Cour de cassation, qui rejeterait ce qui est manifestement infondé, et renverrait le reste à une sorte de « commission du tri » composée de deux magistrats de la Cour de cassation, de deux membres de la Cour des comptes et de deux membres du Conseil d'Etat.

L'actuel gouvernement souhaite

aussi, contrairement à ce qu'a proposé le comité consultatif présidé par M. Vedel, que le ministre de la justice reste membre du Conseil supérieur de la magistrature. Il proposera même qu'il en reste de droit le vice-président — le chef de l'Etat en étant toujours le président — alors que M. Mitterrand souhaite que le garde des sceaux assiste aux réunions du CSM sans droit de vote. M. Méhaignerie a aussi émis des réserves sur la désignation d'un membre du CSM par le Conseil constitutionnel, préférant que ce poste soit réservé à une personnalité qualifiée. Enfin, il n'a pas exclu qu'au cours des débats parlementaires, le gouvernement accepte une extension des compétences du CSM aux magistrats du parquet.

### EN BREF

Opéré de la prostate, M. Chaban-Delmas est dans un état « tout à fait satisfaisant ». Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, député (RPR) de la Gironde et maire de Bordeaux, qui a été opéré de la prostate mercredi 12 mai à l'hôpital Cochin, à Paris, est, selon ses médecins, dans un état « tout à fait satisfaisant ». L'opération de M. Chaban-Delmas (soixante-dix ans) a été effectuée par le professeur Adolphe Stig, assisté du professeur Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire, dans le service d'urologie de ce dernier.

Opéré de la prostate, M. Chaban-Delmas est dans un état « tout à fait satisfaisant ». Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, député (RPR) de la Gironde et maire de Bordeaux, qui a été opéré de la prostate mercredi 12 mai à l'hôpital Cochin, à Paris, est, selon ses médecins, dans un état « tout à fait satisfaisant ». L'opération de M. Chaban-Delmas (soixante-dix ans) a été effectuée par le professeur Adolphe Stig, assisté du professeur Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire, dans le service d'urologie de ce dernier.

Opéré de la prostate, M. Chaban-Delmas est dans un état « tout à fait satisfaisant ». Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, député (RPR) de la Gironde et maire de Bordeaux, qui a été opéré de la prostate mercredi 12 mai à l'hôpital Cochin, à Paris, est, selon ses médecins, dans un état « tout à fait satisfaisant ». L'opération de M. Chaban-Delmas (soixante-dix ans) a été effectuée par le professeur Adolphe Stig, assisté du professeur Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire, dans le service d'urologie de ce dernier.

Opéré de la prostate, M. Chaban-Delmas est dans un état « tout à fait satisfaisant ». Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, député (RPR) de la Gironde et maire de Bordeaux, qui a été opéré de la prostate mercredi 12 mai à l'hôpital Cochin, à Paris, est, selon ses médecins, dans un état « tout à fait satisfaisant ». L'opération de M. Chaban-Delmas (soixante-dix ans) a été effectuée par le professeur Adolphe Stig, assisté du professeur Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire, dans le service d'urologie de ce dernier.

Opéré de la prostate, M. Chaban-Delmas est dans un état « tout à fait satisfaisant ». Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, député (RPR) de la Gironde et maire de Bordeaux, qui a été opéré de la prostate mercredi 12 mai à l'hôpital Cochin, à Paris, est, selon ses médecins, dans un état « tout à fait satisfaisant ». L'opération de M. Chaban-Delmas (soixante-dix ans) a été effectuée par le professeur Adolphe Stig, assisté du professeur Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire, dans le service d'urologie de ce dernier.

L'été est une saison merveilleuse pour se rendre en Inde: tout y est plus tranquille, et les prix sont beaucoup plus bas.

Les sites touristiques, comme les magnifiques temples et palais du Rajasthan, sont paisibles et plus faciles d'accès. Pour vos achats aussi, c'est la saison la plus avantageuse. Et partout en Inde, l'été offre un vaste choix d'activités, dans un cadre agréable et verdoyant: golf, tennis, trekking, rafting, etc. Mais vous pouvez aussi vous détendre au bord de la piscine de votre luxueux hôtel.

L'Inde est pleine de charme en été. Alors, contactez dès aujourd'hui votre agent de voyage.

Les trésors d'un passé fantastique. A des prix fabuleux.

J'aimerais en savoir plus sur l'Inde en été. Veuillez m'envoyer votre documentation.

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Office de Tourisme Indes  
c/o de la République Indienne  
Tel: 1-800-851-1111  
Fax: 1-800-851-1111  
Maison 3015 INDE

**India**



## POLITIQUE

La réforme du code de la nationalité à l'Assemblée nationale

## Les députés portent à deux ans le délai nécessaire pour devenir français par mariage

Les députés ont commencé, mercredi 12 mai, l'examen des articles de la proposition de loi réformant le code de la nationalité. Ils ont adopté, notamment, l'allongement de six mois à deux ans du délai d'acquisition de la nationalité française pour un étranger à la suite d'un mariage avec un ressortissant français. La droite a voté pour cette mesure, qui tend à limiter les mariages de complaisance; la gauche a voté contre.

Quel qu'en soit le contexte, le code de la nationalité tient toujours d'une boîte de Pandore, comme l'a assuré Georges Sarre (PS, Paris), d'ont jailliraient des passions contraires. Jean-Jacques Huest (UDF, Seine-et-Marne) et Claude Malhuret (UDF, Alpes), ont résumé de manière très voisine le débat engagé depuis la veille. « Critiqué par la gauche comme un obstacle à l'intégration, critiqué par la droite parce qu'il n'est pas assez restrictif, louté par certains comme une avancée importante, a déclaré M. Malhuret, ancien secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme dans le gouvernement de Jacques Chirac, ce texte ne mérite ni excès d'honneur ni indignité. C'est un texte de compromis et, en définitive, de sagesse rétrospective (...), parce qu'on cède sur le symbole pour tenir sur la réalité ».

Au «clin d'œil du Front national», dénoncé par Jean-Claude Lefort (PC, Val-de-Marne), au «grignotage du droit du sol» et au «premier élément d'apartheid» affirmés par Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle), voire à l'«épuration à caractère ethnique», perçue par Gilbert Avoine

(PS, la Réunion), la droite a répliqué en se félicitant une nouvelle fois de l'économie du texte, ou, pour ses éléments les plus intransigeants, en réclamant un durcissement de la proposition de loi. « Notre code de la nationalité est complexe, beaucoup

majorité, le RPR et l'UDF. Le gouvernement, en donnant l'impression d'hésiter entre les deux camps - celui des modérés et celui des durs - a d'ailleurs suscité l'interrogation de M. Malhuret. « Je suis un peu surpris de ce qui est en train de se produire,



trop complexe », a assuré Philippe de Villiers (UDF, Vendée), volontiers alarmiste. « Le creuset français est en panne, a-t-il assuré. Il ne fonctionne plus. Il existe un danger de déshérence. » A la frontière classique entre la droite et la gauche s'en est, en fait, ajoutée une seconde, au cours de la discussion, passant de la même des deux formations de la

a-t-il indiqué sans détour. Voilà quel que jours, le premier ministre lui-même a souligné que le texte du Sénat soit repris tel quel par l'Assemblée nationale. Depuis, non seulement vous avez accepté des amendements autres que rédactionnels (...), mais vous venez d'en proposer, vous-même, qui vont bien au-delà du texte de la commission Marceau Long. » Com-

ment voulez-vous que les parlementaires qui, comme moi, soutiennent la position du gouvernement d'appliquer toutes les propositions de [cette] commission et rien que ces propositions, ne soient pas troublés et tentés de croire que vous êtes en train de céder aux pressions de l'alle plus dure de votre majorité ? » a conclu le député de l'Allier, M. Malhuret faisant référence à deux amendements du gouvernement, adoptés, le matin même, en commission des lois. Le premier stipule que pour acquérir la nationalité, l'étranger doit se trouver en situation régulière en France; le second indique que les enfants nés en France de parents algériens nés en Algérie avant l'indépendance ne sont plus français à la naissance, sauf si l'un des parents justifie d'une résidence régulière en France depuis cinq ans.

Le contradictoire socialiste, Jean-Pierre Michel (Haute-Saône), n'a pas tardé à se jeter dans la brèche lors de la discussion des premiers articles. « Le seul argument qui ne nous oppose, a-t-il protesté, c'est : la commission Marceau Long! Où sommes-nous? Avons-nous une autonomie vis-à-vis de cette commission? Le gouvernement lui-même dépose des amendements contraires aux conclusions de la commission Marceau Long. Alors, de grâce, n'employez plus cet argument! » Les premiers articles d'ont cependant pas donné matière à de sérieux accrochages entre les deux camps de la droite, les amis de M. de Villiers étant très nettement minoritaires. L'UDF et le RPR ont notamment adopté, malgré l'opposition du PC et du PS, l'allongement de six mois à deux ans du délai d'acquisition de la nationalité française pour un étranger à la suite d'un mariage avec un ressortissant français.

GILLES PARIS

## Le PS dénonce une « logique de contestation du droit du sol »

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 12 mai, a condamné la réforme du code de la nationalité, en discussion à l'Assemblée nationale. « Il faut refuser avec véhémence un texte dont nous savons bien qu'il est un gage que le gouvernement essaie de donner à la majorité », a déclaré Jean Glavany, porte-parole de la direction nationale, après la réunion. Selon le député des Hautes-Pyrénées, l'examen de ce texte est « dans une logique de contestation du droit du sol ».

Dans un communiqué publié mercredi soir, le PS déclare que le principe qui doit guider toute proposition de loi sur la nationalité « est celui de l'égalité des droits pour tous les enfants nés et demeurant en France, quelle que soit l'origine de leurs parents ». Ce texte estime le PS, accompagné des textes en préparation concernant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, inscrit la vie des familles issues de l'immigration dans un climat de précarité généralisée d'insécurité sociale, ne laissant rien de positif dans les cités, risque d'en souffrir et de ruiner toute paix sociale.

Le bureau exécutif a décidé, en outre, d'appeler à la « mobilisation » contre le plan de relance d'Edouard Balladur, qu'il juge « injuste » et « inefficace ». « Plus nous étudions dans le détail le plan Balladur, plus nous trouvons de raisons de nous y opposer », a déclaré Jean Glavany, qui a dénoncé « une injustice dans la répartition des mesures » que comporte le plan, car « les plus démunis vont, proportionnellement, payer plus ».

M. Le Pors (PCR) démissionne du Haut Conseil à l'intégration. — Anicet Le Pors, membre du comité central du PCR, ancien ministre, a annoncé, mercredi 12 mai, sa démission du Haut Conseil à l'intégration pour protester contre la réforme du code de la nationalité qu'il estime « utilisée contre l'intégration ». Dans la lettre de démission qu'il a adressée à Marceau Long, président du Haut Conseil, M. Le Pors souligne que « les convictions et les propositions » qu'il a défendues au sein du Haut Conseil étaient « fondées sur le droit du sol et le principe d'égalité », et qu'il ne peut continuer à siéger dans cette instance « tandis que le gouvernement désigne à la vindicte de la population une partie des résidents de notre pays, Français ou étrangers ».

PHILIPPE BERNARD

(1) Libération du 6 mai.

## La fronde de l'UDF

par Daniel Carton

EDOUARD Balladur n'était pas installé à Matignon depuis une semaine que Valéry Giscard d'Estaing avait prévenu : il était « prêt à s'ider le gouvernement à réussir », mais il s'agit là aussi « pour lui rappeler les promesses que l'opposition avait faites (1) ». Sentant qu'il s'était trop prestement découvert, le président de l'UDF avait tenté le lendemain d'atténuer son propos en expliquant qu'il ne s'imaginait pas que l'ancien Empereur chinois, mais le message avait tout de même été retenu. M. Giscard d'Estaing vient de s'envoler précipitamment pour le Chine en laissant derrière lui une UDF turbulente, sournoise et vigilante, ce qui, dans les circonstances présentes, n'est sans doute pas fait pour la contraindre.

C'était presque fatal. Avec, d'un côté, des socialistes qui cherchent à retrouver leurs esprits et, de l'autre, un mastodonte RPR condamné jusqu'à preuve du contraire à étouffer ses états d'âme, l'UDF allait pouvoir évoluer sur un champ de manœuvre plus dégagé. On savait aussi depuis longtemps que la ligne de partage au sein de la droite passe au sein de cette UDF, qu'entre un Philippe de Villiers et un Bernard Stasi, par exemple, il y a un fossé! Ces deux données, qui jusqu'à présent n'avaient fait qu'affaiblir, ont été spectaculairement illustrées depuis le début de cette semaine.

Le plan de redressement du gouvernement n'a pas provoqué dans ses rangs un enthousiasme débridé : pour preuve le commentaire stibyllin de M. Giscard d'Estaing signalant que « tout le monde s'attendait à des mesures de ce type ». Pour l'UDF, comme l'a relevé le nouveau secrétaire général du PR, Philippe Vasseur, « les problèmes de fond demeurent ». Charles Millon et Jacques Barrot se sont mis aussitôt en devoir d'en soulever un, qui a curieusement semblé échapper à la vigilance de M. Balladur, le problème de la déductibilité de la CSG.

Dans un entretien, jeudi 13 mai, la Tribune, le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale revenait encore à la charge, en contestant cette « CSG hybride », un réclamation plutôt une remise à plat immédiate des barèmes et de l'assiette de l'impôt sur le revenu et an s'inquiétant des risques de ressusciter le syndrome de l'IGF. M. Balladur a demandé au ministre du budget, Nicolas Sarkozy, de revoir sa copie. Les dirigeants de l'UDF en attendant aujourd'hui avec une visible impatience le résultat.

## La stratégie de Philippe de Villiers

Le débat sur le code de la nationalité engagé depuis mardi est d'une autre nature, mais tout aussi inquiétant pour le gouvernement. En marquant pour l'extrême sa différence vis-à-vis de la politique gouvernementale, l'UDF peut donner des idées au RPR. En affichant ses différences internes, elle crée un risque de contagion tout aussi important. Le sujet est certes sensible. En vérité, il n'a jamais été réglé à fond depuis les états généraux de l'opposition de Villiers sur l'immigration d'avril 1990. Il est significatif que Philippe de Villiers et ses amis aient saisi cette occasion pour resurgir sur la devant de la scène et annoncer aussi la résurrection de la vieille association de « républicains et indépendants », sabordée lors de l'élection présidentielle de 1988.

Se présentant comme un contre-poids à l'association centriste mise en place le semaine dernière, cette trentaine de députés PR regroupés autour de l'animateur de Combat pour la France prétend aussi aider, comme les autres, la gouvernance à « faire mieux ». Pour l'heure, elle ne contribue qu'à faire pire, comme a'an ast inquiété Claude Malhuret, qui a bien du mal et du mérite à incarner la toute petite alle centriste du PR.

Jugeant, selon ses proches, préférable d'attendre la fin de l'été pour engager vraiment le fer avec le gouvernement, M. de Villiers

s'est refusé à livrer cette fois une véritable bataille d'amendements. Il prend date, mais son discours est sans ambiguïté. A ses yeux, ainsi que le rapporte Alain Grotte-ray, un autre de ses amis, dans le Quotidien de Paris du jeudi 13 mai, « le droit du sol est une notion dépassée ». Pour M. de Villiers et les siens, le gouvernement a tort de ne pas s'engager sur ce terrain plus éminent. S'il ne s'était envolé pour la Chine... il aurait été intéressant d'avoir le sentiment de M. Giscard d'Estaing sur cette question, lui qui, dans un fameux article au Figaro-Magazine, jugé en septembre 1991 qu'il fallait revenir à la conception traditionnelle de l'acquisition de la nationalité française : celle du droit du sang.

Les centristes voient déjà avec hantise se profiler les débats à venir sur l'immigration, prévoyant « quelques sévères fictions » à la fois sur le regroupement familial et le droit d'asile, ce qui n'aurait rien d'étonnant si on veut bien se référer aux difficiles débats des états généraux de 1990. N'ayant plus rien à perdre, Bernard Stasi fut chargé, dimanche dernier, de l'heure de vérité sur France 2, de prendre les devants.

## L'indépendance dans l'interdépendance

Ainsi, au risque de se faire des croches-pieds à elle-même, l'UDF avance en lançant à la fois le chemin du gouvernement quelques petits cailloux blancs qui, un jour, pourraient se retrouver dans les chaussures de M. Balladur. M. Millon s'est imposé comme une sorte de ministre de l'éducation bis, en exigeant coup sur coup que la nouvelle gouvernance agisse pour donner plus d'autonomie aux universités et déconcentrer la formation professionnelle. Ce pouvait être au début de la frustration. C'est devenu une stratégie.

L'UDF s'est aussi mise à traverser le chemin pour aboutir au quasi-entêtement de la réforme du mode de scrutin pour les élections européennes de 1994. Il a suffi aussi que certains de ce côté franchent le seuil pour que Jacques Chirac comprenne que mieux vaudrait demeurer discret sur son impatience, présidentielle.

La semaine prochaine, l'UDF pourrait à nouveau se démarquer à l'occasion du débat annoncé au Sénat sur l'aménagement du territoire. Les projets de schéma directeur de l'île-de-France font grincer les présidents de région à majorité UDF. Après avoir bondi pour graver dans le marbre la politique de délocalisation, le président du Sénat, René Monory, est disposé à passer à l'offensive pour défendre la cause de toutes les provinces face au « Gergantua » parisien. On attendait des dérapages sur l'Europe. C'est plutôt sur ce dossier qu'ils pourraient surgir, mettant en opposition un RPR centralisateur et jacobin et une UDF décentralisatrice et qui a fait de ce dossier de l'aménagement du territoire une de ses grandes priorités.

Quand le gouvernement s'est installé, les centristes promettaient « un soutien ferme et vigilant ». Les libéraux certifiant qu'ils attendaient eux aussi « stimuler le gouvernement » pour l'aider à « faire mieux ». M. Giscard d'Estaing fait de croire qu'il n'était plus cette fois « pour le oui mais », mais « pour le oui plus ». Tous ces nobles engagements semblent s'évaporer dans le ciel balladurien. L'UDF s'impose de plus en plus comme la seule opposition de cette majorité, jouant actuellement, selon le vieux principe farisaïque, de son indépendance dans l'interdépendance. Ce n'est pas sans risque pour sa cohésion interne. Mais cette volonté de se démarquer, de prendre date, de montrer que d'autres voies sont possibles, nonobstant le devoir d'obligation de ses ministres, montre que l'UDF ne fait guère preuve aujourd'hui d'un optimisme béat sur les chances de réussite de ce gouvernement.

(1) Déclaration au « Club de la presse » du 5 avril dernier.

CEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

## Deux brèches dans les propositions Marceau Long

« Rien que Marceau Long, mais tout Marceau Long. » Le gouvernement a rompu, dès l'ouverture du débat, avec le schéma qu'il se faisait fort d'imposer aux députés de la majorité. Cette ligne de conduite revendiquée publiquement voulait que la réforme ne s'écarte pas de l'esprit, sinon du texte déjà approuvé par le Sénat, qui est lui-même la traduction minutieuse des propositions de 1988 de la commission Marceau Long. Edouard Balladur l'avait souligné explicitement devant les présidents de groupe parlementaires RPR et UDF, Pierre Méhaignerie l'avait répété dans un entretien accordé au Monde : « La volonté du gouvernement est de se tenir au rapport Marceau Long et au vote du Sénat conforme à ce rapport » (le Monde du 2-3 mai).

Dès le premier après-midi de discussion à l'Assemblée, la même garde des sceaux annonçait, l'air de rien, au fil d'un discours prônant l'intégration des enfants d'étrangers, une série d'amendements (la Monde du 13 mai), dont deux contredisaient formellement les conclusions de la commission Marceau Long, dont l'équilibre avait été obtenu, en janvier 1988, après des mois de consultation et de réflexion.

Ces concessions instantanées faites aux députés les plus proches des thèses de l'extrême droite ont cependant « troublé », mercredi 12 mai, certains élus de la majorité, qui, comme Claude Malhuret (UDF), se trouvent désormais en porte-à-faux, aux qui s'opposaient à la proposition primitive. Pierre Méhaignerie, président de la commission des lois et auteur du texte, n'a pas caché lui non plus son opposition à son durcissement.

## Les enfants d'Algériens

La première entorse à la philosophie initiale de la réforme concerne un domaine sensible entre tous, celui des enfants d'Algériens. L'amendement numéro 111 présenté mercredi par le gouvernement tend en effet à limiter l'application du double jus sol (double droit du sol) aux enfants nés en France dont l'un des parents au moins est lui-même né en Algérie avant son indépendance. Le statut départemental qu'avait alors le territoire algérien tend à assimiler totalement aux Français toutes

les personnes nées sur ce territoire avant 1962 pour l'application du code de la nationalité.

L'article 23 de ce code, qui rend français à la naissance tout enfant né en France de parents qui y sont eux-mêmes nés, s'applique donc automatiquement à tous les « bébés » nés en France depuis l'indépendance et dont les parents sont nés en Algérie française. La commission de la nationalité avait expressément recommandé le maintien de cette disposition, qui « résulte de l'ancienneté de la présence française en Algérie ». L'amendement gouvernemental supprime cette automaticité en introduisant, à partir du 31 décembre 1993, une condition supplémentaire : que le parent né en Algérie française « justifie d'une résidence régulière en France depuis cinq ans ».

## Ironie de l'histoire

Au cabinet du garde des sceaux, on justifie cette exigence nouvelle par le nombre croissant de femmes algériennes nées avant l'indépendance qui viennent accoucher en France, notamment à Marseille — afin que leur enfant soit français de naissance et puisse se réfugier au cas d'arrivée au pouvoir des islamistes —, puis repartent en Algérie. Mais l'introduction d'une telle limitation, outre qu'elle fait peser un soupçon supplémentaire sur l'ensemble des jeunes Français d'origine algérienne (quelques 20 000 naissent ainsi français chaque année), introduit une distinction qui va jusqu'à remettre en cause juridiquement... l'assimilation à la France de l'Algérie d'avant 1962.

Si cette disposition est adoptée et si elle est n'est pas critiquée par le Conseil constitutionnel, elle tend en effet à imposer un contrôle — celui du séjour régulier de cinq ans — aux parents nés en Algérie, contrairement à ce qui s'est toujours défendu d'avoir rédigé un projet de loi. Mais M. Long a aussi toujours revendiqué la paternité d'un texte dont il se considère comme le « gardien » (1), et qui repose sur un équilibre fragile, aujourd'hui en péril, celui de la nationalité et de l'intégration.

l'acquisition de la nationalité française, la volonté évidente des femmes algériennes qui viennent mettre au monde un enfant en France soit réduite à une vulgaire « fraude ». Pour Benjamin Stora, codirecteur de l'Institut Maghreb-Europe, cette disposition « très grave » tendrait à « refouler ceux qui veulent sortir de la guerre d'Algérie en entrant dans la citoyenneté française ». « En se fermant, ajoute-t-il, la France pousse l'Algérie comme les autres pays du Sud à l'enfermement et à la dérive ethnique. » L'autre amendement gouvernemental non prévu par le rapport Marceau Long soumet toutes les femmes d'acquisition de la nationalité (à l'exception de la nouvelle procédure de manifestation de volonté pour les jeunes nés en France de parents étrangers) à la condition du séjour régulier en France. Cette nouvelle disposition, si elle est votée, concernera assaillamment les conjoints étrangers de ressortissants français, et qui se trouvent en situation irrégulière.

## Des situations périlleuses

Ces étrangers devront alors régulariser leur situation pendant les deux années suivant le mariage pour pouvoir prétendre à la nationalité française. Mais l'amendement gouvernemental, combiné aux futures dispositions de la loi sur l'immigration, qui, dans sa version connue, amène la déchéance d'une carte de séjour avant un délai d'une année après le mariage, risque de mettre ces conjoints de Français dans des situations administratives pénalisées et inextricables.

A propos de ces deux brèches ouvertes dans les propositions de la commission qu'il a présidée, M. Marceau Long s'abstient de s'exprimer publiquement. Le vice-président du Conseil d'Etat a toujours insisté sur la stature de « propositions » de son travail et s'est toujours défendu d'avoir rédigé un projet de loi. Mais M. Long a aussi toujours revendiqué la paternité d'un texte dont il se considère comme le « gardien » (1), et qui repose sur un équilibre fragile, aujourd'hui en péril, celui de la nationalité et de l'intégration.

PHILIPPE BERNARD

(1) Libération du 6 mai.



مدرسة من الامم

• Le Monde • Vendredi 14 mai 1993 9

1 2 3 4 juillet 1993

## ETATS GENERAUX DES SOCIALISTES

De la  
discussion  
jaillit  
la lumière

Vous préférez attendre? Attendre que le monde retrouve son sens tout seul, que les problèmes se règlent d'eux-mêmes, que la gauche se reconstruise sans vous?

Vous préférez vous résigner? Vous résigner à une cohésion sociale qui s'effrite, à un combat politique qui se dégrade, à une espérance qui s'évanouit?

Vous préférez oublier? Oublier tout ce que la gauche a apporté à notre pays, le suffrage universel, la République, l'école, la laïcité, les congés payés, la protection sociale, la retraite à 60 ans, le RMI, l'abolition de la peine de mort? Oublier que tout ça, hier, c'est la gauche qui l'a imposé comme il lui faudra demain imposer de nouvelles conquêtes?

Non! Vous osez imaginer, désirer, espérer.

Vous osez croire qu'aucune fatalité ne condamne la planète à la misère qui frappe quatre de ses habitants sur cinq. Vous osez imaginer un avenir délibéré, un avenir voulu. Vous osez désirer mieux pour vous, pour vos enfants, mieux que les incertitudes d'aujourd'hui.

Alors, ne restez pas sur le bord du chemin! Prenez votre part dans ces Etats Généraux qui seront ce que vous en ferez. Imaginez, avec nous et pour tous, un nouveau vivre-ensemble, pour la France, l'Europe et le monde.

Aujourd'hui, la gauche doit trouver un nouveau souffle. Vous êtes la gauche. Faites que la gauche ce soir vous!

Venez dire vos doutes, vos critiques, votre amertume. Mais venez aussi analyser, proposer, construire. Soyez, chacun d'entre vous, bâtisseur d'espérance.

**PARTI SOCIALISTE** 

### POUR PARTICIPER AUX ETATS GENERAUX

Vous pouvez vous inscrire avant le 1<sup>er</sup> juin, soit en appelant le numéro de téléphone suivant : 45 56 79 99, soit par minitel 3614 PS, soit en renvoyant le bon à découper ci-après :

Je souhaite participer aux Etats Généraux des Socialistes

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Bon à adresser au Parti Socialiste, Etats Généraux, 10 rue de Solferino, 75007 Paris



## JUSTICE

L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris

## Les décisions les moins mauvaises...

Grâce au président André Cerdini, les débats permettent d'examiner l'affaire du sang contaminé avec une profondeur rarement observée dans une cour d'appel. L'affaire le méritait, et la journée du mercredi 13 mai a presque entièrement été consacrée aux explications du docteur Garretta, soumis au feu roulant des questions des avocats des victimes.

« C'est honteux de vouloir à chaque fois rajouter, comme si ce qui a été fait ne suffisait pas pour qu'il y ait une culpabilité. » Cette phrase du docteur Garretta, qui ne s'agit pas d'un aveu, mais d'un constat, a été répétée à l'occasion de la séance, le tirage est cependant resté calme. Elle ne comporte aucun mot qui le rattache personnellement à ce qui a été fait ou à la culpabilité. Au-delà d'une protestation suscitée par le propos de M. Sabine Paugam, l'accusé d'avoir « comptabilisé les morts qui vont survenir dans les trois mois », c'est toute la ligne de défense du docteur Garretta qui se trouve résumée en quelques mots. Quelque chose a été fait. Mais il n'en convient. Mais il ne s'identifie pas à l'auteur d'une série de décisions prises par de nombreuses personnes.

Ainsi, lorsqu'on lui reproche de

ne pas avoir arrêté la distribution des produits sanguins contaminés, ni ordonné leur rapatriement immédiat, le docteur Garretta répond : « Nous savons que les médecins traitants sont jaloux de leurs prérogatives. La position des médecins, c'est de dire : c'est nous qui décidons des produits à prescrire. Ils pouvaient prescrire des cryoprécipités congelés. Ce ne sont pas des produits à risque, à l'époque, c'est l'hépatite. Quant au blocage et au rapatriement, c'est une décision qui ne se prend pas à l'échelle d'un pays. Il n'y a pas un pays au monde qui ait pris cette décision. Le président André Cerdini l'a dit : « Mais les médecins, encore fallait-il qu'ils sachent. »

« Tout le monde le savait », dit le docteur Garretta ; et il rappelle la réunion du Comité national de l'hépatite, qui s'est tenue le 19 juin 1985 à Pont-A-Mousson. « Il y avait trente et un médecins et trois responsables de l'Association française des hépatites. Il m'apparaît impossible qu'après le 19 juin ils ne connaissent pas très précisément la contamination potentielle. »

Un juge assesseur insiste en citant le cas de quelqu'un qui n'a appris la contamination des lots qu'en lisant l'Événement du jeudi en 1991, alors qu'en juillet 1987 il achetait encore des produits

non chauffés pour son fils. « Le problème, c'est que c'est son médecin qui lui prescrit les produits, rétorque l'ancien dirigeant du CNTS. Et quand le malade était aéroporté, il lui prescrivait des produits non chauffés. On ne va pas au CNTS avec son petit panier. Il y a toujours une ordonnance. » Ce n'est pourtant pas si simple, car il y a eu aussi les cas de plusieurs hépatites non contaminées qui ont reçu des produits non chauffés, obtenus auprès du CNTS sans formalité, avant de faire établir une ordonnance de régularisation.

## « On dit ça en 1993 »

M. Georges Hollaux, irrité par l'attitude insaisissable du docteur Garretta, ramène le débat sur le terrain de la prévention, de la « tromperie sur la qualité substantielle des produits », reprochée au docteur Garretta. Selon l'avocat, le CNTS était le producteur, son dirigeant connaissait le risque de contamination. Il devait intervenir. Il ne l'a pas fait. Un instant, les deux hommes se regardent. L'avocat est l'artisan brillant de la première plainte qui a abouti à la mise en cause du docteur Garretta. Rien ne les rassemble, et — selon une formule utilisée par le médecin — ils n'ont aucune raison de s'aimer. Pourtant, au détour des phrases assassines jaillissent

les petits mots qui signent le respect mutuel des combattants. Image fugace et intense, généralement réservée aux cours d'assises.

Mais le docteur Garretta se tourne vers l'avocat général, Christine Thin, qui essaie une évidence. « Si vous aviez arrêté la distribution des produits contaminés, qu'aurait fait les médecins prescripteurs ? Ne seraient-ils pas revenus aux cryoprécipités congelés ? »

— Vous avez raison, madame le procureur, mais nous sommes en 1993. Oui, il fallait, en 1983, interdire les collectes dans les prisons, et interdire le traitement prophylactique des hépatites.

Mais on dit ça en 1993. Sur sa droite, M. Sabine Paugam attaque à son tour. « Je demande au docteur Garretta, je demande aux médecins s'il avait le droit de distribuer des produits totalement contaminés. » Et d'avance, elle prévient : « Les autres médecins, pour l'instant, ne m'intéressent pas. » Le docteur Garretta lui répond aussitôt : « Si vous voulez m'isoler du monde, je dis que j'ai pris en mon âme et conscience les décisions qui me semblaient les moins mauvaises. Je les aurais prises pour moi ou pour mon épouse. »

MAURICE PEYROT

L'arrestation du « parrain » Michele Zaza et l'opération « Mare verte »

## Coup double réussi dans la lutte anti-Mafia sur la Côte d'Azur

La Camorra napolitaine vient d'essuyer un double coup dur dans le sud de la France : tandis que Michele Zaza, l'un de ses « parrains » présumés, était interpellé mercredi 12 mai à Nice, une vingtaine de camorristes préparant une escroquerie sur le marché européen de la viande en gros ont été arrêtés, le même jour et toujours sur la Côte d'Azur, au cours d'une opération baptisée « Mare verte » (Mer verte). La coïncidence de ces deux enquêtes menées par la police judiciaire de Nice en coopération avec la justice italienne confirme la stratégie d'implantation des mafias italiennes dans l'Hexagone.

Les mafiosi arrêtés à l'issue de l'opération « Mare verte » avaient installé leurs quartiers généraux à bord de bateaux de plaisance qui sillonnaient le triangle maritime reliant Gênes, Monaco et les côtes françaises. Leur chef présumé, Antonio Sarnataro, l'un des responsables de la Camorra napolitaine, donnait ses ordres à partir du navire-amiral du réseau, le Santa-Cruz. C'est à bord de ce yacht de trente-cinq mètres, amarré au port de Cap-d'Ail, près de Monaco, qu'il a été interpellé en compagnie de deux de ses fils.

La flottille mafieuse se composait aussi de deux bateaux mouillant dans le même port de plaisance, à bord desquels quatre comparses de Sarnataro, membres présumés de la Camorra napolitaine, ont été à leur tour interpellés. Le coup de filet de « Mare verte » s'est poursuivi dans des hôtels et des villas de Roquebrune-Cap-Martin et de Menton, où étaient installés des membres de la famille des « mafiosi ». Conduite en étroite coopération entre la France et l'Italie, « Mare verte » s'est soldée, de ce côté-ci de la frontière, par l'interpellation d'une vingtaine de personnes, dont douze membres présumés de la Camorra. Sous le coup de mandats d'arrêt internationaux délivrés par le parquet de Gênes pour escroqueries et extorsions de fonds, ces derniers ont été placés sous écrou extraditionnel. En Italie, le chef présumé de l'ensemble du réseau, Giovanni Tagliamento, présumé comme l'un des

bras-droits de Michele Zaza, a lui aussi été interpellé, mercredi 12 mai, en même temps que vingt-six autres complices.

## Carambouille internationale

L'opération « Mare verte » a permis d'interrompre une carambouille internationale portant sur le commerce de viande en gros entre, notamment, la France, la Belgique, l'Allemagne et l'Italie. Le système consistait à faire livrer en Italie d'importantes quantités de viande, qui n'auraient pas été payées, tout en escroquant des établissements bancaires et en détournant des subventions accordées par la CEE. Le Banco di Napoli aurait de la sorte été victime d'un préjudice de 10 millions de francs. Le réseau mafieux s'appuyait sur un bureau d'import-export, ouvert à Menton, qui se présentait comme la succursale d'une société sise à San-Romano, la Liguria leasing service. Si l'escroquerie avait été menée à son terme, elle aurait permis de détourner quelque huit milliards de francs, selon la police judiciaire de Nice.

Mercredi 12 mai, la coopération franco-italienne a également franchi un pas important avec l'arrestation de Michele Zaza près de son domicile de Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes). Surnommé « O'Pazzo » (le Fou), considéré comme l'un des chefs de la Camorra, Zaza résidait depuis plusieurs années en France. Il était assigné à résidence dans sa splendide villa de Villeneuve-Loubet depuis 1991, date à laquelle il avait été libéré sous caution et avait pu quitter la prison des Baumettes où il purgait une peine de prison pour un trafic de cigarettes organisé à partir du territoire français (le Monde du 21 juin 1991).

Michele Zaza n'en demeurait pas moins sous le coup d'une demande d'arrestation formulée par la justice italienne pour des faits commis en Italie, et notamment pour un double homicide réalisé en 1977. Mardi 11 mai, la cour d'appel d'Aix-en-Provence avait finalement donné le feu vert pour son interpellation, après avoir reçu de nouvelles pièces communiquées par la justice italienne dans ce dossier. La cour d'appel d'Aix se prononcera prochainement sur l'extradition de Michele Zaza vers l'Italie.

ERICH INCIVIAN

## ÉDUCATION

La réforme de la procédure de nomination des professeurs d'université

## M. Fillon décide de supprimer l'agrégation interne du supérieur

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a décidé de remettre en chantier la procédure de nomination des professeurs d'université par la « voie longue », définie par le décret du 16 janvier 1992 et ouvrant l'accès au statut de professeur à un certain nombre de maîtres de conférences ayant dix ans d'expérience.

Cette procédure avait soulevé une controverse au début de cette année après que le ministre eut décidé de combiner vingt-huit maîtres de conférences de droit et d'économie, malgré l'avis négatif du Conseil national des universités. Devant la levée de bouillottes provoquée par cette décision, M. Lang avait finalement fait machine arrière, suspendu ces nominations et annoncé la révision de la procédure (le Monde des 27 janvier et 17 février).

Le nouveau ministre a donc pris le relais en annonçant son intention de réexaminer le dossier et de mettre en place une nouvelle procédure de nomination des professeurs par la « voie longue ». S'il a souligné que le nouveau dispositif devrait donner des « garanties » aux candidats, il a, dès à présent, tranché le point essentiel en précisant que, en tout état de cause, « l'avis du Conseil national des universités devra être respecté ».

Dans la foulée, il a décidé de sup-

primer le concours d'agrégation interne en droit, économie, gestion et sciences politiques. Ce concours, créé en 1990 pour faciliter le recrutement dans ces disciplines, s'était déroulé une première fois en 1990-1991 et avait été ouvert, pour la seconde fois, par un arrêté du 12 mai 1992. À l'exception de la gestion, les présidents des jurys de ces concours d'agrégation avaient été nommés par un arrêté du 22 mars 1993 et la composition des jurys avait été soumise pour approbation au ministère. La procédure était donc régulièrement engagée et l'on imagine mal que les candidats ne réagissent pas devant cette suppression imprévue. Le SGEN-CFDT de son côté envisage de déposer un recours devant le Conseil d'État.

Mais à l'évidence, cette grogne éventuelle n'a guère pesé devant l'opposition de la majorité des professeurs de droit, et à un moindre degré d'économie, très réticents à l'égard de toute procédure — la « voie longue » ou l'agrégation interne — de nature à remettre en cause la suprématie de l'agrégation externe traditionnelle et à ouvrir plus largement les portes d'accès au statut de professeur. Bref, les « mandarins » ont gagné.

G. C.

## EN BREF

La cour d'appel de Paris autorise l'extradition vers l'Espagne du chef présumé de l'ETA. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a autorisé, mercredi 12 mai, le gouvernement français à extraditer vers l'Espagne Francisco Mugica-Garmendia, quarante ans, dit « Artapalo » ou « Paco », considéré comme le chef de l'organisation séparatiste basque ETA. Il avait été arrêté à Bidart (Pyrénées-Atlantiques) le 29 mars 1992 (le Monde du 31 mars). La cour a autorisé son extradition pour des assassinats et des tentatives d'assassinats, mais elle l'a refusée pour « l'appartenance à une bande armée ». Francisco Mugica-Garmendia fait également l'objet d'une procédure de France pour association de malfaiteurs. S'il est effectivement extradé, il ne pourra être jugé en Espagne que pour les faits qui auront motivé un avis favorable de la justice française. La chambre d'accusation a également autorisé l'extradition de Jose-Maria Arregui-Errostarbe, quarante-quatre ans, pour des assassinats et tentatives d'assassinats, et d'Ignacio Bil-

bao-Beascoechea pour meurtre et vol avec arme mais non pour appartenance à un commando armé.

Deux policiers condamnés à des peines de prison avec sursis pour avoir molesté deux hommes en état d'ivresse. — Le tribunal correctionnel de Strasbourg a condamné, mercredi 12 mai, deux policiers du commissariat de la ville, à des peines d'un et deux mois de prison avec sursis assorties d'une amende de quatre mille francs chacun, pour avoir frappé, dans les locaux du commissariat, deux hommes interpellés lors d'un contrôle d'alcoolémie dans la nuit du 30 au 31 octobre 1991. Le sous-brigadier Armand Zimmer, trente-neuf ans, a été condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis pour coups et blessures volontaires avec armes ayant entraîné une incapacité de travail inférieure à huit jours. Son collègue, le brigadier-chef Marcel Schwob, quarante-huit ans, s'est vu infliger un mois d'emprisonnement avec sursis pour coups et blessures volontaires.

En raison d'un « comportement étrange »

## Richard Roman est hospitalisé dans un établissement psychiatrique

Richard Roman, acquitté le 17 décembre 1992 du meurtre de la petite Céline Jourdan, est hospitalisé depuis la fin du mois d'avril à l'établissement psychiatrique de Maisons-Blanches à Nemilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis). L'ancien ingénieur agrochimiste a été placé dans cet hôpital après avoir été appréhendé par la police dans le cloaque arborescent de Paris, alors qu'il manifestait, selon les policiers, un « comportement étrange ».

Interrogé par le Monde, M. Henri Leclerc, l'avocat de

M. Roman, se déclare « scandalisé par le fait que cette information ait pu être divulguée ». Et M. Leclerc d'ajouter : « Il en va de la sécurité de mon client. Richard Roman a été interpellé devant l'Institut du monde arabe, il était pieds nus, en proie à un doux délire. Mais ce n'est pas très surprenant après ce qu'il a subi. Tout amalgame avec l'affaire Céline serait scandaleux. » Depuis son acquittement par la cour d'assises de l'Essonne (le Monde du 19 décembre), Richard Roman était venu vivre en région parisienne.

## RELIGIONS

Une relique vendue 100 000 francs aux enchères à l'hôtel Drouot

## Transgression

La veste rose bonbon de M. Allard ajoute au décor surréaliste de l'événement. Hôtel Drouot, mercredi 12 mai, à Paris, la foule et les caméras sont nombreuses pour assister à un acte de transgression unique en son genre. Le péché de simonie (1) trotte dans les têtes. On va mettre en vente aux enchères deux morceaux, de quelques centimètres chacun, enfermés dans un écorin d'argent de forme ovale, du « bois d'olivier de la Sainte Croix » du Christ.

Le lot 322 de la vente Thouvenel, du nom de l'ancien ministre des affaires étrangères de Napoléon III, est annoncé à 10 000 francs par le commissaire-priseur, M. Chochon-Barre. Un chiffre lancé quasiment au hasard, faute d'une expertise sérieuse. Très vite, les doigts se lèvent et les enchères montent. Jusqu'à 100 000 francs. Une fois, deux fois, trois fois... Le marteau tombe. Adjudé. Très émue, une dame d'une cinquantaine d'années, qui fait son nom, emporte la précieuse relique pour une destination qu'elle dit, sans plus de précision, être celle d'un « sanctuaire français ».

« Exceptionnel ! Fabuleux ! » M. Allard, associé du commissaire-priseur, est froissé les mains. Et on le comprend. La vente des trois cents lots de la famille Thouvenel rapportera au total 332 000 francs. Il a bien eu un « cas de conscience » à propos des deux morceaux du

bois sacré, mais il se fie à un certificat en latin de la « Cour de Rome », en date du 24 août 1855, authentifiant le caractère miraculeux du don du patriarche de Jérusalem à M. Thouvenel.

La morale n'est-elle pas sauve ? Le produit de la vente de la relique ira à une association d'enfants autistes. Mais la foi, elle, ne l'est pas, et Mgr Lustiger ne s'est pas fait prier pour le dire. Dès le 12 mai, l'archevêque de Paris avait demandé au propriétaire de « soustraire de la vente les reliques et de les confier à une communauté religieuse ou une paroisse ».

La soir même de la vente, son officier, le Père Maurice Monier, fulminait dans un communiqué : « Cette mise en vente va contre le droit de l'Eglise et peut faire l'objet d'une sanction canonique, quelles que soient les raisons et de la vente des reliques et de la confier à une communauté religieuse ou une paroisse ».

M. T.

(1) La simonie désigne toute forme de trafic de bien spirituel. L'expression vient d'un certain Simon, dit le Magicien, cité dans les Actes des Apôtres (ch. 8, vers. 18-20), qui offrit une somme à Pierre pour obtenir le pouvoir de donner l'Esprit-Saint.

Selon « le Nouvel Observateur »

## La liste des personnes placées sur écoutes téléphoniques par la « cellule » antiterroriste de l'Élysée s'allonge

Dans son édition du 13 mai, le Nouvel Observateur ajoute trois nouveaux noms à la liste de personnes qui auraient été placées sur écoutes téléphoniques entre 1985 et 1986 à l'initiative de la « cellule antiterroriste élyséenne ». Il s'agit de Bernard Jégat, principal témoin dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, de Pierre Novat, producteur de cinéma proche de l'ex-capitaine Barril, et du docteur libanais Razah Raad qui est intervenu dans les négociations pour obtenir la libération des otages français au Liban.

L'hebdomadaire affirme ainsi que, dans l'affaire des Irlandais de Vincennes — deux hommes et une femme arrêtés illégalement en 1982 à l'initiative de la « cellule » et ayant bénéficié ensuite d'un non-lieu — Bernard Jégat, et fait l'objet d'écoutes via le téléphone de sa compagnie. Ces « braquements » auraient permis d'enregistrer des conversations de Bernard Jégat avec son avocat, M. Navarro, avec le juge d'instruction chargé du dossier, Alain Verleone, avec un autre magistrat instructeur, Jean-Louis Bruguière, mais aussi avec le préfet Robert Broussard, les journalistes Hervé Brusini (Antenne 2) et Jean-François Kahn (l'Événement du Jeudi).

Selon le Nouvel Observateur, le producteur de cinéma Pierre Novat était aussi sur écoutes. Cet ancien avocat projetait de faire un film avec l'ex-capitaine Paul Barril, un des responsables de la « cellule » et l'homme-clé, côté pouvoir, de l'affaire des Irlandais de Vincennes. Le but de ces écoutes aurait été de « surveiller » Paul Barril, qui avait quitté la « cellule » à la fin de 1983 et s'occupait pour être

« incrotable ». Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire, M. Barril annonce son intention de porter plainte contre M. Gilles Ménage, l'ancien directeur de cabinet du président de la République.

Enfin, l'un des intermédiaires utilisés par la France en vue de la libération des otages français détenus au Liban, le docteur Razah Raad, pourtant en relation directe avec la « cellule », aurait, lui aussi, fait l'objet d'écoutes téléphoniques.

Libération, en mars, et le Point, en avril, avaient déjà fait état de « braquements » ordonnés par la « cellule » : ils concernaient notamment les journalistes Edwy Fienet, du Monde, et Georges Marion, alors pigiste, et l'avocat des Irlandais, M. Antoine Comte (le Monde du 5 mars). Le parquet de Paris avait alors ouvert des informations judiciaires pour « atteinte à l'intimité de la vie privée, attentat à la liberté individuelle et à la Constitution et falsification ».

## SCIENCES

ARSÈNE, le satellite pour radioamateurs, en difficulté. — En dépit d'un tir parfait effectué, mercredi 12 mai, par le lanceur européen Ariane, le petit satellite ARSÈNE destiné aux radioamateurs n'a pu être lancé. Peu de temps après sa mise en orbite, le satellite s'est égaré qu'un signal très faible en direction de stations de réception de l'Ile de la Réunion. Selon Jean Gruau, père de cette expérience, ARSÈNE pourrait ne pas être bien orienté ou connaître des problèmes électriques. « Mais, ajoute-t-il, nous disposons de nombreux jours avant que des dégâts irréparables se produisent. »



هڪڙو من لاءِ

• Le Monde • Vendredi 14 mai 1993 11

Les impôts augmentent.  
Et dire que certains trouvaient les prix trop bas.  
Trop bas pour qui ?



Avec l'augmentation de l'essence, de la C.S.G..., les pouvoirs publics ont choisi de faire financer les déficits sociaux par une importante ponction sur le pouvoir d'achat des Français.

Chacun doit assumer sa responsabilité !

Notre rôle à nous distributeur, n'en déplaise à ceux qui cherchent à nous discréditer, c'est de préserver ce pouvoir d'achat pour permettre à la consommation de soutenir la croissance. C'est aussi un engagement d'entreprise citoyenne dans une économie en crise de croissance et d'emploi. Offrir les prix les plus bas est la première manifestation concrète de solidarité à l'égard des consommateurs.

CLIMBDO

**E. LECLERC**





## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

Le centre qui les conservait devant fermer

## Une trentaine d'embryons humains congelés ont été détruits

Le responsable d'un laboratoire parisien d'analyses médicales a procédé, il y a quelques semaines, à la destruction d'une trentaine d'embryons humains qui étaient conservés par congélation depuis plusieurs années. Da l'avis de la plupart des spécialistes de procréation médicalement assistée, c'est la première fois en France qu'un procédé de conservation n'a été révisé par les législateurs. Dans l'attente de dispositions législatives, un cancéreux se dégageait jusqu'à présent dans notre pays contre la destruction des embryons humains ainsi conservés.

« Madame, Monsieur. N'ayant plus l'agrément pour faire de la fécondation in vitro, je suis obligé de fermer le centre de (...) ». Il ne m'est donc plus possible de conserver les embryons congelés, mais il vous est bien sûr possible de les conserver dans un centre autorisé d'en faire don. Sans nouvelle de votre part dans un délai d'un mois, je considérerai que vous ne souhaitez pas les conserver et je me verrai dans l'obligation de les détruire.

« Je vous demanderai d'autre part de me régler le montant des honoraires pour ces années de conservation dans l'azote liquide, soit : 633 francs.

« Dans l'attente de votre réponse, etc. »

Plusieurs couples dans la femme souffraient de stérilité et qui avaient effectué une tentative de fécondation in vitro ont reçu ce texte au

début de l'année par lettre recommandée avec accusé de réception. Ces couples avaient pris contact auparavant avec le centre de procréation médicalement assistée de la clinique privée du Belvédère à Boulogne (Hauts-de-Seine).

Bien qu'il fût l'un des premiers à mettre en œuvre dans la région parisienne les techniques de procréation médicalement assistée (et donc de fécondation in vitro), cet établissement privé n'a jamais pu disposer d'un agrément officiel délivré par les pouvoirs publics. Les responsables de la clinique du Belvédère ne contestent d'ailleurs nullement le fait, expliquant qu'ils ont, en la matière, été victimes du *numerus clausus* établi dans la capitale et que les problèmes actuels qu'ils rencontrent en matière de procréation médicalement assistée trouveront rapidement une solution.

Pour sa part, M. Marc Ebel, responsable du laboratoire d'analyses médicales qui porte son nom, pharmacien-biologiste collaborant depuis 1989 à la procréation médicalement assistée de la clinique du Belvédère, estime « profondément dommageable » que cet établissement ait eu devoir nécessaire de fermer ses portes. C'est lui qui a adressé plusieurs lettres à des couples lui ayant confié la « garde » d'embryons fécondés in vitro et dans lesquels les géniteurs.

« Cette clinique, où j'ai repris l'activité biologique de procréation médicalement assistée en 1989, nous a expliqué M. Ebel, n'a décidé il y a peu de cesser toute activité dans ce domaine. Que pouvons-nous faire ? Plusieurs des embryons conservés par congélation dont j'avais la responsabilité avaient

plus de cinq ans et provenaient de l'activité de l'équipe à laquelle j'avais succédé. »

M. Ebel explique aussi avoir cherché à transférer les embryons humains dont il avait la charge à d'autres centres, publics notamment, spécialisés en la matière (1). Sans succès, selon lui, « j'ai pris contact avec l'association FIV-NAT en leur expliquant clairement le problème. Faute de réponse explicite, j'ai écrit aux couples concernés. Certains sont venus ramasser leurs embryons. Pour ce qui me concerne, je ne pouvais pas continuer, indéfiniment, à conserver les embryons restants. » Dans les couples, rappelle M. Ebel, ont été informés de la démarche qu'il s'apprêtait à accomplir. Selon lui, « une trentaine d'embryons envi-

ron » ont été, de la sorte, détruits. Pour sa part, le docteur René Chiche, directeur de la clinique du Belvédère, « regrette » de ne pas avoir été informé de la démarche du docteur Ebel. « Ce n'est pas très honnête de sa part », ajoute le docteur Chiche.

## « Devoir de prudence »

On estime généralement que plusieurs milliers d'embryons, vraisemblablement plus de dix mille, sont actuellement conservés en France par congélation. La plupart feront l'objet de tentatives ultérieures de transplantation. D'autres, en revanche, resteront « orphelins ». Leur destruction est-elle une pratique condamnable ?

## L'hostilité de l'Eglise catholique

Après l'annonce de la destruction d'embryons congelés dans un laboratoire parisien, Mgr Jacques Jullien, archevêque de Rennes, chargé des questions éthiques au sein de l'épiscopat, a déclaré au *Monde* : « A partir du moment où un patrimoine génétique est fixé, le processus est engagé qui fait d'un embryon un homme. Il est sans doute difficile d'établir des seuils, mais la prudence commande qu'on traite comme une personne celui qui a tout pour l'être. En cas de doute — et c'est une position constante dans la morale de l'Eglise — il faut aller au plus sûr. S'il y a le moindre doute, du moment qu'il y a peut-être une vie humaine, on n'a pas le droit de détruire l'embryon. »

La plus grande imprécision régnait dans ce domaine et faute de disposer de lois sur la bioéthique, on ne peut que se reporter aux différents avis et rapports consacrés à ces questions.

En 1986, le Comité national d'éthique n'avait pu sur ce thème dégager de positions unanimes. « Compte tenu des opinions divergentes, le Comité rappelle le devoir de prudence qu'impose le caractère encore expérimental de la congélation, expliquait-il alors. Toutefois, compte tenu de ses membres, le Comité estime qu'un délai de douze mois à compter de la première naissance peut être ouvert au bénéfice des couples souhaitant un autre enfant. Dans le cas où le projet du couple est entre-temps abandonné ou irréalizable (en raison par exemple de la séparation du couple), la seule solution retenue par le Comité n'est ni la destruction des embryons (sans réserve des possibilités éventuelles de dons en vue de la recherche). »

Deux ans plus tard toutefois, l'avant-projet de loi sur la bioéthique issu du rapport de M. Guy Braibant, conseiller d'Etat, prévoyait que les embryons fécondés in vitro et conservés par congélation pourraient être gardés cinq ans, période au terme de laquelle ils devaient être détruits. Ce texte prévoyait aussi que cette destruction serait mise en œuvre lors du décès de l'un des deux parents potentiels, de leur divorce ou de leur séparation. Toutefois, au cours du délai de cinq ans « les auteurs de l'embryon in vitro peuvent exprimer leur volonté de donner la réalisation du projet parental d'autrui ». Cette période de

cinq ans durant laquelle les embryons congelés devaient être conservés figura dans la suite dans de nombreux rapports consacrés à la bioéthique.

Le texte de loi voté par l'Assemblée nationale en novembre 1992, mais toujours en attente au Sénat, précise quant à lui dans son article L.671 : « A la demande écrite des deux membres du couple, les embryons non transférés peuvent être conservés en vue de poursuivre ultérieurement leur projet parental. La durée de conservation ne peut excéder cinq ans, sauf si le couple souhaite poursuivre au-delà de cette durée son projet parental. Les deux membres du couple doivent être consultés chaque année sur le point de savoir s'ils maintiennent leur demande de conservation. Leur décision doit être exprimée par écrit. »

On en est là. De l'avis de nombreux spécialistes de procréation médicalement assistée, le délai d'un an accordé dans cette affaire aux parents potentiels pour recueillir leur(s) embryon(s) est notablement trop court. Ils attendent le texte de loi pour pouvoir enfin savoir quelle conduite adopter en sachant que la destruction d'embryons humains initialement conçus in vitro pour voir le jour ne sera pas chose aisée.

JEAN-YVES NAU

(1) En 1988, à la suite de la décision des responsables catholiques de l'hôpital parisien du Bon-Secours de cesser toute activité de procréation médicalement assistée, un transfert d'embryons congelés avait pu être réalisé, le CECOS de l'hôpital Necker ayant accepté d'assurer la « garde » de ces embryons.

## SPORTS

## Le Grand Stade dans l'incertitude

De nouvelles idées se font jour pour implanter cet équipement indispensable à l'organisation en France de la Coupe du monde de football en 1998

Dans un feuillet qui a toujours su ménager une large place à l'actualité, le rebondissement n'est pas visible. L'alternance politique devait charmer une nouvelle polémique à propos du site choisi pour implanter le Grand Stade : la ville nouvelle de Melun-Sénart, en Seine-et-Marne, que Michel Rocard avait désigné par surprise en 1991, et que Pierre Bérégovoy avait confirmé du bout des lèvres le 1<sup>er</sup> décembre (le *Monde* du 3 décembre 1992).

A peine installée dans son ministère de la jeunesse et des sports, Michèle Alliot-Marie a ouvert le feu. « Le financement du stade n'est pas encore assuré », avait-elle déclaré dans un entretien au journal *L'Equipe*. Tout juste assis sur les bancs de l'Assemblée nationale, plusieurs parlementaires RPR, parmi lesquels Guy Dru, député de Seine-et-Marne, et Xavier Dupont, député et président du conseil général de l'Essonne se sont précipités dans la brèche. « Le déficit de fonctionnement d'un site aussi éloigné promet un gouffre financier », ont-ils affirmé. Jacques Chirac (RPR), le maire de Paris, a renchérit : « Le choix de Sénart n'était pas raisonnable. »

## Nouvelles candidatures

Jean-Jacques Fournier, président du syndicat de l'agglomération nouvelle de Seine-et-Marne, traverse dans ce moment une nouvelle tempête avec le stoïcisme de celui qui en a vu d'autres. Il s'accroche en fait à une dernière bouée de sauvetage : la garantie, obtenue auprès du gouvernement, de voir l'appel d'offres lancé à la mi-mars aller jusqu'à son terme. Cinq groupements d'entreprises du bâtiment (Bouygues-Dumez, Fougère-Spie-SAE, GTM, Holsmann-Nord France et CBC) ont retiré un dossier de candidature à la construction du Grand Stade de 80 000 places. Le 8 juillet, ils devront rendre leurs conclusions.

Sénart sera alors fixé sur son sort. Si les entreprises privées parviennent à esquisser un projet rentable, tant du point de vue de l'édification que de celui de l'exploitation et dans la limite d'un coût de construction fixé à 1,4 milliards de francs, la ville nouvelle aurait toutes les chances de conserver son stade. Si leurs calculs indiquaient que l'investissement ne peut être amorcé, l'Etat serait obligé de financer seul le projet, ce qu'il

n'a jamais souhaité, *in fortiori* dans une période de restrictions budgétaires. Il ne pourrait compter sur l'aide du conseil général et du conseil régional, qui n'ont fait connaître depuis longtemps leurs réserves à participer au projet.

Selon plusieurs observateurs, ce deuxième cas paraît le plus probable. Avec une douzaine de manifestations sportives par an, le Grand Stade semble voué à un déficit que les droits à construire offerts aux entreprises à proximité de l'enceinte auraient du mal à compenser.

Pour ne pas être pris au dépourvu par un éventuel échec du projet, le gouvernement a cherché des solutions de remplacement. Tout en restaurant le mouvement sportif, qui assiste effaré à ces nouvelles vicissitudes en faisant mine d'oublier que le choix de Sénart l'avait longtemps laissé perplexe et qu'il ne s'y était rallié que faute de mieux. Pas question de renoncer à la Coupe du monde de 1998, a assuré M<sup>me</sup> Alliot-Marie après Jacques Chirac : il faudra donc en passer par la construction d'un Grand Stade, même réduit aux exigences minimales de la Fédération internationale (FIFA), d'une capacité de 60 000 places. Et il n'est pas encore trop tard pour changer de site. « Après tout, observe un haut fonctionnaire du ministère de la Jeunesse et des sports, le stade des Jeux d'Atlanta, qui aura lieu en 1996, n'est pas encore commencé. » Le ministre, en liaison avec Pierre Louette, chargé de ces questions auprès du premier ministre, et avec le délégué interministériel à la Coupe du monde, Philippe Gralliot, a commencé à examiner les dossiers les plus solides des vingt-six candidats de la consultation de 1991. Il a pris acte également de quelques nouvelles candidatures officieuses.

La perle rare, si elle existe, doit répondre à plusieurs critères. « L'idéal serait un terrain d'une quarantaine d'hectares, situé dans un département limitrophe de Paris, sans obstacle technique majeur, indiquent-on au ministère de la Jeunesse et des sports. Et surtout sans que la construction d'un Grand Stade n'y soulevé d'obstacles juridiques. » Ce pourrait-elle rebâtir ? « On en est à priori à éliminer plusieurs sites. Nanterre, qui avait failli suppléer Sénart, s'est d'ores et déjà placé hors course. Charles Pasqua (RPR), le président du conseil général des Hauts-de-Seine, a d'autres projets désormais engagés.

L'agrandissement du Parc des Princes dans Paris intra-muros est

condamné par l'hostilité des riverains, qui, par la voie de leur député, Georges Mesmin (UDF), ont déjà fait connaître *ubi et ubi* leur position. La levée de bouillies qu'a provoquée dans le même sens, l'opposition de Roland Garros, laisse pressager des polémiques interminables. L'idée de profiter de l'engouement des Parisiens pour le ballon rond dans un stade-velodrome aménagé ne semble plus à l'ordre du jour. « Le Grand Stade doit être construit en Île-de-France », seul endroit où il pourrait éventuellement accueillir des Jeux olympiques, a confirmé M<sup>me</sup> Alliot-Marie. Dans les Bouches-du-Rhône, personne ne paraissait, en outre, décidé à financer une nouvelle enceinte.

Pour en finir une bonne fois pour toutes avec ces questions de financement, des projets de Grand Stade « aménagés » — pour éviter le terme tabou de « provisoire » — sont également envisagés. Un seul échappe — de peu — au loufoque. Il prendrait place sur l'aérodrome d'Auteuil, auquel la société des courses ne semble pas hostile. L'enfouissement d'une partie des tribunes permettrait, en outre, de conjurer la crainte d'un nouveau Furiani. Mais le mouvement sportif et la FIFA, qui ont toujours élargi leur refus d'un Grand Stade « éphémère », se laisseraient-ils convaincre par cette solution extrême.

## Le partage des risques financiers

Les dossiers les plus cohérents restent tout de même des projets de Grand Stade permanent situés dans la Seine-Saint-Denis. Celui de Tremblay-en-France, favori battu sur le fil par Sénart en 1991, demeure séduisant. Mais il souffre également de son éloignement de la capitale. Le maire, François Asselineau (PC), se dit prêt à « discuter à nouveau d'un Grand Stade ». Mais il n'a pas encore été sollicité, et les terrains initialement retenus ont été prévus pour d'autres projets, pas encore irréversibles.

Le ministère de la Jeunesse et des sports a aussi accueilli la candidature officieuse de Rosny-sous-Bois dans l'est du département, présentée par le député de Seine-Saint-Denis Robert Fandraud (RPR). Situé à proximité de l'autoroute A3 et de l'A 86, le site permettrait de concier-

lier le rééquilibrage vers l'est, souvent perdu de vue, la proximité de Paris et une desserte satisfaisante. Le terrain ne semble pas soulever d'obstacles juridiques majeurs. Trop exigu pour héberger le Grand Stade complet, le terrain de Rosny-sous-Bois, il pourrait être étendu vers la commune voisine de Noisy-le-Sec. Claude Pernes, le maire (UDF) de Rosny-sous-Bois, se dit convaincu de « détenir la solution », qu'il ne souhaite pas encore rendre publique « par scrupule vis-à-vis de Sénart ». Le soutien de Robert Fandraud, président du groupe RPR au conseil régional d'Île-de-France, pourrait pousser la collectivité à participer au financement qu'elle refuse à Sénart. L'association éventuelle avec Noisy-le-Sec, administrée par une municipalité communiste, permettrait également d'envisager une participation du conseil général, également géré le PC.

Car, dans ce projet hypothétique, qui demeure pour l'instant à l'état de déclaration d'intention, comme dans les autres propositions étudiées par le gouvernement, la solution repose sur un partage des risques financiers. « On a fait beaucoup de mal à ce dossier en laissant penser que le prêt paierait tout », dit-on à l'hôtel Marignan. Pour un Grand Stade difficilement rentable, le financement public, désormais inévitable, pourrait provenir de plusieurs sources. La faiblesse de Sénart étant aujourd'hui de ne pouvoir compter que sur une seule, l'Etat. Si la ville nouvelle devait être desservie de son stade, un partenaire de poids pourrait à nouveau entrer dans un jeu qu'il n'a jamais perdu de vue : la ville de Paris.

Après l'échec de la candidature de la capitale aux Jeux olympiques de 1992, M. Chirac a fait savoir qu'il demandait net à financer en partie un Grand Stade en vue de la Coupe du monde. Puis, délibérément tenu à l'écart du choix du site, le maire avait entamé une longue période de boudoir. Avec le retour de ses amis au pouvoir, M. Chirac aura sans doute à nouveau son mot à dire dans le choix éventuel d'un nouvel emplacement. Et l'argent de la ville pourrait alors contribuer à sa viabilité financière. M. Fournier semble d'ailleurs avoir bien compris, mais un peu tard. « Je n'imagine pas, déclarait-il mardi 11 mai, la capitale absente du projet de Grand Stade à Sénart, qui, vu de l'étranger, sera le stade de Paris. »

JÉRÔME FENOGLIO

## BASKET-BALL : Limoges champion de France

## Une victoire orageuse

En remportant le quatrième match de la finale contre l'Élan béarnais Pau-Orthez (68-64), le Limoges CSP, déjà sacré champion d'Europe cette année, est devenu, mercredi 12 mai, champion de France de basket-ball 1993, inscrivant pour la septième fois son nom au palmarès national.

PAU

## de notre envoyée spéciale

L'orage grondait encore sur Pau. Après les grâtes qui s'étaient abattues mardi sur la région, le grain, cette fois, ne venait pas du ciel. Mercredi soir, le tonnerre et les éclairs étaient vert et blanc. Ils faisaient trembler le Palais des sports où l'Élan béarnais, champion de France 1992, et le Limoges CSP, champion d'Europe, s'affrontaient pour la quatrième fois en dix jours, dans la finale du championnat de France. La tempête sévissait depuis dimanche.

Battu, dans le Béarn, après leurs deux victoires à domicile, les Limousins s'étaient estimés victimes d'une erreur d'arbitrage. Selon eux, un panier à trois points non accordé à dix secondes de la fin de la rencontre les aurait privés d'une victoire par K.O. (trois manches à zéro). Les relations, déjà conflictuelles entre les deux meilleurs clubs de l'Hexagone, s'étaient envenimées. Lundi, Limoges avait menacé de ne pas jouer, mercredi, si justice n'était pas rendue.

Les jaunes et pourpres sont revenus, sans leurs supporters : un craignait des affrontements. Cette finale déchaînait les passions : joueurs insultés, arbitres contestés sur le terrain et dans les tribunes. Mercredi, l'affrontement fut tendu, rythmé par le tintamarre — parfois hargneux — des supporters. Sur le parquet, le duel fut intense et magnétique, au-delà de celui de dimanche, servi par des joueurs qui se sont dépensés sans compter, variant jeu lent et actions débridées.

Pour gagner, le Limoges CSP, dont la défense est désormais l'état maître, ne s'est pas contenté de verrouiller le chemin de ses paniers et de calmer les débats. Il fallait aussi attaquer, contrer, harpeler des ballons pressés, courir jusqu'à l'as-

phyxie, réussir des tirs impossibles. A l'exemple de Michaël Young, L'Américain a marqué 27 des 68 points de Limoges. La tâche, il est vrai, lui a été un peu facilitée : son vis-à-vis, le géant roumain de Pau-Orthez, George Muresan, avait la tête ailleurs.

Cela n'empêcha pas Pau-Orthez de prendre l'avantage pour la première fois de la partie à moins de deux minutes de la fin du temps réglementaire. Suspense. Allait-on vers un cinquième match pour départager les deux clubs ? Non ! Les champions d'Europe ont tenu bon. « C'est le reflet de la saison, s'est incliné Didier Gadou. Ils ont mérité de rester, aussi, le titre national. » Dénars, Pau, désest, s'est assoupie sous le crachin.

BÉNÉDICTE MATHIEU

o FOOTBALL : Coupe des vainqueurs de coupe. — Parme a remporté la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe en battant en finale Anvers (3-1), mercredi 12 mai au stade de Wembley.

o Coupe du monde 1994. — La Bulgarie a concédé le match nul contre Israël (2-2), mercredi 12 mai à Sofia, en match de qualification pour la Coupe du monde. Après ce résultat, la France (6 matches, 10 points) reste en tête du groupe 6 devant la Bulgarie (7 matches, 9 points) et la Suède (4 matches, 6 points).

o Championnat de France. — En battant Nîmes (3-0) dans un match en retard du championnat de France, Toulouse a pratiquement assuré son maintien en première division.

## DÉFENSE

o M. Léotard partisan d'une défense anti-missiles balistiques en Europe. — Le ministre de la Défense, François Léotard, a appelé, mercredi 12 mai, à Paris, « tous les pays européens » à « entreprendre des études technico-opérationnelles » sur la défense anti-missiles balistiques, afin de pouvoir répondre « à la prolifération des missiles russes qui peuvent avoir une longue portée ». « La défense anti-missiles balistiques », a-t-il expliqué, constitue un sujet difficile aux « solutions très coûteuses » qui « ne peuvent pas être envisagées à l'échelle d'une nation, mais peuvent l'être par un ensemble de nations ».

Un entretien



## COMMUNICATION

### Un entretien avec Alain Carignon

Le ministre de la communication veut disposer d'un « état des lieux » de l'audiovisuel public

Alain Carignon ministre de la communication a exposé, mercredi après-midi 12 mai, devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, qui le recevait en séance publique sous la présidence de Michel Péricard, député RPR des Yvelines, les premières initiatives du gouvernement dans le domaine de l'audiovisuel. Alain Carignon a annoncé la mise en place, dans quelques jours, d'une « commission composée d'autorités incontestables de l'audiovisuel », qui sera chargée de « proposer au gouvernement » une « charte de la télévision publique ».

Placé sous la présidence de Jacques Campet, conseiller-maître à la Cour des comptes, cette instance comprendra une vingtaine de personnes parmi lesquelles

des parlementaires (dont M. Péricard), des journalistes, des écrivains (dont Bernard-Henri Lévy) et des professionnels de la télévision. Elle devra remettre ses conclusions le 1<sup>er</sup> septembre et, à partir de celles-ci, le ministre définira un nouveau cahier des charges qui sera assigné aux chaînes publiques à dater du 1<sup>er</sup> octobre, et trouvera ses premières traductions financières dans le projet de loi de finances pour 1994.

Dana l'immédiat, M. Carignon a demandé à l'inspection des finances de conduire « une mission d'audit sur l'audiovisuel public » afin de « disposer d'un état des lieux économique et financier de France 2, France 3, la SEPT et Radio-France ».

Partisan d'un « service public fort » et

d'un « secteur privé offensif », le ministre a également affirmé qu'« il convient de maintenir pour l'instant ARTE sur la cinquième réseau hertzien », en considérant que la création d'une nouvelle chaîne « est impossible à l'heure actuelle ».

Il s'est déclaré favorable à la création d'une chaîne éducative qui occuperait le même canal avant le début des émissions d'ARTE à 19 heures. M. Carignon a souligné, en outre, que le Conseil supérieur de l'audiovisuel, assure « le contrôle par les chaînes publiques du respect de leurs obligations comme il le fait pour les chaînes privées et devra le faire d'ailleurs pour l'ensemble des sociétés de télévision ».

Le ministre a également répondu à nos questions.

### « Nous souhaitons un Etat impartial »

« Pourquoi et comment voulez-vous définir une charte de la télévision publique ? »

« L'Etat actionnaire doit assumer ses responsabilités sur le service public audiovisuel, organiser un équilibre par rapport aux chaînes privées, mais aussi faire valoir des impératifs de qualité, de langue ou d'obligations par rapport à l'écrit, afin que le privé ne passe pas la totalité de l'audiovisuel. Pour cela, il doit intervenir sur les missions de ce service public. Il doit le faire vite, d'ici en renouvellement des présidents de chaîne, en décembre, mais pas seul. Je vais donc nommer une commission d'une vingtaine de membres : universitaires, journalistes, parlementaires, professionnels, afin que le cahier des charges établi pour trois ans soit l'émulsion d'un collectif plus large que le seul gouvernement. »

« Comment va travailler cette commission, dans quel délai, et quelle liberté vous réservera-t-elle par rapport à ses conclusions ? »

« Elle pourra entendre d'autres avis. Il faudrait également interroger les téléspectateurs. La commission présidée par Jacques Campet établira une charte pour le 1<sup>er</sup> septembre, à partir de laquelle le gouvernement fixera le cahier des charges pour le 1<sup>er</sup> octobre. »

« Pourquoi demandez-vous en parallèle un audit financier ? »

« Il s'agit d'une mission de l'inspection des finances qui est un élément second, pour connaître avec exactitude la situation financière de l'audiovisuel public, pour que les objectifs qui seront définis correspondent aux moyens de financement. »

« Comment concevez-vous, personnellement, ce service public ? »

« La justification de l'Etat actionnaire, c'est que la télévision publique ne ressemble pas à la télévision commerciale. Sinon, il faut privatiser. Mais l'Etat doit rester impartial et ne pas s'occuper des structures. Définissons les missions, puis les moyens, ensuite les structures en découleront. »

« L'idée qu'il faut un pôle public puissant pour équilibrer un pôle privé important ne plaide-t-elle pas en faveur de la présidence commune de France 2-France 3 ? »

« On peut envisager que France 3 devienne une chaîne de proximité capable de répondre aux attentes d'un public important. Un pôle public fort est-il obligatoirement lié à la présidence commune ? Cela se discute. »

« Une télévision de proximité, est-ce que cela veut dire la régionalisation de France 3 ? »

#### La privatisation de RMC

Devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, M. Carignon a aussi confirmé « la privatisation prochaine de RMC dans un souci de transparence totale ». A la présidence que les deux experts désignés pour étudier les offres des repreneurs, Jean-Loup Amaud, conseiller-maître à la Cour des comptes, ancien directeur général de la SEPT, et Guy Delorme, inspecteur général des finances, déterminent, « dans le cadre d'un cahier des charges, l'offre la plus adéquate au redémarrage de l'entreprise ». Le ministre nous a ensuite indiqué : « Nous voulons que tous les repreneurs soient traités de manière égalitaire, que le gouvernement n'intervienne pas pour favoriser qui que ce soit, il y aura une ouverture des plis le même jour à la même heure pour tous les candidats repreneurs. »

« Oui, certains plaident pour cela. Mais vous savez aussi que c'est depuis longtemps le principe d'une chaîne locale sous leur coupe... »

« Pour ma part, je ne partage pas du tout cette vision. Comme le premier ministre, je pense que le pouvoir politique doit s'occuper le moins possible des médias. »

« Pourquoi vous citez des Américains qui ne vous paraissent pas adaptés à une chaîne publique ? »

« Ce n'est pas mon rôle ! Je ne suis ni PDG de chaîne ni président du CSA. Le gouvernement donne le cadre, indique ses objectifs, gère l'espace de l'éducateur, de l'informateur et du culturel, et fait correspondre des moyens à cette exigence. Cela, c'est notre travail. Au CSA ensuite de nommer les PDG, de contrôler l'action des chaînes, publiques et privées, et de les verbaliser lorsqu'elles ne respectent pas ce cadre. L'actionnaire d'Etat n'a à se préoccuper ni des nominations au sommet ni des directeurs, encore moins à juger des émissions qu'ils produisent. Alors, quand on a un paysage audiovisuel totalement apaisé, ce gouvernement est en tout cas le premier depuis des années qui ne propose pas de bouleverser ce paysage audiovisuel et qui respecte les équilibres. C'est la marque très claire que nous souhaitons un Etat impartial. »

« Y compris pour l'information ? »

« Bien entendu ! Et avant tout. »

« Et si certains élus locaux vous demandent des « titres » de journalistes, impartiment ou juges militants ? »

« Si un parlementaire trouve qu'il y a des journalistes militants, ce qui ne correspond pas à la définition du journaliste, il lui appartient de saisir le président de la chaîne, ou le CSA. »

« Avez-vous eu des demandes en ce sens ? »

« Non. »

#### « Je souhaite une chaîne consacrée à l'éducation »

« Peut-on augmenter les pouvoirs du CSA sans changer sa composition ? »

« Ce dont je suis certain, c'est que le pays a besoin de stabilité, d'une institution qui transcende les majorités politiques. Je crois aussi qu'il faut simplifier les choses : on a aujourd'hui quatre régimes juridiques différents pour six chaînes ! Donnons au CSA les moyens d'assurer la régulation de toutes les chaînes, y compris Canal Plus, de passer des contrats avec elles, de garantir l'équilibre de la concurrence. »

« Comment jugez-vous le CSA ? »

« Je n'ai pas de jugement à porter sur son action, comme il n'a pas à en porter sur la mienne. »

« Commentez-vous relever le maximum de 25 % du capital d'une chaîne privée que peut détenir un seul actionnaire ? A quel niveau ? »

« La marge est entre 25 % et 49 %. Pas au-delà, car le pluralisme interne des chaînes privées doit être préservé. »

« Plafonner la publicité sur les chaînes publiques, alléger parallèlement les contraintes des chaînes privées, cela n'aboutit-il pas à conforter les profits des chaînes privées par une subvention collective ? »

« Il faut étudier, sur cinq ans, quel peut être l'impact de la publicité par rapport à un équilibre entre la qualité et l'audience. C'est tout l'objet du cahier des charges. »

« Ce cahier doit-il préciser, par exemple, quel doit être chaque mois le nombre des émissions historiques, scientifiques ou culturelles ? »

« La lettre de mission de l'actionnaire public ne devra pas être réduite à l'Etat. »



Alain Carignon

lement tatillon mais devra tenir compte des impératifs financiers. La télévision publique doit en tout cas avoir des missions particulières à l'égard de l'écrit, de la culture. »

« Cela signifie que toute hémorragie de recettes publicitaires sera compensée ? »

« Exactement. La contrainte est telle qu'elle nous oblige à faire un pôle public fort pour qu'il ait suffisamment de recettes publicitaires. L'audience, pour l'instant, est équilibrée entre le public et le privé. Comment cet équilibre peut-il perdurer avec une recherche de qualité à laquelle nous aspirons tous ? C'est la question. »

« Etes-vous favorable à la création d'une chaîne éducative ? »

« Nous avons la chance d'avoir un réseau libre avant 19 heures, la volonté d'élever le niveau culturel de la nation, de permettre à tous d'accéder à la connaissance, et une exigence : que cette connaissance soit la plus possible proche de l'emploi. Je souhaite donc une chaîne consacrée à l'éducation, la formation, l'emploi. »

« Mais auriez-vous les moyens de la financer ? Et que proposeriez-vous pour la redevance ? »

« Je ne dis pas que l'Etat sera en mesure de financer une telle chaîne sur le cinquième réseau en 1994 ! Notre action est pragmatique, pas dogmatique. De même, pour la redevance, qui a déjà augmenté l'an dernier, il faut probablement continuer cet effort, dans le cadre d'un plan quinquennal, pour se rapprocher de nos partenaires européens, et essayer de s'y tenir année après année. »

« Avez-vous alléger les quotas d'œuvres françaises ? »

« Ma religion n'est pas la France. Beaucoup de producteurs expliquent que les quotas de diffusion, hors cinéma, sont inefficaces. Les résultats montrent que la pénétration des téléfilms américains en France est la plus importante de la Communauté européenne depuis trois ans ! C'est donc que le système n'est pas très performant. Mais il existe. Alors, je veux bien le changer, à condition que les producteurs audiovisuels parviennent à un consensus très fort pour qu'on le modifie dans un sens qui favorise la création d'œuvres audiovisuelles françaises. C'est mon seul objectif, quelle que soit la méthode ! Mais, sans consensus, nous ne modifierons pas la loi. »

#### « Le gouvernement a compris l'enjeu »

« Etes-vous favorable à l'introduction d'une seconde coupure publicitaire dans les œuvres de fiction ? »

« On m'explique que cette deuxième coupure ralentirait la production, en permettant le financement d'œuvres audiovisuelles françaises, qui sont, sinon, handicapées face aux variétés, plus rentables pour les chaînes privées. La question que je me pose est culturelle. Si ces œuvres plus nombreuses sont rythmées, organisées en fonction de

la publicité, est-ce qu'elles répondent encore à la définition de l'œuvre ? Et ceux qui disent « oui, mais sinon il n'y a plus d'œuvre... » ont raison aussi ! C'est du ressort de l'intime conviction. C'est pour cela que je vais questionner beaucoup de monde, et la commission. »

« Tous ces débats ne sont-ils pas contradictoires ? »

« C'est très franco-français ! Cela nous ressemble beaucoup, ce qui rend tout ça passionnant. Pendant ce temps, quand même, les avancées technologiques se font, les mouvements s'accroissent. Cela bouge, ça va bouger. On le voit dans le cadre du GATT. Les Américains se battent. C'est le deuxième poste d'exportation de leur pays, la production audiovisuelle et de cinéma. Or on voit bien que les Américains ont fait leurs avancées économiques après avoir fait leurs avancées d'images, parce qu'ils ont réussi à mondialiser une culture ambiante qui favorise la pénétration de leur marchandise. Les produits culturels ne sont pas des produits comme les autres. Il est donc important que le régime de l'image ne soit pas exclusivement américain. »

« Mais ne craignez-vous pas, justement, dans ces négociations, que s'il y a un compromis à trouver ce soit la culture qui soit finalement « lâchée » plutôt que l'agriculture ? »

« C'est exclu pour la France ! Le comité d'administration des sociétés de l'audiovisuel public, la culture et la création audiovisuelle contre quoi que ce soit. Le gouvernement dans son entier a bien compris l'enjeu. »

« Pendant ce temps, également, dans notre pays, la presse écrite déperit. Le Syndicat de la presse parisienne vient de demander que les mesures déjà prises par l'Etat soient complétées, notamment par un abaissement de la TVA au taux zéro en faveur des entreprises de presse. Acceptez-vous cette revendication ? »

« C'est une bonne revendication que nous ne pouvons pas satisfaire actuellement. Un premier pas a été accompli : l'aide à la presse pour partie affectée à tous les journaux sur la base d'un remboursement partiel de la TVA. L'entreprise avec les milieux professionnels, les représentants de structures indépendantes à la sauvegarde de la presse et de son pluralisme. »

Propos recueillis par MICHEL COLONNA D'ISTRIA, YVES MAMOU et ALAIN ROLLAT

o Nomination des représentants de l'Assemblée nationale aux conseils d'administration des sociétés de l'audiovisuel public. La commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, présidée par Michel Péricard, a procédé, mercredi 12 mai, à la nomination de ses représentants aux conseils d'administration des sociétés de l'audiovisuel public. Ont été nommés : à France 2, Michel Péricard, député RPR des Yvelines ; à France 3, Bernard Saugy, député UDF de l'Isère et directeur général adjoint du groupe du Progrès (groupe Hersant) ; à l'Institut national de l'audiovisuel, Denis Jacquet, député UDF de la Moselle ; à Radio-France, Michel Pichon, député UDF de l'Essonne ; à RFO, Pierre Petit, député RPR de la Martinique.

D'autre part, Louis de Broissia, député RPR de la Côte-d'Or et président du directeur du Sten Public (groupe Hersant), a été nommé au conseil d'administration de RFI en se voyant également confier la rédaction, dans un délai d'un mois, d'un rapport d'information sur les conditions d'application du volet publicitaire de la loi Sapin.

#### Référendum chez le n° 2 de la publicité

### Publicis donne à son personnel le choix entre des licenciements ou des baisses de salaires

En raison de la crise qui frappe leur secteur, les salariés du deuxième groupe publicitaire français sont invités à choisir entre des licenciements ou une diminution de leur salaire.

Lundi 17 mai, les trois cent soixante-seize salariés de l'agence Publicis Conseil, principale agence du groupe Publicis, deuxième entité publicitaire française, devront se prononcer par référendum sur l'alternative qui leur a été soumise, mercredi 12 mai, par le président du directeur du groupe, Maurice Lévy, et par le fondateur de Publicis, Marcel Bleustein-Blanchet : l'acceptation de trente à quarante licenciements ou une réduction des salaires supérieurs à 12 000 francs bruts mensuels. « Si les salariés choisissent la seconde proposition, l'égoïsme des publicitaires deviendra une légende », fait remarquer Maurice Lévy.

Le recours à la baisse des salaires les plus élevés a déjà été pratiqué par le premier groupe publicitaire français, Euro RSCG, ainsi que dans les filiales françaises des groupes américains Young and Rubicam ou Grey Advertising. Mais la baisse des salaires y était assortie de licenciements. La consultation par référendum des salariés sur ce point constitue une première dans le secteur de la publicité et chez Publicis (1 300 salariés en France, 3 000 en Europe). Si le second terme de l'alternative était avalisé, son impact médiatique ne serait pas sans incidence sur l'image positive du groupe.

Cette mesure fait partie d'une palette de remèdes proposés par la direction au terme d'une consultation menée à partir du 22 janvier auprès des salariés et baptisée « révolution économique ». Elle trouve sa justification dans la récession économique et la crise qui frappe le secteur de la publicité, mais aussi dans l'application depuis le 1<sup>er</sup> avril de la loi Sapin, qui, en imposant une plus grande transparence financière, prive les agences de publicité de certaines de leurs revenus traditionnels (profits sur l'achat d'espaces publicitaires, « commissions de préconisation » versées auparavant par les médias, etc.) et incite les annonceurs à retarder leurs investissements et à refuser toute nouvelle négociation de la rémunération des agences. Chez Publicis, les prévisions de l'année 1993 sont sombres, puisque la marge brute 1992 (987,5 millions de francs) devrait être amoindrie de plus de 20 % selon les prévisions.

La direction a donc proposé des mesures structurelles et conjonctu-

nelles. Trois nouvelles filiales vont être créées : Publicis Consulting, qui s'occupera d'audit et de stratégie d'entreprise ; « 3D », qui offrira aux clients de l'agence ses produits infographiques et de synthèse, et Production radio-télévision-cinéma, qui devrait développer la coopération entre Publicis et les sociétés de production de films publicitaires. Parmi les autres décisions structurelles figure la centralisation des services (informatique, documentation, comptabilité, etc.), destinée à engendrer des économies d'échelle, notamment sur le plan immobilier.

#### Travail à temps partiel

Une cinquantaine de « mesures quotidiennes », allant d'un plus grand souci des dépenses téléphoniques à celui d'une formation plus efficace, doivent compléter ce dispositif. Enfin, en plus de départs volontaires et à la retraite qui seront « facilités », Publicis étudie, à l'instar du groupe Express, une formule facilitant le travail à temps partiel.

« Cette politique de développement agressif reste toutefois insuffisante », selon Maurice Lévy. Nous avons donc abordé le problème de la masse salariale, qui représente le poste le plus important d'une agence. Or, dans le contexte actuel, licencier des salariés de la publicité, c'est les mettre à la rue. L'alternative entre les licenciements et une nouvelle politique salariale a donc été proposée. Cette politique, applicable au 1<sup>er</sup> juillet si les salariés l'acceptent, prévoit l'augmentation de 3 % des salaires inférieurs à 9 000 francs, le gel de ceux compris entre 9 000 et 12 000 francs, et une baisse de 2 % à 8 % pour les salaires de 12 000 à 30 000 francs, ces derniers « se comptant sur les doigts ». L'état-major du groupe, selon la direction, devrait subir une perte de ses revenus d'environ 30 %, du fait de son investissement aux bénéfices de l'entreprise (10,3 millions de francs en 1992). Toutefois, ces réductions salariales seront « adoucies » par un intéressement individuel lié aux « performances » de chacun, et puis, dans les économies engendrées. Bref, le dispositif panache la réussite individuelle héritée des années 80 et le principe de solidarité apparu avec la nouvelle décennie. Le comité d'entreprise, consulté le mardi 11 mai, a avalisé l'initiative référendaire. Selon l'un de ses élus, « l'issue est incertaine, mais nous donnons priorité à l'emploi et nous ferons tout pour éviter des licenciements ».

YVES-MARIE LABÉ

### « L'Express » a quarante ans

L'hebdomadaire L'Express célèbre cette semaine ses quarante ans en republiant à la fois le premier exemplaire de l'hebdomadaire, fondé le 16 mai 1953 par Jean-Jacques Servan-Schreiber et François Giroud (maquette, titres, papier identiques), complétés par des articles sur l'actualité contemporaine, et en publiant en même temps un numéro spécial de 212 pages, copieusement illustré. En s'inspirant de la Physiologie de l'ampère d'Honoré de Balzac, la rédaction y brosse cent vingt-six portraits censés représenter les Français d'aujourd'hui, de la « beurrée » au restaurateur chinois, en passant par le parent d'élève ou le joueur de Millionnaire.

Ce numéro anniversaire, dont le prix de vente reste inchangé (20 francs), a été tiré à 803 800 exemplaires, soit environ 200 000 de plus que d'habitude. Mais c'est dans l'événement du jour de cette semaine que les fondateurs et les anciens collaborateurs de L'Express — de François Giroud à Jean-François Revel — s'expriment par lui, en une trentaine de pages.

L'Express, qui ne fut à sa naissance que le supplément du samedi du journal Les Echos, est aujourd'hui la famille Ser-

van-Schreiber, est devenu le premier des hebdomadaires d'information en France. Sa diffusion totale, en France et à l'étranger, atteint une moyenne de 571 000 exemplaires. Toutefois, la récession publicitaire la touche comme la plupart des journaux, ce dont témoigne la baisse de son chiffre d'affaires (1 milliard de francs en 1991, 750 millions en 1992).

Le nouveau propriétaire du groupe Express depuis six ans, Alcatel-Alsthom, a dû recapitaliser le groupe à hauteur de 120 millions de francs pour le remettre à flot. Le groupement d'intérêt économique (GIE) lancé l'été dernier après le rachat de 40 % du Point par Alcatel devrait donner ses premiers fruits. M. François Semparmens, PDG du groupe Express, estime qu'il permettra une économie « supérieure à 30 millions de francs » pour les deux titres et que l'année 1993 donnera lieu au lancement de nouveaux produits publicitaires offerts aux annonceurs ainsi qu'à une possibilité de couplage publicitaire L'Express-Le Point, déjà effectif pour l'édition internationale. Le PDG de L'Express a aussi renouvelé ses marques d'intérêt pour RMC, bientôt privatisée.

Y.-M. L.

o Xavier Gouyou-Beauchamps chargé d'une mission sur les nouvelles technologies de l'audiovisuel. — Les ministres de l'Industrie et de la Communication, Gérard Longuet et Alain Carignon, ont décidé de confier une mission sur les nouvelles technologies de l'audiovisuel à Xavier Gouyou-Beauchamps, ancien porte-parole de Valéry Giscard d'Es-

taing à l'Elysée, ancien PDG de la Sofrad avant 1981, puis de TDF entre 1986 et 1992. M. Gouyou-Beauchamps, qui conserve la présidence de Sofipost, devra, d'ici au mois d'août, clarifier les questions posées notamment par l'introduction de nouvelles techniques comme la télévision haute définition ou la TV numérique.



## CULTURE

PHOTO

## La mémoire vive de Verdun

Jean Cartier est parti sur les traces de la guerre de 14. Ses images sont l'événement du Mai de la photo de Reims

REIMS

de notre envoyé spécial

Que reste-t-il de Verdun? Quelles traces subsistent de l'enfer, des 700 000 morts? Comment le paysage a-t-il digéré les 100 000 obus quotidiens qui l'ont meurtri en dix mois de bataille, durant l'année 1916? Un photographe est allé sur le terrain, en 1984. « Je cherchais des indices, comme un policier dans l'appartement après le meurtre, explique Jean Cartier: je suis arrivé en hiver. Il n'y avait rien. Juste des rues banales, des gosses en jeans, des étudiants faisant leur course de Noël. Je suis monté sur la cote 304, j'ai parcouru Douaumont, Cumières, Vaux. Je ne trouvais que des forêts épaisses, des sapins, des routes propres. J'ai alors pénétré dans les sous-bois. J'ai glissé. Douze obus seraient de terre. Plus loin, je suis tombé sur des barbelés, des bidons, une baïonnette dans son fourreau qui n'avait pas bougé depuis 1916, des os humains, des garmelles, des chargeurs de fusils français, des casques, des grenades par centaines et des trous, des trous par milliers dans lesquels on avait planté des sapins. »

Jean Cartier était venu pour photographier la bataille de Verdun, ou plutôt ce qu'il en reste. Et puis il a continué, pendant huit ans, à sillonner avec sa femme les 600 kilomètres de l'ancien front, de la frontière suisse à la mer du Nord: « Une bande apparemment cicatrisée qui reste à vie si l'on griffe un peu. A la terre. » Ce sujet-là est présenté dans le cadre du Mai de la photo à Reims, un des bons festivals de photographie en France.

C'est la terre qui obsède Jean Cartier, un ancien peintre, installé à New-York depuis 1950, ami de Kertész et qui a multiplié les petits bouillottes pour mener à bien son projet « guerre de 14 ». Les Cartier ont lu beaucoup de livres, ont envoyé quatre cents lettres aux maires de communes concernées, ont recensé les



Jean Cartier, blockhaus anglais à Landhof Castel, Voormezele (Belgique).

« points chauds » sur des cartes IGN, ont interrogé — et photographié — les derniers témoins directs comme « Marcel Birsanski, 412 RI, blessé cinq fois, ancien combattant de Verdun, cote 304, en juin 1916 et sur d'autres fronts ». Les Cartier sont ainsi devenus des spécialistes de la Grande Guerre au point de « recevoir beaucoup de lettres de gens (nous) invitant à venir photographier leurs vestiges ».

## Des noirs et blancs classiques et majestueux

L'exercice n'est pas sans risques. Des tonnes d'obus remontent à la surface chaque année, notamment dans les zones cultivées, comme si la terre recrachait les corps étrangers. Il y a parfois des accidents, et la personne touchée, après enquête, est considérée comme « victime civile de la guerre de 1914 ». L'entreprise

était surtout folle, à la démesure de cette guerre. Jean Cartier a photographié à la chambre 352 sites (40 en Belgique, 64 dans le Nord-Pas-de-Calais, 106 en Picardie, 43 en Champagne-Ardenne, 66 en Lorraine...). Il en a gardé 2 000 images. « Il fallait faire attention à la répétition visuelle: à Aubers (Nord), un village de 200 habitants, il reste 95 blockhaus allemands dont un occupé par un caporal d'origine autrichienne, un certain Adolf Hitler. »

Les images — des noirs et blancs classiques et majestueux — témoignent toutes de cet aller-retour entre le passé et le présent, entre la nature qui veut oublier et l'histoire indélébile. Les surfaces sont paisibles: rues de villages, alignements de pins, mousse dense sur la pierre, sous-bois immaculés. Mais le sous-sol c'est que blockhaus, tunnels, casemates, cavernes, repaires pour troglodytes,

pièce « assignée » par des inscriptions rupestres (« Un bourg fortifié est notre Dieu »). Ailleurs, une batterie allemande rassemblée à une grande baïonnette, une casemate noire se transforme en pieuvre menaçante, une clairière paisible est trouée par une cuve de 20 mètres de diamètre. Au fond d'un vallon, Jean Cartier est tombé sur un incroyable monticule de chaux. « Elles sont restées là pendant soixante quinze ans. Elles ont disparu juste après la prise de vue. De nombreux récupérateurs et collectionneurs traînent dans la région, certains vivent de ça. »

Le travail de Jean Cartier est d'abord une source documentaire précieuse. Il a ainsi repéré des milliers d'édifices et monuments « détruits » édifiés par les Allemands, en France comme en Belgique, pour « marquer » leurs territoires. Tel Alget dans les rues de Paris, Jean Cartier, évitant toute émotion ou sentimentalisme, a su ne pas « en rajouter » dans la démonstration.

Efin, sous le regard du photographe, les vestiges se métamorphosent en sculptures contemporaines, installations vivantes et troublantes qu'un Joseph Beuys aurait pu apprécier. Les amoncellements fixés par Cartier évoquent certains travaux de Jackson Pollock ou de Barnett Newman (deux peintres que le photographe cite souvent).

Le Mai de la photo de Reims a toujours soutenu l'activité de Jean Cartier. Qui prendra aujourd'hui le relais et offrira une rétrospective et un livre à ce travail, un des plus pertinents — sur la mémoire, le paysage mais aussi l'art contemporain — que nous ayons vu depuis longtemps?

MICHEL GUERRIN

► Mei de la photo de Reims. Quinze expositions jusqu'au 30 mai. T61: 26-40-54-53. Exposition J. S. Cartier, centre Saint-Euphrasy, chausseée Boquerone, esplanade André-Mauroix, Catalogne. 80 pages, 100 francs.

MUSIQUES

## De la forêt profonde aux faubourgs en crise

Pendant trois jours, la MJC de Bobigny va vivre sous le feu des musiques camerounaises

LES SEIGNEURS DE LA FORÊT  
A la MJC 93

« Les Seigneurs de la forêt »: le titre évoque inévitablement les Pygmées. Il n'y en aura point à Bobigny pour ce week-end consacré aux musiques camerounaises. L'expérience, contestée, qui avait amené des Pygmées de Centrafrique à la Grande Halle de La Villette, en 1991, ne sera pas renouvelée. « Dans cette région, les Pygmées, explique Blaise N'Djohya (1), qui a conçu le programme des trois jours, sont totalement acculturés, soit très préservés. Et, si nous avons affaire à une autre humanité, inconciliable avec notre mode de vie. » Il a donc fallu faire la part belle aux Bétés, qui peuplent une partie de la grande forêt équatoriale.

Du Cameroun, l'Occident connaît une star de la world music (le saxophoniste Mamu Dibongo), des agitateurs patentés (le groupe Les Têtes brûlées), une gloire nationale au prestige flétri par les conflits politiques (Lapiro de M'Banga). Il ne sera pas question d'eux ici. Du Cameroun sylvestre aux banlieues de Yaoundé, l'équipe de Bobigny s'est attachée à renouer le fil des histoires qui maintiennent un lien ténu entre la musique des villes et celle des champs. « C'est d'autant plus important, insiste Blaise N'Djohya, que les jeunes, aujourd'hui, au lieu de se tourner systématiquement vers l'extérieur, la musique américaine, les variétés françaises, la rumba congolaise ou l'afrobeat, comme ce fut le cas par le passé, préfèrent puiser leur inspiration à la source: au village. »

Vérification possible avec Les Mollets d'acier (une bassiste, un batteur, un guitariste), pas toujours au point, mais d'une grande sincérité.

Les Mollets d'acier ont appris de Mami Martin, un étrange précurseur des mélanges à venir, à plier des coutures de mousses-éponge

sous les cordes de la guitare pour les faire vibrer comme un balafon. Au beau milieu des quartiers durs d'une Yaoundé en pleine crise, ils pratiquent, comme Nkodo Si Tony, qui mélange l'électronique, le son digital et la frappe sur troncs d'arbres percés, l'art du bikazi (« frapper par terre »), une danse quelque peu sauvage, inventée par les Bétés pour marquer le début d'une guerre, l'annonce d'un rapt de femmes ou d'un solstice d'été. Totalement électrique, sans équivalent rythmique ailleurs, le bikazi rythme les danses urbaines, tandis qu'au fond des forêts les tambours à « deux lèves » appellent les villages au rassemblement.

Les Bétés, qui se rattachent par la langue au groupe Fang, ont beaucoup emprunté aux Pygmées, à leur art polyphonique, à la symbolique musicale. Un Pygmée parlait à la chasse à pour coucou de libérer un instrument rudimentaire, le mmet, arc de bois à une corde ou simple écorce d'arbre, qui lui servait à nouer le dialogue avec les divinités de la forêt. Le mmet est à la fois un objet musical et rituel, et une pratique mystique et sociale. N'Zé Koumba Jean N'Zé, « la panthère », Koumba, « l'arbre sans branches » a été initié au mmet en Guinée-Equatoriale et au Gabon, juste après la guerre. Son instrument, qui ressemble à un grand arc muni de cinq cales et de quatre cordes suffit à animer toute une assemblée. Cet ancien chasseur à la carrière d'athlète et au regard inquiet est aujourd'hui un poète reconnu, un grand danseur devant l'éternel. « J'ai fini, dit-il, par faire corps avec le mmet, en m'y adonnant à fond. Tout ce que le mmet peut dire, je peux le répéter et m'en inspirer. »

## Une énergie peu commune

S'il ne sert pas à louanger les princes, à la louange des « gnots » de l'Afrique de l'Ouest, le mmet accompagne la vie du village. Il en est le baromètre et le défenseur. Garant d'une intégrité africaine, cet instrument infonctionnel a su résister à l'assaut de toutes les influences étrangères, pourtant nombreuses au Cameroun. Protectorat allemand de 1884 à 1918, le pays a gardé de la culture germanique le bol, une danse rythmée à la bouteille de bière et allongée à l'accordéon, qui évoque par ailleurs les mazouzas, les valses à la française. Jusqu'à une date récente, le bol, avec ses figures répétées en chœur, avait mauvaise presse. Philémon Ossa I, accordéoniste de son état, avait interdit à son fils Théopiste Ossa II de suivre le même chemin. En vain. Germaine, sa sœur, chante. Tout cela finit en bal (bol en pidgin, ce mélange d'anglais et de langues vernaculaires) joyeux et touchant.

Aux Espagnols, les Camerounais ont emprunté la guitare flamenco, via la Guinée Equatoriale. Medjo Me Nsom Jacob, « l'Oncle », a taillé sa première guitare dans le bois brut. Depuis, il est la vedette incontournable de l'assise, un mélange de rythmes celtiques et d'apports de forêt, scandé en pidgin, avec jeux de bouteille music, canettes de bière et cuillères. Les Bassa dansent l'assise avec force contorsions du torse et des reins. La star du genre s'appelle Jean Boko, « Aladin ». Grâce à sa puissante section rythmique (télé, ondule, bongos, flûtes, cloches, bouteilles...) et ses trois danseuses, son assise devient une danse athlétique, pratiquée sur la pointe des pieds, avec une énergie peu commune.

Il fallait aménager la grande scène de la MJC 93 pour rendre visibles les processus des uns et des autres. Pour se donner toutes les chances de réussir, le projet, une production de la Maison de la culture, soutenu par la Fondation Elf et la radio Africa NL, a donc joué sur les décors. Les jeux de lumière ont été conçus pour maintenir les musiciens dans un cercle qui leur est coutumier. L'entrée et la cafétéria, où se produiront les groupes les plus fragiles (le jeune Ossa et son bol à danser, le très vieux Medjo Me Nsom), ont été transformées en manigroves par les soins du peintre Beto.

VÉRONIQUE MORTAGNE

(1) Blaise N'Djohya était auparavant parti avec une équipe de tournage de l'émission musicale de ARTE, « Migrations ». Une cassette vidéo, où figurent des images des Pygmées du Cameroun, a été exhibée (les Seigneurs de la forêt, la SEPT Vidéo France Music).

► Vendredi 14 mai, samedi 15 mai à 19 h 30, dimanche 16 mai à 16 heures. 1, bd Lénine, Bobigny. Tél.: 48-31-11-45. Loc. Franc. Virgin. 100 et 80 francs.

ARTS

## Une marine de Monet adjugée 47,5 millions de francs

Après trois ans de récession, le marché international de l'art serait-il prêt de franchissements? Les spécialistes y croient après deux bonnes journées de ventes à New-York. Le 11 mai, chez Sotheby's, une œuvre morte de Cézanne avait été adjugée 140 millions de francs et un Madrasse 70 millions de francs (le Monde du 12 mai).

Le 13 mai, c'était au tour de Christie's d'enregistrer de bons résultats lors d'une vente de tableaux modernes et impressionnistes. Une marine peinte en 1868 par Claude Monet, La Jetée du Havre, a été adjugée 47,5 millions de francs. Ce grand tableau, où l'on voit des passants se promener jusqu'à un phare sous un ciel d'orage, avait été refusé au

selon officiel de 1888. Lors de la même vente, un pastel de Degas, Les Danseuses russes (1895), a été adjugé 30,7 millions de francs, soit le double de son estimation. D'autres tableaux ont atteint de bons prix: Boulevard Montmartre (18 millions de francs) et la Faneuse (7 millions de francs) de Camille Pissarro; Homme et femme, de Picasso (5,4 millions de francs); Femme assise, de Fernand Léger (4,8 millions de francs).

Quarante-huit des soixante œuvres proposées par Christie's ont été vendues pour un total de 265 millions de francs et neuf ont dépassé le cap du million de dollars (5,4 millions de francs). — (AFP, Reuters)

## Ouverture de l'Année Cocteau

Jacques Chirac et Jean Marais ont présenté, lundi 10 mai, le programme des manifestations prévues à Paris au cours du second semestre de 1993 pour célébrer le trentième anniversaire de la disparition de Jean Cocteau. L'Année Cocteau commencera le 5 juillet par la présentation de la collection printemps-été de Christian Dior sur le

thème « L'heure Cocteau », pour se conclure à la fin de l'année par l'annonce de la mise en chantier du Musée Jean-Cocteau à Milly-la-Forêt.

Entre-temps, la vidéothèque de Paris présentera à la mi-octobre un choix de films et de documentaires, et l'Hôtel de Ville accueillera de juillet à octobre une exposition d'œuvres de Cocteau sur le thème « Jean Cocteau et la décoration des chapelles ». Seront présentés pour la première fois des documents originaux sur les esquisses et les travaux préparatoires de Cocteau pour les chapelles de Londres, Fréjus, Menton et Santo Spirito.

► Une souscription est ouverte pour la construction du Musée Jean-Cocteau par l'association Catalyse, 2, allée des Fontaines, 78690 Les Essarts-la-Roi.

Ainsi des premières toiles et des dessins, d'entre 1959 et 1961. Alors que Rauschenberg, Johns et Stella, chacun à sa façon, nient l'expressionnisme abstrait, Eva Hesse s'inspire de De Kooning et de Gorky et, au-delà d'eux, se réfère aux peintres de la Brücke et au surréalisme. La matière est épaisse, les gestes brutaux, les empâtements croûteux, la peinture tout entière lourde d'allusions organiques. C'est qu'on y reconnaît? Des têtes déracinées, des corps évanoués,

## Une œuvre de douleur

Entre funèbre et pathétique, les toiles et sculptures d'une artiste américaine d'origine allemande

EVA HESSE  
Galerie nationale  
du Jeu de paume

A s'en tenir aux dates, à s'en tenir aux lieux, à s'en tenir aux noms de ses amis, Eva Hesse, américaine d'origine allemande née à Hambourg en 1926, morte à New-York en 1970, a appartenu à la génération du minimalisme et de l'art pauvre. Proche de Sol LeWitt et de Carl Andre, voisine de Ryman et de Mangold à Bowery, défendue par Donald Judd dès ses débuts, elle est de ces artistes qui se sont éloignés de l'expressionnisme abstrait quand celui-ci triomphait et se sont tenus à distance du pop-art, préférant la froideur à la violence et le volume géométrique au désordre des objets. Cette réaction est allée jusqu'au blanc sur blanc, au cube de métal usiné, au tube de néon et, pour finir, jusqu'à l'art dit conceptuel, qui n'exécute pas les œuvres mais se contente de les évoquer en quelques mots. D'épuration formelle en épuration formelle, il n'est plus resté de l'artiste qu'un fantôme muet.

Or Eva Hesse a vécu à l'opposé de ce désir de neutralité et d'anonymat. S'il est une singularité que la rétrospective parisienne manifeste avec force, c'est celle d'un artiste cherchant par tous les moyens la confession, l' introspection, l'aveu et sa mise en scène. En dépit de ses amitiés, en dépit de la mode new-yorkaise des années 60, peintures et sculptures ne cessent de parler de leur auteur, de ses angoisses, de ses obsessions, de ses malheurs. Sous la simplicité des apparences, sous l'abstraction, sous la géométrie des constructions, l'autobiographie perce de cent manières.

La fille de ce dernier, un collectionneur russe déposé en 1918 par la révolution bolchevique de ses 350 toiles (Picasso, Matisse, Gauguin), demandait la mise sous séquestre des toiles issues de la collection de son père, exposées au Centre Pompidou. Si elle n'en demandait pas la restitution, elle veut que le nom de son père ne soit pas oublié et que, selon la volonté de celui-ci, l'ensemble de la collection dispersée entre Mos-

des flux de sang ou d'humour, tout cela noyé de ténébreuses ombres brunes. Faut-il oser pas loin, si Franz Kline. Or rico ce vient d'être démonté et conservé comme pathétique — tout au contraire.

## Suite de variations sur un motif unique

Sa manière change, elle passe par quelques épisodes conjointement pop avant de se fixer à proximité du minimal, mais c'est d'une proximité trompeuse qu'il s'agit. Le plâtre, les cordes, la fibre de verre et le caoutchouc se servent pas à la construction de volumes parfaits, lisses et synthétiques, mais à la fabrication d'objets tolérants et inquiétants, lourds de reminiscences anatomiques et médicales. Deux pièces sont exemplaires, toutes deux dénommées Sans titre et toutes deux faites d'une vitrine de verre et de métal façon armoire à pharmacie. Sur les étagères transparentes, Eva Hesse a disposé des pièces en latex et en plâtre. On dirait des organes macérés dans l'alcool, du matériel opératoire, des ventouses, une calotte crânienne. Les pièces de grande taille peuvent être plus désagréables encore, ce

serait-ce que parce que la fibre de verre dont elles sont faites a des reliefs jaunâtres et gristres passablement nauséux. Répartis dans les salles blanches du Jeu de paume, ces fragments d'un corps dialogué et disséqué semblent autant de symboles morbides préparés pour une commémoration, commémoration d'autant plus pénible qu'Eva Hesse est morte à trente-quatre ans après avoir longtemps lutté contre la maladie.

Ces sculptures malades suscitent tantôt la gêne, tantôt l'émot et, quelquefois aussi, l'agacement. Elles s'évitent pas la redondance ni une sorte d'exhibitionnisme funèbre, entre hôpital et morgue. Tout est du même ton, du même motif, comme si l'œuvre, brève et cependant répétitive, se développait comme une suite de variations sur un motif unique — et tragique.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie nationale du Jeu de paume, 75008 Paris; tél.: 47-03-12-50. Jusqu'au 20 juin. Des tableaux d'Eva Hesse sont exposés simultanément à la Galerie Montparnasse, 31, rue Mazarine, 75006 Paris; tél.: 43-64-85-30. Jusqu'au 29 mai.

## Les Matisse de Tchoukine

Le tribunal se prononcera le 16 juin sur l'éventuelle mise sous séquestre d'œuvres de Matisse. Le 16 juin, cinq jours avant la fin de l'exposition Matisse, qui se tient au Centre Pompidou, le tribunal de Paris dira s'il accepte ou non de placer sous séquestre les 25 toiles qui proviennent de la collection Sergueï Tchoukine.

La fille de ce dernier, un collectionneur russe déposé en 1918 par la révolution bolchevique de ses 350 toiles (Picasso, Matisse, Gauguin), demandait la mise sous séquestre des toiles issues de la collection de son père, exposées au Centre Pompidou. Si elle n'en demandait pas la restitution, elle veut que le nom de son père ne soit pas oublié et que, selon la volonté de celui-ci, l'ensemble de la collection dispersée entre Mos-

cou et Saint-Petersbourg soit rassemblée dans un lieu unique.

L'avocat d'Irène Tchoukine a indiqué que sa cliente se « désistait provisoirement » de sa demande de saisie immédiate tout en souhaitant obtenir de la justice une décision de principe. Les conseils de la Fédération de Russie demandent eux le désistement définitif. Cette affaire risque, en effet, de perturber le programme des musées russes. Ainsi, une exposition présentant de manière significative les collections Tchoukine et Morozov (autre grand collectionneur russe) doit s'ouvrir à Essen en juin prochain. La guérilla judiciaire menée par l'héritière de l'industriel russe pourrait s'étendre à l'Allemagne.

MUSIQUES DU MONDE

75'

THEATRE DE LA VILLE

PARIS

LUNDI 24 MAI 20H30

KAZUE SAWAI koto

Japon

2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

COURRIER

Bienvenue à Hollywood



## CULTURE

### CINÉMA

# L'amour au temps de la récession

Adrian Lyne signe un nouveau chapitre de sa chronique économico-sentimentale

#### PROPOSITION INDÉCENTE

d'Adrian Lyne

Depuis dix ans, Adrian Lyne est l'un des meilleurs observateurs de l'économie américaine. En 1983, il met en évidence les transferts d'emplois de l'industrie vers les services en contant l'épopée d'une jeune métallurgiste devenue danseuse (*Flashdance*). En 1986, c'est le boom de la finance qui attire son attention. Souvenons-nous du *golden boy* Mickey Rourke arrosant Kim Basinger de billets verts dans *9 semaines et demi*. Un an plus tard, Michael Douglas profite de la prospérité réaganienne et s'achète une belle maison en banlieue. Malheureusement, ses exploits immobiliers sont remis en cause par ses imprudences sentimentales.

C'était le point de départ de *Liaison fatale*, et, coïncidence amusante, c'est aussi celui de *Proposition indécente*. Mais, depuis six ans, la récession s'est installée. Et le couple de jeunes professionnels urbains (*yuppies*) a bien du mal à s'en sortir. Lrs. David (Woody Harrelson) est architecte. Elle, Diana (Demi Moore) est agente immobilière. Elle a trouvé un beau morceau de terrain en bord de mer à Santa Monica. Il rêve d'y bâtir une maison parfaite. Ils s'entendent. La hausse des taux, le chômage, le ralentissement des transactions immobilières les forcent à quelques décisions difficiles. Par exemple, partir à Las Vegas pour se refaire une santé financière. Le jeune couple perd sa chemise et attire l'attention d'un milliardaire, John Gage (Robert Redford), qui leur propose, en toute indécente,

un million de dollars si Diana accepte de copuler avec lui. Après une brève négociation romantique au cours de laquelle les deux parties font appel à leurs avocats respectifs, Diana est enlevée par Gage qui l'emmène sur son yacht. La comparaison des trois premiers quarts d'heure de *Proposition indécente* avec le début de *Lune de miel à Las Vegas*, récemment sorti, est édifiante. La situation et le décor sont exactement les mêmes. Mais là où Andrew Bergman, le réalisateur de *Lune de miel*, se prend les petites dans le scabreux, Adrian Lyne s'en tire avec superbe. D'abord parce que c'est un faiseur d'images d'une rare intelligence, qui sait toujours montrer ce que le public a envie de voir et lui cacher ce qui lui ferait peur. Ensuite, parce qu'il tire de ses acteurs des

performances fines et séduisantes, qui font presque oublier que l'on assiste à une énème version du triangle maquerelle, fille de joie, riche homme. Une fois la transaction consommée, il faut bien terminer le film. Ici, il n'est pas question d'éliminer physiquement l'innocent venu détruire le couple, comme dans *Liaison fatale*, le statut de Robert Redford ne le permettrait pas. Le film achève sa course en roue libre, sur le mode de la comédie sentimentale. Adrian Lyne a gagné la partie depuis longtemps, il a encore une fois réussi à s'emparer de l'air du temps, à en extraire les peurs et les espoirs du moment, et à en faire de belles images consolantes.

THOMAS SOTINEL

## Un soupçon de poivre

PASSAGER 57 de Kevin Hooks

Wesley Snipes fait partie d'un quart d'acteurs noirs ambitieux - et capables - de se faire une place dans le film d'action, aux côtés de Sylvester Stallone, Bruce Willis et Steven Seagal. Mais Mario Van Peebles préfère la mise en scène, Larry Fishburne le théâtre, et Denzel Washington se dispute entre *Malcolm X* et Shakespeare (*Beaucoup de bruit pour rien*, de Kenneth Branagh). Wesley Snipes accorde son avantage.

Impressionnant dans *Mo' Better Blues*, de Spike Lee, débordant d'énergie dans *New Jack City*, de Van Peebles, et furieusement drôle dans *White Man Can't Jump*, de Ron Shelton, Snipes est ici un spécialiste de l'antiterrorisme engagé par une compagnie d'aviation. Voyageant à bord d'un avion entre Miami Los Angeles, il devra affronter un prisonnier du FBI (très blond et très méchant) qui tente de libérer un groupe d'acteurs d'action directe (tous sortis des pages de *Vogue*). Snipes trouvera en l'homme de l'air (afro-américain) une alliée inattendue.

Au départ, pure formule, recette éprouvée. Pourtant, le réalisateur Kevin Hooks ajoute une touche différente : bien menées, les scènes d'action font moins appel à l'artillerie lourde qu'à *mano a mano*, à l'astuce et à l'humour. Un humour très particulier, où des héros noirs détonnent à l'empire-pièce tous les clichés du raisonnement quotidien, anti et pro-black. Du coup, *Passager 57* vole plus haut que prévu.

HENRI BÉHAR

La liste des salles parisiennes où sont projetés les films sortis le mercredi 12 mai figure page 16, ainsi que dans notre édition *Radio-Alpha*.

**PRIX JACQUES GAUTIER**  
Concours destiné aux créateurs de bijoux contemporains. Les prix seront attribués par un jury de qualité. Dépôt des bijoux avant le 10 juin 1993.  
Galerie JACQUES GAUTIER  
36, rue Jacob, 75006 Paris.  
42-60-84-33.

**COURRIER INTERNATIONAL**  
A LIRE CETTE SEMAINE

**Bienvenue à Hollyworld**  
The Wall Street Journal

Cuba si, Cuba no à Pembarco!  
Groupe International El Nuevo Herald

Le pape et les parrains  
Corriere della Sera

Chaque jeudi, l'essentiel de la presse mondiale en français - 15 F

### DANSE

## Solos et autoportrait

Performances en solitaire de quatre jeunes chorégraphes plutôt inspirés

#### DANSES D'AVRIL

à la Ferme du Buisson

Comme Bernardo Montet avec *Au crépuscule, ni pluie ni vent* (le Monde du 3 mai), quatre des jeunes chorégraphes invités par les DanSES d'avril (une série qui, paradoxalement, a lieu en mai) ont choisi de s'exprimer par l'art périlleux du solo. Périlleux car seul des chasses-trappes de l'existentialisme, de la complaisance, et d'abord de la difficulté à capter à soi seul l'attention, sans relâche, du début à la fin. Ils ont su, avec plus ou moins d'adresse, s'en tirer.

*L'Autoportrait* de 1917, de Christian Bourgaud, est en passe de devenir une pièce culte : créée en octobre 1990, elle a déjà dépassé sa cinquième représentation, fait rareté pour une première œuvre. S'inspirant du peintre vénitien Egon Schiele - et particulièrement de son *Autoportrait avec la chemise à carreaux* - Bourgaud utilise savamment sa propre morphologie, longiligne et nerveuse, pour évoquer le trait anguleux, les corps bizarrement étirés, déformés, du peintre. Le travail des bras, surtout, impressionne : les coules, les poignets, les doigts se cassent, reprenant la stratégie de l'antiquaire qui se reconstruit pour se laisser tomber. Souvent, ces bras passent derrière la tête, les mains frottent les joues, violent les yeux ou la bouche : gestes impétueux, presque fous. Cette calligraphie suit exprimer sans le moindre relâche les angoisses, les contradictions, la détresse secrète d'Egon Schiele. Une réussite.

Le Brésilien Claudio Bernardo avait récemment présenté, au Théâtre de la Bastille, *Dilatatio*, une étude sur l'hystérie et l'extase mystique à partir des écrits de Charcot, des vits de sainte Thérèse d'Avila et de saint Jean de la Croix. Un peu trop illustrative (le Monde du 19 décembre 1992). Aussi ambitieux mais plus énigmatique, son solo *Rapport* s'appuie essentiellement sur la musique - deux tambourinaires et un synthétiseur - source d'énergie mais aussi d'envoûtement. Avant de consentir à ce « rap », Bernardo commence par écrire à la craie, sur le plateau, en colonnes serrées, un texte interminable qu'aucun spectateur ne peut lire. Peu à peu, l'écriture, finit par tracer des ronds enchevêtrés. Entre enfin en danse, bientôt en transe, très concentré. Il se déshabille, s'enferme dans un nouveau cercle tracé à la craie. On devine que sa danse a quelque chose à voir avec les

rituels de possession de son pays natal, mais la chorégraphie, déjà maladroite par sa tenue (sér et chemises blanches), ne prend pas vraiment et fait long feu : cinquante minutes.

C'est également avec un percussionniste, Miguel Azguina, assis au centre du plateau derrière trois petites caisses de bois, que dialogue le Portugais João Fiadeiro dans *Solos 12*, nouvelle étape d'une série d'improvisations ouïsmées, chacune se présentant comme une « performance » unique. Tel le Spectre de la rose, il entre en scène par un bond gigantesque, mais s'écroule bruyamment au sol où il reste un instant foudroyé, jambes en l'air. Soudainement de poison dans une baraque, tous accroupis, sursauts, éruptions, répétitions, mimiques diverses : tout un travail qui commence par un silence, mais dont on ne sent pas la nécessité profonde et qui n'impressionne pas la mémoire.

On a déjà parlé ici (le Monde du 27 septembre 1992) de *Corol*, la de l'Espagnole Angels Margat, présentée à la Biennale de Lyon. Un solo un peu long (quarante-cinq minutes) mais séduisant par la fluidité, l'ample respiration d'une danse basée sur le cercle, la spirale, le tournement. Le mouvement de grâce, absolue de ces DanSES d'avril aura cependant été un duo : *le Mur palmiste*, création de Nathalie Pernet et André Schmid. Beau décor : un mur de panneaux transmués à la japonaise, marqués

de mystérieuses empreintes. Jolis costumes : petits bonnets noirs, pantalons noirs à bretelles, t-shirts blancs aux dessins subtils. Deux lutins malicieux, très semblables (ils jouent sur leur androgynie), dansent tantôt à l'unisson, tantôt chacun pour soi. Disparaissent, reparaissent, parfois en ombres chinoises aux proportions déformées. Ils inventent une gestuelle fascinante et originale, qui va d'un volubile vocal des doigts, évoquant le langage des sourds-muets, à une mise en jeu légère, apparemment dénuée d'efforts, de tous les parties du corps. Ils sont drôles, attendrissants, ils font penser au merveilleux texte de Kleist sur les marionnettes. A la fin, ils viennent à l'avant-scène nous faire un charmant petit geste d'au revoir. On souhaite les revoir très vite, en effet.

SYLVIE DE NUSSAC

► *L'Autoportrait* de 1917 sera donné le 6 octobre au Festival de Lille ; le 23 novembre à Saint-Quentin-en-Yvelines ; le 3 décembre à Aulnay-sous-Bois. *Corol* : le 20 novembre à Châlons-sur-Marne. Schmid et Pernet reprennent leur pièce précédente, le *Frisson d'Alce*, le 18 mai à Sartrouville, puis en octobre à Rennes, où ils créeront, en décembre, un « projet avec un groupe de rock » dans le cadre des Trans-Musicales.

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS  
Tél. 48-00-20-20 - Tél. DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques parvenues en français et en anglais sur : 48-00-20-17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. \*Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

**SAMEDI 15 MAI**  
S. 9 - Collection du Docteur GACHET. Estampes du XV<sup>e</sup> siècle aux 18<sup>e</sup> siècles. - M<sup>me</sup> LOUDMER.

**LUNDI 17 MAI**  
S. 3 - 14 h 15 Bijoux. Objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M<sup>me</sup> ADER, TAJAN, Exp. : 12, rue de la Grange-Batellière (75009), 48-00-95-22.  
S. 7 - Tableaux modernes. Sculptures. - M<sup>me</sup> MILLON, ROBERT.  
S. 10 - Art naïf. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

**MERCREDI 19 MAI**  
S. 3 - Bijoux. - M<sup>me</sup> ROGÉON.  
S. 7 - Beau mobilier d'époque. - M<sup>me</sup> RENAUD.  
S. 12 - Affiches sur le tourisme. - M<sup>me</sup> BARON, RIBEYRE.  
S. 15 - Mobilier. Objets d'art. - M<sup>me</sup> JUTHEAU-de WITT.  
S. 16 - Tapis. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

**LUNDI 7 JUIN**  
S. 7 - 14 h 30. Importants tableaux modernes et sculptures. 40 œuvres d'Auguste HERBIN. M<sup>me</sup> LOUDMER. Exp. : à l'étude du lundi 31 mai au jeudi 3 juin 10 h 13 h et 14 h 18 h et le vend. 4 juin 10 h 12 h. Exp. à Drouot le samedi 5 juin 11 h 18 h et lundi 7 juin 11 h 12 h. Catalogue sur demande à l'étude 100 F.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-30-07.  
BARON, RIBEYRE, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.  
JUTHEAU-de WITT, 13, rue de la Grange-Batellière (75009), 48-00-95-22.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement REYNAUD, LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-50-50.  
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batellière (75009), 48-00-99-44.  
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batellière (75009), 47-70-48-95.  
ROGÉON, 16, rue Milton (75009), 48-76-61-06.

**LUNDI 17 MAI à**  
11 h : 233, allée de Montfermeil, 93390 CLICHY-sous-BOIS  
12 h : 50, chemin des Bourdons, 93220 GAGNY.  
VÉHICULES TOURISME ET UTILITAIRES. IMPORTANT  
MATÉRIEL DE DÉMOLITION ET DE TRANSPORT :  
MERCEDES, KOMATSU.  
M<sup>me</sup> JUTHEAU-de WITT, commissaire-priseur.

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS  
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01  
MINITEL 36.15 Code A3T puis OSP

**IP**

Vite s'ins. imm. PAL. JUST. CRÉTEIL (94) JEUDI 27 MAI 1993 à 9 h 30  
**PAVILLON A MAISONS-ALFORT (94)**  
15, rue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny. Elevé s/caves  
d'un r. de ch. div. en 2 LOGIS de 2 PCHS Cuis. et JARDIN  
M. A PX : 90 000 F S'adr. M<sup>me</sup> TH. MAGLO  
AVOCAT  
4, allée de la Toison-d'Or CRÉTEIL (94) - Tél. : 49-80-01-85  
(excl. 9 h 30 à 12 h) S/P.L. 21 MAI 1993 DE 11 h 30 à 12 h 30.

Vite s'ins. imm. PAL. JUST. CRÉTEIL (94) JEUDI 27 MAI 1993 à 9 h 30 EN UN LOT  
**APARTEMENT A VITRY-SUR-SEINE (94)**  
54 à 48, avenue Assoluto-France. 2 Étages - Escalier B  
2 PIÈCES PRINCIPALES - CAVES en sous-sol  
M. A PX : 200 000 F S'adr. M<sup>me</sup> TH. MAGLO  
AVOCAT  
4, allée de la Toison-d'Or CRÉTEIL (94) - Tél. : 49-80-01-85 (de 9 h 30 à 12 h)  
M<sup>me</sup> L. BOURGUIGNAT, avocat 36, av. Wagram PARIS 75008. Tél. : 42-27-42-38.

Vite s'ins. imm. PAL. JUST. CRÉTEIL (94) 27 MAI 1993 à 9 h 30 EN UN LOT  
**STUDIO A SAINT-MANDE (94)**  
20 et 22, rue Jeanne-d'Arc. R. de ch. S/c. Cuis. S. de Bus  
Premier sous-sol UNE CAVES et un PARKING  
M. A PX : 90 000 F S'adr. M<sup>me</sup> TH. MAGLO  
AVOCAT  
4, allée de la Toison-d'Or CRÉTEIL (94) - Tél. : 49-80-01-85  
(de 9 h 30 à 12 h) S/P.L. 21 MAI 1993 DE 9 h 30 à 10 h 30.

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 25 MAI 1993, à 13 h 30  
au 3<sup>e</sup> ét. sur cour :  
**APARTEMENT**  
deux chambres, cuisine, cabinet de toilette, w.c. - CAVES  
**PARIS-17<sup>e</sup> - 68, av. de la Grande-Armée**  
MISE À PRIX : 1 661 000 F  
S'adresser à la SCPA ETIENNE, avocats, 21, avenue du Général-de-Gaulle  
BP 104 - 93114 ROSNY-SOUS-BOIS CEDEX - Tél. : 48-54-90-87

Vite s'ins. imm. PAL. JUST. CRÉTEIL (94) JEUDI 27 MAI à 9 h 30 EN UN LOT  
**A CHARENTON-LE-PONT (94)**  
156, rue de Paris et rue de Valmy sans n. Bât. A BOUTIQUE r. de ch. et  
LOCAL com. BAR s/rue. Débaras et cuis. Bât. B - r. de ch. Porte gche  
dans cour commune : Totalité Bât. à usage de RÉSERVE. Bât. A - sous-sol :  
3 RÉSERVES - ces lots commencent entre eux.  
Mise à Prix : 900 000 F  
S'adr. M<sup>me</sup> TH. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison-d'Or CRÉTEIL (94)  
Tél. : 49-80-01-85 (excl. 9 h 12 h 30) S/P.L. 21 MAI 1993 à 13 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE  
le Jeudi 27 Mai 1993 à 14 h, en un lot, dans un ensemble imm.  
**UNE PIÈCE À ASNIÈRES (92)**  
15, rue de Strasbourg  
Mise à Prix : 100 000 F  
S'adresser pour tous renseignements au cabinet de M<sup>me</sup> DENNERY-HALPHEN,  
avocat, 12, rue de Paris 92100 BOULOGNE ou à la SCP Jacques SCHMIDT,  
avocat à PARIS 17<sup>e</sup>, 76, avenue de Wagram. Tél. : 47-63-29-24.

Vente sur surenchère du dixième, après saisie immobilière, au Palais de  
Justice de BOBIGNY, le mardi 25 Mai 1993 à 13 h 30.  
**TERRAIN A BATIR SIS A GAGNY (93)**  
244 et 248, allée de Montfermeil et 8, allée de la D...  
sur lequel existent diverses constructions destinées à être démolies  
MISE À PRIX : 1 012 000 F  
Pour tous renseignements s'adresser à : M<sup>me</sup> GUY TESTEYUDE, avocat  
poursuivant la surenchère, 2, rue Circulaire à VILLEMOMBLE (93).  
Tél. : 48-54-13-27. Au Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY,  
173, av. P.-V.-Courcier à BOBIGNY (93).

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 1<sup>er</sup> JUIN 1993, à 13 h 30  
EN UN SEUL LOT  
**ENSEMBLE IMMOBILIER**  
comprisant 3 BOUTIQUES ET 1 APARTEMENT  
de 4 pièces, cuisine, salle de bains - Cadré pour 328 m<sup>2</sup>  
**LES PAVILLONS-SOUS-BOIS (93)**  
15, allée Robillard - MISE À PRIX : 800 000 F  
S'adresser à M<sup>me</sup> Alain CIEOL, avocat au Barreau de la Seine-Saint-Denis,  
171, avenue Jean-Jaures (93700) DRANCY - Tél. : 48-31-56-46  
Pour les visites : s'adresser au Cabinet.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 27 MAI 1993, à 14 h 30  
EN UN SEUL LOT  
**IMMEUBLE A PARIS-1<sup>er</sup>**  
4, rue des Halles - 1<sup>er</sup> sous-sol : salle de  
réunion, cuisine, pièce sanitaire - Rez-de-chaussée : bureau de change,  
accès à l'ascenseur et aux escaliers - 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> étage : deux studios par étage -  
au 6<sup>e</sup> étage : un studio.  
MISE À PRIX : 3 000 000 F  
Pour tous renseignements s'adresser à la SCP d'Avocats GRANUT, CHRESTEL,  
BRILLATZ, RIBEAUD-DUMAS, TELLIER & QUINT (M<sup>me</sup> Serge BRILLATZ),  
62, rue du Faubourg-Saint-Houart, 75008 PARIS - Tél. : 49-24-99-33.  
Sur les lieux pour visiter : le MARDI 18 MAI 1993, de 14 h 30 à 16 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS  
le jeudi 3 juin 1993, à 14 h 30, en 1 lot  
**UN IMMEUBLE A USAGE**  
**D'HÔTEL MEUBLÉ**  
élevé sur caves, d'un rez-de-chaussée, de 4 étages carrés,  
grenier au-dessus, et un terrain arboré  
**24 bis, pass. Cardinet, PARIS-17<sup>e</sup>**  
sur lequel est édifiée une construction à usage artisanal  
Mise à Prix : 1 200 000 F  
S'adr. à la SCP CONSTENSOUX-MOCCAFICO, avocat à PARIS-7,  
4, av. Sully-Prudhomme. Tél. : 44-18-00-18 - A la SCP TGI de PARIS.

**DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC**  
**AUX MEILLEURES TABLES.**

Grâce à son extrême pureté issue du litre naturel des volcans  
d'Auvergne, l'eau de VOLVIC respecte et garde intacte les  
saveurs les plus fines. C'est certainement pour cette qualité  
que l'on rencontre aujourd'hui VOLVIC sur la plupart des  
grandes tables en France, comme LAURENT à Paris.

**volvic, L'EAU DES SAVEURS INTACTES**







# ÉCONOMIE

• Le Monde • Vendredi 14 mai 1993 17

## BILLET

### Le TGV Nord au prix fort

La nouvelle politique tarifaire décidée par la SNCF, en même temps que le lancement du TGV Nord entre Paris et Lille, dimanche 23 mai, n'a pas fini de susciter des remous. En effet, pour un usager régulier, le prix de l'abonnement mensuel saute de 2 500 à 4 000 F en moyenne. Il est vrai que le temps de transport s'est réduit de moitié, et « la grande vitesse a un coût », explique volontiers la SNCF pour répondre à ses détracteurs.

La suppression, il y a deux mois, du forfait Modulopass mensuel était justifiée par le côté « attrape-tout » de la formule, a expliqué Jean-Marie Metzler, directeur du secteur Grandes lignes à l'occasion d'une rencontre avec plusieurs associations d'usagers. Avec les nouveaux abonnements Temporis et ABO 8, « la SNCF ne fera aucun bénéfice sur un usager qui accomplira quarante fois par mois le trajet entre Paris et Lille », a-t-il ajouté. Mais la SNCF n'a pour vocation ni de multiplier les trajets domicile-travail à prix réduit, ni à terme de « faire de la région de Lille le dortoir de l'Île-de-France ».

La tarification des lignes TGV a des effets directs sur l'aménagement du territoire. Or le bassin d'emploi de Paris est plus attractif que celui du Nord-Pas-de-Calais. Sans TGV, la SNCF enregistre déjà deux mille aller-retours quotidiens entre Paris et Rouen pour un parcours de une heure vingt. Dans ces conditions, avec un TGV qui placera, en septembre, Lille à une heure de Paris, « la facilité pour la SNCF serait de céder aux demandes de baisse de tarifs ». De toute façon, le dernier mot appartiendra aux pouvoirs publics, et « nous ferons ce que l'on nous dira de faire », conclut la direction de l'entreprise.

Il reste que la publication des tarifs du TGV Nord a créé un vif émoi parmi les futurs utilisateurs. A telle enseigne que l'ASSUT Nord (Association des usagers du train de la région Nord), constituée depuis mars, a vu en une semaine ses adhérents à Arras passer de huit à trois cents. Devenir cette mobilisation, la SNCF serait prête, comme elle l'avait fait pour les abonnés du Mans avec le TGV Atlantique, à assouplir sa position pour les anciens usagers des lignes Nord. Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, se situe sur la même longueur d'onde que les dirigeants de la SNCF. Il est clair que la tarification du TGV Paris-Lille « n'est pas qu'un pur enjeu commercial » et que le but d'un réseau ferroviaire français à grande vitesse n'est pas de « transformer les grandes villes de province en banlieues de la région parisienne ».

ALAIN BEUVE-MÉRY

Avec 0,1 % à 0,2 % de hausse

### Les prix de détail ont faiblement augmenté en avril

Les prix de détail ont très peu augmenté en France au cours du mois d'avril. Selon les calculs provisoires de l'INSEE, la hausse de l'indice aurait été comprise entre 0,1 % et 0,2 % par rapport à mars. Ce bon résultat s'explique par la stabilité des prix alimentaires et des prix des produits manufacturés et par le ralentissement des hausses de prix des services. En avril pourtant a été enregistrée une hausse des loyers un peu plus forte qu'en janvier et février, et la hausse de 0,7 % de la TIPP sur les produits pétroliers est intervenue le 15 avril.

En janvier et février, la hausse avait été de 0,4 % et de 0,3 % en mars.

## Le mémorandum français sur le commerce international

### M. Balladur réclame des corrections substantielles au pré-accord agricole CEE - Etats-Unis

Le premier ministre Edouard Balladur a présenté, jeudi 13 mai, un mémorandum définissant la position de la France sur les questions commerciales internationales. Ce texte a été envoyé dans toutes les capitales de la CEE, et plusieurs ministres se rendront dans les prochains jours dans ces pays pour discuter du déblocage des négociations commerciales multilatérales tenues en application de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

C'est un document ambitieux, à vocation multiple. Dans sa partie la plus attendue, car a priori la plus conflictuelle, le gouvernement indique quelles corrections devraient être apportées au pré-accord agricole de Blair House, conclu en novembre 1992, entre la Commission européenne et les Etats-Unis, pour qu'il puisse envisager d'y souscrire. Il s'agit de modifications tout à fait fondamentales, touchant au cœur même de l'arrangement, et dont on peut penser qu'elles vont être accueillies avec de grandes réticences outre-Atlantique. Le mémorandum dresse, par ailleurs, la liste des principales revendications de la France, et de la Communauté, en ce qui concerne les chapitres 000 agricoles de la négociation. Une énumération sans surprise, mais qui a l'intérêt de rappeler l'ampleur du travail encore à accomplir avant de parvenir à cet accord « global et équilibré » que recherchent les Douze.

Lid, bien sûr, à l'Uruguay Round, mais avec une portée plus large encore - et avec notamment en tête la perspective, lors du conseil européen de Copenhague, en juin, d'un débat entre les Douze sur l'avenir des relations de la CEE avec les pays d'Europe centrale et orientale (PECO). - Le mémorandum esquisse une doctrine française du libre-échange, appelant de ses vœux une libéralisation du commerce international « organisée et maîtrisée » après avoir rappelé qu'on ne peut ignorer les effets dévastateurs sur l'emploi, qui peuvent résulter « de suppression ou de réduction des droits, dans des secteurs en phase d'ajustement ou confrontés à une concurrence déloyale ».

A ce même niveau conceptuel, le gouvernement rappelle qu'il ne peut y avoir renforcement du système multilatéral des échanges, auquel il se dit attaché, si certains pays continuent à appliquer, lorsque c'est leur intérêt, des mesures de défense commerciales unilatérales. Les Etats-Unis, ainsi visés, sont donc invités à se contenter, pour régler les différends, des procédures du GATT. Un rééquilibrage des relations commerciales

internationales qui, on le devine, n'ira pas de soi.

Pour revenir à la partie la plus opérationnelle du mémorandum, et en particulier aux amendements à apporter au pré-accord de Blair House, les Français récusent l'engagement de limiter en volume (21 % au bout de cinq ans) les exportations agricoles subventionnées. La Communauté, expliquent-ils, entend « participer à la probable expansion des marchés mondiaux de produits agricoles à l'avenir, notamment dans le secteur des céréales ».

#### L'équilibre des marchés

Cela signifie donc que, à leurs yeux, la limitation du soutien à l'exportation, estimée par tous nécessaire afin d'assurer un commerce agricole complètement déboussolé, ne peut porter que sur le niveau des subventions accordées et non pas sur les quantités exportées. Il y aura là, indéniablement, une forte opposition, les Etats-Unis ayant beaucoup bataillé au cours des mois passés pour obtenir la limitation physique des exportations de la Communauté. Les Français font valoir que l'engagement pris à Blair House, s'il était avalisé, obligerait la Communauté à imposer à ses paysans un gel des terres - contrainte qu'ils n'acceptent - allant au-delà des 15 % prévus par la réforme de la

politique agricole commune (PAC). Dans l'hypothèse, très incertaine, où les Américains accepteraient de rouvrir ce dossier, il n'est pas complètement exclu que les positions puissent être rapprochées. Il faudra alors concilier la volonté des Français, ou des Néerlandais, des Britanniques, des Danois, de ne pas renoncer à tirer bénéfice, à l'exportation, de leur bon niveau de compétitivité. Mais admettre aussi qu'il est indéfendable, pour la Communauté, d'exporter à coups de subventions massives (trois fois le prix fixé dans le cas de la viande de bœuf dont la CEE a vendu plus de 1 million de tonnes hors de ses frontières en 1992) vers les pays tiers, en compromettant gravement l'équilibre des marchés.

La France insiste pour que la Communauté soit autorisée à freiner ses importations de *corn gluten feed*, un sous-produit du maïs que les Etats-Unis livrent en quantité toujours plus importante à la CEE, prenant la place du blé et de l'orge communautaire. Il est peu rationnel de rechercher, dans la négociation, des formules conçues pour réduire les exportations de céréales des Douze et, en même temps, les priver de leur débouché intérieur. C'est là un raisonnement dont les Américains, en dépit de leur sensibilité aux pressions exercées par les lobbies concernés, avaient jusqu'à un certain point admis le bien-fondé : l'accord de Blair House

contient une clause indiquant qu'en cas de développement des importations de substituts de céréales dans la CEE, des consultations transatlantiques devraient être engagées. Voici l'occasion de concrétiser cette promesse.

Le mémorandum insiste pour que soit clarifié, conformément à l'interprétation de la CEE (plus restrictive que celle des Etats-Unis), les engagements à l'importation. Il réclame également l'inclusion dans l'accord d'une « clause de paix » satisfaisante : une fois l'Uruguay Round mené à son terme, la Communauté entend avoir la garantie que les Américains, soit au GATT, soit par le truchement de leur législation nationale (*Trade Act*) ne reviendront pas à la charge pour mettre en cause telle ou telle disposition de la PAC réformée.

S'agissant des secteurs non agricoles, la France réaffirme ses préoccupations en ce qui concerne les textiles (libération progressive des échanges, ouverture des marchés des pays tiers), l'accès aux marchés industriels (dérégulation des droits de douane les plus élevés aux Etats-Unis), le régime applicable aux services audiovisuels (spécificité culturelle), le droit à subventionner la recherche, avec la garantie, en aéronautique, que l'arrangement CEE - Etats-Unis sur les aides publiques sera respecté.

PHILIPPE LEMAITRE

### Quatre objectifs prioritaires

Le mémorandum français sur les négociations de l'Uruguay Round, rendu public jeudi 13 mai, rappelle quatre objectifs prioritaires : favoriser la croissance, promouvoir l'emploi, renforcer l'Union européenne, affirmer la primauté de la règle internationale sur la loi nationale.

• Favoriser la croissance. - Concernant l'accès aux marchés pour les produits industriels, il convient « de sortir rapidement du face-à-face actuel entre les Etats-Unis et la Communauté, pour redonner à la négociation sa dimension multilatérale ». Pour la négociation sur les marchés publics « dans les Etats fédérés, les échelons subfédéraux doivent être soumis à ces règles ».

• Promouvoir l'emploi. - « La libéralisation des marchés doit être organisée et maîtrisée au niveau multilatéral (...). La suppression ou des réductions brutales et excessives des droits, dans des secteurs en phase d'ajustement ou confrontés à une concurrence parfois déloyale, auraient des effets dévastateurs pour l'emploi. (...) La libéralisation du secteur textile et sa réintroduction progressive dans le droit commun du GATT, doivent rester conditionnées au renforcement des règles et disciplines du GATT ».

• Renforcer l'Union européenne. - La négociation de l'Uruguay Round offre à la Communauté une

« opportunité d'affirmer son existence sur la scène internationale. (...) L'accord en cours de négociation sur les subventions doit reconnaître la légitimité des interventions publiques ». La réglementation de la Communauté « devrait servir de référence dans la négociation ». Cette approche suppose que l'accord « recense les subventions non attaquables dans une liste verte plus large, couvrant notamment la recherche-développement, et plus sûre » ; reconnaître que les règles générales ne seront pas applicables aux secteurs pour lesquels ont été définies des disciplines spécifiques (aéronautique, agriculture).

• Affirmer la primauté de la règle internationale. - Le mémorandum souligne que « l'institutionnalisation d'une organisation mondiale du commerce constitue un élément essentiel pour la crédibilité et l'efficacité du système multilatéral ». Ajoutant que la « suppression des pratiques unilatérales » est une contre-partie indispensable.

Ayant défini ces quatre objectifs prioritaires, le document plaide pour « l'instauration d'une paix commerciale durable », condition d'une conclusion de l'Uruguay Round : « armistice sur tous les litiges commerciaux en cours, (...) renoncement aux pratiques unilatérales, (...) établissement d'un cadre

bilatéral de prévention des conflits commerciaux ».

Demandant la « réforme du processus de décision qui permet, notamment aujourd'hui, à une minorité de bloquer de s'opposer au fonctionnement normal des procédures », le mémorandum français aborde les modifications à apporter au volet agricole de la négociation. « L'accord conclu par la Commission [de Bruxelles] avec les Etats-Unis à Blair House le 21 novembre 1992 n'est pas acceptable en l'état ». Le texte français préconise pour préserver les principes fondamentaux de la PAC « de revoir la clause de paix de façon à maintenir la spécificité de l'agriculture (...), de laisser la faculté à la CEE de faire évoluer les mécanismes de la PAC dans le limite de l'enveloppe globale des soutiens acceptés ». Le texte préconise aussi de maintenir la préférence communautaire « en tenant compte plus largement des fluctuations de la partie dollar/euro et en rééquilibrant la protection communautaire à l'égard du *corn gluten feed* ».

« Il n'est pas normal, conclut le mémorandum, de figer en volume le niveau des exportations de la Communauté car cela empêcherait la réforme de la PAC de fonctionner correctement dans les prochaines années ».

### M. Chirac et le GATT

Compte tenu de l'intérêt qu'il porte aux agriculteurs, Jacques Chirac est très attentif à la position du gouvernement sur le GATT. Le 10 février dernier, le président du RPR avait déclaré que « le prochain gouvernement ne se considérera pas comme engagé par l'accord sur le volet agricole du GATT ». M. Chirac avait ajouté que, « dans le cas contraire, [il] le combattrait ». Le 24 novembre 1992, il avait demandé que la France oppose son veto au projet d'accord sur le volet agricole de ce traité, en estimant qu'il « n'est pas besoin pour cela de la caution du Parlement ». « Le gouvernement français, précisait M. Chirac, porte la responsabilité de ce Munich agricole qu'il n'a ni prévu ni empêcher ».

Se rendant en Alsace quelques jours plus tard, M. Chirac avait affirmé que « M. Mitterrand n'a jamais eu l'intention d'user de son droit de veto dans le cadre des négociations du GATT ». « Le président, avait-il poursuivi, n'a déclaré depuis qu'il s'opposerait si l'accord général du GATT est contraire aux intérêts français, ce qui veut dire quand l'accord sera terminé, dans au moins six mois... » « Suivez mon regard sur qui devra alors assumer les responsabilités », avait conclu M. Chirac.

Traduction :  
La supériorité  
dans la compétition  
The Economist.  
Chaque vendredi.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ARIBAS GROUPE PARIBAS  
GROUPE PARIBAS  
GROUPE PARIBAS

### Assemblée Générale Compagnie Financière de Paribas

L'Assemblée Générale de la Compagnie Financière de Paribas se tiendra le  
vendredi 28 mai 1993, à 10 heures 30  
à l'Espace Cardin, 1 avenue Gabriel, Paris 8<sup>e</sup>

L'intermédiaire financier auprès duquel sont déposées vos actions Paribas vous procurera les documents d'information sur cette assemblée et pourra vous obtenir une carte d'admission si vous désirez y participer ou un pouvoir si vous voulez vous y faire représenter.

Sachez aussi que vous pouvez voter par correspondance. Renseignez-vous auprès de votre intermédiaire financier ou auprès de Paribas Actionnariat.

PARIBAS ACTIONNARIAT  
3, rue d'Antin - 75002 PARIS - Tél. : (1) 42 98 17 88 - 36.16 CLIFF



## ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Pour désarmer les critiques du Congrès

### M. Clinton propose la création d'un fonds gouvernemental consacré à la réduction du déficit budgétaire

L'indice des prix à la production a augmenté de 0,6 % en avril, la plus forte hausse depuis deux ans et demi, a annoncé mercredi 12 mai le département de l'emploi. Les spécialistes tablent sur une augmentation limitée à 0,3 %. Cette information, qui relance le débat à propos de la menace inflationniste, a été publiée le jour même où le président Clinton se rendait à New-York pour défendre l'ensemble de son action dans le domaine économique.

NEW-YORK

de notre correspondant

Le « style Clinton » est désormais rodé : une demi-heure de retard, au moins, sur l'horaire prévu et un discours, d'abord bien structuré, mais qui part rapidement dans tous les sens. En intervenant, jeudi 12 mai, devant le collège Cooper Union de New-York, un établissement créé au dix-neuvième siècle par un magnat de l'industrie au profit des immigrés et des ouvriers de l'époque, le président n'a pas failli à ce qui est désormais une tradition. Bill Clinton avait choisi la capitale financière des États-Unis pour « vendre » un programme économique dont le bien-fondé a du mal à passer tant auprès du Congrès que de l'opinion publique. Mais, au lieu de cela, il s'est lancé dans une longue évocation des présidents Lincoln et Wilson qui, avant lui, faisaient intervenir devant les étudiants de la Cooper Union School, puis dans un rappel des innombrables difficultés du moment.

du chômage au système de santé - avant d'aborder véritablement le chapitre économique.

Dans ce domaine, M. Clinton a rappelé la priorité donnée, conformément à son engagement électoral, à la réduction du déficit budgétaire de l'État. Pour manifester le « sérieux » avec lequel il entendait traiter cette question, le président a annoncé la création d'un fonds gouvernemental chargé de recueillir les augmentations d'impôts et les réductions de dépenses prévues dans son programme budgétaire 1994-1997 « de façon à ce que les Américains puissent vérifier, pour chaque dollar, que ces sommes sont bien affectées à la réduction du déficit ». Cette idée

d'un fonds spécifique consacré à la réduction du déficit fédéral a été légalement séparé du processus budgétaire proprement dit avait été évoquée par plusieurs parlementaires. Parmi ses défenseurs figurent notamment Charles Schumer, un des représentants démocrates de l'État de New-York à la Chambre des représentants, et le sénateur de New-York Patrick Moynihan, président de la commission sénatoriale des finances, tous deux présents au collège Cooper Union.

Dans un entretien accordé le même jour au Wall Street Journal, le sénateur démocrate du New-Jersey, Bill Bradley, défendait également cette idée en expliquant qu'elle

permettrait de privilégier, à terme, une politique économique axée sur l'épargne et l'investissement au lieu de laisser augmenter les impôts sans se préoccuper des dépenses, ainsi que l'affirme l'opposition républicaine. La proposition officiellement présentée par M. Clinton a pourtant laissé perplexes nombre de commentateurs. Pour l'un d'entre eux, si le président a accepté de recourir à ce que Robert Dole, le leader de la minorité républicaine au Sénat, a qualifié de « gadget », pour faire passer son programme économique, c'est bien la preuve que son plan est véritablement en difficulté au Congrès.

SERGE MARTI

### L'est de l'Allemagne renaît

Suite de la première page

La Treuhand n'a plus en portefeuille que 2 170 entreprises et 357 000 salariés.

Si la situation par secteur est « extrêmement différenciée », selon l'institut économique DIW de Berlin, on note que la construction connaît un véritable boom : une croissance de 30 % l'an passé. Les immeubles sont l'un après l'autre rénovés, assainis, équipés, ravalés. Du coup, les loyers, bien dérisoires, subissent des hausses explosives. Même dynamisme, quoique un peu moindre, dans les services qui ont créé 140 000 emplois depuis la fin de 1990. Les

banques et assurances ont toutes implanté un réseau dans les cinq nouveaux Länder (18 000 emplois créés), mais aussi le commerce qui connaît, surtout dans les grandes villes comme Berlin-Est, un foisonnement de boutiques ou de restaurants issus de générations spontanées (50 000 emplois créés).

Pourtant l'Aufschwung Ost, le décollage de l'Est, reste totalement sous perfusion. L'ancienne RDA vit grâce à la générosité du grand frère de l'Ouest, qui a signé l'an dernier des chèques pour environ 190 milliards de marks, 660 milliards de francs, une moitié du budget fédéral. Ces transferts financiers gigantesques sont nécessaires pour combler le trou creusé par une dépense locale (la consommation privée et l'investissement) qui se maintient au double de la production locale. L'Allemagne de l'Est vit en somme deux fois plus vite que de ces moyens, et chacun des 16 millions d'habitants « reçoit » l'équivalent d'une subvention de 42 000 francs par an. Aucun autre pays ex-communiste ne bénéficie d'une telle chance. Quand il s'agit de créer du chômage ou d'augmenter le chômage, on n'augmente pas le chômage. On le maintient. On le maintient trop souvent les gens de l'Ouest, l'Allemagne de l'Est sait que sa situation est relativement enviable.

« Les besoins d'ajustement supplémentaires restent considérables », notent, unanimement, les économistes. Parmi eux, les questions de propriété. En acceptant de remettre dans leurs biens ou de dédommager les propriétaires expropriés soit par les nazis avant la guerre, soit par les communistes après la guerre, le gouvernement a ouvert la boîte de Pandore. Plus d'un million et demi de demandes ont été déposées, souvent multiples. Seulement 15 % des dossiers ont pu être traités par des tribunaux qui, au début, ignoraient tout des lois de l'Ouest, puis qui ont été rapidement saturés. Il faudra une décade de travail, de l'aveu même des responsables.

#### Implosion industrielle

Deuxième frein : le rattrapage trop rapide des salaires à l'Est. La productivité des usines n'est que de 35 % du niveau de l'Ouest. Encore s'agit-il d'une moyenne recouvrant des situations très différentes, avec des établissements ultramodernes - qui peuvent payer de bons traitements - entourés de ruines rouillées des anciens combinats, ou « les coeurs morts », comme l'explique le patron. Même s'il ne faut pas exagérer l'importance du facteur salaire dans les difficultés, il reste qu'un Allemand de l'Est est maintenant payé soixante-dix fois plus qu'un Russe. Dans le contexte de la récession finissant l'Ouest et de capacités de production déjà excédentaires, les salaires ne peuvent qu'être comptabilisés dans la colonne défavorable. Certains projets, comme une usine de camions Mercedes, ont été abandonnés, sonnant comme un signal d'alarme.

Troisième question : les transferts financiers sont-ils purement et simplement consommés ou alimentent-ils l'investissement, c'est-à-dire l'avenir ? Jusqu'à la fin de 1991, un doute était permis. Désormais le montant investi (110 milliards de marks en 1992 et 135 milliards cette année selon l'institut munichois IFO) commence à rassurer. Le chancelier Kohl s'en est félicité récemment, en chiffrant à 350 milliards de marks les sommes déjà consacrées à l'avenir dans les nouveaux Lan-

der depuis trois ans. Le taux d'investissement par habitant atteindrait 75 % du niveau de l'Ouest contre 60 % en 1990. Plus favorable encore : rapporté à la consommation, ce taux d'investissement est plus élevé à l'Est qu'à l'Ouest, selon la Deutsche Bank Research.

Reste que la part consacrée à l'industrie dans le total est faible. L'implosion industrielle est le drame de toute transition rapide, du communisme à l'économie de marché. L'Allemagne de l'Est en a fait la triste démonstration. L'union monétaire favorable (1 mark de l'Ouest pour 1,3 de l'Est), les difficultés juridiques, les effets de dépollution, le manque de cadres, les salaires et, surtout, la concurrence directe des produits de l'Ouest, empiète avec l'effondrement des débouchés en Europe centrale, se sont ajoutés pour provoquer un effondrement de la production industrielle. Elle est revenue dès 1991 au tiers de son niveau d'avant la chute du mur et reste désespérément plate depuis. Difficile à accepter pour un pays - et ses ouvriers - qui était la fine fleur industrielle du monde communiste.

L'emploi en conséquence a dramatiquement chuté. Un salarié sur trois est au chômage, si l'on additionne les 1,2 millions de chômeurs officiels avec les quelque 600 000 personnes en formation ou bénéficiant d'un « traitement social ». La RDA comptait 9 millions de postes de travail. Les nouveaux Länder n'en comptent plus que 6 millions. Beaucoup de postes ont disparu par la fermeture des entreprises ou la fin d'avantages divers (trois ans de congé en cas de grossesse), et chassées par des habitudes de travail nées-allemandes fort machistes, sont rentrées au foyer. S'y ajoutent 410 000 travailleurs « frontaliers » qui ont trouvé un emploi dans les anciens Länder tout en conservant leur logement à l'Est. Satisfaction trompeuse : ces fuites abaissent la population active et permettent au chômage de baisser légèrement. La solution n'est pas là.

L'Allemagne de l'Est sans industrie ? La situation sur le terrain est contrastée. L'imprimerie connaît un réel essor, tandis que les mines, le ciment, le verre et d'une façon générale les industries liées au bâtiment, avaient à se consolider tant bien que mal. En revanche la mécanique, l'électrotechnique, le cuir, le textile et l'habillement ont été dévastés. L'électronique a été rayée de la carte. Les investissements ne sont pas négligeables (42 milliards de marks en 1992, 50 milliards cette année d'après l'IFO), mais la sortie du gouffre ne semble pas en vue malgré les lueurs réconfortantes.

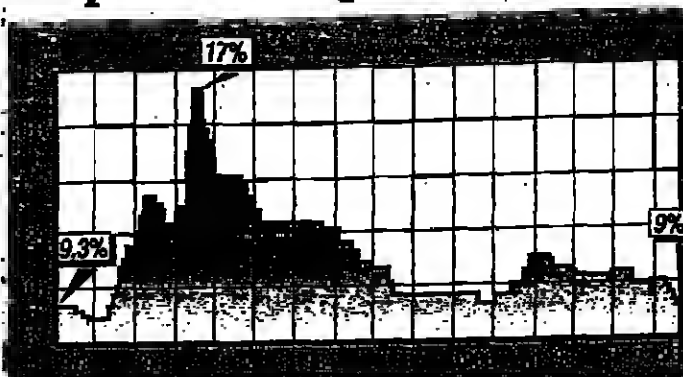
D'après différentes estimations, il faudra, pour rattraper le niveau de l'Ouest, atteindre un investissement de 1 200 milliards de marks dans l'infrastructure et les entreprises et de 2 400 milliards dans le logement. Le rythme atteint n'est pas décourageant. Mais il donne le délai : vingt ans au moins.

ÉRIC LE BOUCHER

Reprise des négociations dans la métallurgie est-allemande. - Les négociations devaient reprendre, jeudi 13 mai, dans la métallurgie à l'Est de l'Allemagne alors que le syndicat IG Metall étend les grèves et montre sa force. Plus de 82 % de ses adhérents dans trois régions de l'Est ont voté en faveur d'une extension du conflit à l'ensemble de l'ex-RDA. A l'Ouest, environ 250 000 salariés ont effectué des arrêts momentanés de travail pour soutenir leur collègues de l'Est qui réclament des hausses de salaires de 36 % - (Corresp.)

Réduit à 9 %

### Le taux de base bancaire au plus bas depuis quinze ans



Pour la quatrième fois en l'espace d'un mois, les grandes banques commerciales françaises ont annoncé mercredi 12 mai une réduction d'un quart de point de leur taux de base bancaire (TBB). Il revient de 9,25 % à 9 %, soit le taux nominal le plus bas depuis quinze ans. Les banques répercutent ainsi auprès de leur clientèle la baisse des taux directeurs de la Banque de France intervenue le 6 mai. En tout, le TBB sur lequel environ 17 % des crédits à court terme sont indexés a baissé de 1 % depuis la mi-avril. Il a suivi fidèlement la diminution dans le même

temps de 1,1 % des taux directeurs de la Banque de France. La baisse des taux dans une conjoncture déprimée se poursuit d'ailleurs un peu partout en Europe. La Bundesbank a repris, toujours mercredi 12 mai, sa politique de détente monétaire à petits pas en baissant d'un dixième de point (à 7,60 % 7,66 %) un de ses taux directeurs, celui des prises en pension. Les banques centrales d'Autriche, de Belgique et des Pays-Bas ont pour leur part réduit plusieurs taux directeurs d'un quart de point. Le taux d'escompte de ces trois pays revient ainsi de 6,75 % à 6,50 %.

Continental Airlines commande 92 Boeing - Continental Airlines, sixième compagnie aérienne américaine, vient de passer une commande qui porte sur 92 Boeing (seize compagnies de 98 options) pour un montant de 24,5 milliards de francs. L'entreprise est sortie en avril, de la protection de la loi sur les faillites (chapitre 11). Toutefois, sur les 92 Boeing commandés au géant de Seattle, 75 d'entre eux ne constituent que la reprise d'an-

ciennes commandes passées par Continental Airlines en 1989 et 1990, et que le transporteur américain avait été obligé de geler, au moment de son passage sous le chapitre 11. Il s'agit de 50 appareils 737-300, et de 25 appareils 757. La partie neuve de la commande de Continental Airlines porte sur les 17 avions restants : 12 de type 767-300, et 5 de type 777.

(Publicité)  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LOIRE-ATLANTIQUE  
AUTOROUTE A 801  
**AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE**  
relative au projet de mise à 2 x 2 voies de la section de l'autoroute A 801 comprise entre les échangeurs de Vertou-Sud et de la Cour-Neuve et de modification de l'échangeur de Vertou-Sud

Communes de Vertou et des Sorinières

Une enquête publique relative au projet de mise à 2 x 2 voies de la section de l'autoroute A 801 comprise entre les échangeurs de Vertou-Sud et de la Cour-Neuve et de modification de l'échangeur de Vertou-Sud sur le territoire des communes de Vertou et des Sorinières se déroulera pendant 37 jours consécutifs du 10 mai au 15 juin 1993, en mairies de Vertou et des Sorinières.

La commission d'enquête sera constituée par :  
Président : M. Gilbert BURBAN, ingénieur en chef des études et techniques d'armement, en retraite, demeurant, 10, rue de l'Immeuble, 44640 SAINT-JEAN-DE-BOISEAU.

Commissionnaires enquêteurs : M. René MORAND, urbaniste, ingénieur subdivisionnaire en retraite, demeurant, 18, rue du Petit-Ajou, 44230 SAINT-SÉBASTIEN-SUR-LOIRE.

M. Michel PARESSANT, ingénieur en prétraitement, demeurant Le Chant de l'Alouette, 44240 LA CHAPELLE-SUR-ERDRE.

Le siège de l'enquête sera situé à la mairie de Vertou à titre principal et à titre subsidiaire à la mairie des Sorinières. Le dossier d'enquête sera mis à la disposition du public :

A la mairie de Vertou :  
Le lundi, de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h ; du mardi au vendredi, de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h  
Sauf les samedis, dimanches et jours fériés, ainsi que les vendredis 21 et lundi 31 mai 1993.

A la mairie des Sorinières :  
Du lundi au vendredi, de 8 h à 15 h et de 13 h 30 à 17 h 30  
Sauf les samedis, dimanches et jours fériés, ainsi que les vendredis 21 et lundi 31 mai 1993.

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront soit les consigner sur les registres d'enquête déposés dans les mairies susmentionnées, soit les adresser par écrit au Président de la commission d'enquête à la mairie de Vertou.

Au besoin, ces personnes pourront être reçues par un des membres de la commission d'enquête aux jours et heures suivants :

A la mairie de Vertou :  
Les lundi 10 mai, mercredi 19 mai, jeudi 3 juin 1993, de 8 h à 12 h.  
Les vendredis 28 mai, mardi 15 juin 1993, de 14 h à 17 h.

A la mairie des Sorinières :  
Les lundi 10 mai, mercredi 19 mai, jeudi 3 juin 1993, de 8 h à 15 h.  
Les vendredis 28 mai, mardi 15 juin 1993, de 13 h 30 à 17 h 30.

A l'issue de l'enquête, la commission établira un rapport relatant son déroulement et rédigera ses conclusions.

Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête, ainsi qu'à la Préfecture de Loire-Atlantique.

Toute personne concernée pourra demander communication de ces conclusions ainsi que les réponses du maître d'ouvrage aux observations formulées lors de l'enquête.

L'information du public sera également assurée par l'affichage du présent avis dans les mairies concernées et en des lieux voisins des travaux projetés et visibles de la voie publique.

### OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE EN VUE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU TUNNEL DU SOMPORT ET DE SA VOIE D'ACCÈS SUR LES COMMUNES D'URDOS ET DE BORCE

Il est rappelé au public qu'une enquête portant sur l'utilité publique du projet de construction du tunnel du Somport et de sa voie d'accès sur le territoire des communes d'URDOS et de BORCE se déroule jusqu'au 11 juin 1993 inclus.

La commission d'enquête, désignée par le président du tribunal administratif de PAU, est ainsi composée :  
PRÉSIDENT : M. Pierre BLONDEL, conseiller-maire en service extraordinaire à la Cour des comptes.  
MEMBRES : M<sup>me</sup> Françoise DISSARD, inspecteur général de la construction honoraire.  
M<sup>me</sup> Solange BOURGADE, chef de service de préfecture honoraire.

Le siège principal de l'enquête est fixé à la mairie d'URDOS. Les pièces du dossier, qui comporte l'étude d'impact, ainsi qu'un registre d'enquête sont déposés aux mairies d'URDOS, de BORCE, d'ACCOUS, chef-lieu de canton, à la préfecture de PAU et à la sous-préfecture d'OLORON-SAINTE-MARIE, jusqu'au 11 juin 1993 inclus.

Le public pourra en prendre connaissance et consigner ses observations sur les registres ouverts à cet effet aux bureaux d'ouverture des bureaux figurant dans le tableau ci-dessous, ou les adresser, par écrit, au Président de la commission d'enquête, à la mairie d'URDOS. Le Président ou un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public, pour recevoir les observations, les jours et heures ci-après :

LIENS D'ENQUÊTE	JOURS ET HEURES D'OUVERTURE DES BUREAUX	JOURS ET HEURES DE PERMANENCE DU PRÉSIDENT DU D <sup>U</sup> R MEMBRE DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE
ACCOUS	Mardi 9 h à 12 h Mercredi 9 h à 12 h Jeudi 9 h à 12 h Vendredi 9 h à 12 h	Samedi 15 mai 1993 de 9 h à 12 h Samedi 5 juin 1993 de 9 h à 12 h
BORCE	Lundi 9 h à 12 h Mardi 9 h à 12 h Mercredi 9 h à 12 h Jeudi 9 h à 12 h Vendredi 9 h à 12 h	Judi 27 mai 1993 de 9 h à 12 h Judi 10 juin 1993 de 9 h à 12 h
URDOS	Lundi 9 h à 12 h Mardi 9 h à 12 h Mercredi 9 h à 12 h Jeudi 9 h à 12 h Vendredi 9 h à 12 h	Judi 27 mai 1993 de 13 h 30 à 16 h 30 Vendredi 11 juin 1993 de 9 h à 12 h
SOUS-PRÉFECTURE D'OLORON-SAINTE-MARIE	Tous les jours, sauf le samedi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h	Vendredi 4 juin 1993 de 13 h 30 à 16 h 30
PRÉFECTURE DE PAU	Tous les jours, sauf le samedi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h	

Copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera adressée à la Mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête et à la Sous-Préfecture d'OLORON-SAINTE-MARIE, pour y être sans délai venue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Ce même document sera également tenu à la disposition du public à la Préfecture de PAU, Direction des Collectivités locales et de l'Environnement - Affaires foncières.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions de la commission d'enquête en s'adressant au Préfet des Pyrénées-Atlantiques.

LE PRÉFET,

Signé : Jacques ANDRIEU



## ÉCONOMIE

### SOCIAL

Alors que les partenaires sociaux commencent de négocier

## Le déficit de l'assurance-chômage va encore s'aggraver

Réunis le mercredi 12 mai pour faire le bilan de la situation financière de l'UNEDIC, les partenaires sociaux se retrouveront le 25 mai avec le ministre du travail, Michel Giraud. En deux mois, le déficit du régime d'assurance-chômage s'est encore creusé et atteindrait pratiquement 38 milliards de francs en cumulé. Au début de juin, il devrait manquer environ 3,5 milliards, en trésorerie, pour indemniser les chômeurs.

On savait depuis longtemps le régime d'assurance-chômage malade. La première rencontre entre les partenaires sociaux, gestionnaires de l'UNEDIC, finalement tenue le mercredi 12 mai, a démontré que la situation financière était encore plus grave qu'on ne l'imaginait, y compris après la publication du rapport Raynaud (le Monde du 8 mai).

En révisant leurs projections établies en mars, les experts de l'UNEDIC ont fait passer le déficit prévisible, pour 1993, de 12 milliards à 13,6 milliards, et, en cumulé, à la fin de l'année, de 36 milliards à 37,7 milliards. Toujours selon leurs estimations, et sans tenir compte des effets éventuels du plan Balladur, il faudrait encore compter sur 18 à 21 milliards de pertes en 1994. La raison d'un tel pessimisme ?

Pour établir cette prévision, l'UNEDIC a révisé l'hypothèse de croissance économique pour 1993 et la fixe désormais à -0,4 %, alors que les calculs précédents retenaient une hausse de 0,7 %. En conséquence, les effectifs salariés diminueraient de 206 000, au lieu de 136 500, et, surtout, le chômage s'aggraverait fortement. Les 270 000 chômeurs supplémentaires prévus se transformeraient en 344 000. Dans les conditions, la

réunion de bilan prévue par l'accord de juillet 1992, alors que l'actuelle convention devra être renégociée avant le 31 décembre, s'est déroulée, selon les participants, dans un climat « tendu » et « difficile ». Et ce d'autant que le temps presse. Au début du mois de juin, tout comme en septembre, il devrait en théorie manquer 3,5 milliards de francs en trésorerie.

### Fermeté patronale

Ce qui correspondrait au non-versement des allocations pour un tiers des chômeurs indemnisés, alors que le régime d'assurance-chômage, qui doit de 7 à 10 milliards à l'ASF (Association pour la structure financière, chargée du financement des prestations) serait virtuellement en état de cessation de paiement. Par une lettre commune, les partenaires sociaux (sauf la CGT) se sont adressés au ministre du travail, Michel Giraud, pour appeler les pouvoirs publics à l'aide. Il ne fait pas de doute, ainsi que ce dernier s'y est engagé, que l'État accordera son soutien, au moins temporaire. Mais les syndicats et le patronat devront préalablement se retrouver le 25 mai pour tenter de déterminer leur attitude et, surtout, pour commencer à avancer leurs propres solutions pour sortir d'une crise majeure, voire mortelle, pour l'institution paritaire.

Bien entendu, et à supposer que les problèmes d'urgence financière soient réglés rapidement, c'est là que le bât blesse. Les prestations d'assurance-chômage ayant été corrigées à la baisse en juillet, les organisations de salariés n'entendent pas qu'une nouvelle ponction soit faite, justement quand le chômage augmente. Les uns et les autres proposent différentes options qui passent toutes par un relèvement des cotisations. Force ouvrière se singularise en réclamant une hausse immédiate de deux points. Même quand ils imaginent des réformes plus profondes qui modifieraient la philosophie du régime, les syndicats estiment qu'on ne peut éviter un effort des salariés et des employeurs au moment où l'UNEDIC doit se tourner vers le gouvernement en lui faisant observer que la part de la contribution de l'État dans le financement du régime est passée de 30,7 %, au début des années 80, à 21,7 %. En revanche, en ce début de négociation, le CNPF a adopté une position très ferme. Au

Violents affrontements entre mineurs et forces de l'ordre dans l'Hérault. — De violents affrontements ont opposé, mercredi 12 mai, des mineurs en grève de la COGEMA de Lodève (Hérault) aux gendarmes mobiles. Les salariés, qui occupent le site minier pour protester contre un plan de suppression de deux cent quarante emplois, se sont d'abord heurtés aux forces de l'ordre dans la matinée, alors qu'ils venaient de quitter l'enceinte pour manifester. Cinq manifestants ont été interpellés et placés en garde à vue. L'après-midi, la tension est montée d'un cran. Les mineurs ont envoyé plusieurs « commandos » pour placer des barrières afin d'exiger la libération de leurs camarades, qu'ils ont obtenus vers 17 heures. — (Corresp.)

### INDUSTRIE

Devant la cour d'appel de Lyon

## Le comité d'entreprise de Majorette renonce à contester le rachat par Idéal Loisirs

LYON

de notre bureau régional

Le comité d'entreprise du constructeur de voitures miniatures Majorette, récemment acquis par le négociant de jouets Idéal Loisirs, s'est finalement désisté, mercredi 12 mai, de son recours, lors de l'ouverture des débats à la cour d'appel de Lyon. Les représentants (sans étiquette syndicale) des sept cents salariés de Majorette protestaient contre la décision du tribunal de commerce, rendue le 9 avril, entérinant l'offre de rachat de l'entreprise lyonnaise par le groupe de Bernard Farès (le Monde du 13 avril).

Le comité d'entreprise estimait, en effet, avoir été insuffisamment informé des différentes propositions de reprise de la société en difficulté, repues par M. Bruno Sapin, administrateur judiciaire. Or, juste avant

la décision du tribunal de commerce, le personnel de Majorette s'était prononcé, par référendum, en faveur de la proposition concurrente présentée par le groupe industriel Thirion. Celui-ci prévoyait de supprimer seulement une centaine d'emplois en France, alors qu'Idéal Loisirs envisage le départ de deux cents salariés. Mercredi, les délégués du personnel se sont rétractés, ayant obtenu confirmation de l'insuffisance des garanties bancaires offertes par le groupe Thirion.

L'administrateur judiciaire n'a, de son côté, pas l'intention d'introduire un pourvoi en cassation, qui serait contraire aux intérêts immédiats de l'entreprise. Le principe de recevabilité de l'appel interjeté par le comité d'entreprise de Majorette, contre la décision de première instance, est donc définitif.

GÉRARD BUÉTAS

### TRANSPORTS

Se félicitant de la « cohérence » de son ministère

## Bernard Bosson compte proposer aux parlementaires un débat sur l'« intermodalité des infrastructures »

Pour sa première conférence de presse à la Grande Arche de la Défense, Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, a tenu à ne s'adresser, jeudi 13 mai, « ni à des usagers ni à des clients, mais à des citoyens ».

A la tête du troisième ministère « dépensier » — après l'éducation nationale et la défense — Bernard Bosson, pour sa première conférence de presse, s'est félicité de « la cohérence de son ministère, qui voit pour la première fois tous les transports unifiés ». La marine marchande et les ports entrent en effet dans ses compétences, tandis que la pêche a été rattachée au ministère de l'Agriculture. L'ajout du tourisme et des transports complète la logique du dispositif. Ce ministère représente 90 milliards de francs de dépenses budgétaires, et 20 % des investissements civils de l'État.

La relance des travaux publics, définie dans le plan Balladur constitue le premier champ d'investigation du ministre. Mais Bernard Bosson a averti : « Toutes les villes de France n'auront pas le train classique, le

TGV, la route, l'autoroute et l'aéroport. C'est pourquoi le ministre a l'intention de lancer au Parlement un grand débat sur « l'intermodalité des infrastructures de transports ».

En ce qui concerne les voies fluviales, Bernard Bosson ne compte pas remettre en question le transfert à Béziers de VNF (voies navigables et fluviales). La politique de modernisation des ports sera poursuivie. L'objectif est de maintenir un pavillon français dans le monde, et le ministre n'est pas hostile à un rapprochement des principaux opérateurs français publics (Compagnie générale maritime) et privés (groupe Bolloré). Bernard Bosson a rendu hommage au « courage de Jean-Yves Le Drian, dont la réforme sur le statut des dockers a sauvé les ports de France ».

### Air France en péril de mort

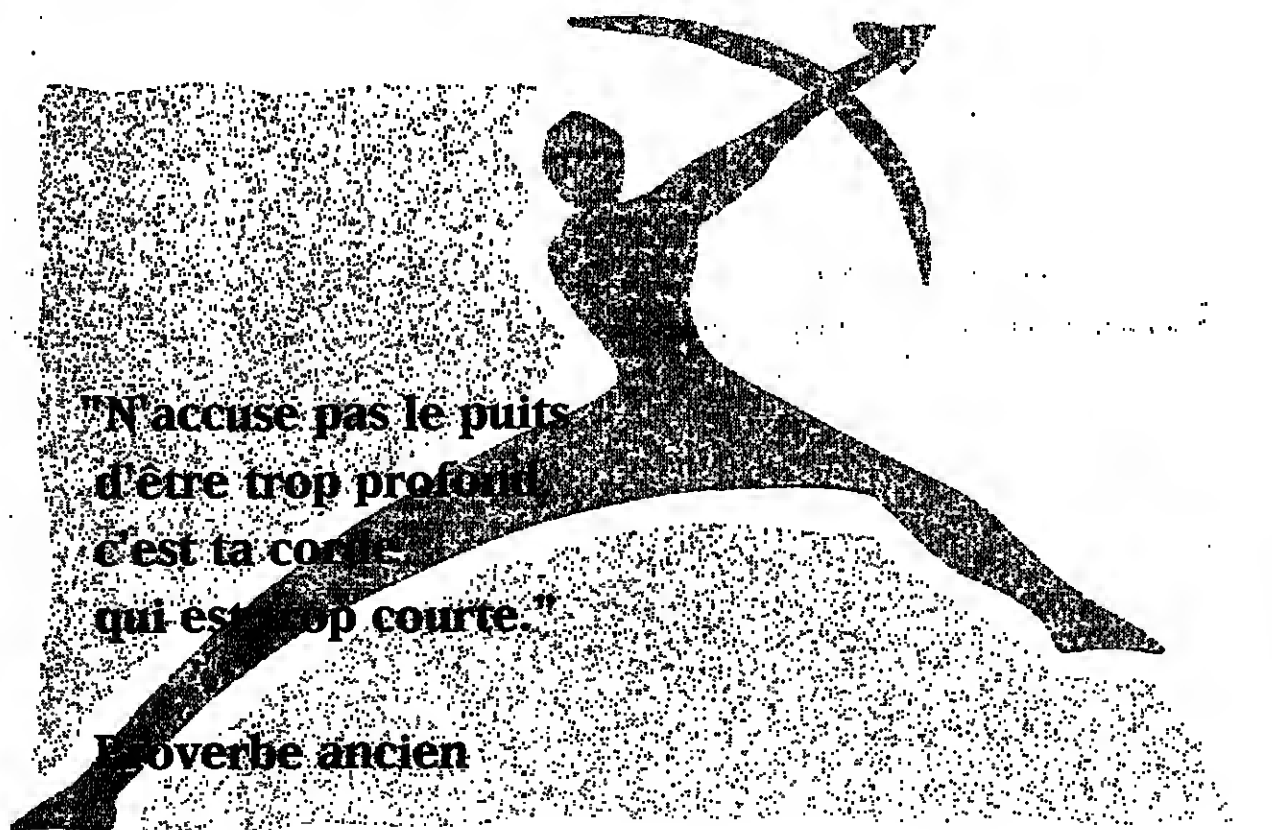
Pour les infrastructures routières, il reste 3 000 kilomètres d'autoroutes à réaliser sur les 9 000 que prévoit le schéma national. Bernard Bosson s'est ému des pratiques de « dumping social à la sécurité » dans les transports routiers. Il estime que les textes votés ne sont pas appliqués correctement et, en accord avec Pierre Méhaignerie, garde des sceaux, il compte

« faire cesser les pratiques non acceptables », notamment en ce qui concerne les travaux en sous-traitance.

Dans le domaine des infrastructures ferroviaires et aériennes, le déficit des deux grandes entreprises nationales (SNCF et Air France) est « inquiétant ». Sur le plan ferroviaire, il ne voit pas d'un mauvais œil, sous l'influence européenne, « la séparation des infrastructures de la gestion, l'État conservant des devoirs dans les deux secteurs ». Mais c'est la nature du déficit de la SNCF, « plus structurel que conjoncturel », qui provoque « un gros souci » au ministre. Il l'évalue à 5,5 milliards de francs à la fin de 1993.

« Très attaché » au sort d'Air France, pavillon national du transport aérien, Bernard Bosson s'est particulièrement adressé au personnel de la compagnie nationale en ces termes : « Il faut que le personnel d'Air France sache que leur compagnie est mortelle. Il faut sauver Air France qui est réellement en péril de mort », a-t-il conclu. La situation délicate du transport aérien a permis à Bernard Bosson de dénoncer « les méfaits de l'ultralibéralisme qui conduisent à la jungle ».

ALAIN BEUVE-MÉRY



Demandez donc au président de Dupont d'Isigny ce qu'il en

pense. En matière de financement des entreprises, il n'y a pas de cas plus ou moins difficile,

il y a des cas uniques. C'est pour cela que vouloir répondre à un problème par un produit

type ne permet jamais d'arriver à la meilleure solution. Au Crédit National, nous ne vendons

pas de produits. Nous étudions dans le détail l'entreprise et son problème, et à chaque cas,

nous remettons en question nos convictions, pour aller plus loin et proposer une solution

sur mesure. C'est grâce à cela que nous avons pu imaginer de nous associer en capital à

Dupont d'Isigny, pour partager une aventure industrielle commencée il y a plus de 100 ans.

Pour tout renseignements : Groupe Crédit National, 45 rue Saint-Dominique 75700 Paris.



GROUPE CRÉDIT NATIONAL

Accompagner une entreprise, c'est raisonner comme elle.



## MARCHÉS FINANCIERS

Pour affronter ce que Jérôme Seydoux qualifie de « krach »

## Chargeurs SA aura supprimé 1 200 emplois en six mois

**PIERRE-ANGEL GAY**

Bien qu'il se soit gardé de toutes prétentions chiffrées pour 1993, M. Seydoux n'en cependant tablé sur un redressement du genre : « Au second semestre, il y aura une amélioration mécanique, il y aura une estimation, puisque nous aurons abaissé nos seuils de rentabilité. » Renforcée par l'achat - « pour une dizaine de millions de deuschemarks », - de 20 % du distributeur de films allemand Tribus, l'activité audiovisuelle de BSKYB devrait pouvoir continuer à bien contribuer à ce retour à une meilleure fortune, avec des résultats « du même ordre de grandeur qu'en 1992 ». Sans compter les excellents résultats du système de télévision par satellite britannique BSKYB consolidé par mise en équivalence dès juillet 1993.

**PARIS, 13 mai ↑ Fragile**

Parmi les titres en hausse sensible, on relevait Métaletrop, Eurotunnel, Klépierre. Les baisses étaient emmenées par de nombreuses valeurs de la distribution, comme Galorfa, Lafayette et Carrefour. Thomson CSF réagissait peu à la perte de l'appel d'offres pour le rachat de la firme tchèque Tesla Pardubice, spécialiste de radars et d'autres systèmes électroniques de détection d'avions, au profit de la société tchèque HTT.

**Les commentaires des analystes sont plutôt favorables pour LVMH**

**↑ Nouveau record**

marché obligataire, a fini la journée à 8,85 % contre 8,91 % mardi soir. Au cours de la séance, il avait atteint 6,89 %.

VALEURS	Cours du 11 mai	Cours du 12 mai
Alcoa	83 1/4	86
AT&T	56 1/2	56 5/8
Banque	36 7/8	37 1/8
Comp. International Bus.	31	30 7/8
De Pont de Nemours	51 1/8	51 1/8
Eastman Kodak	51	50 1/2
Gen. Electric	83 3/4	84 1/8
Ford	35	35 5/8
Gen. Motors	45	45 1/2
General Mills	41	41 3/4
Goodyear	39 3/4	40 1/8
IBM	48 3/4	48
ITT	83 3/4	82 1/8
Mobil Oil	69 1/2	69 3/8
Pepsi	51 7/8	50 1/2
Schlumberger	63 5/8	65
Union Carbide	53 5/8	54 1/2
U.S. Corp. on-Airline	134	136 3/8
Yamaha	19	19 1/8
United Tech.	61 5/8	61 1/2
Veracell	15	15 1/2
Xerox Corp.	73 1/4	76 3/8

### ↑ Petite progression

les résultats annuels de Sainsbury, dans le bas de la fourchette de prévisions, Rolls Royce, qui a remporté un contrat de plus de 800 millions de dollars avec la compagnie aérienne américaine Continental Airlines pour la fourniture de moteurs à sa nouvelle flotte de Boeing 757, a gagné 5 pence à 138 pences.

VALEURS	Cours de 11 mai	Cours de 12 mai.
Alfred Lyons	5,81	5,83
R.P.	3,11	3,16
S.T.A.	5,08	5,90
Carbury	4,44	4,56
De Bours	11,12	10,88
Gland	8,10	8,43
G.I.R.	29,13	29,13
L.C.I.	12,77	12,84
Reuter	22,83	22,82
RIZ	8,14	8,10
Shell	5,70	5,81
Unifover	10,98	10,93

## mai ↓ Agitée

affecté par les arbitrages, mais l'intérêt retrouvé pour NIT et d'autres valeurs importantes est un signe encourageant », estime ainsi Shigeru Akiba (UBS Securities).

VALEURS	Cours du 12 mai	Cours du 13 mai
Alliamento	1 370	1 380
Bridgeway	420	1 400
Casco	1 440	1 440
Fuji Bank	2 030	2 000
Honda Motors	1 400	1 410
International Electric	1 330	1 330
Mitsubishi Heavy	710	703
Sony Corp.	4 780	4 780
Toyota Motors	1 680	1 730

## BOURSES

11 mai  
(SBF. base 100 : 31-12-81)

Indice general CAC 512,20 510  
(SBF, base 1000 : 31-12-87)  
Indice CAC 40 1 854,52 1 872,67

NEW-YORK (indices Dow Jones)		
	11 mai	12 mai
Industrielles	3 468,75	3 482,31
LONDRES (indices Financial Times)		
	11 mai	12 mai
100 valeurs	2 836,10	2 868,80
30 valeurs	2 215,20	2 231,10
Mines d'or	150,70	150,10
Fonds d'Etat	94,84	94,92
FRANCFORT		
	11 mai	12 mai

TOKYO

Paris (13 mai) ..... 8 1/16-8 3/16 %  
New-York (12 mai)..... 3 1/4 %

## CAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E.U.	5,6299	5,6310	5,4880	5,4930
Yen (100)	4,9003	4,9044	4,9122	4,9193
£ st.	6,5975	6,5995	6,5788	6,5826
Franc suisse	3,7106	3,7118	3,7113	3,7143
Franc suisse	3,7146	3,7186	3,7365	3,7424
Libre inflation (1000)	3,6580	3,6630	3,6556	3,6594
Libre sterling	8,3188	8,3247	8,3487	8,3614
Peasita (100)	4,5925	4,5963	4,4991	4,4953

## S EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
2. EAU						
2.1 Eau (100)	3					
2.2 Eau (100)	3	1/8	3	1/8	3	3/16
2.3 Eau (100)	3	3/16	3	3/16	3	3/16
2.4 Eau (100)	7	7/16	7	7/16	7	7/16
2.5 Eau (100)	7	7/16	7	7/16	7	7/16
2.6 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.7 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.8 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.9 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.10 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.11 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.12 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.13 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.14 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.15 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.16 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.17 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.18 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.19 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.20 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.21 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.22 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.23 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.24 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.25 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.26 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.27 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.28 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.29 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.30 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.31 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.32 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.33 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.34 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.35 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.36 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.37 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.38 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.39 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.40 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.41 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.42 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.43 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.44 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.45 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.46 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.47 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.48 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.49 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.50 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.51 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.52 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.53 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.54 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.55 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.56 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.57 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.58 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.59 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.60 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.61 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.62 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.63 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.64 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.65 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.66 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.67 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.68 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.69 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.70 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.71 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.72 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.73 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.74 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.75 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.76 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.77 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.78 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.79 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.80 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.81 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.82 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.83 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.84 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.85 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.86 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.87 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.88 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.89 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.90 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.91 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.92 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.93 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.94 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.95 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.96 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.97 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.98 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.99 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16
2.100 Eau (100)	11	5/16	11	5/16	11	5/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

## ACCORDS

Philips, Thomson et Sagem sur les écrans plats. — La Commission européenne a donné son feu vert à la constitution d'un joint-venture entre Philips, Thomson et Sagem dans le domaine des écrans plats à matrice liquide (LCD) destinés à la société, nommée Flat Panel Display BV (FPD), sera spécialisée dans le développement, la fabrication et la vente d'écrans dans la norme technique AM-LCD (active matrix liquid crystal displays). Elle sera détenue à 80 % par Philips, à 10 % par Thomson et à 10 % par Sagem. Cette société agit unique en Europe, elle ne remet pas en cause les conditions de la concurrence dans la CEE. La Commission a même tenu à encourager par une « lettre de confort » cet investissement qui « représente un élément stratégique pour la Communauté dans la compétition mondiale ».

Le contrat de Zentix Data Systems et de l'US Air Force est une acquisition importante pour la France, car elle confirme, jusqu'à 10 mai, la validité du contrat de 724 millions de dollars (3,2 milliards de francs) passé le 2 février entre l'US Air Force et Zenith Data Systems, a annoncé la société basée à Buffalo Grove (Illinois). « Nous sommes très satisfaits de cette décision et désireux de remplir notre contrat », a estimé dans un communiqué Jacques Chirac, président de la France. Data Systems (ZDS), filiale du groupe français Bull. Ce contrat de trois ans portant sur la fourniture de quelque 300 000 ordinateurs, avait été contesté par les concurrents de ZDS. Lundi, le Bureau des appels des contrats publics a repoussé toutes les contestations. Les prochaines livraisons devraient être effectuées à la mi-juin, précise le communiqué.

**CAPITAL**

o **Woruss et C&I** et **IFIL** détachent de concert 47,5 % des actions **Saint-Louis** à **Woruss et C&I**, le holding de la famille italienne **Agnelli**, détachement de concert 47,5 % des actions et 56,7 % des droits de vote du groupe **Saint-Louis** (sucre, papier, plâtres euïensés), a indiqué mercredi 12 mai ce dernier, à la clôture de son augmentation de capital. La répartition du tour de table est désormais la suivante : 31,9 % pour **Woruss et C&I**, 15,6 % pour **IFIL**, la montée en puissance du groupe italien avait été annoncée au début de cette opération (*le Monde* du 3 avril).

o **L'Air Liquide** : abandon de droit de vote double... - Les actionnaires nominatifs de la société **L'Air Liquide** détendant leur titre depuis plus de deux ans ont abandonné, mercredi 12 mai, leur droit de vote double, au cours d'une assemblée

O Interagra : le personnel dénonce la décision du tribunal de commerce. — La mise en liquidation judiciaire de la société de négoce international Interagra, décidée mardi 11 mai par le tribunal de commerce de Paris, qui a rejeté l'offre de reprise présentée par Gérard Bourgoin, a été critiquée par le personnel du groupe qui dénonce « la suppression de certaines d'emplois hautement qualifiés » et souligne que le plan de reprise avait reçu l' « accord de l'ensemble des parties concernées, à savoir le personnel et le représentant des créanciers ». Le personnel

Le Technip achète deux filiales d'ingénierie de Spie-Batignolles. — La firme d'ingénierie Technip va acquérir la société Spiechim et sa division IGL, filiales de Spie-Batignolles (Groupe Schneider), qui emploient en tout quelque 330 personnes. Spiechim est une société d'ingénierie et de construction et d'installations industrielles. IGL (Entreprise générale Industrielle) est une division de Spie-Batignolles, spécialisée dans le montage d'affaires, le management de projets et la direction de chantiers. Cette transaction, annoncée le 15 mai, entre dans la stratégie de Technip de développer des activités traditionnelles hydrocarbures et la pétrochimie.

*Depuis 1894*  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
*avec la garantie  
d'un grand maître tailleur*  
*A qualité égale, nos prix sont les plus bas.*

**LEGRAND Tailleur**  
Hommes et dames  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61  
*Du lundi au samedi de 10 h à 18 h*

**S.N.I.**

**Société Nationale d'Investissement**

**Comptes de l'exercice clos le 31.12.1992****Comptes de l'exercice clos le 31.12.1992**

**Performanco de l'année 1992 : -4,1 %.**  
**Actifnet au 23.04.1993 : F 650 910 906**

**Valour liquidativo eu 23.04.1993 :**  
F 1,146,37.

**Dividendo : F 40 + F 9.11 d'avoir fiscal pour les personnes physiques et les personnes morales. Miso en paiement le 27 avril 1993.**

**Remploi du coupon global sans droit d'entrée jusqu'au 30 juillet 1993.**

Lo Président, M. Henri PARENT a déclaré :

Depuis le début de l'exercice en cours, l'ensemble des marchés a connu une évolution positive, particulièrement marquée à Londres et à Tokyo, grâce à l'annonce d'une baisse des taux d'intérêt en Europe et à une certaine reprise de l'économie américaine.

Ce comportement relativement favorable a permis une sensible reprise de la valeur liquidative qui avait progressé au 26 avril de 9,3% depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993.

(AGO du 26 avril 1993)



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 13 MAI

**Cours relevés à 13 h 30**

Competition	VALUES	Cross period.	Premer course	Derrier course	% + -	Competition	VALUES	Cross period.	Premer course	Derrier course	% + -	Competition	VALUES	Cross period.	Premer course	Derrier course	% + -
5420	C.N.E. 3%	5590	5630	5570	- 0 - 8	1110	Cold. Fender	1001	1043	1052	+ 2 - 04	220	Fort Meunier	300	300	303	+ 0 - 6
5430	R.N.P. T.P.	1040	.....	.....	.....	420	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
5470	C.L.Y.P.	905	885	895	.....	420	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
5480	Remont T.P.	1010	1005	1000	+ 0 - 54	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1100	Shore Point	1890	1910	1910	+ 0 - 24	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1110	Saint Goban T.P.	1190	1202	1102	+ 0 - 72	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
980	Thomson T.P.	923	923	923	.....	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1100	Thomson T.P.	923	923	923	.....	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
775	Al. Ligatit	713	719	725	+ 1 - 08	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
860	Al. Ligatit	610	620	622	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
2690	Al. Ligatit	2011	2015	2010	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al. Ligatit	1235	1240	1235	+ 0 - 05	1270	Crédit Lac France	1001	1043	1040	+ 0 - 44	12	Franklin	300	300	303	+ 0 - 6
1230	Al.																

**Comptant** (sélection)**SICAV** (sélection)

**12/5**

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nominal	% du coupon		Cours	Dernier cours		Cours	Dernier cours		Cours	Dernier cours		Cours	Dernier cours		Cours	Dernier cours		Cours	Dernier cours
Obligations																				
EvreSec 9,25/100	100	7,18	Finkelec	348 85	340	Étrangères					Acadian	226 75	220 72	France Generale	289 47	288 53	Paribas Capitalisation	1727 85	1702 32	
10,25/25 7/200	122 20	8,42	F.I.P.P.	87		A.E.S.	490		Belchem NY	185 20	180 10	Autonomes C.B.D.	3124 57	3124 57	France Oblig.	488 22	488 22	Paribas Opportunities	131 36	128 58
EvreSec 13,45/85	106 70	8,24	FALAC	230 11		Alcan	403 80		Sapcon	5 08		Anglo	7636 25	7216 39	Anglo	699 25	694 78	Paribas Participation	818 25	815 24
10,25/25 mcs 100	108 70	0,15	Forcelor C&I	610	610	Alcan	403 80		Sang Group	23 86		Anglo	118 20	111 20	Anglo	118 20	111 20	Paribas Return	247 19	247 19
DAT 10% 5/2000	112 26	8,81	Forcelor Ltd	574 80		Alcan	403 80		S&P Aldehydes	80 80	50 05	Anglo	7933 98	7933 98	Anglo	7933 98	7933 98	Paribas	591 13	591 13
DAT 9,5% 12/1987	118 47	8,18	Forcelor Ltd	472		Alcan	403 80		Anglo	32223 12	32223 12	Anglo	32223 12	32223 12	Anglo	32223 12	32223 12	Paribas	1256 00	1226 15
DAT 0,8% 1/1990	107 48	8,78	Forcelor Ltd	1885	1880	Alcan	403 80		Anglo	1152	1152	Anglo	1152	1152	Anglo	1152	1152	Paribas	142 40	138 25
PTT 11,2% 85	110 05	8,48	Forcelor Ltd	2050		Alcan	403 80		Anglo	444 57	444 57	Anglo	444 57	444 57	Anglo	444 57	444 57	Paribas	5919 00	5919 00
CG 10,25% nov 90	101 05	1,08	Forcelor Ltd	315	315	Alcan	403 80		Anglo	1446 56	1404 52	Anglo	1446 56	1404 52	Anglo	1446 56	1404 52	Paribas	27225 43	27225 43
CNA 10 % 10/93	102 05	0,94	Forcelor Ltd	575	575	Alcan	403 80		Anglo	1831 42	1795 51	Anglo	1831 42	1795 51	Anglo	1831 42	1795 51	Paribas	1890 29	1890 29
CHB Regio 5000F	100	3,14	Forcelor Ltd	613		Alcan	403 80		Anglo	194 73	189 08	Anglo	194 73	189 08	Anglo	194 73	189 08	Paribas	106 06	106 06
CHB Sec 5000F	100	3,14	Forcelor Ltd	413 20	412	Alcan	403 80		Anglo	8753 52	8753 52	Anglo	8753 52	8753 52	Anglo	8753 52	8753 52	Paribas	32242 03	32242 03
CH UNZ 5000F	100 60	3,14	Forcelor Ltd	639		Alcan	403 80		Anglo	1038 17	1037 83	Anglo	1038 17	1037 83	Anglo	1038 17	1037 83	Paribas	1057 67	1051 78
CHT 9 % 85	106 79	0,78	Forcelor Ltd	225	246	Alcan	403 80		Anglo	810 59	817 77	Anglo	810 59	817 77	Anglo	810 59	817 77	Paribas	141 60	141 60
CH 10,25% dte 85	118 29	3,80	Forcelor Ltd	427	427 50	Alcan	403 80		Anglo	137 65	133 64	Anglo	137 65	133 64	Anglo	137 65	133 64	Paribas	75 03	75 03
CHARI FCE 3% 100	1041		Forcelor Ltd	4520	4510	Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1044 10	1022 48
CNCA	2310		Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	1810 41	1810 41	Anglo	1810 41	1810 41	Anglo	1810 41	1810 41	Paribas	6005 72	6550 22
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Anglo	121 81	119 41	Paribas	1220 11	
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Anglo	163 10	160 74	Paribas	5919 00	5919 00
			Forcelor Ltd	427		Alcan	403 80		Anglo	121 81	119									

## Second marché (sélection)

S&W Insurance	380	380	Publicis	675	675	Crédit Lyonnais	148 80	121 48	Crédit Lyonnais	148 80	121 48
2225	440	440	Reichsfabrik	155	155	Crédit St. Louis	1149 25	1110	Crédit St. Louis	1149 25	1110
Manufacture Industrielle	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	1494 00	1428 15	Crédit St. Louis	1494 00	1428 15
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	891 01	855 54	Crédit St. Louis	891 01	855 54
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	131 74	126 21	Crédit St. Louis	131 74	126 21
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	1444 00	1111 48	Crédit St. Louis	1444 00	1111 48
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	128 78	123 07	Crédit St. Louis	128 78	123 07
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	2881 86	2883 08	Crédit St. Louis	2881 86	2883 08
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	239 29	239 29	Crédit St. Louis	239 29	239 29
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	2444 75	2373 54	Crédit St. Louis	2444 75	2373 54
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	132 23	148 77	Crédit St. Louis	132 23	148 77
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	2715 10	2737 10	Crédit St. Louis	2715 10	2737 10
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	2182 10	2182 10	Crédit St. Louis	2182 10	2182 10
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	2800 72	2680 72	Crédit St. Louis	2800 72	2680 72
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	2123 32	2102 80	Crédit St. Louis	2123 32	2102 80
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	191 80	191 80	Crédit St. Louis	191 80	191 80
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	217 81	202 21	Crédit St. Louis	217 81	202 21
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	2958 80	3223 89	Crédit St. Louis	2958 80	3223 89
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	4234 08	4059 89	Crédit St. Louis	4234 08	4059 89
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	2576 94	2487 28	Crédit St. Louis	2576 94	2487 28
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	1364 39	1321 08	Crédit St. Louis	1364 39	1321 08
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	8641 89	8641 00	Crédit St. Louis	8641 89	8641 00
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	1462 87	1131 36	Crédit St. Louis	1462 87	1131 36
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	1088 18	1058 02	Crédit St. Louis	1088 18	1058 02
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	1183 74	1184 82	Crédit St. Louis	1183 74	1184 82
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	6343 01	6089 08	Crédit St. Louis	6343 01	6089 08
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	191 80	191 80	Crédit St. Louis	191 80	191 80
155	155	155	Reinhold	155	155	Crédit St. Louis	1059 81	1014 42	Crédit St. Louis	1059 81	1014 42

### Marché des Changes

### Marché libre de l'or

**LA BOURSE SUR MINUTE****Marché à terme international de France**

**MAT I F**

COURS INDICATIFS		COURS		COURS DES BILLES		MINIATURES		COURS		COURS	
préc.		13/5		préc.		préc.		préc.		13/5	
Esas Unis (1 usd)	5 429		5 1		5 8	Or fin (à la on barre)	62400		64400		
Esas	6 888					Or fin (en gram)	62250		64350		
Algerie (100 din.)	397 200		328		348	Napoleon (200)	356		368		
Pays-Bas (100 fl.)	16 591		15 9		19 9	Pièce Fr (10 f.)	384		396		
Pays-Bas (100 fl.)	300 610		288		309	Pièce Suisse (20 f.)	368		370		
Inde (1000 rup.)	3 863		3 4		82	Pièce Laine (20 f.)	355		371		
Inde (1000 rup.)	87 500		84		92	Souverain	446		460		
Inde (1000 rup.)	9 200		7 9		8 6	Pièce 20 dollars	2300		2400		
Inde (1000 rup.)	5 856		7 9		8 6	Pièce 10 dollars	1250		1380		
Gde-Bretagne (1 L.)	2 595		2 5		3 1	Pièce 5 dollars	780		678		
Gde-Bretagne (1 L.)	371 780		359		379	Pièce 50 pesos	2315		2373		
Suisse (100 f.)	73 110		68		77	Pièce 10 florins	385		370		
Suisse (100 f.)	79 720		75		84						
Suisse (100 f.)	47 590		48 5		48 5						
Autriche (100 sch.)	4 3		4 3		4 3						
Espagne (100 pes.)	2 210		3 3		4 1						
Portugal (100 esc.)	4 252		4 4		4 4						
Canada (1 \$ can.)	1 054		1 054		1 054						



## PHILATÉLIE

## Louise Weiss

La Poste mettra en vente générale, lundi 17 mai, un timbre à 2,50 F à l'effigie de Louise Weiss.

Née le 25 janvier 1893 à Arras (Pas-de-Calais), Louise Weiss fut journaliste, femme de lettres, cinéaste. Elle créa et dirigea l'hebdomadaire *l'Europe nouvelle*, de 1918 à 1934, où elle défend les minorités opprimées. Puis, de 1934 à 1939, elle présida l'association La Femme nouvelle, pour l'égalité des droits politiques et le droit de vote pour les femmes. Pendant la guerre, où elle est résistante, sa tête est mise à prix. Elle fonde à Strasbourg, en 1971, l'Institut des sciences de la paix. C'est elle qui prononce le discours inaugural du nouveau Parlement européen, le 17 juillet 1979. Elle s'éteint en 1983.

Louise Weiss rejoint les rares femmes écrivains honorées en France par la philatélie: George Sand (1937), Marceline Desbordes-Valmore (1959), M<sup>me</sup> de Staël (1960), Colette (1973), Anna Noëlle (1976), Marie Noëlle (1978), Simone Weil (1979), Flora Tristan (1984) et Marguerite Yourcenar (1993).

Le timbre, au format vertical 22 x 36 mm, dessiné par Huguette Sainson, gravé par Claude Durieux, est imprimé en taille-douce en feuille de cinquante.

P. J.

► Vente anticipée à Paris, les 15 et 18 mai, au bureau de poste temporaire « premier



Jours ouverts au centre André-Malraux, à l'angle du 78, boulevard Raspail et du 112, rue de Rennes, 8<sup>e</sup>; le 15 mai, de 8 heures à 12 heures, à Paris-Louvre RP et au bureau de poste de Paris-Béguin; de 10 heures à 17 heures, au Musée de la poste (boîtes aux lettres spéciales).

► Dédicaces: Huguette Sainson, dessinatrice du timbre, sera sur place au Centre André-Malraux, le 15 mai, pour une séance de dédicaces.

Rubrique réalisée par la rédaction du *Monde des philatélistes*, 1, place Hébert-Berre-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex; téléphone: (1) 49-60-33-28, télécopie: (1) 49-60-33-28. Spécimens: 15 F en timbres.

## En filigrane

● Exposition Sandra Jayat. — La galerie Luciano Scavongoli (29, rue de Penthièvre, Paris 8<sup>e</sup>). Tél.: (1) 42-89-46-01 accueille, jusqu'au 12 juin, une exposition des œuvres récentes de Sandra Jayat, auteur du timbre Gene du voyage, émis le 5 décembre 1992.



● Première néo-calédonienne. — La Nouvelle-Calédonie a procédé à l'émission de son premier carnet de timbres autocollants d'usage courant. Le carnet, vendu 880 F CFP, comprend seize timbres au type Cagou d'une valeur faciale de 56 F CFP (100 F CFP = 5,50 F). Particularité: ces timbres autocollants, imprimés en offset, sont affectés d'une aspect de dentelle. A noter enfin que ce timbre est également disponible en feuilles de cinquante (version autocollante, offset) et en feuilles de cent (version traditionnelle gommée, imprimée en taille-douce). Ces timbres sont commercialisés par l'Agence des timbres-poste d'outre-mer à Paris (tél.: (1) 48-61-23-99).

● Manifestations ferroviaires. — Exposition à l'hôtel de ville de Lille, avec bureau de poste temporaire, le 22 mai, à l'occasion de l'arrivée du TGV Nord à Lille. Souvenirs philatéliques (15 F et 20 F plus port, règlements à l'ordre des Chemins de fer français). Ostévent: Roland Dumont, 80, rue Henri-Barbusse, 59490 Somain.

Mise au service du TGV Nord-Europe, dimanche 23 mai à la gare du Nord à Paris (accès RER, hall banlieue, accès GL «TGV»), avec bureau de poste temporaire et souvenirs philatéliques (renseignements, bons de commande: Madeline Bortat, 8, rue Pierre-Brossolette, 91220 Bréigny-sur-Orge).

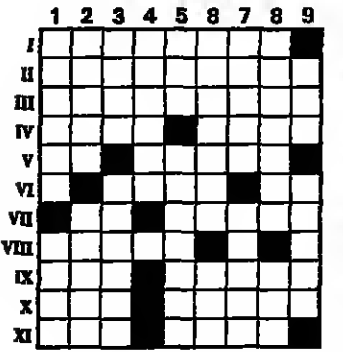
● Vente aux enchères de timbres, marques postales, plaques de poste, lundi 24 mai à 14 heures, à l'hôtel des ventes de Drouot-Richelieu à Paris (renseignements auprès des experts V. Pothion, tél.: (1) 47-70-74-67, et J. Robineau, tél.: (1) 47-70-16-90).

Vente sur offres Soluphil (Paris, tél.: (1) 48-01-61-00) clôturée le 18 mai. Plus de deux mille lots au catalogue, dont France, marques classées par départements, classiques de France, Luxembourg.

Vente aux enchères Bolaffi, les 28 et 29 mai (via Cavour 17, 10123 Torino, Italie). Plus de mille lots, dont forte représentation de l'Italie.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 8039



**HORIZONTALEMENT**  
I. Monument au mort. — II. Des gens qui passeraient par-dessus tout le monde. — III. Pout d'ivoire mangé par la reine. — IV. Au Cameroun. Travailleur étranger. — V. Note. Son coup, c'est du grain. — VI. Est parfois bleu dans le noir. Abréviation qui peut remplacer tout un code. — VII. Saint. Quand elle est noire, on ne peut pas se mettre dans le bain. — VIII. Salope, elle transporte des vases. — IX. Langue. Craignant le bâton. — X. Utile pour le goffeur. Est loin du centre. — XI. Une partie de l'ensemble. Dans le Nord.

VERTICALEMENT

I. N'est approvisionnée qu'en théâtre. Dans une location, amène la proprio. — II. Attaque un mortier. N'est pas un homme de bonne foi. — III. Se vide après la consultation. Se mstent souvent en rang. — IV. Qui pénètre facilement. — V. Gras et sé. Les bras nous se tombent quand on lui casse la tête. — VI. Circule à l'étranger. Cri dans un cirque. — VII. Nègre-pont, autrefois. Quand elle est chargée, il y a des bouchons. — VIII. Qui pêche en quelques endroits. Laitilles. — IX. Unité monétaire. Répandit.

Solution du problème n° 8038

**Horizontalement**  
I. Modérés. — II. Abolément. — III. Crie. Oc. — IV. Quiétude. — V. Uim. Is. — VI. Evohé I. — VII. Eau. Agar. — VIII. Oignon. — IX. Onglée. De. — X. Note. Tein. — XI. Te. Chine.

**Verticalement**  
I. Manqué. Mont. — 2. Ob. Uve. Noé. — 3. Docimologie. — 4. Eire. Hulle. — 5. Refre. Gd. — 6. Erneu. Aneth. — 7. Se. Dingo. Al. — 8. Noël. Andin. — 9. Etc. Sur. Ane. — 10. GUY BROUTY

هكذا من لايصل

## CARNET DU Monde

## Naissances

— Laetitia VERGINI CAMPINCHI et John R. MILLER.

sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils

John Marc,

le 5 avril 1993.

## Mariages

— Les docteurs Pierre et Madeleine BACULARD, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean MARCANGELI, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> René FOYARD, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Daniel FOYARD,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Laurent-Pierre et Laurence,

qui sera célébré le samedi 15 mai 1993, en l'église Saint-Sulpice à Paris, à 16 heures.

## Décès

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Georges Béguin, M<sup>me</sup> Pierre Béguin, M<sup>me</sup> André Dupont, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> René FOYARD, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Daniel FOYARD,

sont heureux de faire part du décès de

Simone BÉGUIN,

leur sœur, belle-sœur, tante et grand-tante,

survenue le 12 mai 1993 à Paris. La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 14 mai, à 16 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 70, rue Falguère, 75015 Paris.

15, avenue Stéphane-Mallarmé, 75017 Paris. Sa famille proche, ses amis dévoués, font part du décès de

colonel Jean CHATRAS (E.R.),

officier de la Légion d'honneur, médaille militaire,

croix de guerre 1940-1945, le 7 mai 1993.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, le 10 mai.

Cet avis tient lieu de faire-part.

49, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 85440 Avrillé.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

se sont réunis pour annoncer la mort de leur fils,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

survenue le 10 mai 1993, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Joseph de Grenoble, le vendredi 14 mai, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu le même jour à Saint-Joseph-le-Grand (Seine-et-Marne).

Ils rappellent à votre souvenir son mari,

le docteur Marc Lamy,

décédé le 6 octobre 1973.

Portes ouvertes à la SPA. — Tous les refuges de la Société protectrice des animaux organisent deux journées portes ouvertes, samedi 15 et dimanche 16 mai, de 10 heures à 18 heures. Mais, pour prévenir les adoptions fantaisistes, les centres demandent aux candidats à l'adoption d'un animal une carte d'identité et une justification de domicile (quittance) ainsi qu'une contribution financière.

► SPA, refuge Grammont, 30, avenue du Général-de-Gaulle, 92230 Gennayville. Tél.: 47-98-57-40.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

se sont réunis pour annoncer la mort de leur fils,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

survenue le 10 mai 1993, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Joseph de Grenoble, le vendredi 14 mai, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu le même jour à Saint-Joseph-le-Grand (Seine-et-Marne).

Ils rappellent à votre souvenir son mari,

le docteur Marc Lamy,

décédé le 6 octobre 1973.

Portes ouvertes à la SPA. — Tous les refuges de la Société protectrice des animaux organisent deux journées portes ouvertes, samedi 15 et dimanche 16 mai, de 10 heures à 18 heures. Mais, pour prévenir les adoptions fantaisistes, les centres demandent aux candidats à l'adoption d'un animal une carte d'identité et une justification de domicile (quittance) ainsi qu'une contribution financière.

► SPA, refuge Grammont, 30, avenue du Général-de-Gaulle, 92230 Gennayville. Tél.: 47-98-57-40.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

se sont réunis pour annoncer la mort de leur fils,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

survenue le 10 mai 1993, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Joseph de Grenoble, le vendredi 14 mai, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu le même jour à Saint-Joseph-le-Grand (Seine-et-Marne).

Ils rappellent à votre souvenir son mari,

le docteur Marc Lamy,

décédé le 6 octobre 1973.

Portes ouvertes à la SPA. — Tous les refuges de la Société protectrice des animaux organisent deux journées portes ouvertes, samedi 15 et dimanche 16 mai, de 10 heures à 18 heures. Mais, pour prévenir les adoptions fantaisistes, les centres demandent aux candidats à l'adoption d'un animal une carte d'identité et une justification de domicile (quittance) ainsi qu'une contribution financière.

► SPA, refuge Grammont, 30, avenue du Général-de-Gaulle, 92230 Gennayville. Tél.: 47-98-57-40.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

se sont réunis pour annoncer la mort de leur fils,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

survenue le 10 mai 1993, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Joseph de Grenoble, le vendredi 14 mai, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu le même jour à Saint-Joseph-le-Grand (Seine-et-Marne).

Ils rappellent à votre souvenir son mari,

le docteur Marc Lamy,

décédé le 6 octobre 1973.

## Naissances

— Le docteur A.-L. Courchet, son épouse,

Alain et Marie-Hélène Wolfromm, Daniel et Béatrice Wolfromm, ses enfants,

Olya, Sylvia, Alice, Alexandre, ses petits-enfants,

ont la grande tristesse d'annoncer la mort, le 7 mai 1993, de

Paullette COURCHET, née LECHE,

à l'âge de quatre-vingts ans.

L'enterrement a eu lieu, dans l'intimité, au cimetière Montparnasse.

Avenue John-Whitney, 62520 Le Touquet.

— Alain et Claudine Gourdon, Janine Gourdon,

Anne-Marie et Pierre Gaudier, Hélène et Jean-Loup Gourdon, leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Raymond GOURDON, agrégé de lettres,

survenu le 8 mai 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité, le jeudi 13 mai, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, à son intention et à la mémoire de son épouse,

Marguerite GOURDON,

rappelée à Dieu le 3 septembre 1973.

20, rue La Fontaine, 75016 Paris.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Georges Béguin, M<sup>me</sup> Pierre Béguin, M<sup>me</sup> André Dupont, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> René FOYARD, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Daniel FOYARD,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Laurent-Pierre et Laurence,

qui sera célébré le samedi 15 mai 1993, en l'église Saint-Sulpice à Paris, à 16 heures.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

se sont réunis pour annoncer la mort de leur fils,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

survenue le 10 mai 1993, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Joseph de Grenoble, le vendredi 14 mai, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu le même jour à Saint-Joseph-le-Grand (Seine-et-Marne).

Ils rappellent à votre souvenir son mari,

le docteur Marc Lamy,

décédé le 6 octobre 1973.

Portes ouvertes à la SPA. — Tous les refuges de la Société protectrice des animaux organisent deux journées portes ouvertes, samedi 15 et dimanche 16 mai, de 10 heures à 18 heures. Mais, pour prévenir les adoptions fantaisistes, les centres demandent aux candidats à l'adoption d'un animal une carte d'identité et une justification de domicile (quittance) ainsi qu'une contribution financière.

► SPA, refuge Grammont, 30, avenue du Général-de-Gaulle, 92230 Gennayville. Tél.: 47-98-57-40.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

se sont réunis pour annoncer la mort de leur fils,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

survenue le 10 mai 1993, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Joseph de Grenoble, le vendredi 14 mai, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu le même jour à Saint-Joseph-le-Grand (Seine-et-Marne).

Ils rappellent à votre souvenir son mari,

le docteur Marc Lamy,

décédé le 6 octobre 1973.

Portes ouvertes à la SPA. — Tous les refuges de la Société protectrice des animaux organisent deux journées portes ouvertes, samedi 15 et dimanche 16 mai, de 10 heures à 18 heures. Mais, pour prévenir les adoptions fantaisistes, les centres demandent aux candidats à l'adoption d'un animal une carte d'identité et une justification de domicile (quittance) ainsi qu'une contribution financière.

► SPA, refuge Grammont, 30, avenue du Général-de-Gaulle, 92230 Gennayville. Tél.: 47-98-57-40.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

se sont réunis pour annoncer la mort de leur fils,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

survenue le 10 mai 1993, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Joseph de Grenoble, le vendredi 14 mai, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu le même jour à Saint-Joseph-le-Grand (Seine-et-Marne).

Ils rappellent à votre souvenir son mari,

le docteur Marc Lamy,

décédé le 6 octobre 1973.

Portes ouvertes à la SPA. — Tous les refuges de la Société protectrice des animaux organisent deux journées portes ouvertes, samedi 15 et dimanche 16 mai, de 10 heures à 18 heures. Mais, pour prévenir les adoptions fantaisistes, les centres demandent aux candidats à l'adoption d'un animal une carte d'identité et une justification de domicile (quittance) ainsi qu'une contribution financière.

► SPA, refuge Grammont, 30, avenue du Général-de-Gaulle, 92230 Gennayville. Tél.: 47-98-57-40.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

se sont réunis pour annoncer la mort de leur fils,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Lamy,

survenue le 10 mai 1993, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Joseph de Grenoble, le vendredi 14 mai, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu le même jour à Saint-Joseph-le-Grand (Seine-et-Marne).

Ils rappellent à votre souvenir son mari,

le docteur Marc Lamy,

décédé le 6 octobre 1973.

Portes ouvertes à la SPA. — Tous les refuges de la Société protectrice des animaux organisent deux journées portes ouvertes, samedi 15 et dimanche 16 mai, de 10 heures à 18 heures. Mais, pour prévenir les adoptions fantaisistes, les centres demandent aux candidats à l'adoption d'un animal une carte d'identité et une justification de domicile (quittance) ainsi qu'une contribution financière.

► SPA, refuge Grammont, 30, avenue du Général-de-Gaulle, 92230 Gennayville. Tél.: 47-98-57-40.







Echanges quotidiens d'accusations d'une capitale à l'autre

## Le ton ne cesse de monter entre Le Caire et Khartoum

LE CAIRE

de notre correspondant

Tendues depuis plus de deux ans, les relations entre l'Égypte et le Soudan se sont encore détériorées au cours des dernières semaines, les deux pays échangeant quotidiennement des accusations au sujet du litige frontalier de Helab et du soutien apporté aux opposants à l'isolement de l'autre régime.

Mardi 12 mai encore, l'Égypte, qui revendique la souveraineté sur Helab, une zone de 20 000 km<sup>2</sup> en bordure de la mer Rouge, annonçait la prochaine éviction de cinq cents hectares de terre et son intention de les redistribuer à la population. C'est un projet vraisemblablement destiné à attirer les habitants de la vallée du Nil vers cette région.

Cette annonce est le dernier épisode d'une nouvelle crise, commencée le 24 avril, lorsque le Soudan avait accusé le Caire de fomenter un complot, en vue de renverser la junte islamiste au pouvoir à Khartoum. Selon cette dernière, l'Égypte entraîne les opposants soudanais en exil au maintien des armes, en vue de perpétrer des actes de sabotage en vue de participer, en coopération avec la guérilla sudiste du colonel John Garang, à une invasion du Soudan à partir d'ouïes tiers.

En vertu d'un accord de 1999

La réponse de l'Égypte s'était faite sous la forme d'une menace implicite du président Mubarak, selon lequel « chaque État a le droit de renverser un régime et de restaurer la démocratie ». Le raisonnement est simple : Khartoum est une tête de pont iranienne et d'entraîner les extrémistes musulmans égyptiens.

Le 8 mai, la crise connaissait un nouveau rebondissement, le Soudan accusant son puissant voisin de lui avoir adressé un ultimatum exigeant « la cessation,

dans les quarante-huit heures, de toute activité civile et militaire dans la zone de Helab ». Tous jours selon Khartoum, le nombre de soldats égyptiens déployés à Helab aurait été multiplié par cinq.

L'Égypte, qui depuis quelques mois avait pris de facto le contrôle de ce territoire - attribué au Caire en vertu d'un accord conclu avec le Royaume-Uni en 1899, qui confiait néanmoins au Soudan l'administration des populations - contre-attaque, en affirmant qu'aucun ultimatum n'a été adressé à Khartoum.

En revanche, six cents huit policiers soudanais entrés en fraude à Helab avaient été sommés de partir. Se mettant de la partie, la presse égyptienne accusait le Soudan d'avoir accueilli récemment 230 extrémistes musulmans égyptiens expulsés d'Afghanistan.

Depuis, le ton n'a pas cessé de monter entre les deux pays. Ainsi, le ministre d'État soudanais à la présidence de la république, Ghazi al-Atabani, proche conseiller du numéro un soudanais, le général Omar Hassan al-Béchir, annonçait le 10 mai que le Soudan avait l'intention de décréter la « mobilisation ».

Dans la foulée, un membre de l'Assemblée nationale de transition soudanaise affirmait qu'une marche « des associations professionnelles » sur Helab serait prochainement organisée. Le Soudan « appuiera le projet islamique en Égypte » et « la prochaine bataille sera une bataille entre le bien et le mal ». Le général al-Atabani, s'adressant le lendemain M. al-Atabani.

Pour l'heure, la crise ne semble pas devoir aller au-delà de la guerre des mots. « L'Égypte ne peut en aucun cas faire la guerre au peuple soudanais », disait récemment M. Mubarak.

ALEXANDRE BUCCIANI

## M. Mitterrand affirme : les Kurdes sont victimes d'un « génocide »

Dans un entretien publié mercredi 12 mai par l'hebdomadaire *Globe*, Danielle Mitterrand estime que les Kurdes sont plus menacés aujourd'hui qu'il y a deux ans, lors de la crise du Golfe.

« Depuis des années, l'un vit la chronique d'un génocide annoncé et il est en train de se précipiter. Les Irakiens, tout comme les Iraniens, ne pardonneront jamais aux Kurdes d'avoir démontré que la démocratie était possible dans cette région », ajoute l'épouse du président de la République. « Il faut hurler !... Il faut que l'un fasse pour les Kurdes ce que l'on fait pour les Yougoslaves. Il faut dire les choses : c'est un génocide. Nous ne pouvons l'ignorer », dit encore la présidente de la Fondation France-Liberté.

« Médecins sans frontières se retire de Kurdistan irakien. En raison de la multiplication des attentats contre le personnel des organisations humanitaires, Médecins sans frontières (MSF) a décidé de retirer ses équipes du Kurdistan irakien, annonce un communiqué publié mercredi 12 mai. « Le programme que MSF a en charge dans la région (surveillance de dispensaires, approvisionnement en médicaments, etc.) ne justifie plus le risque encouru par les équipes », précise l'organisation.

En rachetant les parts de la famille Durieux

## Reed-Elsevier prend le contrôle des Editions techniques

Le groupe d'édition anglo-néerlandais Reed-Elsevier, l'un des géants mondiaux de l'édition, a annoncé, le mardi 11 mai, avoir racheté les parts de la famille Durieux (un peu plus de 50 %), actionnaire principal des Editions techniques, l'un des grands éditeurs français de publications juridiques et médicales, et premier éditeur juridique français devant les éditions Lamy et Dalloz.

Reed-Elsevier affirme vouloir « acquiescer la totalité du capital », vraisemblablement d'ici la fin de l'été, en rachetant les parts de la famille La Clavière (23 %) et des quelque trois cents autres petits porteurs de parts.

L'ambition de Reed-Elsevier, déjà bien établie sur le marché anglo-saxon et néerlandais, est de se développer en Europe continentale à partir de la France. Reed est déjà présent dans l'Hexagone avec le groupe de presse professionnelle Stratégis et Elsevier avec les éditions médicales du même nom. Créées en 1907, les Editions techniques, dont le chiffre d'affaires en 1992 est d'environ 400 millions de francs - l'édition juridique y contribue pour les deux tiers - et qui emploie quelque 500 personnes, sont surtout connues pour leurs ouvrages *Juris-classeur*,

Pour avoir fait des révélations sur les négociations de Washington

## Le journal d'opposition libanais « As Safir » a été suspendu pour une semaine

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

La liberté de la presse semble de plus en plus menacée à Beyrouth, où après la fermeture le 30 avril d'une station de télévision et la suspension du journal *Nida al-Watan*, le seul grand quotidien d'opposition, *As Safir*, a été suspendu à son tour, mercredi 12 mai, pour une semaine. Selon le procureur général, le journal a été suspendu pour avoir « publié sans raison légale un document » - le texte des propositions israéliennes aux délégués libanais aux pourparlers israélo-arabes à Washington, - qui « dans l'intérêt de l'Etat devait rester secret ».

Un prétexte difficilement recevable dans la mesure où, comme le souligne *As Safir*, ce texte est « un document de travail soumis à discussion » et qu'il ne peut donc être « porté atteinte à la sécurité de l'Etat ». Interrogé au Parlement, le ministre des affaires étrangères, Faris Boustani, sans craindre la contradiction, a indiqué qu'il s'agissait d'une « falsification », sans donner de précisions sur le texte original.

FRANÇOISE CHIPAUX

## La Banque de France abaisse d'un quart de point ses taux directeurs

Pour la sixième fois en un mois, la Banque de France a abaissé d'un quart de point ses taux directeurs, ramenant de 8 % à 7,75 % pour ses appels d'offre et de 9 % à 8,75 % pour ses pensions à cinq-dix jours. C'est la bonne tenue du franc et la très faible hausse des prix en avril qui lui permettent cette baisse rapide de ses taux directeurs, accompagnée par une diminution correspondante du taux de base des banques.

A Neuilly-sur-Seine

## Un homme armé a pris une classe en otage dans une école maternelle

Un homme armé d'un revolver et d'une hache qu'il présente comme une « bombe » a pris en otage jeudi matin 13 mai une trentaine d'enfants à l'école maternelle Commandant-Charcot de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Le preneur d'otages, un Noir de forte corpulence, âgé d'une trentaine d'années, a pénétré dans l'école maternelle pendant la récréation de la mi-matinée et se trouvait toujours à 14 heures dans la classe, où il séquestre également l'institutrice et la directrice de l'établissement. En début d'après-midi, il a libéré cinq enfants. L'homme a collé des papiers sur les vitres de la classe, située au rez-de-chaussée, et semble « calme », selon les policiers sur place.

Les autres enfants de l'école, située 15, rue de la Ferme, ont été évacués sans incident et d'importants effectifs de police sont sur place, dont des tireurs d'élite du RAID. Plusieurs dizaines de parents affilés se sont rassemblés devant les grilles de l'établissement.

Le préfet des Hauts-de-Seine, Charles-Noël Hardy, a déclaré que le preneur d'otage réclame 100 millions de francs. Les policiers lui auraient proposé la moitié de cette somme, mais il aurait refusé. Il aurait encore demandé à voir le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua.

Charles Pasqua en Corse. - Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, se rendra, vendredi 14 mai, à Ajaccio (Corse-du-Sud), où il prononcera notamment un discours devant l'Assemblée territoriale. Dans un entretien publié par le quotidien *la Corse* du 13 mai, M. Pasqua déclare qu'il envisage de mettre au point avec le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, un « plan de lutte contre le banditisme et le crime organisé » en Corse.

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Pierre Bérégovoy : « Mort et transfiguration », par Edgar Morin ; « Au risque de se perdre », par Odon Vallet..... 2

### ÉTRANGER

Italie : M. Ciampi a obtenu la confiance du Sénat..... 3  
La guerre dans l'ex-Yougoslavie et le débat entre Européens et Américains..... 4  
La France s'engage avec voix délibérée au comité militaire de l'OTAN. 5  
Proche-Orient : les intégristes musulmans relancent la guérilla anti-israélienne..... 6

### POLITIQUE

Les travaux du Parlement : réforme de la Banque de France et du code de la nationalité..... 7 et 8

### SOCIÉTÉ

L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris..... 10  
Coup double dans la lutte anti-Mafia sur la Côte d'Azur..... 10  
Une trentaine d'embryons humains congelés ont été détruits..... 12  
Sports : le Grand Stade dans l'incertitude : Limoges champion de France de basket..... 12

### COMMUNICATION

M. Carignon charge une commission d'experts d'élaborer une « charte de la télévision publique »..... 13  
Licenciement ou baisse des salaires ? Publicis consulte son personnel par référendum..... 13

### CULTURE

Arts : une marine de Monet adjugée 47,5 millions de francs..... 14  
Eva Hesse à la Galerie nationale du Jeu de paume..... 14  
Musiques : pendant trois jours, le MJC de Bobigny va vivre sous le feu des musiques camerounaises..... 14

Photo : Jean Cartier sur les traces de la guerre de 14..... 14  
« Proposition indécise » d'Adrien Lyne..... 14

### ÉCONOMIE

Le mémorandum français sur la GATT..... 17  
M. Clinton et la création d'un fonds gouvernemental sur la réduction du déficit budgétaire..... 18  
Chargurs SA aura supprimé 200 emplois en six mois..... 20  
En achetant la Francière Truffaut, Bernard Arnault renforce son contrôle sur LVMH..... 20

### LE MONDE DES LIVRES

« Tout ça les voix de Borges » et « Histoires littéraires », par François Bort : « Trompeurs et trompettes » ; « Les périples du désir » ; « Le Mai du livre d'art : célébrer Miro, la manie Monet » ; « Marilyn, autopsie d'une femme » ; « Le feuillet de Pierre Lepeque » ; « Chanson de geste à neuf voix »..... 25 à 36

### Services

Abonnements..... 2  
Arenas classées..... 22  
Carnet..... 22  
Expositions..... 16  
Loto..... 22  
Marchés financiers..... 20 et 21  
Météorologie..... 23  
Mots croisés..... 22  
Philatélie..... 22  
Radio-Télévision..... 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

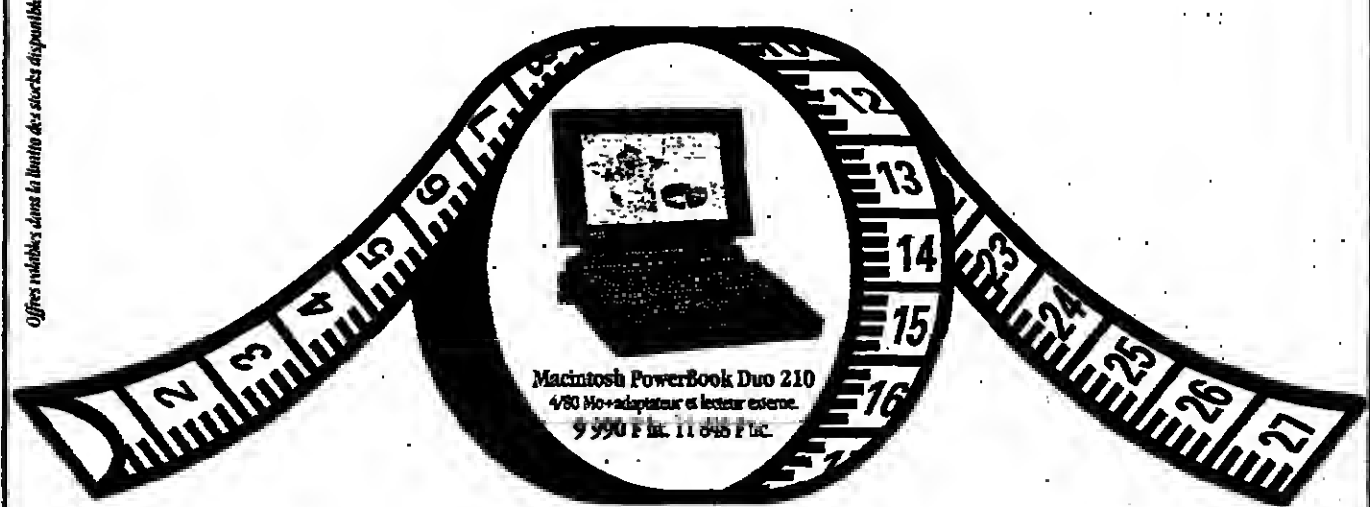
Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » : folioté 25 à 36  
Le numéro du « Monde » daté 13 mai 1993 a été tiré à 475 434 exemplaires.

## Demain dans « le Monde »

### « Sans visa » : la Carélie, conscience de la Finlande

Voyage en Carélie, enjeu territorial entre l'URSS et la Finlande durant la seconde guerre mondiale. C'est aussi pour les Finlandais une région où ils ont cherché et trouvé les racines de leur identité nationale.

## Quinzaine du prêt-à-porter chez IC : Apple à des prix sur mesure.



Qui vous offre les derniers modèles de la collection PowerBook à des prix sur mesure ? IC. Et pourquoi les promotions défient chez IC ? Parce qu'avec plus de 50 000 Macintosh installés en 10 ans, IC est le premier



distributeur Apple en Europe. Et que seul un leader peut vous offrir des prix aussi bas alliés au plus haut degré de services (art graphique, gestion, maintenance). Vous devriez déjà être chez IC.

IC BEAUBOURG PARIS 92 111 44 78 26 26 • IC VINCENNE PARIS 92 111 42 36 90 90  
• IC SACHY VALLEY PARIS 156 (11) 40 58 00 00 • IC MARSEILLE 86 91 37 75 03

IC TOULOUSE 61 35 62 32 • IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 36 78 62 36 36  
• IC ALIX EN PROVENCE 42 58 28 08 • IC AIGNON 90 82 22 22

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC



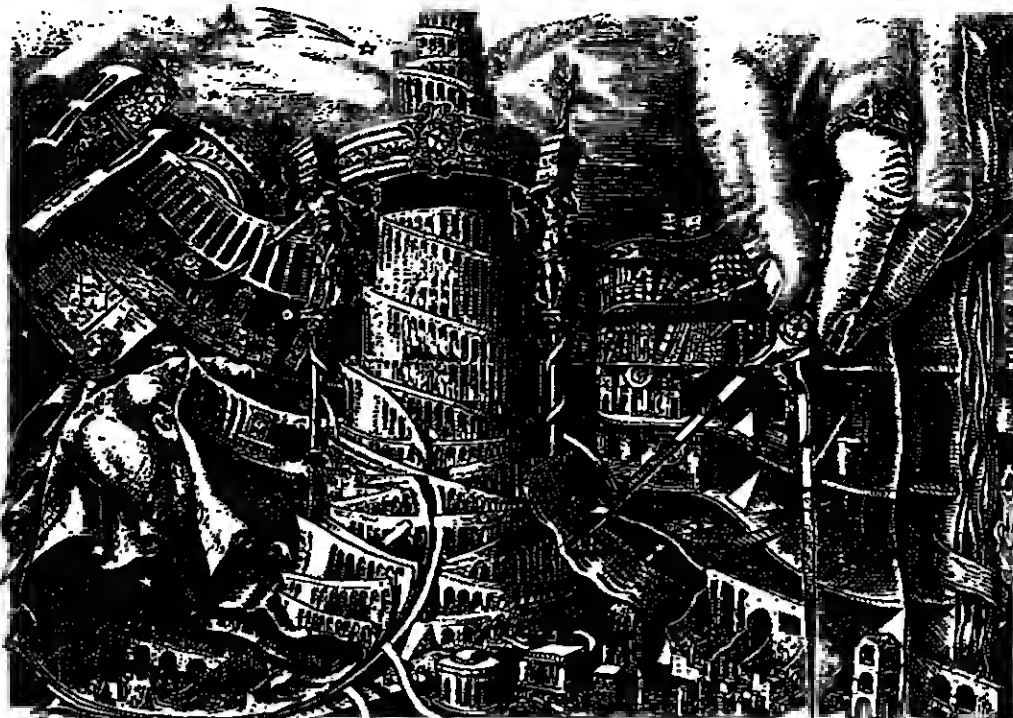
# DES LIVRES

## Toutes les voix de Borges

Son univers littéraire est « une forêt de variantes multiples ». La parution du premier tome de ses « Œuvres complètes » dans la « Bibliothèque de la Pléiade » en offre une saisissante illustration

ŒUVRES COMPLÈTES  
DE JORGE LUIS BORGES  
tome I

Préface de l'auteur.  
Édition établie, présentée  
et annotée  
par Jean Pierre Bernès.  
Traductions de Paul Bénichou,  
Sylvia Bénichou-Roubaud,  
Jean Pierre Bernès,  
Roger Caillols,  
René L. F. Durand,  
Laure Guille, Nestor Ibarra,  
Françoise Rosset,  
Claire Staub, Paul Verdevoye.  
Gallimard, « Bibliothèque  
de la Pléiade », 1 752 p.,  
395 F jusqu'au 31 juillet,  
445 F ensuite.



Lorsque, en 1982, on annonça à Borges que son œuvre complète serait publiée dans « la Pléiade », il dit, sur le ton interrogatif dont la politesse et souvent la malice nuancent ses affirmations ou dissimulent son sentiment : « C'est mieux que le prix Nobel, non ? » — distinction à propos de laquelle, si quelqu'un l'interrogeait sur l'obtention de l'illustre jury à ne pas la lui décerner, il se limitait à répondre : « Il s'agit d'une ancienne tradition scandaleuse ».

Mais, disons-le sans plus tarder : si la joie de l'écrivain fut grande en apprenant la nouvelle, et accrue par la perspective de côtoyer son cher Boileau sous le cuir et les dorures, elle serait sans borne, aujourd'hui, devant ce premier volume, d'une richesse exceptionnelle, où, comme observe très justement son maître d'œuvre, Jean Pierre Bernès, le lecteur « entend toutes les voix de Borges (...) réunies à côté du texte écrit canonique ».

Certes, on trouvera, ici, selon l'ordre chronologique, la production de l'écrivain (jusqu'à 1952). Ses premiers livres de poèmes : *Fervor de Buenos Aires*, *Lune d'en face*, *Cuaderno San Martín*, ainsi qu'*Evaristo Carriego*, *Discusión*, *Histoire universelle de l'infamie*,

*Histoire de l'éternité*, et ces trois ouvrages majeurs que sont dans son œuvre et la littérature du siècle *Ficciones*, *L'Alph et Autres inquisitions*.

Mais l'extraordinaire de cette édition tient, d'une part, et tout d'abord, à ses quatre cent cinquante pages d'ajouts ; et, d'autre part, à un appareil critique si rempli de détails concrets, d'annotations, de références à la fois savantes et drôles, qu'il ne serait pas exagéré d'affirmer que Jean-Pierre Bernès est à Borges ce que Boswell fut à Samuel Johnson.

On sait que l'Édipe de Buenos Aires fit disparaître pour de bon son premier livre d'essais, et qu'il a interdit la réédition des trois suivants — parmi lesquels *Inquisition*, salué, en 1923, par Valéry Larbaud, — de même que celle de ses poèmes intitulés *Rythmes rouges*, où le poète chante « les clameurs des tours du Kremlin » et « les baïonnettes qui portent sur leur

pointe les mains ». Mais plusieurs des textes qui composaient ces recueils, publiés auparavant dans des revues, ont été collationnés et inclus dans ce volume, avec l'approbation de Borges lui-même — lequel disait n'avoir accepté l'édition de ses œuvres complètes en espagnol que pour saisir l'occasion de mitiger les excès baroques, liner les asperités, biffer les sensibleries et les imprécisions... en fait, pour supprimer encore des fragments que son esprit critique s'appropriait plus.

Aussi avoions-nous droit à une cinquantaine de courts essais donnés à des revues ou à des suppléments littéraires, analogues à ceux qui composent *Enquêtes*, ouvrage qui recueille désormais son titre d'origine : *Autres inquisitions*. A quoi s'ajoutent, outre une trentaine de critiques de films — Borges aimait les westerns, les premiers films de Sternberg, préférait Max West à Marlene, et détesta avec

minutie *Citizen Kane* —, deux cent cinquante pages de chroniques consacrées à la littérature étrangère, rédigées, entre 1936 et 1939, pour une revue féminine, *El Hogar*, où des publicités pour des produits de beauté, fortifiants ou liquens importés, servaient de faire-valoir à sa page. Où Isaac Babel, Croc, Kafka, Evelyn Waugh, Hermann Broch, Faulkner, Graham Greene, voisinaient avec Ellery Queen, T. S. Eliot, Simenon, Somerset Maugham, Virginia Woolf, E. C. Cummings, Edna Ferber — ou, enfin, un improbable Allemand du XVIII<sup>e</sup> siècle qui se posait la question de savoir si Adam aurait été le meilleur politicien de son époque, le meilleur historien, topographe, géographe... Et Borges, rappelant que l'histoire universelle était celle de l'unique habitant de l'Univers et que le passé ne comptait que sept jours, de s'exclamer : « Comme il lui eût été facile d'être archéologue ».

### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bort

#### Trompeurs et trompettes

Les « professeurs » du duc Gaston de Lévis, né en 1764, s'appelaient La Rochefoucauld, Ratz, La Bruyère ou Saint-Simon. Ses *Souvenirs-portraits*, qu'on réédite aujourd'hui, en gardent la trace.

Page 26

#### LE MAI DU LIVRE D'ART

#### Préférer la qualité

Les brèves festivités du traditionnel « Mai du livre d'art » ne peuvent le masquer : marché de la peinture en chute et récession économique aidant, le métier d'éditeur d'art, pénible d'ordinaire, frôle, aujourd'hui, le suicide. Les éditeurs spécialisés qui ont choisi la voie de la qualité et de la sélection résistent mieux.

Pages 30 et 31

#### LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

#### Chanson de geste à neuf voix

Neuf voix — neuf hommes embarqués sur le *Lillias Eden* pour pêcher le tortue, — et un narrateur, dieu distant et navré. Avec *Far Tortuga*, Peter Matthiessen ne veut pas écrire un roman moderne, mais, au contraire, un roman d'avant le roman, quand celui-ci ne se séparait pas encore de la poésie, ni du théâtre.

Page 36

Voici une nouvelle écrite par Borges quelques années avant sa mort, pour le quotidien *la Nación*. Elle sera publiée dans le tome II de ses *Œuvres complètes*, en « Pléiade », à paraître en 1995.

A l'horloge de la petite gare je vis qu'il était onze heures du soir passées. Je me dirigeai vers l'hôtel. Comme en d'autres occasions, j'éprouvai cette révolte et ce soulèvement que provoquent en nous les lieux que nous connaissons bien. Le grand portail était ouvert et l'édifice, dans l'obscurité, j'en entrai dans le vestibule dont les miroirs blêmes répétaient les plantes du salon. Curieusement, le propriétaire ne me reconnut pas et il me présenta le registre. Je pris le plumé qui était accroché au pupitre, je le trempai dans l'encrier de bronze et au moment où je m'inclinai sur le livre ouvert se produisit la première des nombreuses surprises qu'allet m'accorder cette nuit. Mon nom, Jorge Luis Borges, était déjà écrit, et l'encre, encore fraîche.

Le propriétaire de l'hôtel me dit : « Je croyais que vous étiez déjà mort. »

Puis il m'observa attentivement et il se reprit :

« Pardon, monsieur. C'est que l'autre vous ressemble tellement, mais vous, vous êtes plus jeune. »

Je lui demandai : « Quelle chambre n°-1 ? »

— Il a demandé la chambre 19 —  
— Telle fut la réponse.

— C'est bien ce que je craignais.

Je posai le plumé et je montai l'escalier en courant. La chambre 19 se trouvait au deuxième étage et elle donnait sur une œuvre cour en démolition où il y avait une balustrade et — je m'en souviens — un banc public. C'était la chambre la plus haute de l'hôtel.

dai : « Alors, tout ceci est un rêve ? »

— C'est mon dernier rêve, j'en suis sûr.

De sa main il me montra un flicon vide sur le rebord de la table de nuit.

« Tu devras beaucoup rêver tantôt, avant de parvenir à cette nuit. Quel jour est-il pour toi ? »

— Je ne sais pas très bien, lui

Stevenson était un esdieu et non un trait de pédanterie. J'étais lui et je comprenais. Les moments les plus dramatiques ne sauraient suffire pour que l'on soit Shakespeare ou pour que l'on tombe sur des phrases mémorables. Je lui dis, pour le distraire :

« Je savais que cela allait t'arriver. Ici même, il y a des années, dans une des chambres d'en face, nous avons ébauché le brouillon de ce suicide. »

— Oui, me répondit-il lentement, comme s'il rassemblait ses souvenirs. Mais je ne vais pas la relation. Dans ce brouillon, j'avais pris un billet aller pour Adrogué, et, parvenu à l'hôtel *Los Delicias*, j'étais monté à la chambre 19, la plus éloignée de toutes. C'est là que je m'étais suicidé.

— C'est pour cette raison que je suis ici, lui dis-je.

— Ici ? Mais nous sommes toujours ici. C'est d'ici que je rêve de toi, dans cette maison de la rue Malpu. C'est ici que je m'étais, dans cette chambre qui fut celle de Mère.

— Qui fut celle de Mère, répétais-je sans vouloir comprendre. Moi, je te vois en rêve dans cette chambre 19, tout en haut.

— Qui rêve qui ? Je sais que tu es dans mon rêve mais je ne sais si je suis à mon tour dans le tien. Il y a tant d'années que l'hôtel d'Adrogué a été démolit, vingt ans, peut-être trente. Qui sait ?

Jorge Luis Borges  
Lire la suite page 34

25 août 1983

Une nouvelle inédite en français de l'écrivain argentin

J'ouvris la porte qui cédait sans peine. On n'avait pas éteint le lustre. Sous la lumière implacable je me reconnus. J'étais là, de dos, dans le lit étroit en fer, plus vieux, exténué et très pâle, les yeux perdus dans les hautes moulures de plâtre. La voix me parvint. Ce n'était précisément pas la mienne, c'était celle que j'entends toujours dans mes enregistrements, une voix ingrate et sans la moindre nuance.

« Comme c'est étrange — disait cette voix — nous sommes deux et nous ne faisons qu'un. Mais, en vérité, rien n'est étrange dans les rêves. » Avec effroi je deman-

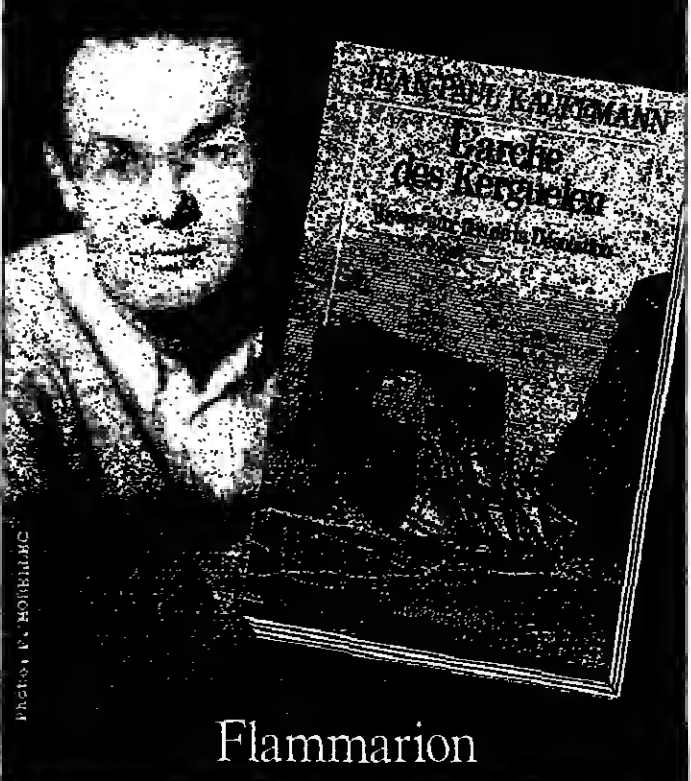
répondis-je, ébahi ; je sais seulement que j'ai eu soixante et un ans hier.

— Lorsque ton insomnie surviendra à cette nuit, tu auras eu, hier, quatre-vingt-quatre ans. Nous sommes aujourd'hui le 25 août 1983.

— Je devrai donc attendre tant d'années, murmurai-je.

— Il ne me reste plus rien à moi, à présent, dit-il avec brusquerie. Je peux mourir n'importe quand, je peux me perdre dans ce que je ne connais pas et je continue à rêver à mon double, ce thème lassant que m'ont donné les miroirs et Stevenson. Je sentis que l'évocation de

JEAN-PAUL KAUFFMANN.  
PRIX DES  
MAISONS DE LA PRESSE.  
DOCUMENT





SOUVENIRS-PORTRAITS

de Gaston de Lévis, suivis de Lettres intimes de Monsieur, comte de Provence, au duc de Lévis. Introduction et notes de Jacques Dupâquier. Mercure de France. coll. « Le temps retrouvé », 436 p., 159 F.

Il y a les êtres de passage et les hommes de transition. Il ne faut pas les confondre. Les premiers sont des météores. Ils font juste un tour sur la planète, le temps de l'entrevoir, de la juger et de repartir. Ce sont d'étranges visiteurs qui précèdent et favorisent les ruptures... Les autres s'efforcent, au contraire, de calmer les tumultes qui accompagnent les déménagements de l'Histoire. Ils ont le diplomatie nécessaire pour changer de siècle. Ils s'entremettent entre les régimes. Ils assurent la continuité entre les époques. Mais ils prennent soin d'emporter toujours « des provisions » pour la route, comme le dieu le duc de Lévis. Celui-ci se rangeait, naturellement, parmi les hommes de transition. Né le 7 mars 1784 à Paris, il avait dix ans de moins que Talleyrand, le champion de la catégorie. Venu pour le cinquième acte ou le dernier quart d'heure des Lumières, Gaston de Lévis était de la même génération que M<sup>me</sup> de Staël (1766), Benjamin Constant (1767), Saint-Just (1767), Chateaubriand (1768) et Napoléon (1769). L'époque n'était pas plus « regardante » que ses devanciers. Elle produisait des grands esprits toutes les semaines. C'était une vieille habitude que l'on avait prise depuis Montaigne et Descartes.

Ancien cadet de Gascogne, le père de Gaston avait fait une carrière de capitaine d'infante-

rie. Il était allé guerroyer, en Nouvelle-France, contre les Anglais, mais il n'avait pas « sauvé Québec ». La jeune Lévis entre dans une école d'artillerie, comme Laclos, et devient capitaine lui aussi. Il fut au service de Moniteur, le comte de Provence et le futur Louis XVIII. A vingt ans, il épousa Pauline, qui était belle et riche à la fois, et qui séduisait Chateaubriand par sa « exotisme ». « Le souvenir de M<sup>me</sup> de Lévis, écrit le vicomte, est pour moi celui d'une silencieuse soirée d'automne. »

Elu député en 1789, Gaston participa aux Etats généraux, puis à l'Assemblée nationale. Il avait des idées libérales qui le rapprochèrent de Mirabeau. Le duc redoutait d'avoir à choisir entre la dictature révolutionnaire et le despotisme des princes, mais, en juillet 1791, il écrivit à sa femme qu'il combattait dans « l'armée patriotique », pour « voir si le sabre des uhlans [était] bien affilé ». L'année d'après, il émigre tout de même en Belgique. Se trouvant à la bataille de Valmy, le 20 septembre 1792, il ne comprit pas qui était le vainqueur et qui était le vaincu. Les jours suivants, il crut que l'on jouait les prolongations, mais il attendit vainement la reprise des hostilités. Gaston à Valmy comme Fabrice à Waterloo...

Durant l'été 1795, il était avec les régiments d'émigrés qui débarquèrent à Quiberon. L'événement tourne au désastre.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Trompeurs et trompettes



BERNARD CLÉVE

Blessé au talon, Lévis réussit à s'échapper et retourna en France. Après quoi, il fut contraint de vivre en pentoufle. Il se consacra à l'étude et fit du tourisme en Angleterre. Il visita Bristol, Liverpool, Manchester, Portsmouth, Plymouth et parcourut « plus de 1200 lieues », ce qui fait environ 5 000 kilomètres. De retour en France, Gaston resta à l'écart du nouveau régime, observant de loin les « performances » du Consulat et de l'Empire. Pendant ces années, il ne trouva

rien de mieux que la littérature pour occuper agréablement son existence. Il revint sur la scène politique, avec la Restauration, mais il garda ses opinions libérales. Il mourut quelques mois avant les Journées révolutionnaires de juillet 1830.

Qui le connaît encore, en 1993 ? Pourtant, il a laissé des *Maximes* de la meilleure tenue, et les excellents *Souvenirs-Portraits* qui viennent d'être réédités. Ses « professeurs » étaient La Rochefoucauld,

Retz, La Bruyère, Saint-Simon et le prince de Ligne, qu'il considérait comme « l'un des plus aimables grands écrivains de l'Europe ». Avec de tels modèles, la plupart des maximes de Lévis sont joliment tournées. Que pensait-il du mal et du bien ? « L'homme, écrivait-il, s'ennuie du bien et s'y soumet, crainte du mal. » Et, parlant de la crainte, il affirmait : « Elle gouverne le monde, et l'espérance le console. » Pour le duc, la sagesse, c'était de « savoir jusqu'à quel point il fallait chercher à vaincre la fortune avant que de se résigner à son sort ». Si l'on cédait « trop tôt », c'était de la « lâcheté ». Et « trop tard », c'était de la « folie ». Gaston défendait, à sa manière, la réputation des femmes frivoles : « On dit beaucoup que les femmes sont volages en amour, mais on ne dit pas, assez combien elles ont de constance en amitié. » Néanmoins, il n'avait pas une très bonne opinion de l'espèce humaine. « Quelque idée que l'on ait de la crédulité du peuple et de la bassesse des courtisans, on est toujours au-dessous de la vérité », assurait-il dans ses moments de mélancolie. Il a été l'inventeur de « Noblesse oblige » et de « Gouverner, c'est choisir ». Était-il le précurseur lointain de Pierre Mendès France ?

Dans ses *Souvenirs-Portraits*, Lévis évoque certains des personnages qui marqueront ses années de jeunesse. Il

y a, notamment, le comte de Meurpes, le maréchal de Richelieu, Benjamin Franklin, M<sup>me</sup> du Deffand, Bougainville, Necker, Melembert, le cardinal de Rohan, Mirabeau, Barnave et l'étonnant abbé de Balivière. Gaston ne verse pas dans la complaisance. Il ne se prive pas de critiquer, en particulier, les hommes de pouvoir et de gouvernement. Il estimait qu'une fois « entré dans le monde », on avait le droit de protester ou de se plaindre, comme les spectateurs qui ont payé leur place de théâtre. Cependant, il a attendu que les gens soient morts avant de les dépeindre. Il jugeait que c'était la moindre des politesses à leur égard. Et la moindre des discrétions à l'égard des affaires de l'Etat.

LÉVIS ne fit qu'apercevoir M<sup>me</sup> du Deffand, car elle mourut en 1780. Mais il garda un souvenir très vif de la vieille marquise. « Elle n'aimait pas l'exagération, écrit-il. (...) Un jour, excédée des éloges excessifs que M. de... faisait d'un homme très médiocre, en ajoutant (...) que tout le monde pensait comme lui, elle répondit : « Je fais, Monsieur, assez peu de cas du monde depuis que je me suis aperçue qu'on pouvait le diviser en trois parts : les trompeurs, les trompés et les trompettes. » M. de... était évidemment dans cette dernière classe, et je ne la rencontre qu'à sans penser à cette saillie. » Quant à l'abbé de Balivière, il avait le passion de la chasse et du jeu. Mais cela ne l'empêchait pas de « remplir ses devoirs ». Après avoir joué toute la nuit, il ne s'endormait pas « sans dire son bréviaire ». Belle façon d'accommoder les exigences du ciel avec les plaisirs de la planète.

UNE AUTRE MER

(Un autre monde) de Claudio Magris. Traduit de l'italien par Jean et Marie-Noëlle Pastureau. L'Arpentier / Gallimard, 140 p., 90 F.

« ENRICO est parti le 28 novembre 1909, en s'embarquant à Trieste pour l'Argentine, sans prévenir personne et en disant à sa mère qu'il avait besoin d'un peu d'argent pour un voyage en Grèce qui devait couronner ses études de philologie classique faites à Innsbruck et à Graz. » Un homme, un intellectuel, s'enfuit au bout du monde. Sans raison. Sans explication. Désireux seulement de ne pas éveiller sa vie dans la crainte de la perdre, de ne pas avoir de regrets, prêt à tous les renoncements, cohérent avec la phrase allemande qu'il avait recopiée à seize ans dans un cahier : « La liberté est dans le rien. Die Freiheit ist im Nichts. »

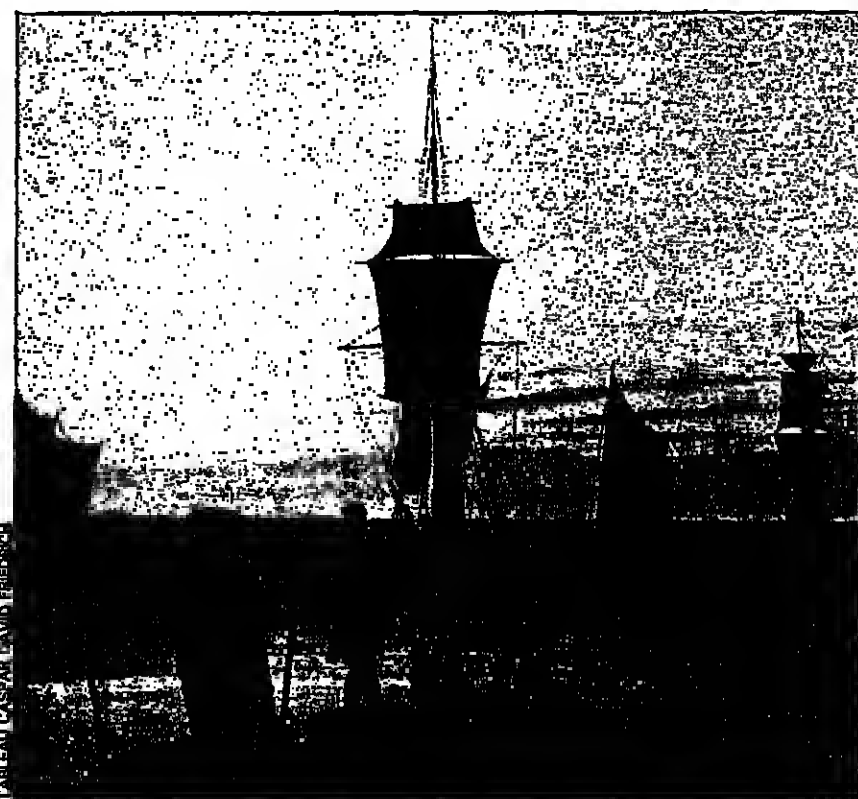
Qu'est-il allé faire en Patagonie, dans un voyage qui est comme une fuite, cet intellectuel de Gorizia ? Peut-être l'attente d'une vie nouvelle ? Il a vingt-trois ans, a échappé au service militaire parce qu'il refuse la société à peu près autant qu'il refuse qu'on lui tonde la tête, qu'on lui impose un uniforme qui lui serre le cou ou des bottes qui l'emprisonnent. Alors qu'il n'aime que marcher pieds nus sur les plages de l'Istrie. Quand il revient, en 1922, l'Empire des Habsbourg s'est écroulé, le Grand Guerre a bouleversé le monde, sa mère est morte depuis cinq ans, ses camarades sont tombés au front, sa ville natale, disputée par l'Italie et l'Autriche, va être partagée entre l'Italie et la Yougoslavie après la guerre suivante, le K. et K. Staatsgymnasium de Gorizia s'appelle maintenant lycée Victor-Emmanuel-III. Enrico est indigné par les violences et les exactions des fascistes à l'égard des Slaves. Comme il le sera plus tard par l'attitude des stalinistes face aux titistes. Mais, pour lui, « les Slaves sont une muraille impénétrable. Son slovène, qui lui suffisait pour jouer à Rubbia ou à Gorizia avec des camarades après l'école, ne suffit pas pour les rencontrer, c'est comme une langue morte. »

SURTOUT, il ne se pardonnera jamais de ne pas être mort à la place de son condisciple, le génial Carlo Michelstaedter, l'être qu'il a le plus aimé, admiré, qui s'est tiré une balle de revolver dans la tête à Gorizia, le 17 octobre 1910, à vingt-trois ans, après avoir achevé sa thèse de philosophie, la *Persuasion* et la *Rétorique* (1), livrant à la fois son diagnostic sur la maladie qui rongerait sa propre vie. Echappant à la dépendance envers tout besoin, à la souffrance, à l'attente de quelque chose à venir ; prêt à détruire sa vie pour qu'elle passe le plus vite possible. « Est-ce qu'il n'aurait pas mieux valu rester simplement ensemble, à discuter dans la mansarde, au besoin sans écrire, sans même que Carlo écrive ? », se demande le revenant.

Incrovablement doué pour les langues, il était comme Carlo, un homme qui parle et écrit en grec et en latin aussi bien qu'en allemand, parle un peu le slovène, le dialecte des voisins. L'espagnol, il l'aura pratiqué pendant les quatorze années de son séjour patagonien, face à l'Atlantique. Avec l'italien, qu'il manie

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



« La seule chose dont je sois sûr, c'est que je ne veux pas quitter la mer... »

Claudio Magris zen

plus ou moins correctement, il entretient un rapport difficile : pour lui, ce n'est pas « une langue pour dire les choses, pour les fixer et rester ensuite stupéfié par leur lumière ou par leur vide, mais bien plutôt la langue de la temporisation et des accommodements avec l'insoutenable, idéale pour divaguer et embrouiller un peu le destin à force de bavardages. »

Il est curieux de voir comment le Triestin Claudio Magris, qui

s'est fait connaître comme spécialiste de la Mitteleuropa avec *Danube* (L'Arpentier, Prix du meilleur livre étranger 1985), avec *Trieste, une identité de frontière* (Seuil, 1991) ainsi qu'avec sa thèse sur le *Mythe de l'Empire dans la littérature européenne* (L'Arpentier, 1991), comment ce chercheur d'une insatiable curiosité se projette dans ce court roman d'une grande densité à l'intérieur d'un personnage qui, en apparence, ne lui ressemble pas. Un homme qui n'a pas voulu s'encombrer d'un amour ni d'une famille, repoussant avec dégoût l'idée même de la procréation. Un homme qui n'a pas voulu faire une œuvre et qui, prônant le détachement de soi, préfère mener une carrière sans gloire de professeur de philo au lycée de Gorizia, avant de se retirer tout au bout de la péninsule de l'Istrie, à Salvore, dans la mansarde même où l'adolescent et ses amis de jeunesse lisaient Tolstoï et Ibsen en croyant qu'on pouvait trouver sa place dans le monde. N'avait-il pas, dans sa quête d'éternité, écrit une lettre à l'auteur de *Résurrection* pour entrer dans une communauté, devenir tolstolien. Il n'avait pas envoyé la lettre. « Rien que cette idée de rester ensemble, entassés et prêts à fourrer chacun son nez dans les affaires des autres, déjà, c'est stupide. Heureusement il s'en est aperçu à temps et il était en Patagonie au lieu d'être à la maison-Pollina. » La socialisme lui faisait horreur et il lui restait la jouissance profonde, sensuelle, de contempler la mer et d'y nager délicieusement.

DANS cette méditation sur l'aspiration inaccomplie à une harmonie absolue d'un intellectuel nourri de philosophie antique mais qui refuse de jouer un rôle face au malaise de la civilisation, l'auteur n'oublie pas qu'il est historien. Il fait semblant d'avoir besoin de dates précises, de lieux précis comme pour mieux cadrer, encadrer, cette peinture impitoyable de l'existence d'Enrico Moretto (1<sup>er</sup> juin 1886-5 décembre 1959). En réalité, il ne critique ni ne condamne cette défection d'un enfant du siècle, mais on le voit constamment prêt à choisir le parti de cet Enrico qui, comme lui, n'aime rien tant que marcher pieds nus sur la plage et nager dans la mer. Et qui a refusé de laisser une œuvre. Et qu'on croit mort depuis longtemps. Existe-t-elle, l'« autre mer », cet état limite de perfection absolue que Michelstaedter nommait le « persuasion » ?

Avant d'écrire ce roman, qui n'est rien d'un document, Magris a parcouru cette Istrie qu'il connaît si bien. A Salvore, entre Slovènes italiens et Croates, il s'est fait ouvrir le môle où Enrico a vécu ses derniers moments : une pièce vide avec une dalle couverte de poussière et, dedans, un volume de Platon dans une très vieille édition. Et rien d'autre.

(1) *La Persuasion et la Rétorique*, de Carlo Michelstaedter, présenté par Sergio Camparillo, a paru en 1989 aux Éditions de l'Éclat.

\* *Vient de paraître : Stadelmann. Premier texte pour le théâtre de Claudio Magris, il met en scène, en 1849, pour le centenaire de la naissance de Goethe, son ex-vale-tout, Stadelmann, qu'on veut tirer de l'obscurité d'Éléa, où il achève sa vie, pour participer aux célébrations. Il refusait en gardant pourtant la nostalgie d'une vie où il a été contraint de s'être que l'ombre de son maître. (Traduit de l'italien par Jean et Marie-Noëlle Pastureau, Scandellum, 120 p., 65 F.)*



# Le terrifiant « caprice » d'écrire

Jacques Borel face à l'énigme de l'écrivain qui « ne s'absout pas d'écrire et, à la fois... ne se pardonne pas quand il n'a pas écrit »

LE DÉFERLEMENT

de Jacques Borel.  
Gallimard, 282 p., 110 F.

UN VOYAGE ORDINAIRE

de Jacques Borel.  
Le temps qu'il fait, 210 p., 110 F.

La tentation de l'écrivain – son péché original – est de vouloir donner des raisons à sa folie : « Si tu continues à écrire, c'est que tu continues à en attendre quelque chose. Seulement, tu ne sais pas ce que c'est. » En deux livres complémentaires, Jacques Borel succombe au vertige bienheureux de décrire une obsession au moment même où elle exerce sa tyrannie. Le narrateur d'*Un voyage ordinaire* a l'ambition phénoménale d'enregistrer – quelques heures d'un trajet en train – les perceptions et reminiscences qui participent à l'élaboration de la fiction. Le romancier (ou le poète qui jette un sort à chaque mot) s'empare du réel et le métamorphose. Mais sa mémoire triche, donnant un goût d'éternité à la répétition d'événements apparemment similaires. Jacques Borel ne veut pas être drape des traquenards de l'imaginaire, d'où son impudique « platement... ressassement... logorrhée » vers l'inutile beauté d'un acte inéluctable : « L'écriture, comme une décalcomanie, sur la page, qui la colle ».

Jacques Borel publie deux



Jacques Borel : un vertige bienheureux.

livres qui sont l'aveu d'un pari perdu. Une fiction et un journal intime, des jumeaux récalcitrants qui se répondent et se contrarient mais qui, tous deux, se retrouvent pour l'ultime face-à-face : Orphée doit vieillir et accepter que l'écriture ne soit plus qu'une fatalité.

Dans *Un voyage ordinaire*, Jacques Borel dévoile l'envers du terrifiant « caprice » d'écrire. Dans son récit le *Déferlement*, il démasque avec cruauté les simulacres et les sinagres de l'écri-

vain victime de son personnage. C'est un faux dialogue où l'interlocuteur n'est que la doublure muette d'un narrateur masochiste qui, par le truchement d'un monologue exorcisé, accente sa propre caricature. Joseph Saverne est un professeur de philosophie proche de la retraite, poète méconnu, juif dont la mémoire est sans cesse mortifiée par l'évacuation des camps de concentration, marxiste fidèle, communiste déçu. Pitoyable et impitoyable, chaque lundi Saverne attend B.

Borel jeune, son rival, – un jeune collègue qui focalise, bien mieux que l'épouse et la fille, son délire de persécution.

Saverne ne veut pas être dupe de la compassion, mais il quémande encore l'estime et l'affection. C'est un vieillard que l'on voudrait détester parce qu'il incarne notre futur. Il nous renvoie, lucide et gauguennard, à notre propre « déferlement », quand nous précipitons les mots pour éviter de nous voir dans le regard des autres et voyons notre solitude dans l'avalanche des souvenirs.

Mais, plus désespérément, la logorrhée de Saverne étouffe les abominations de l'histoire dont il fut le témoin pusillanime, comme il est le témoin de sa mort en marche, englouti dans une peur incommunicable et étanche à la fiction, sinon à la poésie. Saverne, guetteur fatigué, monstre tapi derrière les mots, doit affronter l'ultime épreuve : mourir sans avoir élucidé l'énigme de l'écrivain qui « ne s'absout pas d'écrire et, à la fois... ne se pardonne pas quand il n'a pas écrit... [comme] s'il avait toujours quel que chose à racheter à s'il ne pouvait être de toute façon, écrivain ou pas écrivain, que coupable. Coupable d'avoir écrit le mot espoir sans avoir eu le temps d'en vérifier l'authenticité ».

Hugo Marsan

## AU FIL DES LECTURES

par Pierre-Robert Leclercq

### Jubilation acadienne

A quatre-vingt-dix ans, Mère Jeanne se donne une décennie pour écrire sa vie. Une façon de « mettre la cap sur l'an 2000 » en retrouvant les jours qui ne reviendront « ni l'an prochain, ni l'autre » – et rien de désespérant dans ce constat. Comme elle, le siècle arrive à sa fin, et elle en restitue « la vision [qu'elle en a] du carré de [sa] fenêtre de couvent ». D'un tel lieu, on peut craindre que l'angle de vue soit bien étroit. Tant d'événements se sont passés depuis l'entrée en religion d'une jeune institutrice jusqu'à ce janvier où elle commence son récit tandis que le monde apprend le nom d'un nouveau conflit, la guerre du Golfe. Mais Sœur Jeanne ne se limite pas à la « chronique interne d'un couvent ». Si, avec un humour vraiment rare, elle décrit les petites choses de la vie conventuelle, ses plaisirs et ses travers, si elle brosse de ses compagnes des portraits attendrissants ou marqués de légers coups de griffe, elle sait aussi traduire les secrets d'une âme qui, pour s'être consacrée à Dieu, ne s'est pas fermée au monde. Guerres, évolution des mœurs, bouleversements dans l'Eglise, première pas de l'homme sur la Lune, mai 1968, crises économiques avec leurs méfaits... Rien ne lui est étranger. Page après page, elle fait « grincer sur le papier les sentiments, les émotions, les espoirs et les déceptions de ceux qui vivent le monde à distance ». Et pour qui rien dans la vie « n'est minuscule ».

L'Acadie, son histoire, ses légendes et son amour de la langue ont ici la place qu'Antonine Maillet leur a donnée dans notre littérature, et on ne s'en lève pas. Mais jamais elle n'a créé un personnage de cette ampleur. Jeanne de Valois est née d'un tel souffle d'écrivain, elle a une telle présence que le bonheur de l'auteur à la faire vivre transparaît et devient celui du lecteur. Il partage l'amour de la vie, les humeurs, les joies spirituelles, bref la jubilation de la très vivante, piéuse et caustique Sœur Jeanne, qui a la rostaigle des « 100 000 mots de Rabelais ». L'ignorer, ce serait manquer une belle figure romanesque. Et un peu plus.

► Les Confessions de Jeanne de Valois, d'Antonine Maillet, Grasset, 345 p., 118 F.

### Le passage de l'exilé

« Chez lui, dans le village, au bord de la mer, sa place est réservée, sa mère le lui a dit, à côté d'elle et de l'aïeule, dans le cimetière mané à l'ombre du marabout. » Mais c'est en France que l'homme attend la mort, sur l'autre rive, celle de l'exil. Sur une terre où ne sont pas le père, l'enfant, les trois sœurs qui, pas plus que l'homme, ne portent un nom dans cette fabuleuse histoire de la vie, sans doute, valable pour tous les exilés.

On a beaucoup écrit sur ceux qui ont traversé la Méditerranée voici plus de trente ans. Récemment a été dit que Leila Sebbar évoque dans un roman dont le leitmotiv – « qui me dira les mots de ma mère » – résume tout le drame. Car il y a deux exils. Il y a les rives de sable et de roc et il y a les rives du Styx, avec, pour le passage, la compagnie des trois sœurs qui pouvaient avoir pour noms Clotho, Lachésis et Atropos. Mais ces Parques du sol natal, de « là-bas », n'ont pas franchi le mer, et, sans elles, ne peuvent être les rites, les signes sacramentels qui sont la mémoire des ancêtres et même temps que l'aide pour passer de la rive de la vie à celle de la mort. L'homme agonise sur une « rive étrangère » : trouvera-t-il une voix pour parler la langue de sa terre afin que l'éternité ne soit pas silencieuse ?

Exil des vivants et des morts, agonie, solitude. On attend de ce récit une certaine morbidité, de l'émertume ou de l'acablement. Or c'est le vie qui est présente à chaque page de ce roman inattendu par son sujet, émouvant et fort par sa qualité d'écriture. La vie du pays perdu, avec ses couleurs et ses légendes, celles du pays de l'exil et du café où l'on joue aux dominos.

► Le Silence des rives, de Leila Sebbar, Stock, 150 p., 58 F.

### Des mots pour Eros

Alain Absire : « ... ve au-delà de la suggestion. » Régine Deforgues : « ... celle qui fait bander le lecteur. » Patrice Delbourg : « ... s'égarer de gloser autour. » Philippe Sollers : « Une charlatanerie comme une autre. » Jacques Almiré : « ... se situe pour moi du côté de la déraison. » Avec sérieux ou pro domo sua, soixante écrivains ont répondu à la question : « Qu'est-ce que la littérature érotique ? » Elle semble d'actualité. Les ouvrages négatifs du second rayon se multiplient. Savoir si la littérature en profite est une sure question. Si genre il y a – ce que certains des solitaires contestent – il est exposé plus que d'autres au pire des pièges, la rade. Figures de gymnastique, multiplicité des partenaires, ajouts d'accessoires, on en revient toujours à l'état des sexes avant, après et surtout pendant. Toutefois, il est des auteurs qui ne s'efforcent pas de se simplifier des descriptions deservies par un vocabulaire restreint et en placent les moments dans un récit construit, intrigue, dialogues, rebondissements, voire un brin de psychologie.

Ces ingrédients s'observent dans le roman de Max Genève, qui ne déçoit pas l'attente, conduit là où il veut venir, mais avec une histoire. Celle d'un étudiant monté de Bergère à Paris. Voyez l'involution, il est fasciné par « une sororité de charme », initiatrice, elle lui fera connaître le milieu des producteurs de films X. Rien de très nouveau dans ce que découvre le lecteur par le truchement de l'inté, mais l'auteur a un style, mêle l'humour à ses scènes obligées, alterne son récit et celui de son personnage qui tient son Journal, et même il lui arrive de faire la juste critique des auteurs de romans érotiques.

► Qu'est-ce que la littérature érotique ? La Maison des écrivains, Zulma, 115 p., 75 F.

► La nuit sera chienne, de Max Genève, Vierge-Foile Zulma, 149 p., 85 F.

## Le passé renié

LA FEMME SANS TÊTE

de Marlène Amar.  
Gallimard, 114 p., 72 F.

La narratrice du premier roman de Marlène Amar ne reconnaît plus sa sœur. Enfant, dans leur prime jeunesse, dans la petite ville du Sud algérien d'où toute leur famille, musulmane, s'est exilée, elle détonait par l'affirmation précoce de sa sensualité et une indisciplinée rayonnante qui faisaient d'elle une « femme sans tête », comme leur père l'avait surnommée. Maintenant, à Paris, elle est méconnaissable : elle a changé la couleur de ses yeux et, à coups d'opérations de chirurgie esthétique, modifié la forme de ses seins et de ses lèvres. Mais à force de vouloir effacer son côté « charnu et expansif », elle donne l'impression d'avoir « rétréci », est devenue banale, « passe-partout ».

Pour retrouver celle qu'elle a connue, le narratrice n'essaie pas seulement de reconstruire les étapes de la métamorphose, mais tente de détecter l'origine de ce désir de transformation radicale, de localiser l'endroit du « souvenir et de l'expansion », elle donne l'impression d'avoir « rétréci », est devenue banale, « passe-partout ».

Le roman devient une méditation très juste sur la nature même de l'exil quand la narratrice raconte les renoncements successifs de la famille qui, à force de silence, d'abnégation sociale, d'attention mise à ne pas provoquer et à ne pas paraître suspecte, est parvenue à se fondre dans la masse. S'intégrer, c'est aussi renier son ancienne façon de regarder, de toucher, d'appréhender les matières. Quand, à la fin de ce beau roman – maîtrisé et sobre – la narratrice contemple sa sœur, qui travaille sagement dans une boutique d'un centre commercial de banlieue, elle finit de croire que « tout est bien ainsi » et, à des années-lumière du pays natal, ne cherche plus à évoquer le passé, aspire à son tour à l'oubli, qui est le dernier poison de l'exil.

Jean-Noël Paucrazi

## Bloom et Bloch ressuscités

L'un est né sous la plume de Joyce, l'autre sous celle de Proust  
Henri Raczymow organise leur rencontre

BLOOM ET BLOCH.

d'Henri Raczymow.  
Gallimard, 245 p., 105 F.

Ne nous épuisons pas à chercher sur la carte ou dans les dictionnaires Orget-les-Bains, la Croze, Brancles, Laubas-Haut et Laubas-Bas ; ces lieux et lieux-dits, bourgs, villages et hameaux n'ont jamais existé ailleurs que dans l'imagination d'Henri Raczymow mais, tout comme celle de Balzac, leur vérité s'impose davantage que la plus fidèle récit de voyage. C'est là, à Brancles, vers le Midi de la France (à « Midi moins le quart », pour être précis) que l'auteur du *Cygne de Proust* et de *Ninive* décide d'envoyer en vacances ses deux bonhommes aux noms fleuris, Léopold Virag (en hongrois, Virag signifie fleur), alias Poldy Bloom, alias Henry Flower Esq., et Albert Bloch, celui qui parfois se fait appeler du Rozier. Vous l'avez deviné, le premier arrive de Dublin, le second de Paris. Juifs, Bloom et Bloch étaient faits pour se rencontrer ; ils se retrouvent : en effet, grâce à Raczymow, lors d'une belle journée d'ennui et d'être sur les berges du canal Saint-Martin, après avoir déserté les pages où Joyce et Proust les gardaient si bien enfermés depuis sept décennies.

Raczymow ne se contente pas de les mettre face à face et de les expédier dans un coin perdu en « Lorraine » ; il leur propose également le projet d'un livre écrit en français, langue que Bloom l'ahna confond parfois avec le yiddish, mais qu'il parle d'une manière presque aussi parfaite que l'anglais. Signalons que ce *Jewish son of Eire* a depuis longtemps perdu la mémoire du judéo-espagnol magyarisé de ses ancêtres, sans pour autant apprendre l'irlandais. Si Bloom est mécontent de sa description dans le livre de Stephen, où il apparaît comme un juif labrique, Bloch avait aussi des comptes à régler avec Marcel Proust.

Certes, Bloch signe ses articles « du Rozier » mais dans le mensuel parisien *Chroniques juives* ; ce n'est donc pas pour camoufler son identité, plutôt pour rappeler que ses racines plongent tout près d'une certaine rue des Rosiers. Subtilité talmudique ou pudeur de dreyfusard marginalisé ? Le rôle de saub qui lui fait jouer son « petit » Marcel le remplit d'émertume. Ce grand écrivain

ravagé par la jalousie, déchiré entre l'amour qu'il portait à son œuvre et la haine de soi, n'était-il pas lui-même un peu juif ?

Voilà donc Bloom et Bloch, le grand et le petit, les Laurel et Hardy de Raczymow, quittant le canal Saint-Martin (Arletty, son Hôtel du Nord, ses péchés et ses atmosphères) oubliant leurs épouses, Molly la belle mauresque infidèle, Elise, discrète fille de Sion, pour fuir loin et écrire ensemble le livre.

### Le livre inachevé

De quoi allait-il être question dans ce futur chef-d'œuvre ? Voyons ! mais de tout, *all space in a nutshell*, un monde au sein d'une coquille de noix : le Christ et les tribus d'Israël, « l'Irlande qui s'honore d'être le seul pays qui n'aurait jamais persécuté les juifs pour la bonne raison qu'il ne les avait jamais laissés entrer » (dit Mr. Deasy, le professeur de Stephen), Adam et Eve, le Messie, Alexandre le Grand et la Muraille de Chine, la conversion des Klaxons au judaïsme et, bien sûr, les dinosaures végétariens et les dinosaures carnivores ainsi que la météorite géante qui provoqua leur disparition. Vaste projet ! Hélas, cet ouvrage, essentiel et inoubliable, ne sera jamais écrit.

Comment pourrait-il en être autrement quand les déambulations initiatiques de nos compères sur les chemins de la belle campagne française (agrémentées de télévision, de bonne cuisine, de plaisantes visites féminines, sans oublier leurs soliloques et débats articulés autour d'époustouflantes trouvailles sémantiques) empêchent tout effort créateur tant soit peu cohérent et suivi ? En revanche, il nous reste, pour notre plus grand bonheur, ce texte d'Henri Raczymow inspiré par deux personnages romanesques fabuleux qui souhaitent, en toute légitimité, devenir eux aussi écrivains afin de répondre à leurs prestigieux géniteurs.

« Si dans une journée à Dublin, il est possible de retrouver l'*Odyssée* entière », comme l'affirmait autrefois Michel Butor, pendant ces quinze jours en juillet passés en compagnie de Poldy Bloom et d'Albert Bloch en ancienne zone dite libre, nous retrouvons le Flaubert de *Bourvard et Pécuchet* fécondé par les dérapages contrôlés et les mots ludiques de Queneau. L'insolence révérencieuse de Raczymow, l'aisance

Edgar Reichmann

\* Une rencontre avec Henri Raczymow sera lieu à la Librairie Les cahiers de Collette (13, rue Rambuteau, 75003 Paris) vendredi 14 mai à partir de 18 heures.

D

eux cours fondamentaux  
enfin réunis.

EMMANUEL LEVINAS  
DIEU, LA MORT ET LE TEMPS

Collection Figures dirigée par Bernard-Henri Lévy

Grasset



## ACTUALITÉS

## SCIENCE-FICTION

## Ecrivain sans frontière

Réunis en colloque, six philosophes et écrivains s'interrogent sur les rapports entre littérature et nationalité

Kafka, Conrad, Beckett, Canetti, Nabokov... tous ces écrivains qui, habités par le sentiment de leur différence, ont écrit une œuvre, et se sont forgés un style hors de leur langue maternelle, n'ont pas fini de nous intriquer. Désir d'arracher aux origines ? Refus d'appartenance ? Leur démarche éclaire ce lien mystérieux qui rend possible ou incompatible le mariage d'une langue et d'une œuvre littéraire. Elle conduit aussi à s'interroger sur le rapport complexe qui peut exister entre production littéraire et identité nationale.

A l'heure où des événements dramatiques replacent la question des nationalités au premier plan de notre histoire, s'est tenu, vendredi 7 mai, un colloque sur le thème « Littérature et nationalité » organisé par l'université Paris-VIII (UFR sciences des textes et documents) dans une salle de l'institut catholique de Paris, qui jette sur ces questions trois éclairages complémentaires.

Si le rapport entre littérature et nationalité commence avec cette composante essentielle de la nationalité qu'est la langue, il faut revoir ses sources, aux Lumières, et s'interroger, avec Georges Beoré, sur les notions de cosmopolitisme et de langage universel. Dans cette perspective, l'auteur de *Montesquieu : la liberté et l'histoire* dresse un vaste historique des différents discours cosmopolites. A un cosmopolitisme du savoir, lié à l'idée d'une éducation du genre humain, illustrée par Condorcet, il oppose notamment un cosmopolitisme politique, l'idée d'une république universelle, pour laquelle Kant reste une référence essentielle. Mais son propos, loin de se limiter à un simple tableau historique, est traversé par cette interrogation profonde : pourquoi, alors même que le désir a été constant d'« accéder à des langages capables d'unir les messages qu'ils véhiculent à des universaux assimilables par tous », pourquoi donc « aux discours cosmopolites n'a-t-on jamais pu faire correspondre un

langage ? » Répondant à Georges Beoré, Elisabeth de Foa, qui invite en particulier à relire Leibniz et Herder, pour considérer avec eux que « les langues ne sont pas de simples instruments destinés à l'échange des idées », mais qu'elles donnent, pour qui sait les interroger, « un témoignage sur la façon d'être et de sentir des peuples ».

Si le discours cosmopolite achoppe sur l'idée de langue universelle, c'est que, sans doute, « la langue cosmopolite par excellence, c'est le calcul (...) Des mathématiques et du latin, tel devait ou pouvait être le suffisant vaticane du cosmopolitisme à la grande époque de la Renaissance, du classicisme et des Lumières », ajoute-t-elle. « Et nous-mêmes, aujourd'hui, que demandons-nous de plus à garder et à transmettre, à recevoir et à donner que l'anglais et l'ordinateur ? »

Voilà donc l'écrivain défilant, privé du rêve de langue universelle. Faut-il pour autant admettre qu'il devient prisonnier d'une langue particulière, de son histoire, des visions du monde qu'elle sous-tend, et plus largement, d'une nationalité en rapport avec tous les autres fondements de l'identité — religion, citoyenneté, désir ou refus d'appartenance à toutes sortes de communautés plus restreintes ? Deux écrivains du XX<sup>e</sup> siècle nous aident à élucider cette question.

### « L'esprit de famille »

Le premier, l'ethnologue Michel Leiris, dans un passage de son *Journal* (1), s'interroge ironiquement sur ce qui le définit comme « français ». « Ce que je peux avoir de « français », note Leiris, le 28 juillet 1940, « c'est une liste, comme il les affectionnait, où Leiris fait « l'inventaire de sa francité » : « manque de disposition pour les langues étrangères ; goût de la facilité, de la légèreté, défaut d'esprit philosophique ; paresse menant à l'inertie politique ; scepticisme de « celui à qui on ne le fait pas » (...) ; manque d'esprit de solidarité sociale (...) ; défaut de sens historique (propension à penser : « après moi le déluge ») (...) ; goût d'une certaine sécurité bourgeoise. Horreur du risque ; etc., etc. ».

Derrière cet inventaire en négatif, Francis Marmande voit une sorte « d'ethnologie première » venant « en contrepoint dérisoire du formidable élan législatif » de Vichy, et dont tout le sens consiste à « redéfinir et à limiter la nationalité française ». Témoin de la « haine littéraire et politique de la bourgeoisie nationale que Leiris perfectionne depuis son adhésion au surréalisme », cette liste montre aussi son horreur de ce qu'il appelait « l'esprit de famille », son dégoût de « tous ceux pour qui les liens du sang passent avant tout ».

A quoi Régis Debray répond avec force qu'on ne comprend l'idée de nation que lorsque, comme Zweig ou Bojardin, on en a été privé, et qu'il y a, chez l'auteur de *L'Afrique fantôme*, « quelque chose de désespérément franchouillard » qui ne lui permet pas de « se poser véritablement la question de la France ».

Haine de « l'esprit de famille »... Ce que Leiris refuse avant tout, néanmoins, c'est le glissement de l'identité singulière à l'idée de groupe. C'est-à-dire la « question nationale » telle que la définit, à propos de Proust, Julia Kristeva : « Cette région incertaine de l'expérience psychique et historique qui transforme l'identité en appartenance : « je suis » s'y réduit à « j'en suis », « être » devient « en être ». De ce point de vue, pour Julia Kristeva, « Proust est peut-être le premier écrivain français des temps modernes qui, non sans ambiguïté, mais avec une ironie ravagante, a dévoilé les ressorts sado-masochistes de l'appartenance (à une nation, à une religion, à un groupement, notamment sexuel), pour lui opposer ce qui fut pour lui la vérité de l'« être », le « temps incorporé de l'écriture ».

« En être (juif, homosexuel) ou ne pas en être ? » Proust sait qu'on n'échappe pas à cette interrogation shakespérienne. « Être est une question d'amour, c'est-à-

dire d'appartenance, d'identification... et de regret. » Or, la même « logique sado-masochiste » rattrape toujours l'écrivain : « Je lui (leur) appartiens, il (ils) m'aime (nt) : je ne lui (leur) appartiens pas, il (ils) me tue (nt). » D'où la nécessité de savoir en être et ce pas en être, « d'être Swann, de l'aimer et de s'en détacher », de se situer sans cesse « dedans et dehors, au centre du clan et à la périphérie ». Et ce sens, conclut Julia Kristeva, l'expérience littéraire, entendue comme « mise en pratique d'une singularité en mouvement », est peut-être « la seule résistance possible aux clivages et aux nationalismes ». « La littérature ne résiste pas au national : elle l'absorbe, le traverse, le met en évidence, elle l'absout. »

Et bien que Philippe Sollers ouvre, pour finir, de nouvelles voies ou rappelle le « dérapage » de Proust, à la fois de sa vie, du côté de Maurras et de Daudet, c'est une conclusion « positive » que l'on pourra dégager de ce colloque : l'idée que l'écrivain a beau écrire dans une société donnée, s'exprimer dans une langue qui s'est formée sans lui, celle-ci l'échappe pas à son pouvoir. Le travail littéraire lui permet de déjouer les appartenances ; et ce n'est que « dans un contexte international », o'éloie à tous ceux qui croient aux frontières pour cerner les mentalités et les cultures, que, comme l'écrit Kundera, « la valeur d'une œuvre (...) peut être pleinement vue et comprise ». Pour l'écrivain, point de code de la nationalité. Ni jus soli ni jus sanguinis, mais jus calami, le droit d'une plume libre, transcendant tout cela.

Florence Noiville

(1) Michel Leiris, *Journal*, 1922-1989, Gallimard, 1992 (Le Monde des Livres du 13 septembre 1992).

► Le compte rendu de ces débats, animés par Henri Godard, et auxquels ont notamment participé Jean-Yves Tadié, spécialiste de Proust, et le philosophe Bernard Stiegler, paraîtra dans quelques mois dans la revue *Pléiade*.

### LES ORPAILLEURS

de Thierry Jonquet.

Gallimard, « Série noire »,

n° 2113, 318 p., 40,50 F.

### FAUX DÉPART

de Nathalie Lévy.

A.M. Métailié, coll. « Troubles »,

150 p., 79 F.

« POLAR pour mémoire » : ce sera, pour sa sixième édition, le thème du Festival du crime de Saint-Nazaire (1). Ce n'est pas tout à fait un hasard. Ils sont nombreux, aujourd'hui, ceux et celles qui utilisent la fiction noire pour révéler le refoulé, sonder les vieilles blessures mal refermées d'une société volontiers oubliée. Nul ne s'étonnera que Didier Dueninck ait été nommé « président d'honneur » de la présente édition, lui dont le *Meurtre pour mémoire* (2) fit plus que bien des manifestes pour réintégrer, dans la mauvaise conscience nationale, la honteuse journée du 17 octobre 1961 (3). Mais sont aussi, attendus, entre autres, Jean-François Vilar, Gérard Delell, qui vient de publier *Chili car carne* (4) — dans lequel un jeune Chilien, de retour au pays après la chute de Pinochet, traque les anciens tortionnaires de ses parents —, Jean-Benoît Pouy, Christian Lehmann, Roger Martin, Et Thierry Jonquet.

Le roman que ce dernier vient de publier pourrait servir d'exemple à la manifestation nazairienne. Car c'est une ombre terrible — celle de la Shoah — qui plane sur les *Orpailleurs*.

Les apparences sont trompeuses, pourtant. Les *Orpailleurs* ont, de prime abord, toutes les allures d'une enquête policière classique, certes talentueusement menée, mais, comme toute, sans surprise.

## Voyages initiatiques

### LES ROYAUMES DU MUR

de Robert Silverberg.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)

par Patrick Berthoin,

Robert Laffont, coll. « Ailleurs

et demain », 308 p., 135 F.

### LE VOYAGE DE SIMON MORLEY

de Jack Finney.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)

par Hélène Collon.

Denoël, coll. « Présences »,

476 p., 16,5 F.

### LE MYSTÈRE DU LAC

de Robert McCammon.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)

par Stéphane Carv,

Albin Michel, 536 p., 140 F.

Le nom de Robert Silverberg est, pour l'amateur de S-F, depuis de très nombreuses années, synonyme de qualité. Mieux encore, il incarne aujourd'hui, avec une autorité qui ne se dément pas, une certaine conception classique de la science-fiction qui conjugue l'élégance et la pureté du style, la virtuosité narrative et une imagination sans faille. Il semble le représentant surdoué d'une sorte d'âge d'or dont il maîtrise toutes les vertus sans jamais les exposer à la sécheresse ou à la dégénérescence. La modernité de ses préoccupations n'empêche pas son œuvre de paraître déjà intemporelle...

Depuis quelques romans déjà, il nous entraîne, à la façon d'un ethnologue des possibles, à la découverte de mondes singuliers et des sociétés qui les peuplent, régies par des rites énigmatiques souvent liés à leurs écologies spécifiques. Les *Royaumes du mur* appartiennent sans conteste à ce courant. Sur la planète anonyme qui lui sert de décor, il est de tradition, depuis des lustres, de lancer chaque année à l'assaut du Mur — un massif montagneux gigantesque dont le sommet, presque inaccessible, ébranlerait des dieux détenteurs de sagesse et de progrès — un groupe de jeunes hommes et femmes chargés de prendre contact avec eux. Mais, de cette terrible épreuve, qu'on appelle la Périégèse, très peu reviennent, et aucun

indemne... Dans ce roman, Silverberg trace la chronique circonstanciée de l'expédition qui, sous la conduite de Poller Baneroche, le pèlerin « génétique », atteindra la falaise du Mur et découvrira la vraie nature de ces dieux déconcertants, en mettant fin ainsi à un âge de ténébrs. Comme cette longue pérégrination vers le toit du monde ne manque ni de péripéties ni de paysages variés, que ce difficile voyage initiatique recèle à plaisir menaces, mirages et fantômes, le lecteur prend à ce travel writing imaginaire un plaisir extrême... (1).

Un autre étonnant voyage, et celui auquel nous convie Jack Finney sur les traces de Simon Morley, un jeune dessinateur publicitaire, recruté par une mystérieuse agence gouvernementale pour participer à toute une série de tentatives de voyages dans le temps. Mais il n'y a pas ici de machine à la Wells ; seulement une langue préparation théorique et psychologique, une lente imprégnation et, pour base de départ, un lieu resté inchangé, ou presque, depuis l'époque dans laquelle le voyageur doit se rendre. Pour Simon, la destination est New-York, en l'an de grâce 1882, c'est-à-dire une ville très différente de la mégapole contemporaine, une ville où des fermiers cultivent encore des lopins de terre, où le statut de la Liberté n'éclaira pas encore l'entrée de la race, mais où se dessine déjà la cité future.

Si Simon Morley a accepté cette expérience de voya temporel dont il ramène des images — des dessins ou photographies — qui illustrent le livre de façon très originale, ce n'est pas seulement par goût de l'aventure. C'est aussi pour résoudre l'intrigant mystère qui entoure la mort d'un aîné de son amie Kate. A peine entamée, cette enquête dans le passé que l'évocation historique cédera le pas à une intrigue échevelée dont il sera l'un des acteurs principaux et qui aura sur son destin une influence décisive et inattendue...

Considéré, outre-Atlantique, comme le maître-livre d'un auteur à l'inspiration singulière, ce très curieux roman possède une formidable puissance de séduction, un

charme forcément anachronique mais diablement entraînant... SCORPION et l'Heure du loup avaient déjà attiré l'attention sur Robert McCammon, un écrivain d'horreur américain à la réputation grandissante. Dans leur numéro bien des années 80, les critiques de la revue américaine *Scream Factory* l'avaient fait figurer au tout premier rang sur la liste des futurs auteurs vedettes des années 90. Il ne lui a pas fallu bien longtemps pour leur donner raison, et de belle manière. Le *Mystère du lac*, en effet, obtenu, en 1992, les deux plus grandes distinctions du genre, le World Fantasy Award et le Bram Stoker Award. Et ce n'est que profonde justice ! (2).

Le *Mystère du lac* est la présente d'abord comme la chronique amusée et complexe d'une année de la vie d'un jeune garçon dans la ville eudiste de Zephyr (et ce détail a de l'importance, car rien n'est escamoté des tensions qui tiraillent les communautés noires et blanches). Seulement, Robert McCammon ne s'est pas contenté de raconter avec talent et émotion l'école, les copains et les virées au profond des bois, le monde désarçonné des adultes, la fin d'une époque et le surgissement d'une autre, les anecdotes qui ont fait date cette année-là. Il a su percer son récit des couleurs éclatantes du merveilleux, convoquant ici des monstres immémoriaux, remuant là d'obsédants fantômes, jouant ici et là de pouvoirs inexplicables, d'ailleurs concentrés sur une paronyme emblématique, sans oublier ce qui constitue sans doute l'essentiel des magies de l'enfance : le mystère. Le résultat est un roman magistral, entre nostalgie et euphorie — une façon de chef-d'œuvre, un livre événement. Comment mieux dire ?

Jacques Bandon

(1) On retrouve Silverberg au sommaire d'une anthologie, *Le fil d'Ariane* (Presses de la Cité), dans laquelle des auteurs de la trempe de Frédéric Pohl, Camille Willis, Paul Anderson, Robert Schoeller, Orion Scott Cami, etc. rendent hommage à Isaac Asimov.

(2) Robert McCammon est également l'auteur vedette, avec deux nouvelles, du tome 6 des *Territoires de l'inquiétude*, d'Alain Dorémieux, qui réunit aussi une belle nouvelle de Shirley Jackson, *Les Gens de l'été* (Denoël).

## ROMANS POLICIERS

## Tragédie noire, comédie noire

Un éditeur — sans doute trop pressé — se l'a-t-il pas refusé au prétexte qu'il s'agissait d'une « énigmatique histoire de serial killer » ? C'est, en effet, sur une succession de meurtres de femmes, toutes retrouvées une main tranchée, qu'enquête, dans le Paris d'aujourd'hui, le juge d'instruction Nadia Lintz. Jonquet, tout aux délices du *police procedural* cher à McBain, a, en effet, choisi de retrouver la réalité du terrain : c'est bien le juge qui dirige et oriente, les policiers d'étant que des auxiliaires de justice. Ce qui vaut au lecteur, outre le portrait sensible d'une jeune femme confrontée, au fil de ses dossiers, à la barrière parfois fragile qui sépare l'humain du monstrueux, quelques aperçus passionnants et, visiblement, sérieusement documentés, — sur le quotidien du Palais de justice, un endroit, dit Jonquet, qui l'a beaucoup fréquenté, « maléfique et fascinant ».

Mais ce serait une erreur de s'arrêter à ce livre-là. Car, derrière les apparences, gît une autre quête, celle de la mémoire. « Voilà longtemps que me hante l'univers concentrationnaire. Pour des raisons familiales, des souvenirs de gosse qui ne comprennent pas certains silences. Mais, dans une fiction, je ne pouvais pas l'aborder de front, sauf à pratiquer un voyeurisme malsain. Ce qui m'intéressait, c'était la trace, le souvenir et le non-dit d'aujourd'hui. » Il faudra, donc, que le juge interprète le silence douloureux des survivants, affronte la mémoire de l'indicible. L'enquête policière deviendra un voyage dans le temps, tant que dans l'espace. Elle se terminera aux portes du Birkenau des années 90, aux abords duquel continuent à vivre — parce qu'il faut bien continuer à vivre, même là où fut Auschwitz — des familles polonaises. Nadia Lintz comprendra alors, et le lecteur avec elle, qu'il y

a des enfers dont on ne revient jamais tout à fait.

NATHALIE LÉVY n'est pas prévue au programme de Saint-Nazaire. Elle est écrivain de roman noir à la dernière — le thème du festival était alors « Noir de femme » — qu'elle aurait immédiatement mérité d'y figurer. Car son *Faux Départ* est une vraie découverte. Finie la tragédie, bonjour la comédie, voire l'évident. Un certain Bertrand fait figure d'anti-héros. A vingt ans, il était de toutes les modes, de tous les mouvements. Il a découvert la route, exercé mille petits boulots. Une vie de galères, qu'il parvient, lorsqu'il a un peu bu, à présenter comme celle d'un Kerouac. Pour l'instant, il est de retour dans l'« HLM », pardon, la « cité résidentielle » — de son enfance. Ses parents sont morts dans un accident de voiture et il a hérité de l'appartement. Avec une seule hâte : vendre, pour mener enfin la vraie vie, travailler à chèques, grands hôtels décadents, costumes de lin et boissons fraîches au bord du Gange. Mais la conjoncture immobilière est tout sauf florissante et le voilà qui s'engage dans ce monde qu'il n'avait de cesse de quitter, peuplé de voisins sortis tout droit d'*Affreux, sales et méchants* : il y a la grosse Brue, mégère enjouée, qui ne sait pas ce que se taire veut dire ; l'effacée Thérèse, qui abuse des pilules euphorisantes ; Gaston, un retraité de la SNCF, aussi sournois qu'il en a l'air, et sa victime préférée, son épouse Adrienne, qui passe son temps à entrer et sortir d'une maison de repos ; les Pétillon, lui, boulangier discret et attendri devant elle, maquillage tapageur et shorts moulants ; la famille Safir, le père mort, la mère qui élève en silence les enfants, et Farouk, dit Farouk le Terrible, qui se charge de veiller sur la moralité de ses sœurs. Et

puis il y a le Vieux, dit le Chiant, ancien légionnaire qui joue trois fois par jour, à heures fixes, la sonnerie aux morts sur son balcon. Il sera le premier à mourir. Au soulagement général. Avant qu'une épidémie de meurtres, aussi soudaine qu'inexplicable, ne vienne frapper le bâtiment B, transformant le soulagement en inquiétude, puis en terreur.

Nathalie Lévy traite cette chronique de la médiocrité ordinaire avec une souriante maestria. Ce pourrait être sordide, malsain, c'est, tout du long, allégre, réjouissant, doucement cynique, gentiment foldingue. Et parfaitement résumé par cet extrait d'un dialogue entre le fic de service — puisqu'il en faut bien un — et Bertrand : « Vous savez la première chose que je fais quand j'entre chez quelqu'un ? Je file directement à la cuisine et je jette un coup d'œil sur l'éponge. Vous n'imaginez pas ce qu'on peut apprendre sur les gens par leurs éponges. C'est pratiquement une science exacte. Parce qu'on touche à l'essentiel... C'est très, très intime, la relation avec une éponge... »

— C'est quoi, l'éponge qui vous est la plus antipathique ?

— Il y a deux cas que je ne sens pas trop. Celle qui a l'air de n'avoir servi qu'une seule fois, bien sèche sur le bord de l'évier. Mais ce que je trouve le plus suspect, c'est quand il y en a plusieurs, toutes un peu sales, mais pas franchement...

Bertrand Andusseau

(1) Les 15 et 16 mai. Renseignements : 40-66-50-97.

(2) « Série noire » ; réédité en « Folio » (n° 1955) et par Futuroscope, 1991.

(3) Ce jour-là, une manifestation de la Fédération de France du FLN algérien fut violemment réprimée. On ne sait aujourd'hui encore quel fut le nombre exact de victimes.

(4) Scandédicions, coll. « Temps actuels », 241 p., 119 F.

## Genève confirme

Les organisateurs du Salon international du livre et de la presse de Genève peuvent avoir de bonnes raisons d'être satisfaits. En effet, du 5 au 9 mai, plus de cent trente mille visiteurs — davantage qu'au Salon de Paris et un peu plus qu'au Salon de Genève — ont arpenté ses allées.

La crise, qui ne s'est pas fait sentir au niveau des entrées ni à celui des ventes, a été tout de même visible : dans plus d'états, plus modestes, certains d'entre eux habités par deux ou trois exposants, avaient emporté un grand succès auprès du public les années précédentes, avaient disparu.

Les grandes maisons d'édition ont été, elles, dignement représentées, à la grande satisfaction des visiteurs. Mais ce qui en a irrité plus d'un, ce sont des stands comme celui de Hergé, qui se présente comme « Cercle pour la diffusion de l'information et de la culture », mais qui, en fait, offrait, entre autres, des œuvres de Mussolini, une réédition d'articles parus dans *Je suis paroli*, et un livre « révisionniste » sur le drame d'Oradour-sur-Glane.

On put aussi trouver, quelque peu éloigné de la littérature, le stand iranien du ministère de la culture et d'orientation islamique, ou encore celui de la Libye, présenté comme « Centre mondial d'études et de recherche sur le Livre vert » du colonel Kadhafi.

Le « village alternatif », bouffée de liberté, attirait autant — sinon plus — de jeunes que l'an dernier, et la francophonie, qui est fort mal lotie dans la Genève internationale, a tenté au Salon de prendre un nouveau souffle grâce à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT).

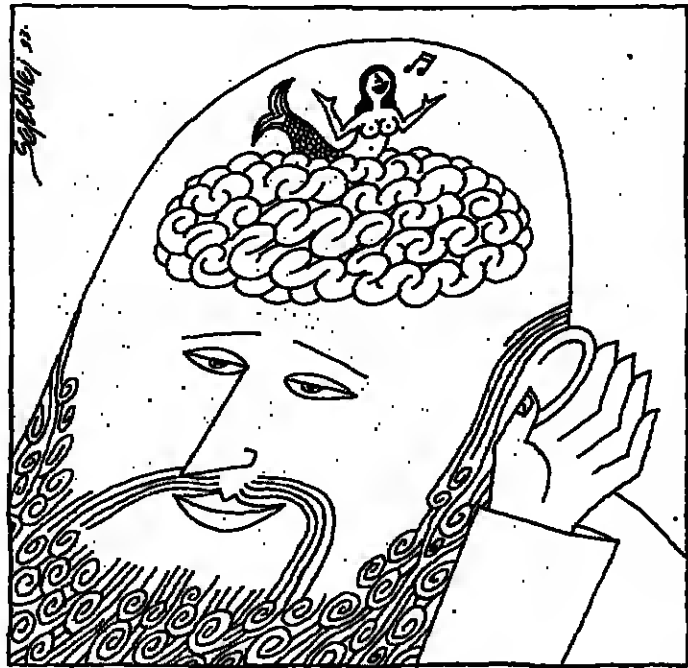
Comme chaque année, le Salon fut animé par de nombreux débats et remises de prix, dont le prix Colette, décerné à Salman Rushdie, ce qui ne manqua pas de provoquer une polémique (*Le Monde* du 8 mai).

Isabelle Viehman



# PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit



## Les périples du désir

**L'AFFECTIVITÉ DE LA PENSÉE**  
de Michel Guérin.  
Actes-Sud.  
coll. « Le génie du philosophe »,  
142 p., 118 F.

**LA VÉRACITÉ**  
Essai d'une philosophie négative  
de Guy Lardreau.  
Ed. Verdier, 380 p., 150 F.

**C**ONSTRUIRE une philosophie est devenu impossible. Voilà ce qu'on répète, de tous côtés, comme une évidence. Personne ne serait plus en mesure d'édifier un système. Nul n'en aurait d'ailleurs envie. Englober et ordonner, d'un seul regard, les facettes de la connaissance et de l'actio, nos contemporains y auraient tous renoncé. On invoque de nombreux motifs pour justifier un tel abandon. Par exemple, péle-mêle : l'extrême spécialisation des disciplines scientifiques, la complexité de nos mœurs, la fin de l'histoire de la métaphysique, l'effritement des repères les mieux assurés... Quoi qu'on mette sous ces diverses formules, la vieille ambition philosophique de saisir par la raison la totalité du monde serait devenue impraticable. D'autres occupations devraient définitivement lui succéder : travaux parcellaires, jeux d'écriture, investigations historiques, entre autres.

Certains toutefois s'entêtent. Ils n'ignorent pas que la philosophie est peut-être bien une entreprise d'autrefois, désormais illusoire et vaine. Mais ils ne peuvent faire autrement que s'y consacrer. Comme d'autres sont conduits par une nécessité interne à peindre ou à calculer, quand bien même ni la peinture ni les mathématiques n'auraient plus de sens, ils ne peuvent renoncer au projet de penser tout le pensable. Ils désirent encore mettre de l'ordre dans leur tête, sans se payer de mots.

Cela donne de singulières trajectoires, des sillons lents et solitaires, à l'écart des bruits du temps. Leur démarche anachronique requiert obstination et endurance, voire une certaine forme d'héroïsme. Aucun résultat n'est en effet garanti. Ni les années qui passent ou le nombre des livres ne peuvent leur offrir l'assurance d'être reconnus pour ce qu'ils rêvent de devenir : philosophes, simplement. Et non historiens de la philosophie, ou philosophes de quelque chose (les sciences, le droit, la politique ou l'art). Bref, ce vieux désir complice tout.

**C'**EST pourquoi ils ne sont guère nombreux à persévérer. Guy Lardreau et Michel Guérin en sont deux exemples, à la fois dissemblables et apparentés. Lardreau n'hésite pas à esquisser une théorie du savoir, de la pratique, morale et politique, de l'esthétique. Guérin dessine une analyse générale de l'émotion, du moi et du sujet, visant à embrasser la relation de la pensée et du

réel. Tous deux furent pris, à leurs débuts, dans l'opération, éphémère et hétéroclite, nommée « nouveaux philosophes », au milieu des années soixante-dix. C'est dire qu'ils écrivent depuis relativement longtemps. Le premier livre de Guy Lardreau, *Le Sincère d'or* (1), a déjà vingt ans. Nietzsche, Socrate, héritage fit connaître Michel Guérin peu après, en 1975 (2). Aujourd'hui, les hasards de l'édition l'ont voisiné avec le *best-seller* de Lardreau et le *best-seller* de Guérin.

Les lire conjointement permet de repérer, en dépit de leur disparité, des points de convergence. On trouve chez l'un et l'autre les mêmes références insistantes à Platon, Descartes et Kant. Leur manière de lire est celle de l'historien érudit : ils prennent appui sur ces œuvres fondamentales, mais pour développer leurs propres analyses. Le plus frappant, c'est que leurs tentatives tournent, l'une comme l'autre, autour des rapports de la raison et du désir, de la vérité et de la passion. S'il existe entre leurs démarches un commun dénominateur, il se situe dans le projet de ne plus séparer un domaine de la cohérence logique, habité de vérités froides et dépourvu de toute émotion, et un domaine du pathos, de la vérité et de la passion.

Qu'on n'aie pas croire qu'il s'agit simplement d'affirmer que la pensée est assujettie aux sentiments. Ce que Michel Gué-

rin appelle l'affectivité de la pensée, c'est le fait que toute réflexion se trouve selon lui « mise en branle » par le désir dont le réel s'impose à elle sous un certain rapport. La pensée ne serait donc jamais « pure ». Elle ne serait jamais capable de se consacrer à elle-même, de ses opérations internes, des seules vues de l'esprit. Elle serait, au contraire, toujours « émue » ou « affectée ». Initialement par l'existence de la réalité, dont elle se détourne d'abord pour mieux la rejoindre ensuite. A partir de ces points, qui en eux-mêmes n'ont rien d'original, Michel Guérin a commencé à développer, notamment dans *La Terreur et la Pitié* (3), ce qu'il dénomme une « figurologie ». Elle se donne pour but d'explorer méthodiquement les processus de notre « théâtre psychique ».

Souvent ralenti par des digressions piteuses, cette tentative, jusqu'à présent, ne convainc pas. Les textes de Michel Guérin renferment pourtant bon nombre de remarques intéressantes ou provocantes. Ainsi, dans ce bref ouvrage, sa lecture du *Phèdre* de Platon le conduit à conclure : « Toute vérité qui ne correspond pas à une certaine configuration des forces amoureuses, qui n'est pas transposable dans un scénario érotique, n'a pas de portée logique ni d'ailleurs d'intérêt. » Que des mathématiciens puissent approuver, rien n'est moins sûr. C'est là,

malgré tout, une question qui peut trouver des résonances de Platon jusqu'à Nietzsche.

On trouve une idée à peine différente dans la *Vérité*, de Guy Lardreau. Cet ouvrage extrêmement ambitieux met, en effet, en cause l'idée même de vérité. Si l'on s'entend aisément sur les mathématiques, selon Lardreau, c'est qu'elles ne mettent en jeu rien d'essentiel pour personne. A l'idée de vérité, qui suppose au mieux, il s'agit donc de substituer la véracité. Aucune proposition ne se trouverait dépourvue, dès lors que les circonstances et les contextes permettent de la prendre « en un bon sens ». Tout assemblage de paroles humaines pourrait être relevé par la Raison. « Il ne saurait y avoir de discours illégitimes, de faux savoirs, de pratiques aveugles, de délire, où le Réel en quelque manière n'insiste, où la vérité ne soit en quelque façon à l'œuvre », écrit Lardreau.

Si géométrique, ou astucieuse, que soit cette conception de la philosophie, conçue comme le « discours qui n'en méprise aucun », on peut se demander si elle n'ouvre pas la porte à des conséquences aberrantes, voire dangereuses. Des lecteurs ne risquent-ils pas de conclure, par exemple, que les discours et les pratiques des nazis, ou de ceux qui aujourd'hui tentent de les faire resurgir, sont finalement légitimes, et qu'il convient de ne pas les mépriser ? Une telle conclusion serait évidemment un contresens. Mais tout n'est pas mis en œuvre pour qu'il soit impossible.

L'ensemble du livre de Lardreau est d'ailleurs pris dans un constant contraste. Ses méditations, notamment sur le statut de la philosophie, sur le sujet constituant ou constitué, sur le langage comme « sujet constituant ultime », sur ce que pourrait être une « politique négative », ou encore sur l'art moderne, forment un tout systématique qui ne manque ni d'intérêt ni de cohérence interne. Mais sa lecture, que le propos rend forcément ardue, est rodue plus difficile encore, et cette fois hieo inutilement, par d'innombrables effétries de plume, qui torturent sans mobile la syntaxe et méprisent constamment l'usage commun de la langue.

Il est dommage que ces deux courageux penseurs soient l'un et l'autre englobés dans des tics d'écriture hérités principalement de Jacques Lacan. Il n'est certes pas facile de tenter d'élaborer une philosophie. Il n'est certainement pas sans conséquence, oco plus d'avoir eu vingt ans en mai 68, d'oot oco célèbre à présent, si discrètement, le vingt-cinquième anniversaire, d'avoir traversé tout ce qui vient après, et de désirer encore devenir philosophe. Mais ce ne sont pas des excuses pour maltraiter les phrases.

Tant d'auteurs le font qu'on ne saurait accabler ces deux-là, qui ont d'autres mérites. L'évolution de l'écriture des philosophes est une vaste question. Soit histoire, de Kant à Heidegger, est très complexe. On pourrait malgré tout suggérer qu'uo décalage croissant entre le travail conceptuel et le style contribue à renforcer l'idée que la création d'une philosophie est aujourd'hui une tâche impossible.

- (1) Mercure de France, 1973.
- (2) Grasset, coll. « Figures », 1975.
- (3) Actes-Sud, coll. « Le génie du philosophe », 1990.

POLITIQUES & CHRÉTIENS - 9

**ROBERT BURON**  
par  
**MARCEL LAUNAY**  
Témoignages  
de PIERRE PFLIMLIN  
et de JEAN OFFREDO  
216 pages 120 FF

BEAUCHESNE  
75007 PARIS

## Une nouvelle collection de philosophie politique

Le pouvoir absolu n'est pas une idée originairement liée à la monarchie. Son apparition est, au contraire, relativement tardive. Elle intervient après une longue tradition médiévale où la souveraineté du roi connaissait, en théorie comme en fait, toutes sortes de limites. On peut suivre dans l'œuvre de Jean Bodin, entre 1580 et 1576, la réunion progressive de ces concepts de souveraineté et d'absolu, d'abord distincts. Tel est, en bref, le résultat du travail de J. H. Frandrin, professeur à l'université Columbia, qui vient de paraître aux Presses universitaires de France (1).

C'est en « Ancien » que Montesquieu, nourri d'Aristote comme de Cicéron, pense la question du droit naturel et pose le problème « moderne » de la liberté. Celle-ci, à ses yeux, s'ancre dans l'ordre de la nature, sur lequel vient se fonder l'ordre politique. En développant cette idée avec un constant souci de précision historique, le dernier ouvrage de Simone Goyard-Fabre dessine un portrait de l'œuvre de Montesquieu qui en souligne la singularité (2).

Ces deux ouvrages inaugurent une nouvelle collection aux Presses universitaires de France, intitulée « Fondements de la politique ». Dirigée par Yves Charles Zarka, elle se propose de mettre l'accent sur la dimension proprement philosophique des questions suscitées notamment par les valeurs régissant la vie collective des hommes, les institutions et les pratiques de la sphère politique. S'appuyant sur des recherches historiques qui concernent les textes philosophiques fondateurs, et les œuvres où se forment et se transforment des notions-clés, cette collection ne vise pas seulement une meilleure connaissance du passé. Elle espère contribuer à une meilleure intelligibilité du présent, voire à un renouvellement de la philosophie politique contemporaine.

Parmi les volumes à paraître, des textes de Campanella, Hegel, Leibniz et des essais d'André Robinet, Martine Pécharmen, Alain Petit, ainsi

qu'un ouvrage d'Yves Charles Zarka, *Individu et droit naturel. La constitution de la notion d'être moral au XVII<sup>e</sup> siècle*. Yves Charles Zarka confirme ainsi qu'il est un des chercheurs les plus entreprenants de sa génération, déjà responsable de l'édition scientifique des œuvres de Hobbes à la Librairie philosophique J. Vrin, où sont récemment parus deux nouveaux volumes (3), il a également dirigé, au cours de ces derniers mois, un volume collectif consacré à Hobbes et son vocabulaire (4) et un numéro de la revue *Archives de philosophie* consacré à Hobbes et Locke.

R.-P. D.

(1) *Jean Bodin et la naissance de la théorie absolutiste*. Avant-propos, introduction et glossaire de Jean-Fabien Spitz, 204 p., 198 F.

(2) *Montesquieu, la nature, les lois, la liberté*, 364 p., 272 F.

(3) *De la liberté et de la nécessité*, tome XII (294 p., 198 F.) et *Hobbes et la loi*, tome XIII (236 p., 160 F.). Les introductions, traductions, notes, glossaires et index de ces deux volumes sont de Franck Lessay.

(4) Vrin, 296 p., 198 F.

\* Signalons également la parution de *Machiavel et les Tyrans modernes*, de Raymond Aron, qui présente quatre études inédites d'Aron sur le machiavélisme moderne, rédigées entre 1938 et 1940, auxquelles ont été joints une vingtaine de textes déjà parus mais pour la plupart difficilement accessibles. Définissant le Prince comme « la mise en forme d'une technique de la tyrannie » et le machiavélisme moderne comme « l'adaptation de la technique autoritaire et de la méthode réaliste-rationaliste aux conditions actuelles de la politique », Aron montre comment la pratique des régimes totalitaires, en particulier « la technique du message telle que la pratiquent les hitlériens ou les communistes », s'inspire de la théorie exposée dans le Prince. Toutefois, contre Jacques Maritain, qui, en 1941, en appelle à « la fin du machiavélisme », il affirme qu'un « machiavélisme moderne », en politique intérieure et surtout en politique étrangère, est probablement insupportable de toute action (texte établi, présenté et annoté par Rémy Frymout, Ed. de Fallois, 418 p., 160 F.).

## La geste dionysienne

Les métamorphoses de Bacchus divin et diabolique

**LE MYTHE DE BACCHUS**  
de Nathalie Mahé.  
Payot, 372 p., 150 F.

La couverture du livre — une terrible et superbe *Bacchante au taureau noir*, de Picasso — convie à un festio dionysiaque flamboyant et tragique. Mais d'aucuns jugeront que la fête promise par Nathalie Mahé est un peu trop grave. Résumé, avec prudence, opinions reçues et thèses érudites, traquant, avec sérieux, l'actualité d'un « destin exemplaire », son *Mythe de Bacchus* aborde sans audaces particulières, en deux tableaux équilibrés, la vie du dieu et ses réincarnations successives.

Cette sagesse mise à traiter un sujet formidable étoque. On eût aimé plus de virulocoe dans le ton et la critique, un peu de l'enthousiasme qui anime le monumental *Dionysos* d'Henri Jeanmaire, ou le subtil essai de Walter F. Otto sur le dieu masqué (1). Ne fallait-il pas s'opposer plus nettement à ce dernier qui affirmait — et notre siècle o'a cessé de le répéter depuis, avec quelque imprudence — que Dionysos, ce dieu étrange, avait pénétré en Grèce comme un étranger et n'y fut reconnu qu'après avoir surmonté de violentes oppositions ? Découverte tout récemment en Crète, une tablette inscrite montre qu'avant même la fin du deuxième millénaire avant Jésus-Christ, le dieu recevait des offrandes en compagnie de Zeus. Entre Dionysos, écariné depuis toujours en terre grecque, et ses fidèles, occupés à un culte au contenu subversif, il y a le foisonnement de récits mythologiques prêtant au dieu du vin des ori-

gines supposées pour mieux lui préparer de nouvelles aventures parmi les hommes.

Cette geste diabolique mêle le sacré et le profane, les trances et l'ivresse, le mystère et le quotidien. Voilà qui pousse l'imagerie à la limite en scène et qui explique sans doute la perméocoe du dionysisme dans les représentations occidentales.

### Un riche inventaire

Cicéron comptait déjà cinq Dionysos. L'inventaire que dresse, souvent à marche forcée, Nathalie Mahé de l'Antiquité à nos jours est infiniment plus riche. Elle ne manque pas d'évoquer Alexandre, ce nouveau Dionysos. A propos de l'affaire des Bacchantes, qui agit la République romaine, elle s'interroge sur le dieu co l'ait et ses liens avec Liber Pater. Elle suit l'apogée et le déclin de Bacchus dans l'Empire romain. Elle analyse la fréquente confusion du diable et de Bacchus dans la société médiévale, puis le métamorphose de cette figure divine qui, pendant la Renaissance, signifie libération et harmonie, pléiote de l'être et accès au divin.

L'étude des rapports de la modernité avec l'univers dionysiaque est malheureusement plus rapide. On en retiendra pourtant une attachante évocation des festivités rendues aujourd'hui encore, en Thracie, à Dionysos.

Hervé Duchêne

(1) Il s'agit d'être l'un et l'autre réduct : l'ouvrage d'Henri Jeanmaire, *Dionysos, Histoire du culte de Bacchus*, chez Payot ; celui de Walter F. Otto, *Dionysos, le mythe et le culte*, dans la collection « Tel », chez Gallimard.

## Schopenhauer en loup solitaire

**A SOI-MÊME**  
d'Arthur Schopenhauer.  
Traduit de l'allemand  
par Guy Fillion.  
éd. Anabase, 61 p., 65 F.

**L'ART DE NE PAS LIRE**  
d'Arthur Schopenhauer.  
Traduit de l'allemand  
par Auguste Dietrich.  
éd. Distance (BP 54, 64202 Biarritz), 35 p., 60 F.

« Qui suis-je donc ? Celui qui a écrit le Monde comme volonté et comme représentation et qui a donné au problème de l'existence une solution qui démontre peut-être les philosophes anciens et, de toute façon, occupe ceux des siècles à venir. Tel est l'être que je suis, et qu'est-ce qui pourrait l'inquiéter dans les années qu'il lui reste encore à vivre ? » Le portrait ne peut être plus achevé : Schopenhauer est l'homme d'un seul livre, écrit à trente ans et qu'il a remanié le restant de sa vie. C'est d'ailleurs la publication, en 1851, des ajouts intitulés *Parerga*

et *paralipomena* (Additions et omissions) qui est à l'origine de sa notoriété tardive. Parallèlement à ces ajouts, Schopenhauer tenait des registres intimes, qu'il intitulait *A soi-même*, sorte de camp de retranchement où se mettre à l'abri du monde et de dispenser pour les maux de tous les jours.

Les extraits des *Parerga* consacrés à l'Art de ne pas lire, et ces quelques feuillets *A soi-même*, dessinent le portrait du philosophe en vieux bougon mûchouilleux de leçons, an moraliste dératiseur et en loup solitaire qui refuse de participer au banquet de la vie. Diogène est de retour et c'est à Francfort qu'il cherche un homme (« Donne-moi un être humain, maintenant ! »). Il n'a trouvé que des « créatures misérables, bornées, au cœur mauvais et à l'âme basse ». Aussi, il prêche l'exil au sein de la société des hommes et met en garde contre le pire de tous les maux, le mariage, cette « dette que l'on contracte dans sa jeunesse et que l'on règle dans sa vieillesse ». A l'image de Diogène, Schopenhauer est le célibataire irréductible

et insolvable, fidèle à sa solitude et à son unique livre. Il est le démonstrateur des impostures, l'écrit qui laisse dans la nuit ce qui est au goût du jour et ne dirige sa lanterne que vers les vieux parchemins.

Les extraits intitulés *L'Art de ne pas lire* contiennent quelques sages conseils sur la manière de voyager léger, de ne pas se laisser dresser par l'habitude qui prescrit de lire un livre « à temps ». En miroir, les feuillets *A soi-même* déclinent l'art de ne pas vivre, de ne pas se donner en pourboire à ce monde peuplé d'êtres « à qui le fait de marcher sur deux pieds donne le droit de nous tenir pour leurs semblables ».

Le rentier blessé de Francfort aimait à se dépeindre en martyr. De quoi séduire les jeunes filles. Charlie Chaplin ne s'y est pas trompé. C'est une lecture de Schopenhauer, une jeune fille d'alors troublante à peine sortie de prison, qui croise le chemin de Monsieur Verdoux.

Roland Jaccard



## Préférer la qualité

Bonne nouvelle : malgré la crise, le livre d'art continue. Mauvaise nouvelle : à cause de la crise, les publications sont moins nombreuses. Bonne nouvelle : grâce à la crise et ses menaces, les éditeurs ont sembler-il repris l'habitude de lire ce qu'ils impriment. Mauvaise nouvelle : quelques-uns s'obstinent cependant dans la banalité des sujets rebattus et des images cent fois répétées.

Il ne serait pas difficile de continuer ainsi la description. Il est clair, en effet, que, malgré de la peinture en chute et récession économique aidant, le métier d'éditeur d'art, périlleux d'ordinaire, frôle désormais le suicidaire. Les brèves festivités du « Mai du livre d'art » ne peuvent masquer les difficultés du moment. La plupart des « grandes » maisons généralistes qui s'y sont essayées récemment font montre désormais d'une infinie prudence, à l'image de Gallimard, d'une discrétion qui confine à l'absence. Seule exception, Flammarion, dont le département artistique demeure l'un des points forts, au point d'apparaître désormais comme le premier de l'édition française et l'un des plus entreprenants. Après le succès du Giacometti, d'Yves Bonnefoy, et du La Tour, de Jacques Thullier, et le triomphe du Matisse, de Pierre Schneider – dont il a fallu imprimer d'urgence une version brochée pour répondre à la demande – la stratégie simple de la belle monographie d'auteur continue, grâce au Miro du poète Jacques Dupin. Paradoxalement, les éditeurs spécialisés, que l'on imaginerait plus fragiles, semblent mieux supporter la conjoncture. Eric Hazan parvient à publier deux gros ouvrages de qualité, dont l'un remarquable corpus des peintures de Miro et d'Herculanum. Philippe Moncel garde son Cercle d'art à l'abri des accidents et honore le souvenir picassien avec élégance. Les éditions Citadelles-Mazenod cultivent leur tradition, un équilibre entre la somme savante et le très bel album de photographies. En publiant ainsi peu d'ouvrages, chers et est vail, mais à l'exécution attentive et au sujet bien défini, ces maisons désignent sans doute une voie où bien de leurs confrères gagneraient à s'aventurer – la voie de la qualité et de la sélection plutôt que celle de la quantité et du tout-venant.

Ph. D.

### MIRO

de Jacques Dupin.  
Flammarion, 480 p.,  
200 ill. en couleur,  
300 en noir et blanc,  
850 F jusqu'au 30 juin.  
950 F ensuite

Joan Miro est né le 20 avril 1893. Les musées, qui aiment ces occasions solennelles, célèbrent donc le centième anniversaire de sa naissance, à Madrid, à Barcelone, où il naquit, et à New-York, pas à Paris. Que paraisse en français un ouvrage sur le peintre, sa vie et son œuvre est ainsi bien le moins, quand on sait quelle place Paris et le surréalisme y ont tenu. En 1920, Miro se résolut à venir en France « en lueur et non en spectacle de la lutte », écrivait-il alors. Il redoutait de rester à Barcelone « faire n'importe quelles imbécillités pour pouvoir gagner un peu d'argent et peindre ». Au retour d'un premier voyage, avant d'organiser un départ définitif, il était plus violent encore, plus ingrat envers sa ville natale. « J'aime mille fois mieux, le dit cela en toute sincérité, être chassé d'un rat mortellement tué à Paris que de surnager dans les eaux puantes de Barcelone ».

Malgré ces déclarations, malgré les souvenirs de la rue Blomet, ceux du boulevard Blanqui et ceux de Varengeville, il n'y aura pas d'exposition Miro cette année à Paris – singulière indifférence des musées, faite contre l'histoire et contre la poésie. Il appartient donc à l'ouvrage de Jacques Dupin de tenir lieu d'hommage – et c'est une fonction qu'il remplit sans conteste fort bien. Il a, pour cela, tout ce qu'il faut, l'ampleur, l'abondance de l'illustration – où il est fait cependant un usage très large du noir et blanc, – le savoir et la fer-

veur. Pour le savoir, il n'y a rien là que de très normal. L'auteur est, en effet, l'homme qui a de l'œuvre la connaissance la plus complète et la plus attentive. C'est à lui que revient le délicat devoir de départager les Miro authentiques des faux que la gloire du peintre a fait croître et se multiplier. Il a rassemblé dès 1960 le catalogue raisonné de l'œuvre peint, sous l'autorité de l'artiste lui-même et, pour écrire son livre, a tiré parti d'une masse considérable de lettres, écrits, archives, dessins préparatoires, croquis oubliés. Tous ces éléments, souvent méconnus, il les a fait servir à un récit analytique et chronologique fort abondant. Les informations biographiques alternent avec l'étude des toiles, étude minutieuse qui s'attache à reconnaître les indices des évolutions de Miro d'une manière à une autre.

Évolutions nombreuses. La légende a beau le faire passer pour une sorte de païf de l'imaginaire, éternel enfant dessinateur de soleils et de pantins multicolores, le peintre fut infiniment plus com-

## Célébrer Miro

Sous forme de biographie illustrée, Jacques Dupin rend un long hommage à Miro. Long et parfois troublant



Miro, Figure devant la mer, 1938.

plexe et, si naïveté et magie il y eut, ce furent naïveté apprise et magie calculée. Dans les premiers chapitres, quoique avec une discrétion un peu trop respectueuse, le biographe suggère que son héros fut fort peu un autodidacte. A Barcelone, il s'initia, non sans mal ni trouble, à l'art moderne, de Caudí à Picasso. A Paris, il découvrit très vite, dès 1921, les aquarelles de Paul Klee. « J'avais vu des reproductions avant, a-t-il confié à Jac-

ques Dupin. Mais pour moi, ça a été très important. Klee m'a fait sentir qu'il y avait quelque chose d'autre, en toute expression plastique, que la peinture-peinture, qu'il fallait aller au-delà, pour atteindre des zones plus émotives et profondes. » Auparavant, il avait longuement étudié le fauvisme et le cubisme. C'est du reste sur ce point que se manifesta, pour la première fois dans le livre, un excès d'admiration, penchant de

tous les biographes. En dépit des œuvres, en dépit des collages et de l'emploi systématique de la dissémination des signes sur la toile qui s'observent dans nombre de compositions de Miro des années 20 et 30, en dépit des citations littéraires, Jacques Dupin refuse d'admettre que le cubisme a eu une influence décisive sur le jeune homme arrivé de Barcelone. Il aurait pris position « contre l'académisme et contre le cubisme ». L'affirmation, si

préemptoire, a de quoi surprendre, imprimée près d'une planche, celle de la Terre labourée de 1923-1924, où le regard reconnaît des formulations explicitement dérivées des papiers collés de Braque et de Picasso. Contre ce dernier, le texte multiplie du reste les réserves et les allusions vaguement perfides.

Serait-ce cependant diminuer la réputation de Miro qu'avouer que ses figurations monstrueuses et fortement scabreuses des années 30 doivent leur dessin serpentin, leurs formes disloquées et leurs proportions expressives aux toiles de Boisgeloup, tout comme les sculptures de Miro ne peuvent se comprendre sans faire référence aux fers soudés et aux bronzes de Picasso ? Il y a là plus qu'un voisinage, une entente qu'il serait passionnant d'examiner, ne serait-ce que pour savoir si l'influence ne s'exerça pas parfois à rebours, de Miro vers Picasso.

C'est abuser de la dévotion, ou de l'aveuglement, que d'exalter la singularité de Miro comme s'il avait cessé de fréquenter ses contemporains passés trente ou trente-cinq ans. Chirico, Masson, Ernst, si ce n'est l'expressionnisme abstrait new-yorkais auquel Miro ne fut pas indifférent dans les dernières décennies de son œuvre, auraient mérité des développements moins succincts. Ils auraient rappelé que son œuvre ne s'est pas constituée et développée dans l'isolement et l'autarcie, parce qu'isolément et autarcie sont cause de répétitions et d'obsessions monotones.

Il s'aurait utilement conduit à nuancer le « catalanisme » de Miro, dont l'auteur découvre partout des indices incontestables, au point d'avoir écrit, en manière d'introduction, un résumé de l'histoire de la Catalogne plus polémique que scientifique. L'apologie des « terres riches et fortes » de Montroig relève d'une rhétorique des racines et du sol natal que l'on ne voit pas s'exprimer sans en ressentir aussitôt quelque embarras. L'embarras s'accroît, il peut même tourner à l'agacement, quand l'interprétation mystique avance ses références rituelles, Jean de la Croix et les ascètes libéraux.

Pour finir, la poésie de Miro est lyriquement définie comme une « lumière fatale ». C'est là inscrire d'autorité l'artiste dans un parti esthétique, celui de l'indicible et de la régression, où l'on a quelque peine à croire qu'il eût accepté de cotiser, lui, l'homme aux peintures libres, satiriques souvent, jouteuses, réfléchies et nullement « fatales ».

Philippe Dagen

## Les maîtres de Pompéi

En deux volumes, le catalogue des peintures murales de Pompéi et d'Herculanum

### LA PEINTURE DE POMPÉI

ouvrage collectif.  
Préface de Georges Vallet.  
Hazan, 2 vol., 372 et 294 p.,  
175 ill. couleurs,  
759 en noir et blanc,  
cartes, 1 850 F.

L'abbé Barthélémy, l'excellent auteur du Voyage du jeune Anacharsis en Grèce, écrivit aussi un Voyage en Italie, où il donne son sentiment sur les peintures de Pompéi et leurs auteurs. « Les nombreux tableaux d'architecture que l'on conserve dans le cabinet du roi des Deux-Siciles n'ont aucune perspective, loin d'être exacts à rendre l'architecture, qui cependant fleurissait si bien alors. (...) Non seulement ces peintures n'ont point rendu ce qu'ils voyaient, mais au contraire ils ont exprimé ces superbes bâtiments avec du mauvais goût, d'une façon extravagante, allongée et déjà gothique. »

Les Pompéiens gothiques ? Un regard contemporain a quelque peine à reconnaître la moindre preuve en faveur de l'abbé. Pour les elongations, les disproportions, les ellipses dont usaient les artistes qui exécutèrent les décors des maisons que les cendres du Vésuve ont recouvertes, elles

paraissent fort raisonnables. La nécessité de la composition et celle de l'expression les justifient et, s'il fallait avouer une surprise, ce serait plutôt celle que suscite un art qui s'autorise tous les sujets et tous les genres, du sublime au grotesque, du divin au prosaïque.

La variété est, en effet, le premier mérite du catalogue des peintures pompéiennes qui paraît, ouvrage hâté du commun par sa besoté et l'érudition des commentaires archéologiques qui accompagnent les planches. L'artiste qui officia dans la maison dite des Mystères recherchait l'intensité dramatique et le monumental. Celui qui a peint dans la villa dite des Pygmées travaillait

tout à l'inverse, dans la dérision des cultes. Celui qui exécuta, à Herculanum, le paysage bleuté de la maison de l'Atrium à mosaïques avait le sens du mouvement et de la fantaisie. D'autres excellaient dans le portrait ou la nature morte, les batailles navales ou les chasses. Ils traçaient aussi bien des scènes pathétiques tirées des mythes qu'une image de basse-cour, quelques coqs perchés sur une coupe ou un banc. Sur fond noir, sur fond vermillon, sur fond ocre, ils dessinaient hardiment figures et objets.

La plupart avaient un beau savoir-faire. Quelques-uns eurent du génie. Celui qui, dans la Maison samnite, a peint un verre et une coupe transparente, à moitié

remplie d'eau, celui-là n'aurait pas paru méprisable à Chardin. Ce n'est pas assez que d'observer en archéologue que « cette représentation est très importante pour les comparaisons avec les verres réels du monde romain ». Elle est plus importante encore pour l'histoire de la lumière. Le Romain a employé des touches de blanc pour indiquer les reflets sur le galbe du verre et, afin d'augmenter l'intensité de ces rebauts, a choisi un fond gris sombre, inaugurant ainsi la tradition du clair-obscur. Quant à celui ou ceux qui ornèrent la villa dite de Poppée, à Oplontis, s'ils ne savaient pas calculer leurs perspectives, ils savaient imiter la peau granuleuse et la chair saignante des figures, les plumes d'un peçon et les feuillages.

Ceux-là furent des peintres, au sens le plus complet du mot, et il est juste de leur rendre hommage – un hommage qui se teinte de mélancolie à la pensée que ces œuvres ne forment qu'une infime fraction de ce qui fut exécuté en Italie pendant plusieurs siècles et qui a disparu, presque complètement disparu...

Ph. D.

## LE MONDE diplomatique

Mai 1993

- **FRANCE** : Temps nouveaux, par Ignacio Ramonet. – Ces immigrés si cnapables, si vulnérables..., par Alain Gresh. – Perte de sens, par Philippe Videllier. – Néfastes effets de l'idéologie politico-médiatique, par François Bruze.
- **LIBRE-ECHANGE** : Vivre sans le GATT, par Bernard Cassen. – Quand la Communauté balaie les bras, par Jean-Louis Lévi.
- **EUROPE** : Soenderborg, vitrine ordonnée de la société modèle danoise, par Ingrid Carlander. – L'Espagne lasse du « social-libéralisme », par Thierry Maliniak. – La Hongrie n'est plus une « île heureuse », par Jean-Yves Potel. Dans un pays affaibli, la tentation régionaliste, par Jean Radvanyi.
- **PROCHE-ORIENT** : Trente-cinq ans d'effervescence à Gaza, par Nadine Picardou. – Hamas, de l'islamisme radical à la logique nationaliste, par Wendy Kristiansen Levitt.
- **ASIE** : Pékin-Rangoun, nouvel axe asiatique, par André et Louis Boucaud. – Elections minées au Cambodge, par Raoul Jennar.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Le Monde EDITIONS

## Rencontres avec des citoyens extraordinaires

Deux expériences culturelles, artistiques et sociales en milieu urbain



## La manie Monet

Il existe une véritable industrie autour du peintre des « Nymphéas »  
Voici encore trois livres. L'engorgement menace

**CLAUDE MONET**  
*La couleur du temps*  
de Virginia Spate.  
Traduit de l'anglais  
par E. Servan-Schreiber  
et D. A. Canal, Éditions du Chêne,  
350 p., 340 ill.,  
495 F. jusqu'au 30 juin.  
590 F. ensuite.

**CLAUDE MONET**  
*Une vie dans le paysage*  
de Marianne Alphant.  
Hazan, 720 p.,  
245 ill., 295 F.

**GEORGES CLEMENCEAU**  
*A SON AMI CLAUDE MONET*  
Correspondance  
Préfaces de J.-B. Duroselle,  
A. Wurmser et M. Hoog,  
notes de J.-Cl. Montant.  
Réunion des Musées nationaux,  
250 p., 50 ill., 220 F.

sur Monet. Les bibliographies gonflent, les pages s'entassent, les citations aux citations. A quoi bon cette frénésie de monomanes ? A quoi bon et pourquoi ? C'est là, désormais, à peu près la seule question qui vaille.

Les causes de cet engorgement sont, pour certaines, évidentes. Monet passe pour l'impressionniste par excellence ; il incarne ce mouvement si populaire, ayant, à son insu, contribué à son baptême. Il est sympathique de surcroît, ayant longuement souffert de l'incompréhension — et l'on sait que rien n'est plus flatteur pour le public d'aujourd'hui que de se savoir plus subtil que le public du siècle passé. (Que d'autres erreurs, d'autres injustices se commettent dans notre beau vingtième siècle huppé, c'est une autre affaire sur laquelle il serait décevant de s'attarder.) Monet le mandit, bon époux, bon père de famille, et, pour finir, patriarcal barbu, quel meilleur héros pourrait-on inventer ?

Renoir ? Mais Renoir a eu le tort de s'écarter de l'impressionnisme et d'oser des tableaux à l'indécence un peu trop forte pour les regards politiquement corrects. Degas ? Pas question. Il était misanthrope et bougon, bourgeois aussi et affreusement secret. Cézanne ? Vous rêvez ! Un vieux bonhomme acariâtre, lecteur de Flaubert et auteur de tableaux inexplicables. Non, décidément, Monet est le bon génie impressionniste, un dieu de la peinture — celui de la peinture vite comprise.

A tous ses mérites moraux, il en ajoute un dernier, en effet, un

mérite souverain et proprement irrésistible : une de ses toiles, surtout reproduite en quadrichromie, se laisse comprendre aisément. Peintre, il ne sort pas des questions de peinture : comment indiquer une ombre, un reflet, le vent dans les branches du saule et les rides de la Seine, le rouge des zinnias et le rose des nénuphars. Inutile de se mettre en quête d'un sens moral ou philosophique. Renoir dévoile des passions, Degas les dissèque, Cézanne cherche l'éternel — claires exigences, mères d'œuvres difficiles. Monet a des ambitions de paysagiste et d'« atmosphériste » moins élaborées. Il veut le vrai de la lumière plutôt que le vrai de l'homme, qu'il ne figure guère. Il rassure autant qu'il séduit.

### Angoisse obsédante

Est-ce à dire que les dernières monographies parues ne valent pas d'être lues ? Non point. Virginia Spate, historienne d'art de qualité et bonne spécialiste de l'orphisme, a travaillé avec une méticulosité irréprochable. Elle sait tout ce qu'il faut savoir — et que d'autres, qu'elle ne manque pas de citer, savaient avant elle. Elle a procédé à une synthèse, à laquelle il ne se peut reprocher que d'être parfaitement conventionnelle.

Marianne Alphant, plus prolifique, collationne infatigablement lettres, informations pratiques et détails de tous ordres. Elle pousse l'ardeur explicative jusqu'à se prendre pour le peintre et ne s'arrête qu'à l'extrême limite de la prosopopée et du roman. Le procédé a des avan-

tages : il évite l'ennui, il crée un sentiment de familiarité, il permet à l'auteur de rythmer ses chapitres et d'éviter ainsi la monotonie d'un récit trop régulier. Tel passage, la débâcle et les inondations de la Seine en décembre 1879 ou le séjour à Belle-Ile en 1886, sont fort réussis. Le lyrisme et la pseudo-autobiographie ont leurs dangers cependant. Ronlé dans le flint d'une prose dense et redondante, le lecteur finit par ne plus savoir distinguer ce qui se fonde sur la correspondance et les œuvres de ce qui relève de la sympathie vibrante de Marianne Alphant.

Sympathie est, du reste, le mot le plus approprié, tant son Monet souffre, peine, doute et recommence. À l'image conventionnelle de l'artiste qui ferait des tableaux comme le rosier ses roses, elle substitue celle d'un tourmenté et d'un indécis, coavalceur que l'échec ne saurait lui être épargné, ni le dégoût, « Démarche hésitante au pied d'un objet insaisissable » que la sienne ? Sans doute. Le meilleur de l'ouvrage de Marianne Alphant tient à ce renversement, qui rompt avec la mythologie photographique de l'impressionnisme heureux.

Les lettres de Clemenceau, l'ami des dernières années, lui donnent raison. À l'« homme des bois », au « vieil enfant » qui gémit et se lamentait, Clemenceau écrit ainsi vivement : « Il est vrai, mon cher ami, je vous en veux de vous nuire à vous-même et de faire par là du mal à vos amis (...). Jusque dans la détresse où il vous plait de vous mettre vous-même, je voudrais vous aider, et j'aurais voulu de vous le faire si vous l'aviez rendu possible. » Ceci s'adresse à l'auteur des *Nymphéas*, au doux vieillard de Giverny. Ses réponses ne sont pas courtes, mais il est aisé de les imaginer : Monet s'y délectait à l'évidence impuissant à réaliser son idéal et on peitote irrémédiablement perdu — d'autant qu'il a manqué devenir aveugle durant cette période. Sa véritable grandeur tient à cette angoisse obsédante, celle d'un peintre enfoncé dans le système de sa peinture.

Il y a fort à craindre que ces conceptions à rebours du stéréotype n'aboutissent qu'à l'écho. Elles servent trop peu les intérêts de l'industrie.

Ph. D.

## Le plaisir et la nécessité

Lorsqu'ils ont le vantage d'être agréables à l'œil, les livres d'art ont souvent le défaut d'être fâcheux pour le portefeuille. Thames & Hudson, entente britannique d'édition d'art Thames and Hudson, propose une collection qui peut encaisser le plaisir et la nécessité. Les ouvrages publiés dans la série « L'univers de l'art » sont un compromis entre l'édition ordinaire, pour le sérieux du texte et la qualité de l'iconographie, et la poche pour leur prix (99 francs) et leur présentation (couverture souple et format intermédiaire). Née en France en 1989, la collection reprend et adapte des titres parus en Angleterre où une série équivalente existait depuis près de vingt ans.

Les trente-cinq titres déjà parus dans l'Hexagone couvrent tous les champs d'expression artistique : l'histoire générale de l'art, avec des ouvrages sur l'art égyptien, l'impressionnisme ou

l'art de la Renaissance, les arts décoratifs (le Bauhaus, ou la Design depuis 1945), la mode, l'architecture (l'architecture du XVIII<sup>e</sup> siècle ou les Sources de l'architecture moderne), ainsi que des monographies portant sur différents artistes. « Les textes sont écrits par des érudits qui emploient un langage didactique sans être vulgarisateur », explique Patrick Maurès, directeur de Thames & Hudson, mais aussi des éditions Le Promeneur, filiales de Gallimard. Par philosophie, la maison veut s'adresser à l'« homme de la rue », aux étudiants et aux professionnels. Selon Patrick Maurès, cette démarche permet de trouver une voie médiane entre l'approche moderne et les connaissances théoriques approfondies, et une vision traditionnelle ou vulgarisée de l'art.

Raphaëlle Rérolle

### Tout l'art grec

La première édition de l'ouvrage, signé alors du seul Kostas Papaioannou, avait paru il y a vingt ans. La réédition augmentée d'aujourd'hui intègre nombre de découvertes récentes, photographies et cartographies selon les règles qui ont fait la réputation de la collection des débuts : sobriété, précision, qualité et force de l'image, discrètement théâtralisée au moyen d'éclairages et de fonds colorés lausans.

C'est là un « Mazenod » exemplaire, essentiellement pédagogique et limpide, beaucoup plus qu'un manuel d'initiation et tout autre chose qu'une collection de notices érudites. De l'art cycladique à l'art alexandrin, du néolithique au III<sup>e</sup> siècle, il décrit une histoire de l'architecture, de la sculpture et de la peinture que l'on pourrait croire trop abondante pour tenir en un seul volume ; et la décrit sans négliger aucune de ses conditions, de la situation militaire à la situation politique, de la chronologie des voyages à celle du commerce, des philosophes aux poètes. Du beau travail, vraiment.

Ph. D.

► L'Art grec, de Kostas Papaioannou, Jean Ducat, Jean Bousquet et Gilles Touchet. Préface de Pierre Vidal-Naquet, Caillass & Mazenod, 640 p., 196 ill. couleurs, 800 ill. noir et blanc, 117 plans, 84 F. jusqu'au 30 juin, 1050 F. ensuite.

Ph. D.

### Merveilles de rêve

D'une sélection des Merveilles du monde, dont le nombre et la liste ont varié, Hérodote, le premier, au V<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, avançait l'idée. Au II<sup>e</sup> siècle, une liste canonique circulait déjà. Quant au choix que nous connaissons aujourd'hui, il a été fixé à la Renaissance. Le chiffre lui-même est hautement symbolique : il évoque Pythagore et la déesse Athéna, les péchés capitaux et le chandelier du temple de Jérusalem.

Les Pyramides d'Égypte, les jardins suspendus de Babylone, la statue de Zeus à Olympie, le Colosse de Rhodes, le temple d'Artémis à Ephèse, le Mausolée d'Halicarnasse et le Phare d'Alexandrie : de ces Sept Merveilles, seule subsiste la première. Les autres n'existent qu'à l'état de vestige, de souvenir ou de rêve.

Les différents auteurs ont rassemblé, sur chacun de ces monuments, toutes les informations archéologiques, historiques et littéraires disponibles. On apprend ainsi que le tremblement de terre qui provoqua l'écroulement du Colosse de Rhodes eut lieu vers 226 avant J.-C. D'après Strabon, la statue se brisa au niveau des genoux. Le livre lui-même ne fait pas de concession au spectacle ou au folklore. Sa sobre érudition, en revanche, n'enlève rien à la part du rêve que l'idée de merveille favorise.

P. K.

► Les Sept Merveilles du monde (The Seven Wonders of the Ancient World), assés rassemblées par Peter A. Clayton et Martin J. Price, traduit de l'anglais par Michel Hechter, Le Promeneur, illustré en noir et blanc, broché sous étui illustré, 148 p. et 47 hors-texte, 330 F. jusqu'au 30 juin, ensuite 390 F.

### Saint Denis artiste peintre

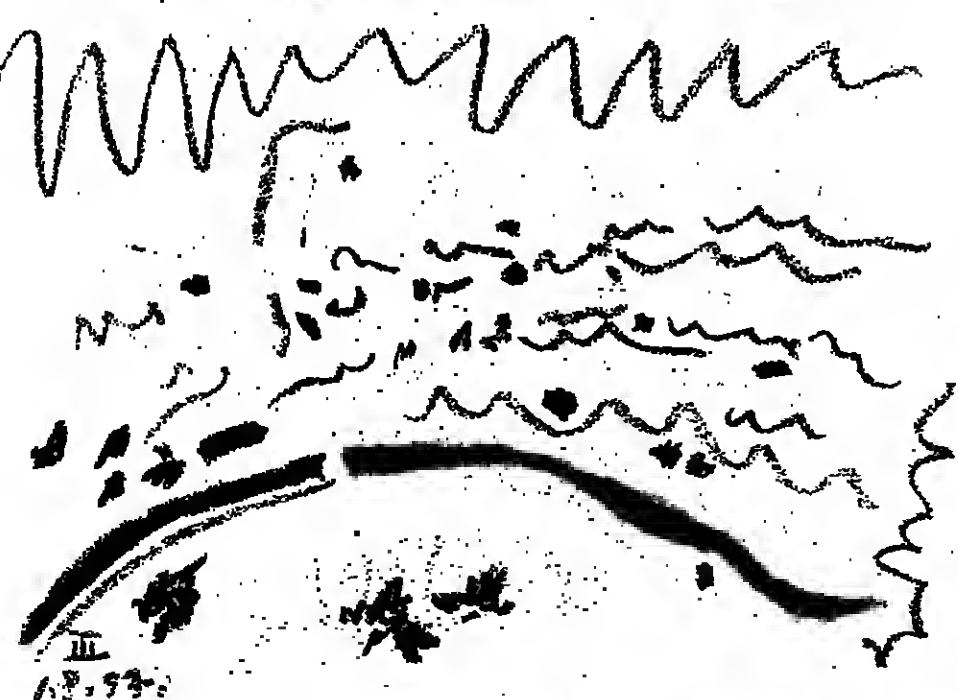
Affreuse injustice : presque seul des nabis, Maurice Denis n'avait pas eu encore les honneurs d'une vraie monographie moderne, illustrée et documentée. Jean-Paul Bouillon a réparé ce crime. L'homme qui redit au peintre du Priéuré ne manque ni d'ardeur ni d'émotion, et l'iconographie qu'il a rassemblée permet enfin d'étudier l'œuvre dans le détail de ses transformations.

En dépit des audaces de son biographe, qui ne craint pas de comparer son héros à Kandinsky, il est encore permis de douter des vertus du néo-classicisme à ambitions mystiques et décoratives qui forme l'essentiel de l'œuvre à partir des années 1900 — et dont les premiers signes apparaissent tôt, très tôt, alors que Denis hésite encore entre Gauguin et Saint-Sulpice. Assez curieusement, c'est néanmoins ce peintre-là que l'ouvrage exalte et défend, plutôt que le « néo-traditionnisme » des débuts et plutôt que la critique dont les chroniques et les *Théories* — titre de son principal recueil — ont été sans quelque influence sur la génération suivante, celle de Matisse.

Ph. D.

► Maurice Denis, de Jean-Paul Bouillon. Skira, 212 p., 495 F. jusqu'au 31 juillet, 620 F. ensuite.

## Les taureaux de Picasso



**TOROS Y TOREROS**  
de Pablo Picasso.  
Cercle d'art, 176 p.,  
750 F. jusqu'au 31 décembre,  
900 F. ensuite.

Toros y toreros de Pablo Picasso, au Cercle d'art, est un livre issu de son étroite collaboration avec l'éditeur, Charles Feld. La couverture, les pages de faux titres, les cartouches intermédiaires, tout est de Picasso. L'ouvrage est le fac-similé de trois carnets de dessins (lavis, croquis, encre, crayons de couleur, aquarelle) datant de la période 1957-1959, avec des journaux particulièrement féconds, seize dessins le dernier 4 octobre. Si l'on n'avait pas précédemment conservé les matériaux d'origine, la photographie rendrait cet objet inaccessible.

On le voit bien avec l'exposition du même titre, présentée, jusqu'au 28 juin, au Musée Picasso de Paris (hôtel Salé), avant de prendre ses quartiers d'été à Bayonne (musée Bonnat) et de rejoindre Barcelone à l'automne, quelque chose ne trompe pas dans l'art de Picasso : sa

vitesse, sa justesse, son irrésistible exactitude. Quand elle ne déçoit pas, la peinture taurine fait rire. On sait du premier coup d'œil si le peintre est dans le coup ou pas.

Quelque chose, bien au-delà du faux-semblant de la ressemblance, à des années-lumière de l'éblouissement ravi, à l'envers de ce que l'on s'entend de ce que l'on abhorre à propos des taureaux (les deux faces de la même pièce), quelque chose s'impose, aussi gentiment inévitables que la parole du désir ou la montée du rêve. Quelque chose qui vient des entrailles de la fête, une encolure, un part de tête, une ombre, un cavalier à cheval, et ce regard des taureaux qui ne vous lâche plus.

« Voilà soixante-dix-neuf ans, écrit Luis Miguel Dominguín, que Pablo fait vite tout ce qu'il fait : vite, mais sans se presser ; et sans se presser, il a pris une avance telle qu'il y a beaucoup de gens qui ne le comprennent pas. » Il dit aussi qu'en raison même de leur amitié, il est le seul torero à n'avoir pas « brisé » (offert, dédié) un taureau à

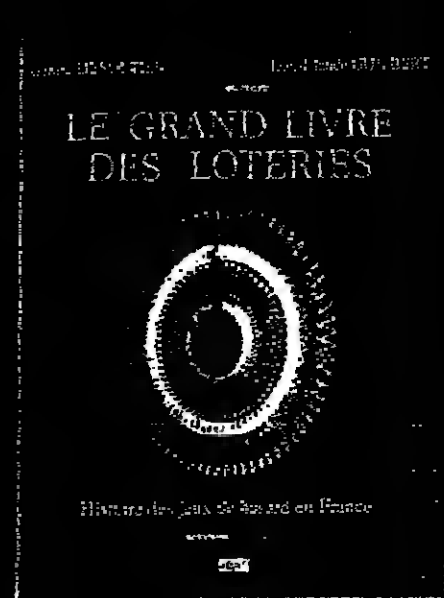
Picasso tout en se refusant à poser pour lui. Il me semble que si je combattais pour lui et s'il peignait pour moi, nous perdriions l'intimité, nous nous laisserions entraîner sur la plan professionnel.

Cette préface de Dominguín ouvre la défilé du livre. Le commentateur de Georges Boudelle l'éclaircit. Mais rien ne vient à bout, rien de cette sûreté de main, de cette précision exagérée du trait, de ces taches écorchées lourdement sur la page, qui ont la forme la plus vraie, la plus archaïque, du taureau. Rien ne vient à bout de cette fulgurance tendue vers l'impossible avec l'évidence d'une hallucination. Dans se basant qui court, dans son immobilité qui défie, le taureau est depuis longtemps, on peut en juger mille fois par jour sur pièce, irrésistible.

Quand Pablo Picasso eut quatorze ans, son père lui remit ses propres instruments de peintures comme on donne l'alternative. Pablo peint des taureaux depuis 1890. A en juger par ceux de 1957, c'est depuis des millénaires qu'il les avait dans la tête.

Francis Marmande

Quand vous l'aurez lu,  
le hasard reprendra ses droits.





مذكرات لاجل

# LE NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

## Au sommaire du numéro de mai 1993

PARAIT LE 10 DE CHAQUE MOIS

MAI 1993

**Le Monde des DEBATS**

Le Monde

PUBLICATION MENSUELLE - 15, RUE FALGUIÈRE 75012 PARIS

NUMÉRO 8

**ÉDITORIAL**

Déontologie : terme avant pour désigner le souci qui devrait être tenu de faire ce que l'on doit, chacun dans son métier. Comme souvent, l'emploi d'expressions compliquées masque la difficulté de formuler des idées simples, et nous nous en rendons compte lorsque des réponses claires peuvent être apportées à des situations qui ne le sont plus. Un mois lorsque l'angle de professionnalisme à responsabilité, et donc à risque, par exemple celui de magistrat, de policier, de conducteur de train, de pilote de ligne, de journaliste, de médecin... ou - nous nous y intéressons pour cela dans ce numéro - celle d'infirmière.

Des infirmières nous le diront et leurs propos seront confirmés par ceux qui les emploient ou les administrent : leur métier, le leur aussi, a beaucoup changé. La technique est entrée en force dans la médecine; elle ne cesse d'évoluer. Elle n'a pas supprimé, elle a rendu plus complexe et moins facile la tâche de celles qui, au bout de la chaîne, doivent soigner les malades. C'est-à-dire les accompagner sur la chemise de la souffrance et de la mort. Et l'apparition du sida a de façon dramatique accru la charge d'urgence qu'elles ont à supporter. Ce sont ces choses, en un autre endroit, de l'humanité. Qui disons-les ou grave-les ?

Tout se passe en fait comme si le corps social et les ordres professionnels étaient désormais aux prises avec le souci de répondre dans leur vie et leur pratique quotidienne aux questions que les troubles, mais qui ils puissent faire appel aux racines de la tradition. Les grands débats de société sont aujourd'hui des débats déontologiques.

JACQUES-FRANÇOIS SIRON

**Les infirmières malades de leur métier** pages 2 à 6

**Supprimer les départements ?** pages 16 à 25

**Le Chili dans l'ombre de Pinochet** pages 26 à 33

M2104 - 1 - 30.00 F

Images: L'Express, L'Humanité, Le Monde, Le Point, Libération, France Presse, AFP, Reuters, AP, Getty Images, etc.

### LES INFIRMIÈRES MALADES DE LEUR MÉTIER

Les infirmières souffrent d'exercer un métier mal connu, mal reconnu, traversé des conflits qui les opposent aux médecins, à l'administration. Elles ont du mal à faire comprendre la relation particulière qu'elles entretiennent avec les malades, la souffrance, la mort. Trois d'entre elles nous apportent leurs témoignages. Une responsable de l'assistance publique et un cancérologue chef de service leur répondent. Un écrivain, *Michel ONFRAY*, raconte les infirmières qui l'ont soigné.

### SUPPRIMER LE DÉPARTEMENT ?

Il y a en France de très nombreux niveaux d'administration ; faut-il supprimer celui qui, à l'heure de l'Europe, paraît le plus anachronique : le département ? Les points de vue de deux « adversaires » du département, *Pierre MAZEAUD* et *Georges FRÊCHE* ; d'un de ses « défenseurs », *Jacques BARROT*.

### LE CHILI DANS L'OMBRE DE PINOCHET

Le général dictateur, après dix-sept ans de règne sans partage, est toujours présent ; physiquement, avec un rôle diminué, mais surtout dans les esprits et dans les mœurs. Des entretiens exclusifs avec le Général *PINOCHET* et avec *Isabel ALLENDE*.

EN VENTE EN KIOSQUE  
LE 10 DE CHAQUE MOIS / 30F

ABONNEZ-VOUS 1 AN (11 NUMÉROS) : 270 F, SOIT 18 % de RÉDUCTION

Oui, je m'abonne au Monde des débats pour 1 an (11 numéros) : 270 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, et bénéficie ainsi de 18 % de réduction.  
Pour les abonnements et l'étranger nous consulter au 49-60-32-90, pour les ventes en nombre au 49-60-32-68

Nom ..... Prénom .....  
Adresse ..... Code postal ..... Ville .....

Vous trouverez ci-joint mon règlement :

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n°

☐ Carte Amex n°

Expire fin

Expire fin

Date et signature obligatoires :

Bon à renvoyer à :

«Le Monde des débats», service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex / SUR MINTEL 3615, LEMONDE code ABO



## Fille de Cahun

Pour écrire, Lucy Schwob prit le pseudonyme de Claude Cahun.  
Apôtre de la liberté et du scandale, elle fut la plus excentrique des surréalistes

**CLAUDE CAHUN**  
L'écrit et la métamorphose  
de François Lepetit.  
Ed. Jean-Michel Place,  
310 p., 235 F.

Il y aurait, pour les psycho-généalogistes, une étude à faire sur la famille Schwob : trois écrivains appartenant à une même famille, tous trois ayant connu leur heure de gloire et tous trois tombés dans l'oubli. Prenons d'abord le plus connu, Marcel Schwob, surnommé « l'homme funèbre ». Quand, de son vivant, quelqu'un le présentait comme « l'auteur du Livre de Monelle », il répondait « Bougre de com ! » Il n'avait pas tort, puisque la postérité ne se souvient de lui que comme l'auteur des *Vies imaginaires*.

Marcel Schwob avait un oncle, Léon Cahun, celui-là même qui l'hébergea à son arrivée à Paris ; l'oncle était philologue, orientaliste, conservateur de la Bibliothèque Mazarine, il écrivait des romans d'aventure, des histoires de corsaire. Le seul livre de lui dont on trouve encore la trace est la *Bannière bleue*. Marcel Schwob avait également une nièce, Lucy Schwob, écrivain comédienne, photographe, militante révolutionnaire, amie d'André Breton (pour lequel elle nourrit d'ailleurs une passion secrète). Quand elle commença d'écrire, Lucy Schwob prit le pseudonyme de Claude Cahun. Elle négligea de lustrer son auréole et c'est à peine si les livres consacrés au surréalisme mentionnent le nom de cet astéroïde, qui avait choisi son pseudonyme en se souvenant sans doute du mot de son oncle : « Notre malédiction est d'être des fils de Cahun, mais c'est pour cela que nous ne sommes pas des imbéciles ».

Aux biographies d'hommes illustres, Marcel Schwob préférait les vies imaginaires. Il rêvait d'un livre qui décrirait un homme en toutes ses anomalies. C'est ce livre qu'on trouve en filigrane dans l'essai que François Lepetit a consacré à Claude Cahun, l'excentrique née à la fin du siècle dernier sous le signe du scorpion et qui avait passé sa vie à se déporter vers les marges.

Elle était née dans la haine de la mère : « Avant d'être née, j'étais condamnée. Exécutée par conti-



Claude Cahun, autoportrait, 1938.

mance. » Elle vivait dans la haine de la féminité et de la maternité. Les enfants sont nuisibles, disait-elle, si seulement ils étaient mangeables. Claude Cahun s'affirmait unique, refusait de se laisser exécuter une seconde fois par le bourreau maternel. « Les gens qui m'ont aimé par erreur ont cru pouvoir cultiver en moi une petite plante pour leur jardin particulier. » Elle n'était ni à domestiquer ni à emprisonner. Elle se voulait exotique, érotique, anarchiste, raillant toutes les définitions, attrachant puis accumulant les masques.

Masque charnel  
masque verbal

Elle lança la mode de l'exotisme intérieur, qui consistait à se jouer à soi-même son rôle préféré, de la jeune fille orientale à la prostituée, de la garçonne à la femme enfiévrée, de l'épithymiste à la radique, de l'ange au moine. Le panorama valait le déplacement. Elle raffolait du masque charnel – apparence du crâne rasé ou les cheveux et les cils teints en rose, en vert, joner de la grande beauté et de la fascinante laideur – comme du masque verbal : « On se forme plusieurs vocabulaires, plusieurs syntaxes, plusieurs manières d'être, de penser et même de sentir, nettement délimitées, parmi lesquelles on se choisira une peau couleur du temps. »

En comparaison, l'œuvre à faire ressemblait à une prison, une peine à purger. Elle écrivait *Aveux non avens*, puis se laissa tenter par le

théâtre, la photographie, l'action militante, adhéra à l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires ; pendant la deuxième guerre mondiale, elle distribua clandestinement des tracts, des photomontages, fut arrêtée, jugée, puis acquittée.

Elle disait : « Mon esprit est ainsi fait que je ne saurais jamais sacrifier aucune de mes multiples et faibles

ambitions. » Être à soi-même son objet de culte et de perplexité, cela valait tous les livres. Même dans ses ambitions, Claude Cahun demeura réfractaire aux lois, à la discipline. Sa vie et son œuvre se résumaient en ce seul mot : liberté. Elle réclamait la liberté générale des mœurs, affichait son homosexualité (sa compagne, Suzanne Malherbe, était sa sœur par alliance, le père de Claude Cahun ayant épousé en secondes noces la mère de Suzanne) : « Je veux scandaliser les purs, les petits enfants, les vieillards par ma nudité, ma voix rauque, le réflexe évident du désir. » Elle était la liberté et le scandale. Elle n'était dupe de rien. Preuves en sont les deux réponses qu'elle donna aux enquêtes des surréalistes. A la question : « Pour qui écrivez-vous ? », elle répondit : « Il faut écrire contre ceux qui savent lire. » Breton lui demanda : « Quelle a été la rencontre capitale de votre vie ? » Sa réponse, en forme de testament, fut : « J'attends encore de la vie la circonspection foudroyante. »

Roland Jaccard

## Lacassin, le passeur

**PASSAGERS CLANDESTINS**

de Francis Lacassin.  
Julliard, 338 p., 110 F.

Dans le champ des cultures, Francis Lacassin est une sorte d'homme-orchestre. Esprit curieux, il investit les domaines les plus différents, se montre gourmand des aspects littéraires et anecdotiques, s'ennuie par des contre-vérités qu'il s'empresse de dénoncer, avide de démentir les liens enchevêtrés qui tissent les destins complexes ou d'en éclaircir les zones d'ombre. Il a ainsi consacré des essais aussi bien au mythe de Tarzan, à Alfred Machin ou à Simonon qu'au roman policier, à la littérature fantastique et à la bande dessinée. Il montre aussi du goût pour ce prosaïste vivier des singularités et des destins insolites qu'est la littérature de la fin du siècle dernier. Il nous la rappelle aujourd'hui encore en présentant la réédition, augmentée d'édits, de l'ouvrage de Gustave Le Rouge *Verlainiens et décadents* (1).

Dans l'avant-propos de *Passagers clandestins* (2), il avoue sa crainte de paraître paradoxal en étudiant des sujets qui n'ont rien de commun alors que son intention est de « démythifier » et de

« réévaluer » un départageant la vérité et la légende, en nuancant des jugements trop entiers et en explicitant ce qui reste confus.

Ainsi va-t-on le suivre au fil de ses investigations héroïques sur le mystère de l'homme au masque de fer, moins réel que le fictif abbé Faria du *Comte de Monte-Cristo*. Ainsi va-t-on renouer avec lui le parcours de Meta Hari, moins espionne que victime de sa légèreté, partager les fureurs guerrières de D'Anunzio qui amène Fiume, ou les communications avec l'au-delà de Conan Doyle ou de Victor Hugo. Autant de figures emblématiques, autant de « passagers clandestins » comme Schopenhauer, Lewis Carroll, Jack London, Luvcraft, d'autres encore.

C'est là un livre d'amateur, au sens noble du terme. L'érudition s'y montre séduisante, l'indiscrétion de bon aloi, l'analyse perspicace. C'est dire que l'on emprunte avec plaisir ces chemins de traverses qui, du destin d'un homme à l'énigme historique au à l'alchimie littéraire, dévoilent, peu ou prou, la part d'illusion et l'évidence, au cœur du « clandestin ».

Pierre Kyria

(1) Voir l'article de Claire Panthau ci-dessus.  
(2) Première édition : 10/18, 1979

## Les utopistes du Soleil d'or

Dans ce cabaret où déclamaient « hydropathes », « fumistes » ou « néphélobates » se croisèrent, au début du siècle, Gustave Le Rouge et Mécislas Golberg

**VERLAINIENS ET DÉCADENTS**

de Gustave Le Rouge.  
Julliard, coll. « Les Passagers de l'histoire », 263 p., 100 F.

**ROMANS**

de Gustave Le Rouge.  
« L'affairé Bouquins », deux volumes.  
1340 p. et 1400 p., 120 F. et 130 F.

**LITTÉRATURE À ALEXIS**  
*Histoire sentimentale d'une pensée*

de Mécislas Golberg.  
Champ Vallon.  
coll. « Dix-neuvième », 171 p., 98 F.

Chantre d'un socialisme utopique qu'il illustra dans ses feuille-

tons populaires, Gustave Le Rouge (1867-1938) – dont on réimprime actuellement les meilleurs romans – fut un écrivain à succès complètement atypique, un polygraphe puissant, surplombé par ses divers éditeurs, courant après ses droits d'auteur, continuellement sur la brèche et à l'affût de quelque association d'un rentable, persistant à frayer assidûment avec la bohème littéraire qu'il avait connue à ses débuts. André Salmon l'appela le « Jules Verne des midinettes ». Paul Léautaud trouvait que c'était un garçon extrêmement sympathique et un type amusant. Blaise Cendrars lui-même était ébloui par sa conversation « pleine de visions, de prophéties, de langage des sphères, des correspondances occultes et de sous-entendus

rocasses et réalistes » (1). Ses souvenirs, publiés, en 1928, sous le titre *Verlainiens et décadents*, ont gardé – quoi qu'en dise Léautaud, qui trouvait le livre trop aimablement anecdotique – bien de l'intérêt. Et, en particulier, celui de retracer une ancienne géographie parisienne, des lieux publics fréquentés par les plumitifs en tout genre : « Il y régnait une atmosphère de cordiale bonhomie, de gaieté et de laisser-aller qui n'existe plus. Il en émanait un naïf parfum de littérature, d'érudition, qui, lui aussi, s'est évaporé. »

Il y avait donc, disparus depuis longtemps, le Voltaire, en face du théâtre de l'Odéon, le restaurant Foyot (anciennement à l'angle des rues de Vaugirard et de Tournon), où éclata la bombe qui défigura le poète anarchiste Laurent Tailhade, le François-I<sup>er</sup>, à l'angle du boulevard de la Gare, au n° 1 de la place Saint-Michel, où venaient Paul Verlaine, Jean Murtas, les poètes décadents, les « hydropathes », les « fumistes », les « néphélobates » (« ceux qui marchent sur les nuées ») ou les « arguspléides » (« ceux qui portent le bouclier d'argent »). Chacun, au milieu d'une foule compacte, dans cette cave lourdement enfumée où l'on servait à tour de bras des absinthes vertes, soumettait ses vers à l'épreuve du « gueuloir ». Dans un autre registre, Gustave Le Rouge évoque également avec émotion le 89 de la rue de Rome, chez Stéphane Mallarmé, d'où il fut un fidèle méditerranéen. Presque tous les auteurs de ce collectif ont su éviter le piège des « lunettes roses » que Camus déjà dénonçait, et cette sorte d'exploit fait soubaiter que le même travail soit consacré maintenant au lobe oriental de la Méditerranée.

J.-P. P.-H.

*L'absinthe à tour de bras*

Mais il y avait surtout le caveau du Soleil d'or (aujourd'hui Café de la Gare, au n° 1 de la place Saint-Michel), où venaient Paul Verlaine, Jean Murtas, les poètes décadents, les « hydropathes », les « fumistes », les « néphélobates » (« ceux qui marchent sur les nuées ») ou les « arguspléides » (« ceux qui portent le bouclier d'argent »). Chacun, au milieu d'une foule compacte, dans cette cave lourdement enfumée où l'on servait à tour de bras des absinthes vertes, soumettait ses vers à l'épreuve du « gueuloir ». Dans un autre registre, Gustave Le Rouge évoque également avec émotion le 89 de la rue de Rome, chez Stéphane Mallarmé, d'où il fut un fidèle méditerranéen. Presque tous les auteurs de ce collectif ont su éviter le piège des « lunettes roses » que Camus déjà dénonçait, et cette sorte d'exploit fait soubaiter que le même travail soit consacré maintenant au lobe oriental de la Méditerranée.

l'avoir refusé pendant six années, à publier dans sa revue, à partir de 1902, « le libertaire, le sage des Lettres à Alexis » (3). L'un de ses habitués, Mécislas Golberg (1870-1907), écrivain juif polonais, émigré et anarchiste, se contemporané extrême de Le Rouge eut le courage, malgré l'antisémitisme exacerbé par l'affaire Dreyfus, la grande misère de sa brève existence de tuberculeux et ses tentatives de suicide, la censure policière, les interdictions de séjour et les emprisonnements, de publier, de 1895 à sa mort, dix ouvrages de « radicalisme social », de philosophie dialectique, de critique poétique et picturale, et de fonder deux revues littéraires, le *Courrier social illustré* et *Sur le travail*, « organe des revendications des sans-travail ».

Dans ses *Lettres à Alexis*, aujourd'hui rééditées, Mécislas Golberg décrit ce qu'il appelle l'« histoire sentimentale d'une pensée », d'une « pensée pure et simple » qui recherche « le sens de la vie profonde » : à travers les thèmes de la sagesse, l'amitié, la solitude, le bien, l'orgueil, le silence, la mort, l'amour, la beauté, la destinée, la passivité, il met en œuvre une transparente propédeutique, ouverte à la fois sur la littérature, les sciences et la philosophie : « Il s'agit, je crois, d'un syllogisme à construire, d'une vérité à formuler, d'une vérité réelle et qui sans doute n'est même pas de moi. Pour la connaître et la démontrer, il me faut toute ma vie et beaucoup d'efforts ».

Ecrivain dans une langue tout entière ramassée dans des successives missives à un Alexis fictif ou réel, s'exprimant dans un esprit proche des dialogues de son maître Platon, Mécislas Golberg se place dans la tradition de la philosophie grecque, tout en faisant passer son propre message, d'une force, d'une passion remarquables : « Être vrai dans la mort et dans la douleur, telle est l'unique vérité. Être vrai dans le crime ou dans la bonté, dans le rire ou dans le désespoir, voilà l'unique loi du bien. Cette loi, Platon l'a connue et l'a exprimée. Aime Platon, aime ! » Et cette sagesse-là n'a même pas besoin d'être mise en perspective érudite avec son époque : on peut, certes, le faire, mais sa clarté est si évidente, sa rétorique si peu datée qu'elle ne cesse d'avoir du sens.

Claire Panthau

(1) *L'Homme foudroyé*, Denoël, 1945.  
(2) *Don't le Fouet à Londres a été réédité chez Viviane Hamy* (190 p., 99 F.).  
(3) Selon André Salmon, dans ses *Souvenirs sans fin*, Gallimard, trois vol., 1955-1961.

## Marseille aux prises avec la culture

De la « capitale littéraire en exil » de 1940 aux liaisons latino-arabes, les ressources sous-estimées de la ville la plus « peuple » de France

**UNE VILLE EN FUITE**

**MARSEILLE 1940-1942**

de Jean-Louis Parisis.  
Editions de l'Aube  
(84240 La Tour-d'Aigues),  
150 p., 92 F.

**LA BIBLIOTHÈQUE**

**DES DEUX RIVES**

sous la direction  
de Thierry Paquot.

Lieu commun, 224 p., 120 F.

C'est une sotte idée assez répandue que Marseille, dernière grande ville « peuple » de France, ne peut faire bon ménage avec le monde de la littérature, réputé éthéré. Il y a bien Pagnol, « mais, justement, son génie, c'est qu'il a su mettre la popularité marseillaise au moule littéraire... ».

Une longue expérience russe comme celle des *Cahiers du Sud*, de Jean Ballard ; un Louis Braquière, poète universel de la mer (1900-1976) (1) ; le fécond enracinement d'un Marcel Maréchal au Théâtre de la Criée ; le plus vaste complexe « livres-arts-gastronomie » de France aux Arcenaux, etc. Rien n'y fait : Marseille est « anticulturelle ».

Sauf... Sauf lorsqu'une catastrophe inouïe draine soudain vers la Canebière la fine fleur de l'intelligentsia parisienne, voire européenne. Ce fut le cas avec la guerre, en 1940-1942. Les Mar-

seillais avaient soudain la « chance » de respirer le même air que Breton, Cendrars, Dorgelès, Ernst, Gide, Lévi-Strauss, Montherlant, Rebattet, Koeistler ou Peggy Guggenheim.

Jean-Louis Parisis, enseignant en sociologie urbaine à Marseille, qui réproche cette manie de réduire l'histoire culturelle de la ville au XX<sup>e</sup> siècle à « un simple transit » de signatures prestigieuses groupées sur fond de désastre national, a pris le parti de revenir, donc, sur ce couple d'années. Afin de prouver que ce sont les brillants et éphémères visiteurs forcés de Marseille qui s'enrichissent autour du Lacydon tandis que ces quais grecs, rodés depuis Pétrone au sentiment du beau, ne se laissent pas émuir par toutes ces étoiles en fuite.

Et de faire défiler, dans le plus organisé des désordres, les textes inspirés par leur drôle de séjour à Marseille aussi bien à Manthelant qu'à Mouloudji, Cendrars, Anna Seghers, Claudel ou Alma Mahler, le tout entrelardé de photos anciennes, parfois finement narquoises, du genre « Paul Valéry sur la terrasse de Marguerite Four-nier » ; le célébrissime auteur tourne le dos au « quartier réservé », où, pourtant, il ne dédaignait pas d'aller sans oublier son neud papillon.

Peggy Guggenheim, déguisée en

Saïssa allemande pour masquer son identité juive américaine, aigüise son humour au contact du sens dessus-dessous général ; et cela nous donne sa fameuse description du policier regardant jusque sous le lit de sa chambre d'hôtel à la recherche de Dieu seul sait quoi ou qui... (*Ma Vie et mes folies*, Pion, 1987).

**Le piège**

des « lunettes roses »

Mouloudji est peut-être le plus féroce pour ses commensaux : « Je pris gîte dans les cafés du Vieux-Port parmi les habitués du Flore et des Deux-Magots, constamment sectaires, agglutinés les uns aux autres. Un changement dans le groupe Prévert : ils parlaient de travailler. » (*Le Petit Invité*, Baland, 1989). Claudel ou Simone Weil sont moins drôles, mais on se rattrape avec Marcel Julien ou André Roussin. Au verbe de l'ouvrage, on est retourné : les plumes fugitives, géantes ou naines, furent plus redevables à Marseille que le contraire.

Le travail de Thierry Paquot est, lui, transmédiéterrannée avec cette *Bibliothèque des deux rives* dont Marseille pourrait être l'épicentre, elle qui, comme Alexandrie pour l'Orient, est, depuis plus de deux mille ans, au nom de l'Occident, en prise sur tous les

bouleversements, toutes les évolutions du *Mare Nostrum*.

Une quinzaine de signatures, de la Franco-Marocaine Zakya Daoud à l'islamoalgérienne Rémy Leveau, d'Eduardo Lourenço, spécialiste de Pessoa, à notre confrère Paul Balta, s'attachent, chacune à partir de sa « bibliothèque de chevet », à mettre en lumière ce qui, de Valéry Larbaud à Jacques Berque, des usages berbères à Jean Giono, des voyageurs portugais aux romanciers maghrébins, forme un fonds commun, à dominante latino-islamique, un fonds qui a survécu aux invasions, croisades, colonisations et décolonisations.

Le risque de ce genre d'entreprise est de friser parfois l'angélisme, car, au-delà des russites et des rencontres de la littérature, les antagonismes fondamentaux entre peuples demeurent, et même constituent parfois, paradoxalement, le liant, le piment de la sauce méditerranéenne. Presque tous les auteurs de ce collectif ont su éviter le piège des « lunettes roses » que Camus déjà dénonçait, et cette sorte d'exploit fait soubaiter que le même travail soit consacré maintenant au lobe oriental de la Méditerranée.

J.-P. P.-H.

(1) Son œuvre a notamment été éditée chez Gallimard.



# Toutes les voix de Borges

Suite de la page 25

Or, si la grande affaire pour lui est évidemment la littérature, la presse allemande n'échappe pas pour autant à son attention. Aussi dénonce-t-il les bandes dessinées bavaroises, destinées à l'éducation des enfants. Son commentaire s'en tient à une suite de citations. La dernière ? « Les enfants d'Allemagne oiment le Führer allemand. Ils croient Dieu qui est ou Ciel. Ils méprisent le Juif. L'Allemand avance, le Juif se traîne. » (A ne pas manquer, sur le même sujet, la revue argentine pronazie, *Crisol* de lui avoir découvert « une ascendance juive malicieusement occultée »).

Par ailleurs, on découvre bien des motifs d'étonnement dans ses textes du début des années 20 : son enthousiasme pour l'expressionnisme, dont il apprécie « la vivante imperfection d'une mutinerie ». Le mouvement Dada le transporte : « Je lance mes mains remplies d'opiplaudissements vers Tzara, Picabia et autres complices. » Pour ce qui est de Dada, il sera vite déçu en apprenant que ses disciples n'étaient pas vraiment des sceptiques, alors que le mouvement correspondait à une idée de nihilisme, de désespoir devant la littérature : « Ils

étaient des professionnels comme les autres qui, d'être fidèles à leur profession de foi, auraient dit : « Je n'ai rien inventé, c'est vous qui l'avez fait. » Comme Verloine lorsqu'on lui parlait de symbolisme : « Le symbolisme ? Je ne connais pas l'allemand » (1).

C'était en 1921, en moment où, après avoir obtenu son baccalauréat à Genève - il y vécut avec sa famille de 1914 à 1919 - et où, après un long séjour à Lugano et à Majorque, il avait rejoint, à Madrid, les « ultraistes », secte littéraire iconoclaste qui prônait, en poésie, « le rythme, non prisonnier des portées musicales de la métrique, mais ondulé, coulant, libéré et brusquement syncope » ; et, pour l'essentiel, l'invention de nouvelles métaphores. Il ne mit pas longtemps à y voir une théorie tout à fait fautive ; et, sur le tard, il disait : « Je crois que ce mouvement n'est important que pour les historiens de la littérature, ce qui est une façon d'être insignifiant, non ? »

Cependant, déjà vers 1925 - il est alors âgé de vingt-six ans, et sans que l'insolence le quitte, qui, au demeurant, ne l'abandonnera jamais, l'esprit de sérieux du lecteur omnivore qu'il est prend le dessus. Ainsi, dans son article sur l'Ulysse de Joyce, ce « milliardaire de vocabules et de styles (...) en qui se

trouve la dualité de l'existence, cette inquiétude ontologique qui ne s'écarte pas seulement d'être, mais d'être dans ce monde précis, fait de corridors et de mots, de cartes à jouer et d'inscriptions électriques dans la limpidité des nuits. Dans aucun livre vous ne trouverez le témoignage de la présence effective des choses avec une si convaincante fermeté ». Et de conclure son analyse stupéfaite, et, par moments, perplexe, en reprenant l'éloge que Lope de Vega adressa à Gongora : « Quoi qu'il advienne, je dois estimer et chérir avec humilité ce que je pourrais comprendre, et admirer avec vénération ce que je ne parviendrais à saisir ».

Quatorze ans plus tard, dans ses chroniques d'El Hogar, lorsque paraît *Finnegans Wake* - « vaste ouvrage (dans lequel) toutefois l'efficacité reste une exception » -, Borges tient à redire que Joyce est l'un des écrivains majeurs de notre temps : « Du point de vue verbal, il est sans doute le plus grand. On trouve dans Ulysse des phrases, des paragraphes qui ne sont pas inférieurs aux passages les plus célèbres de Shakespeare ou de Sir Thomas Bowne ».

On se limitera à signaler encore, dans cette « forêt de variantes multiples », *Histoire des anges*, *l'Écriture du bonheur*, *le Style et le temps*, *Sur un vers d'Apollinaire*, et, en particulier,

la *Jouissance littéraire*, car ce texte de 1927, annonce Pierre Ménard, auteur du *Quichotte* (1940), l'un des récits les plus célèbres de Borges, qui hésite entre la fiction et l'essai.

On se souvient de ce Français du début du siècle, qui croit que c'est un manque de politesse d'encombrer les bibliothèques par des nouveaux ouvrages. Il se propose donc d'écrire le *Quichotte*, qu'il a lu, et rigoureusement oublié. Son propos n'est pas d'établir une nouvelle version, mais de restituer mot à mot le texte de Cervantes. Pour permettre à Borges de démontrer que ce que Cervantes disait au XVII<sup>e</sup> siècle diffère radicalement de ce que, au XX<sup>e</sup> siècle, dit Ménard, puisque les conditions historiques sont autres et que trois siècles remplis d'événements, y compris la publication du *Quichotte*, les séparent. Conclusion : enrichir l'art de la lecture par des anachronismes délibérés et des attributions erronées : « contribuer l'imitation de Jésus-Christ à Louis-Ferdinand Céline ou à James Joyce, n'est-ce pas renouveler suffisamment les minces conseils spirituels de cet ouvrage ? ».

Or, dans la *Jouissance littéraire*, Borges n'avait pris que quelques métaphores pour démontrer, déjà, que le temps et ses circonstances corrigent sans cesse les épreuves. Par exemple : « L'Incendie, avec ses féroces mâchoires, dévore les champs » ; « Ridicule chez un poète contemporain ; satisfaisant chez un Chinois ; heureuse et même parfaite dans la bouche du Prométhée d'Eschyle - auquel la phrase

appartient - et qui, enchaîné à un rocher, apostrophe l'Océan ».

L'écrivain avait toujours su, dès son enfance, que son destin serait la littérature. Il o'ignorait pas que la cécité le guettait - « Ce lent crépuscule, qui o duré plus de cinquante ans, o commencé quand j'o commencé à voir ». Il savait, comme tout un chacun, qu'il lui arriverait quelques bonnes choses et beaucoup de mauvaises, mais que tout, à la longue, se convertirait en mots, surtout le malheur, « car le bonheur n'o pas besoin d'être transmuté : il est une fin en soi ».

Dans le dernier recueil de nouvelles que ses mains ont palpé, *Le Livre de sable*, celle qui donne son titre à l'ouvrage traite d'un livre au nombre infini de pages.

Ce premier volume de ses œuvres complètes dans la « Pléiade » n'est pas, certes, un livre magique, infini, lequel risquerait de peupler de cauchemars nos nuits. Mais il est, pour notre bonheur, inépuisable.

Hector Bianciotti

(1) Entretien avec Jorge Luis Borges, de Georges Charbonnier, Gallimard, 1967. \* Signatures également l'essai de François Tallendier, *Jorge Luis Borges*, dans la collection « Écrivains/Écrivains » (François Bourin, 202 p., 115 F.).

## C'est dans un rêve...

par Tahar Ben Jelloun

C'est dans un rêve que j'ai rencontré une nuit Jorge Luis Borges. Il était assis sur un banc de sable, à proximité d'une mer calme. Éclairé de plusieurs tas de livres, il regardait l'horizon en souriant. Il devait avoir un rendez-vous important. Je n'ai pas osé le déranger. Je me suis assis par terre et j'ai attendu. Le ciel était peuplé d'étoiles filantes. De temps en temps il levait la tête et suivait en brandissant sa canne le chemin d'une étoile. C'était un jeu. Qui attendait-il ? Un tigre rayé, asiatique et royal ? La lune d'o tomberait un lion valeureux de feu et de rêves ? Un ami, Martin Fierro, héros du poème de José Hernández ? Un miroir géant et compatissant ? Ou simplement celui qu'il appelle *El Hacedor*, le « fabricant d'histoires » que son ami Roger Caillois désigne par l'« auteur » ?

Il se lamenta pour l'incompréhension de ses songes qui « n'arrivaient jamais à engendrer le fauve convoité ». Quant à la lune, cela faisait longtemps qu'il ne lui faisait plus confiance. A propos de Martin Fierro, il répéta plusieurs fois cette phrase : « Ces choses maintenant sont comme si elles n'étaient jamais arrivées. » Il savait aussi que « la pantomime cosmique des miroirs devient surnaturelle dès la tombée de la nuit ». Il ne craignait plus de les voir diverger de la réalité. C'était leur fonction principale. Tout étonnement était superflu, le visage étant le miroir de l'âme et personne n'a le moyen de lui éviter les étranges adversités.

Il attendait avec la patience et la sérénité de celui qui savait tous les mots. Les livres bougeaient. Ils se mettaient en place avec ordre jusqu'à constituer un rempart entre lui et la mer, entre lui et les autres, entre la nuit qu'il s'appropriait à vivre et sa vieille mémoire. Il passait la main sur le dos des livres reliés et les reconnaissait sans en déchiffrer les titres. C'étaient des visages amis. Il aimait en sentir la présence et y reconnaître le temps conservé, le temps ficelé, le temps témoin. Les trois rangées de livres formaient une niche. Borges, toujours assis, déposa par terre sa canne et prit un

hasard un gros volume. C'était *les Mille et Une Nuits*. Était-ce vraiment un hasard ? Il aimait beaucoup ces histoires se répétant à maintes reprises avec des personnages différents et en des endroits divers. Il les fréquentait à chaque fois qu'il avait envie de savoir pourquoi Borges (l'autre) « aime les sables, les planisphères, la typographie du XVIII<sup>e</sup> siècle, le goût du café et la prose de Stevenson ».

Il o'apprenait rien sur lui-même. Il savait écouter des histoires compliquées qu'il acceptait comme il acceptait la réalité. Étaient-elles vraies ? Quelle importance ? Spinoza, qu'il citait souvent, disait que « tout être doit persévérer dans son être ». Pour lui, « la pierre éternellement veut être pierre et le tigre un tigre ». « Mais moi, ajoutait-il, je dois persévérer en Borges, non en moi (pour autant que je sois quelq'un) ».

Je ne me souviens plus très bien de la fin du rêve. Mais le lendemain je me suis rappelé qu'une silhouette rôdait autour du rempart de livres. Ce devait être l'autre Borges, celui à qui « les choses arrivent ». Ce fut celui-ci qui, presque à mon insu, s'introduisit dans le roman que j'étais en train d'écrire à l'époque, *l'Enfant de sable*. Je le laissai alors marcher dans la médina de Marrakech à la recherche d'une de ces pièces de monnaie anciennes devenue depuis une médaille pour « les compagnons du secret » et où fut gravé ce vers d'un sonnet de Quevedo : « Et son épitaphe, la lune ensanglantée. » Il paraissait que la lune dans il s'agit est le croissant des armes du sultan.

A partir de cette intrusion dans un conte où un personnage avance masqué pour mieux déconcer la mythologie sordide d'une société qui a peur de la femme, Jorge Luis Borges est devenu une ombre nécessaire, légère et essentielle, dictant les mots et les phrases que je n'osais pas prononcer. Depuis, le rêve s'est dilué « comme l'eau dans l'eau » et les histoires continuent de tomber des arbres comme des fruits mûrs entre les mains des jeunes filles joyeusement égarées dans la pgrairie parfumée.

Suite de la page 25

- C'est moi qui rêve, répétait-il, avec une certaine provocation.

- Ne vais-tu pas que ce qui est fondamental, c'est de vérifier si un seul de nous deux rêve, ou bien si nous rêvons tous les deux à la fois.

- Moi, je suis Borges, j'ai vu ton nom marqué sur le registre et je suis mort.

- Borges, c'est moi, moi qui suis en train de mourir, rue Maipú.

Il y eut un silence, et l'autre me dit :

« Nous allons en faire la preuve. Quel est le moment le plus terrible de notre vie ? »

Je m'inclinai au-dessus de lui et nous parlâmes tous deux en même temps. Je sais que nous mentionnâmes, tous les deux :

« Un pâle sourire illumina son visage vieillissant. Je sentis que ce sourire signifiait, en quelque sorte, le trépas. »

« Nous nous sommes mariés, me dit-il, car nous nous sommes pris pour deux et non pour un. La vérité c'est que nous sommes deux et que nous ne faisons qu'un. »

Cette conversation m'irritait et je le lui dis. J'ajoutai : « Et toi, en 1983, ne peux-tu rien me révéler des années qui me restent à vivre ? »

- Que pourrais-je te dire, mon pauvre Borges ? Les malheurs auxquels tu es tellement habitué se répéteront. Tu continueras à vivre seul dans cette maison. Tu toucheras les livres sans lettres, le médaillon de Swenson et le plateau en bois avec la Croix fédérale. La cécité n'est point le monde des ténébreux : c'est une forme de la solitude. Tu retourneras en Islande.

- L'Islande, l'Islande des mers !

- A Rome tu répéteras les vers de Keats, dans le nam, comme chacun des noms, fut écrit sur l'eau.

- Je ne suis jamais allé à Rome.

- Et puis aussi tu écriras notre meilleur poème, qui sera une élégie.

- A la mort de..., ajoutai-je. Mais je ne m'enhardis pas à dire le nom.

- Non, elle vivra plus longtemps que toi.

Nous restâmes silencieux. Il poursuivit :

« Tu écriras ce livre que nous



En 1951.

## 25 août 1983

avons tant rêvé. Vers 1979, tu comprendras que ce qui te tient lieu d'œuvre n'est rien d'autre qu'une suite de brouillons, des brouillons variés, et tu cèderas à la vaine et superstitieuse tentation d'écrire ton grand ouvrage, en raison de cette superstition que nous ont infligée le Faust de Goethe, *Salomô* au l'Ulysse. J'ai incroyablement rempli des quantités de pages.

- Et tu es fini par comprendre que tu faisais fausse route.

- Bien pire, j'ai compris que c'était un chef-d'œuvre, au sens le plus exaltant du terme. Mes hantises intentionnelles ne dépassaient pas les premières pages ; dans les autres il y avait des labyrinthes, des courbes, l'homme qui croit être une image, le reflet qui se prend pour vrai, le tigre des nuits, les batailles qui reviennent dans le sang. Juan Murano éveille et funeste, le valx de Macedonia, le navire construit avec les angles des mers, le vieil anglais répété dans le soir.

- Ce musée m'est familier, observai-je avec ironie.

- Et puis, les faux souvenirs, le double jeu des symboles, les longues énumérations, le bon usage du prosaïsme, les symétries imparfaites que les écrivains découvrent avec ravissement, les étiologies pas toujours apocryphes.

- As-tu publié ce livre ?

- Je me suis expressément, sans guère de conviction, au dessin mélodramatique de la détruire, peut-être par le feu, et j'ai fini

par le publier à Madrid, sous un pseudonyme. On parle alors d'un imitateur grossier de Borges, qui eut le tort de ne pas être Borges et de répéter les formes extérieures du modèle.

- Cela ne me surprend guère, déclarai-je. Tout écrivain finit par devenir son disciple le moins intelligent.

- Ce livre fut l'un des chemins qui m'ont conduit à cette nuit. Pour ce qui est des autres... L'humiliation de la vieillesse, la certitude d'avoir déjà vécu chaque journée...

- Je n'écrirai pas ce livre, lui dis-je.

- Tu l'écriras. Mes paroles qui sont aujourd'hui le présent ne seront guère plus tard que la mémoire d'un rêve.

- Son ton dogmatique m'importune ; c'est sans doute celui que je prstique dans mes classes. N'attends si grande ressemblance me déplaît, tout comme le fait qu'il pût mettre à profit l'impunité que lui conférait le voisinage de la mort. Pour prendre mon revanche, je lui dis :

« Tu es donc tellement sûr que tu vas mourir ? »

- Oui, me répliqua-t-il. Je ressens une sorte de douceur et de soulagement que je n'aurais jamais ressentie. Je ne saurais l'expliquer. Taise les mots requérants une expérience partagée. Pourquoi semblais-tu si excédé par ce que je te dis ?

- Parce que nous nous ressemblons trop. Je heis ton visage qui est ma caricature, je

hais ta voix qui échoie la mienne, je heis ta syntaxe pathétique car c'est aussi la mienne.

- Moi aussi, dit l'autre, et c'est pour cela que j'ai décidé de me suicider.

Au dehors un oiseau chanta. « C'est le dernier, dit l'autre. D'un geste il m'appela à ses côtés. Sa main cherchait la mienne. Je reculais, craignant qu'elle pussent se confondre. Il me dit :

« Les stoïciens nous enseignent que nous ne devons pas nous plaindre de la vie ; la porte de la prison est ouverte. Je l'ai toujours compris ainsi mais la paresse et la lâcheté m'ont retardé. Il y a une douzaine de jours, je donnais à La Plata une conférence sur le sixième livre de l'*Énéide*. Soudain, en scandant un hexamètre, j'ai su quel était mon chemin. J'ai pris cette décision. A partir de ce moment-là, je me suis senti invulnérable. Mon sort sera le tien. Tu recevras brusquement la révélation, au milieu du latin et de Virgile, et tu auras complètement oublié ce curieux dialogue prophétique que je déroule dans deux temps et dans deux lieux différents. Lorsque tu le reras à nouveau, tu seras celui que je suis et tu seras mon rêve. »

- Je ne l'oublierai point et je l'écrirai dès demain.

- Il restera au plus profond de ta mémoire sous la marée des rêves. Lorsque tu l'écriras, tu craires o'urdir un conte fantastique. Mais ce ne sera pas demain, il te manque encore de nombreuses années. »

Il cessa de parler et je compris qu'il était mort. D'une certaine manière je m'embrassai avec lui. Je m'inclinai avec angoisse sur l'oreiller mais il n'y avait plus personne.

Je quittai le piège en fuyant. Dehors je ne retrouvai ni le petit, ni les escaliers de marbre, ni la grande maison silencieuse, ni les eucalyptus, ni les statues, ni la tonnelle, ni les fontaines, ni la grande grille de la propriété, dans la ville d'Adrogué. Dehors m'attendaient d'autres rêves.

Jorge Luis Borges

Traduit de l'espagnol (Argentine) par Jean Pierre Bernès © Maria Kodama Borges, 1993, et Éditions Gallimard, 1993, pour la traduction française.



LE MONDE DES LIVRES  
LETTRES ÉTRANGÈRES

# Marilyn, autopsie d'une femme

La vérité sur Marilyn Monroe, enfin ? Avec Donald Spoto, beaucoup de rumeurs sont dissipées. Mais peut-on mettre le mot « fin » sous le film d'une légende ?

MARILYN MONROE  
LA BIOGRAPHIE

de Donald Spoto.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par un collectif d'onze traducteurs.  
Presses de la Cité, 575 p., 140 F.



La nudité est sa gloire...

Une histoire, on la raconte toujours par la fin, puisque celle-ci l'oriente. Et la fin de Marilyn Monroe, vous la connaissez, du moins le croyez-vous. Surdose médicamenteuse, la nuit du 4 au 5 août 1962. Ce dimanche-là, l'annonce de sa mort fut événement, comme plus tard l'assassinat de John Kennedy, les premiers pas de l'homme sur la Lune, l'assassinat de Martin Luther King, celui de Robert Kennedy, temps forts des sixties. Soicide ? Accident ? Meurtre ? Complot ? Vous avez lu des choses, ici et là, vous avez une conviction intime, une seule : elle était l'actrice la plus populaire que le cinéma ait jamais connue. Elle éveillait l'amour par l'insatiable besoin qui se lisait dans ses yeux au bleu liquide, elle suscitait le désir des hommes, un désir de protection autant que d'immersion dans ce corps de vanille, elle éveillait l'affection de la plupart des femmes et leur désir aussi.

Elle, vraiment, et non pas seulement son image. Cette popularité, elle l'avait atteinte par une douzaine de films dont aucun n'est un chef-d'œuvre irrécusable, mais qui avaient formé, par l'enchaînement de rôles tous plus ou moins taillés sur sa personnalité, le mythe de la star la plus constante et la plus troublante que la machine à rêves du cinéma ait jamais fabriqué.

Le mythe a produit déjà une bonne centaine de livres. La biographie de Donald Spoto tranche. Elle se place sous l'égide de la vérité, contrairement à un « roman biographique », *Marilyn*, publié par Norman Mailer en 1973. Dans l'histoire de Marilyn Monroe racontée jusqu'à présent, il y avait une fée, Marilyn, orpheline livrée au désir des hommes, et un ogre, Hollywood (les studios, ces empires hostiles à l'art), ou le pouvoir (les Kennedy, le FBI, la mafia, etc.). Donald Spoto, cinéaste par passion, théologien de formation, biographe de profession, a été, à trente-trois ans, doyen des études religieuses à l'université de New-Rochelle, avant de décider que seul le cinéma l'intéressait tout à fait et d'écrire un essai sur les films de Hitchcock, puis une biographie de celui-ci, renversante (1). Il suit donc raconter une histoire sans la raconter, en fait, même s'il accumule, autant qu'il le peut pour la bonne marche du récit, ceux qu'il connaît ou qu'il a déterrés ; il a pris le temps de mener son enquête aussi loin qu'il le pouvait et il a eu accès à des documents secrets ou totalement inédits.

## Le choc de deux cultures

A l'arrivée, on a toujours un conte, avec une fée, Marilyn — dont le biographe est manifestement épris — et encore un ogre, des sorcières, des embûches, et puis une fin cruelle, heureuse seulement parce que Marilyn Monroe reste vivante sur les écrans, tous les écrans du monde, y compris ceux de nos paupières, une sorte de Christ femme, un corps de lumière, une chair irradiante comme le désir même, qui est imaginaire. Voilà pour le théologien. La femme s'est manipulée, utilisée, plénière, infantilisée, gâtée de médicaments toxiques, voilà pour le psychologue et le sociologue de l'industrie cinématographique. Marilyn reste fée. Mais le méchant a changé. Pour Spoto, c'est un psychanalyste fou, égaré de narcissisme, qui n'a pas su maîtriser son contre-transfert sur « sa » patiente, celle que le monde adulte et qui ne sait pas elle-même qui elle est.

Cette histoire raconte essentiellement le choc de deux cultures, celle de Hollywood et celle du théâtre new-yorkais d'avant-garde, fondé sur le freudisme. Une jolie fille à la peau niteuse, à la psyché en vertige et au talent éclatant impose sous ce choc. Sa mort elle-même est accidentelle, mais une machine infer-

nale avait bel et bien été construite avec la pleine collaboration de celle qui en a été la victime. Et si l'on tient à l'incriminer une personne en particulier, on pourra donner un nom abstrait au complice : la dépendance.

Pas de péchés ? Mère internée, père inconnu ? Une amie de la mère, comme celle-ci monteuse de négatifs à Hollywood, va donner un destin à la fille dont elle prend la charge légale avant de la marier, à seize ans, à un marin de vingt ans : elle sera la nouvelle Jean Harlow, la blonde platinée qui fait fantasmer le public des années 30. La petite reprend totalement ce projet à son compte et le réalisera avec une volonté de fer.

Victrice d'attouchements sexuels dans son enfance, l'adolescente, à qui les gens en général font peur, s'aproxym soudain que, grâce à son corps qui prend forme, le monde se met à lui sourire. Elle s'empare de ce corps, tente de s'identifier à lui, l'exhibe autant qu'elle peut. Son fantasme d'enfance, apparaît nue dans une église à l'adoration des fidèles, elle en jouera toute sa vie : la nudité est sa gloire. Mais personne ne peut s'identifier psychiquement à son propre corps : ce sont les autres qui vous en renvoient l'image. Quand on est pauvre et jolie, enfermée dans ce que les psychologues appellent un « faux self », deux issues s'offrent, l'une par le bas, devenir pntain, l'autre par le haut, une vraie actrice. Divorcée à dix-huit ans, livrée à elle-même, Marilyn devient modèle pour les photographes, non sans succès, et quand les cachets manquent, elle fait des passes sur Hollywood Boulevard. Mais sans quitter d'un iota son objectif : devenir star.

La mise à feu de Marilyn Monroe en sex-symbol et star internationale s'étage en trois films, sortis la même année 1953 : *Niagara* (Hathaway), *Les hommes préfèrent les blondes* (Hawks), *Comment épouser un millionnaire* (Negulesco). Assistante, dans la foule de Lexington Avenue à New-York, au tournage de la scène fameuse de *Sept ans de réflexion* (Wildier, 1955) où le vent soulève la jupe de Marilyn sur une bouche de métro, Joe DiMaggio, star du base-ball en retraite qu'elle a épousé comme on épouserait un père, rend fou par les sifflements admiratifs des badauds, la retrouve à l'hôtel et la cogne. Après leur divorce rapide, DiMaggio, sur le conseil de Marilyn, suit une psychothérapie, qui rendra possible une amitié de tendresse et d'amour.

En effet, à partir de 1955, la psychanalyse à l'américaine fait son entrée sous diverses formes dans la vie de Marilyn Monroe et va, d'une certaine façon, la détruire en la rendant de plus en plus dépendante. D'abord, elle décide de fonder sa propre maison de production, en association

avec un ancien amant à elle, Milton Greene, photographe célèbre, en analyse depuis plusieurs années avec une émigrée hongroise qui accepte aussi Marilyn en thérapie sans s'alarmer des somnifères, hypnotiques, tranquillisants qu'il lui fournit et dont elle ne peut, très vite, plus se passer. Puis c'est Lee Strasberg, directeur de l'Actors Studio, qui veut en faire une Marlon Brando au féminin et exerce sur elle une emprise grandissante, au nom de la « méthode », comme il appelle son adaptation personnelle du freudisme à l'art dramatique, inspirée également du théâtre et de la littérature russes et qui favorise chez Marilyn une identification aux bunnies et aux offensés, mais l'ancre aussi dans les émoitions de l'enfance, alors qu'elle voudrait devenir adulte.

## Un suspense à la Hitchcock

Désormais, la femme de Strasberg la conseille sur les tournages et lui fait répéter ses meilleurs rôles : Cherie dans *Bus Stop* (Logan, 1956), Sugar Kane dans *Certains l'aiment chaud* (1959), où elle triomphe sans parvenir à sortir du rôle que Hollywood lui a assigné : la blonde idiote et sentimentale. Simplement, elle le joue avec génie, avec cette délicatesse auto-ironique qui en fait l'actrice non seulement la plus sensible mais aussi la plus lucide et la plus intelligente que le cinéma américain ait produite. Son troisième mari, Arthur Miller, ne s'en aperçut pas vraiment. Il écrit pour elle, alors que leur relation est déjà très défectueuse, un rôle qu'elle déteste, celui de la chanteuse paumée Roslyn dans *The Misfits* (Huston, 1961), parce qu'il est directement inspiré d'elle, mais révèle seulement la face noyée de sa personnalité, aux dépens de sa vitalité neuve.

Déprimée par son divorce, elle voit, sur le conseil d'Anna Freud, une analyste spécialisée dans la thérapie d'enfants, le docteur Kris, analysée par Freud lui-même, et qui commet avec Marilyn la faute impardonnable : la faire interner, sans la prévenir, dans une salle fermée de la section psychiatrique d'un hôpital public new-yorkais. Alerté, DiMaggio vient la délivrer. Une fois rentrée à Hollywood, elle reprend une analyse avec un médecin qui l'avait déjà suivie en thérapie sur la recommandation du docteur Kris, le Docteur Ralph Greenson.

Commence alors, dans la biographie de Donald Spoto, un récit entièrement neuf de la dernière année de la vie de Marilyn Monroe, un récit de « pur gothique californien », comme Spoto qualifie les faits eux-mêmes, qu'on ne va pas raconter ici, car ce serait élever un suspense hallucinant qui pourrait être tiré à la Freud « Le lavement fait à Marilyn » on à la Hitchcock « La

maison du docteur Greenson ». Ce qui apparaît certain à la lecture des documents, notamment le rapport d'autopsie, pour la première fois éclairé et commenté par un médecin qui y a participé, et à l'examen de tous les témoignages rassemblés par Spoto, d'ailleurs cités dans l'appareil critique de cette biographie écrite par un historien du cinéma tout à fait sérieux (2), c'est que le docteur Greenson est responsable de l'overdose qui a tué Marilyn, et qu'il a cherché (et réussi vis-à-vis des autorités légales) à cacher cette responsabilité à celle de la patiente célèbre pour exercer sur elle un contrôle absolu. Ni soicide, donc, ni meurtre, ni complot impliquant les Kennedy (Marilyn a eu une brève aventure avec le président, ils ont passé ensemble une seule nuit, le 24 mars 1962, chez Bing Crosby, à Palm Springs, et elle n'a jamais eu de relations sexuelles avec Robert Kennedy. Il y a eu, en revanche, terrifiante collusion d'inconscients, résultant d'un manquement insensé aux règles de la psychanalyse et à toute éthique médicale. L'inconscience de Marilyn à la recherche d'un père et celui de Greenson en quête de gloire.

Marilyn Monroe, héroïne de l'émancipation féminine dans la seconde moitié du siècle, perdue à être présentée comme une victime ? Elle ne l'est en définitive que d'un accident plein de sens, qui n'innocente en rien la machine sociale qui, de la Grande Dépression de la fin des années 20 à la dépression psychologique individuelle aggravée par l'usage dévoyé de la psychanalyse, l'a produite avec la sombre nécessité d'une tragédie antique.

Michel Contat

(1) Donald Spoto, *La Face cachée d'un génie : la vraie vie d'Alfred Hitchcock*, Albin Michel, 1989.

(2) Cet égard, on ne peut que déplorer vivement qu'un ouvrage de référence comme celui-ci, destiné à deux publics, le grand mais aussi celui des cinéphilas et des érudits, soit publié en français dans une traduction dans l'ensemble correcte, mais qui souffre, ici ou là, de menus contresens et surtout se voit privée d'index.

\* A signaler également un album qui réunit cent cinquante photos de Marilyn Monroe réalisées par Bruno Bernard (Marilyn, de Susan Bernard, Ed. du collectionneur, 122 p., 248 F.).

# Le Graal de Graham

Lorsqu'un membre fondateur des Monty Python se présente comme un menteur...

AUTOBIOGRAPHIE  
D'UN MENTEUR

(A Liar's Autobiography)  
de Graham Chapman,  
David Sherlock,  
Pedro Monti, David Yallop  
et Douglas Adams.  
Traduit de l'anglais  
par Béatrice Vienne  
Anatolia Editions, 300 p., 129 F.

Syllogisme britannique : tous les médecins nés à Leamington (notamment en 1942) sont menteurs ; aucun membre fondateur des Monty Python n'étant pris pour Oscar Wilde, le Christ et le roi Arthur n'est digne de foi ; donc, un nombre indéterminé des auteurs n'a pas écrit ce livre, et il est même possible que certains d'entre eux n'existent pas.

En revanche, si la traductrice existe (quoique l'usage répété de *NdT* en bas page n'en constitue pas une preuve suffisante), elle mérite triple dose de Glenfarchas (breuvage concocté à Speyside, Écosse, et recommandé à l'attention des amateurs), pour s'être aussi bien dépeçée de ce labyrinthe, qui renvoie le dédale oxfordien au rang de minable plaisanterie végétale. Même si certains passages ne sont pas à mettre sous les yeux d'une dame, fût-elle traductrice.

## Histoires de carabins

Chapman, lui, préférerait le gin (éventuellement avec du tonique et de la glace mais sans citron). C'est la première information capitale livrée, avec un luxe de détails, par cet ouvrage, et l'une des rares qui ne soit pas sujette à caution. Pour le reste, ça commence selon les pires craintes de tout esprit posé, en une dégelée de coq-à-l'âne et autres facettes désordonnées, en directe filiation des élucubrations télévisées et cinématographiques des couples de *Sacré Graal*, *la Vie de Brian* et autres *Sens de la vie*. Dans le registre livresque, on discerne (vaguement) une attention aux maléfiques objets quotidiens qui n'est pas sans rappeler Jérôme K. Jérôme, et un sens de l'absurde expédictif parfaitement digne de Glen Baxter qui, lui, n'est pas une marque de whisky.

La vertu de pareille entreprise est évidente : mettre à mal le

genre ridicule des autobiographies de vedettes — genre résumé par l'auteur sous le terme de *Davidnisme* — et leur insupportable satisfaction quant aux gens très célèbres qu'elles ont rencontrés et aux événements très extraordinaires auxquels elles ont participé. Surtout quand la vedette en question, qui de toute façon n'a pas écrit le bouquin, se donne les gants beurre frais mais légèrement rances d'une modestie affichée.

L'inconvénient de ladite entreprise est tout aussi connu. Personne, pas même un Monty Python patenté, ne peut tenir la longueur d'un livre sur ce registre : le texte se transforme bientôt en recueil d'aphorismes et billesvesées, à consommer à petites doses, et à ressortir avec emphase entre le stilton et la williamine pour égarer ses camarades. Mais à lire tout du long, non. Saisi par cette évidence, Chapman se résout donc à faire ce qu'il a prétendu vouloir faire : écrire son autobiographie.

Passée une série de gros mensonges sur ses parents et son enfance, commence le récit d'adolescence en tant que médecin — ou ce qui en tient lieu dans les bizarres mémoires anglaises. Il en ressort que des histoires de carabins restent des histoires de carabins, mais qu'il vaut mieux qu'elles soient racontées par un type qui étudie l'obstétrique au pub « La vache et son veau ». Individu qui trouvait moyen d'être, la nuit, l'un des artificiers de l'explosion défilante diagnostiquée sur les scènes et les petits écrans britanniques durant les années 60, tout en réussissant une flopée d'exams qui en feront un vrai toubib et, semblait-il, un excellent toubib.

La suite sera donc le récit de la carrière de Chapman, bientôt accompagné avec John Cleese, puis rejoint par les autres mal emboués du Python (Terry Jones, Michael Palin, Terry Gilliam, Eric Idle), sans omettre le compagnonnage avec quelques autres peu recommandables, tels que Mary Feldman ou Keith Moon. Avec le lot habituel d'expéditions provinciales et internationales, de pannes d'énergie, d'anecdotes de tournées et de tournages — toutes occasions d'une observation acérée des us et des semblables. A ceci près que le malheureux rédacteur souffre d'une absence totale de sens de la hiérarchie entre ce que l'Histoire considère comme essentiel, et l'anodin, l'incident, voire le carrement trivial.

## Émois et combats

Mais, mais, mais... ce n'était pas ça non plus. Fieffé dissimulateur, Graham Chapman laisse pourtant finalement filtrer le vérité de son entreprise. Non pas son goût pour l'alpinisme, mais son penchant pour des pratiques du corps et du cœur qu'il au royaume de la grosse dame, qui n'orne plus les timbres et les pièces de monnaie mais hante toujours l'esprit de ses ex-sujets et le code pénal, on considérera alors (est-ce vraiment fini ?) comme à la fois bestialité, maladie grave et délit passible de prison ferme.

Le récit des émois joyeux et tendres, des ruses ridicules, des fiers combats personnels ou collectifs (Chapman fut parmi les premiers activistes du Front de libération des homosexuels), sans déroger aux règles de l'ouïe intégrale qui président à l'ensemble de la rédaction, recèle bon poids de tristesse et de colère, et d'espoir buté dans une improbable amélioration de l'espèce humaine par les vertus de la tolérance et de l'irrévérence (cf. « Éphre au Né-Zélandais », Paul (pas McCartney, l'autre), VII, 175).

*Autobiographie d'un menteur* est donc, aussi, un livre très émouvant et délicat. Mais il tourne un peu court. La chronique, Eric Idle et le rabat de couverture prétendant que Graham Chapman serait mort le 4 octobre 1989. A lire son livre, cela ne se voit pas. Encore un mensonge.

Jean-Michel Frodon

# La mort de Freya Stark

Avec Freya Stark vient de disparaître, le 9 mai dernier à Asolo, en Italie, l'une des plus grandes aventurières du siècle. Sa vie réaliste en effet, par son intrépidité, son anticonformisme et sa longévité, avec celle d'Alexandra David-Néel. Comme sa devancière, Freya Stark fut à la fois exploratrice, écrivain et centenaire. Née le 31 janvier 1893, rue Mouffetard, elle eut une enfance bohème dans le sillage de parents anglais aristocrates et artistes. Changeant souvent de pays, elle ne suivit pas d'études régulières, mais parla très vite français, allemand, italien. Il semble même que ses premières leçons d'arabe lui furent dispensées par un capucin rencontré à San-Remo !

La véritable aventure ne devait commencer qu'en 1927 au Liban, à Damas, dans les montagnes druzes. Freya Stark e alors trente-quatre ans et s'accoutuma, par hasards successifs, des notions de cartographie, de secours et une bonne pratique de la photographie. En 1929, elle résida à Bagdad dans la maison d'un cordonnier, au grand scandale de la communauté britannique. Ce trait la caractérisa singulièrement : en dépit d'une courtoisie parfaite, d'une tenue exemplaire, elle se moqua des conventions et, avec un courage qui frisa l'inconscience, n'en fit qu'à sa tête. Elle part ainsi, seule, pour de longues pérégrinations en Iran, au sud de la Caspienne, côtoya des caravanières, des contrebandiers, des

bandits, échappa aux situations les plus risquées et à toutes sortes de maladies. Le livre qu'elle publie alors en 1934 — *la Vallée des Assassins* — connaît un grand succès et assure sa réputation. Aussitôt, elle reprend la route, en Arabie, au Yémen ; encore une fois, elle est sauvée in extremis. Puis, engagée volontaire pendant la deuxième guerre mondiale, elle mène des missions de propagande anti-fasciste dans le monde arabe.

Seul épisode raisonnable : Freya Stark se marie avec un diplomate en 1947. Elle ne supporte pas longtemps la vie d'ambassade. Elle rompt et publie son autobiographie (en quatre volumes). A soixante ans, elle apprend le turc et parcourt à cheval les régions reculées de l'Asie. Vingt années plus tard, elle continue ses pérépiles au Népal, du côté du Pamir, ou descendant l'Euphrate en canot pneumatique. Cette frénésie d'actions, de découvertes, d'émotions fortes ne suffit pas à distinguer durablement Freya Stark si cela ne se doublait d'un réel talent d'écrivain (1), si, par delà les exploits, il n'y avait l'insatiable curiosité, l'exactitude du récit, l'humour qui exorcise et ce secret négligemment confié : « J'ai voyagé tout simplement pour me divertir. »

André Velter

(1) Livres de Freya Stark publiés en français : *la Vallée des Assassins*, Payot, 430 p., 185 F. ; *la Route de l'Enfer*, Payot, 320 p., 180 F.



# LE FEUILLETON

Pierre Lepape

**P**ETER MATTHIESSEN est devenu un gourou de l'écologie internationale, ce qui n'est pas forcément bon pour une juste appréciation de ses livres. On qu'il apparaisse, chez les écrivains-voyageurs de Saint-Melo, dans une réserve indienne du Dakota ou à la tribune d'un congrès vert à Rio, il se forme autour de lui un groupe compact d'admirateurs, recueillant pieusement ses paroles, guettant ses verdicts, riant à ses bons mots, frémissant à ses colères. Matthiessen, à son corps défendant peut-être, est une éstar comme seuls les Etats-Unis savent en être avec ceux-là même qui contestent radicalement le mode de vie et de pensée américain, dont le starification est un rajeton.

La littérature n'a rien à voir avec les relations publiques, et à tant admirer Matthiessen, à tant l'applaudir, à tant le respirer, on risque bien d'omettre de le lire et d'oublier qu'avant d'être militant, explorateur, marin, naturaliste et philosophe d'aventures, celui qu'on pourrait prendre pour un commandant Cousteau new-yorkais est un grand écrivain. En France, il n'y a pas longtemps, lorsqu'on parlait encore de Matthiessen, c'était pour se souvenir qu'il avait fondé la *Paris Review* et qu'il avait été le point de ralliement montmartrois de la nouvelle génération d'artistes américains venus recueillir chez nous les leçons littéraires de la vieille Europe. Une sorte de Gertrude Stein choleureux.

Cela avait commencé en fanfare pourtant. Deux ans seulement après sa perution aux Etats-Unis, Gallimard, en 1967, traduisait, sous le titre *En liberté sur les champs du Seigneur*, ce roman sur les Indiens d'Amérique qui inaugurait somptueusement l'ère du retour aux Peaux-Rouges dans une Amérique réveillée de sa légende et de son ennemie par le cauchemar vietnamien. Puis, seize ans de silence éditorial français jusqu'à *Léopard des neiges*, en 1983, toujours chez Gallimard. Ensuite, plus rien dans le domaine de la fiction jusqu'à ce que les éditions de l'Olivier publient, en 1992, le dernier roman de Matthiessen, *Monsieur Watson doit mourir*, volet inaugural d'une trilogie située dans les Everglades, l'immense marécage du sud de la Floride.

Si bien que nous sommes condamnés aujourd'hui à découvrir l'œuvre littéraire de

**FAR TORTUGA**  
de Peter Matthiessen.  
Traduit de l'anglais  
(Etats-Unis)  
par Brice Matthiessent.  
Ed. de l'Olivier.  
374 p., 130 F.

Matthiessen dans un désordre qui an broille toutes les perspectives. Retournons donc en 1975, année de la parution de *Far Tortuga*, avant *Snow Leopard* donc, mala après *Blue meridian* (1971) que nous avons des chances de lire en français après les méditations zen de *Nine-Hundred Dragon River* (1986). Est-ce la diffi-

culté de *Far Tortuga* qui lui a valu un si long purgatoire? Le livre ne se présente pas tout à fait comme un roman de grand-père, avec les phrases regroupées en paragraphes, les paragraphes regroupés en chapitres et les chapitres éventuellement agglomérés en parties. Il y a neuf voix - celles des neuf hommes embarqués sur le *Lilies Eden* pour pêcher le tortue - qui échangent commentaires, confidences et souvenirs ou qui n'échangent rien, ruminant dans la solitude leur souffrance et leur désarroi. Entre les

interventions de ce chaos en archipel, les indications, très brèves, très discrètes et neutres d'un narrateur, soulignant un mouvement, égrenant le compte des levers et des couchers du soleil ou notant la couleur du ciel : un dieu distait et navré. Au fur et à mesure que l'expédition se délite et tourne au désastre, que les marins avec les rats quittent le raffiot infernal, les blancs typographiques envahissent les pages, tiennent les phrases à distance et finissent par les chasser. Voilà pour les fameuses « difficultés » matérielles du texte. Rien de bien révolutionnaire, rien qui puisse surprendre, effrayer ou égarer le lecteur le plus conservateur. Une manière toute simple d'inscrire dans la mise en page un programme esthétique. Matthiessen ne veut pas écrire un roman moderne, mais, au contraire, un roman d'avant le roman, quand celui-ci ne se sépare pas encore de la poésie, ni du théâtre : une chanson de geste, un roman vieux. Vieux comme le mer, la lune et le vent.

**A** vouloir danser ainsi à rebours du temps, à fuir par l'arrière les contraintes de la modernité, Matthiessen sait qu'il risque la catastrophe et le ridicule. On ne refait

pas une *Chanson de Roland* maritime, ni même *Moby Dick*. La merine à voile appartient au folklore ou au revival spongieux des courses de catamarans monstrueux relayées par satellites aux stations de télévision. Histoire d'une catastrophe héroïque et lamentable, *Far Tortuga* joue en permanence sur le naufrage qui menace le livre lui-même et risque de le faire s'échouer sur les bancs du pessimisme et de la nostalgie.

Le suspense réside moins dans les attentes du récit - on pressent, dès les premières pages, que les « tortueurs » vont se précipiter vers leur perte - que dans la manière dont l'écrivain, maître après Dieu de son livre, va se sortir de l'échec annoncé : écrire après Conrad, après Melville, un roman marin et métaphysique sur le petit tas de l'homme et l'immensité de la mer, sur la conquête de la dignité par l'initiation, sur le combat de l'éternité contre l'histoire.

Le capitaine Matthiessen s'en sort mieux que le capitaine Raib, son héros. Il est vrai

qu'il se meurt à vouloir loger dans un corps neuf, trop étroit pour elle.

**I** faut choisir, et Matthiessen choisit résolument l'éternel, la course en arrière, le folie grandiose d'une régression vers la pureté initiale, vers le matin de la création. Du coup, prenant ainsi le large vers des terres inconnues, ignorant les belles et les cartes, il sort aussi le roman américain de la querelle des origines qui l'emprisonne dans des ghettos. Finie la sempiternelle opposition entre partisans d'une tradition nationale, d'une littérature « purement » américaine et supporters de la tradition européenne ; finies les guerres de clans entre écrivains sudistes, bostoniens, juifs new-yorkais ou chicagais ; finie aussi l'illusion libérale d'un *melting pot*, d'une fusion et d'une confusion de toutes les voix, de toutes les races, de toutes les conditions dans le chaudron du dollar-roi et de la concurrence des réussites. Les voix entrelacées, mais jamais mélangées, de *Far Tortuga*, ces lambeaux de paroles errants à la vie de pauvres types, de solitaires, de voleurs, d'indignes, venus de nulle part et d'ailleurs, entonnent des airs qui n'appartiennent à aucun pays, à aucune culture, à aucun âge. Mémorisation leurs aventures passées, chantant leur terreur et leur amour de cet océan qui est leur souffrance et leur vie, les pêcheurs du *Lilies Eden* échappent pourtant à la pétrification du mythe.

Il était sans doute tentant de faire de ce récit d'aventures modernes une fable, ou un poème lyrique. Le grand art de Matthiessen est d'éviter l'écueil de la leçon de morale, de la métaphore philosophique ou de l'abandonnement poétique.

Plus que d'un art de la retenue, du non-dit ou de la litote chère à Hemingway, il faudrait parler ici d'un art du silence, de l'inection dynamique, de la prière. Pas la trop fameuse « écriture blanche » de la littérature minimaliste avec ses relents de démission, mais plutôt une écriture d'après la tempête, quand le vent est tombé, quand le neture a cessé de hurler et de se tordre et que, surpris d'être encore en vie, le voyageur croit entendre son cœur battre pour la première fois.

## Chanson de geste à neuf voix

# Jésus sur la route de la soie

La jeune sinologue iranienne Nahal Tajadod a « mis en scène » l'épopée oubliée du christianisme nestorien qui, au Moyen Age, se déroula jusqu'en Chine

**LES PORTEURS DE LUMIÈRE**  
Périopées de l'Eglise  
chrétienne de Perse  
du III<sup>e</sup> au VII<sup>e</sup> siècle,  
de Nahal Tajadod.  
Présentation de J.-C. Carrière.  
coll. « Le doigt de Dieu »,  
Plon, 370 p., 130 F.

Il y a peu d'années, au milieu d'une savante et chueuse assemblée, réunie par la cellule Routes de la soie de l'UNESCO dans Téhéran islamique, un visage oriental parfait - rappelant, en plus juvénile et plus brillant celui de Benazir Bhutto - nous frappa soudain, dans l'ovale strict d'un tchador noir. Le visage s'exprima en persan et en français, faisant magistralement revivre la figure martyrisée de Manès (216-276), ce messie parthe de Babylone prêchant, dès l'âge de douze ans, la peu durable mais mondiale religion que fut le manichéisme. Nahal Tajadod mettait de pair, dans sa personne, science et beauté. Les colloques internationaux ne sont pas prodiges de ces moments de grâce.

Peu après, la chercheuse téhéranaise voûtée déposait sur le riche marché orientaliste de Paris son *Manès, bouddha de lumière*, écrit directement en français (comme le présent livre) et qu'André Velter nous révélait dans ses colonnes (1). L'orientalisme francophone, d'emblée, comptait un nouveau nom. Aujourd'hui, voici les *Porteurs de lumière*. Des textes manichéistes en chinois mis au jour dans la région reculée de Dunhuang en Chine, *Nahal Tajadod* est, cette fois, passée à d'autres manuscrits sinophones, par exemple des parcelles d'une bible chinoise du VII<sup>e</sup> siècle. A partir de ces fragments « exotiques » et des travaux, peu connus et très érudits, du cardinal Tisserant, du Père Fiey, de Labonté, de Hayes, de Nau, de Dauvilliers et de Chaumont, Nahal Tajadod a reconstitué l'aven-

ture, l'odyssée, totalement oubliée en Occident - et aussi en Orient, - de cette Eglise nestorienne qui poussa l'esprit de contradiction jusqu'à aller vers l'Est en un temps où coquécraient et prophètes regardaient géographiquement vers l'Ouest.

**Le patriarche et le calife**

Les disciples de Nestor (381-451) - chrétien d'Antioche, devenu patriarche de Constantinople, furieusement anti-hérétique avant d'être accusé lui-même d'hérésie pour ses idées sur Jésus, vu comme homme divin plutôt que dieu - ne trouvèrent guère d'autres concurrents, sur les chemins d'Asie, précisément la route de la soie, que les fidèles de Manès. Jamais commerce de l'esprit ne dépendit autant du commerce tout court.

Dépassant cette situation d'émulation religieuse, Nahal Tajadod nous entraîne sur la piste de ces missionnaires nestoriens, premiers mais non derniers dissidents de la doctrine byzantine, qui priaient dans la même langue que le Christ, l'araméen, mais passèrent vite, pour leur prédication, aux idiomes jalonant l'itinéraire des marchands et soyeux : perse, chinois, parliens, etc. Au-delà de cet expansionnisme continental, un peu trop modestement baptisé « périopées » par l'auteur, le nestorianisme faillit, c'est la thèse de l'ouvrage, devenir la confession nationale de l'Iran sassanide à la place d'un zoroastrisme trop élitiste. La brusque colonisation arabe du plateau persan, avec islamisation à la clé, grâce notamment aux avantages fiscaux accordés aux néo-musulmans, révoqua à jamais l'ambition nestorienne.

C'est en moins en partie pour composer cette découverte en Iran que les prédicateurs nestoriens allèrent toujours plus vers le Couchant, cette évangélisation atteignant son apogée sous le glorieux



Nahal Tajadod : une fresque persanisée.

patriarchat (780-823) de Timoteé I<sup>er</sup>, contradictoirement apprécié du calife abbasside sumite de Bagdad, quand le pape-empereur des mahométans ne craignait pas, au contraire, la controverse intellectuelle.

**Procédé de reconstitution**

De cette Eglise qui se répandit de l'Euphrate à la Chine, comptant à un moment deux cent trente diocèses à travers l'Asie, il ne reste aujourd'hui que les quelques dizaines de milliers d'adeptes du rite chrétien assyrien, présents en Irak, en Iran, aux Etats-Unis, etc., et ceux, encore moins connus, du rite chrétien melchiséen en Inde du Sud.

Au fil du premier volume de ses *Porteurs de lumière*, Nahal Tajadod

développe la grande et la petite histoire de la naissance et de l'apogée du nestorianisme. Dans son second tome, elle décrit l'ameusement et les survivances d'un « empire » religieux auquel Tamerlan porta un coup quasi fatal au XIV<sup>e</sup> siècle. Deux cents ans plus tard, la Chine ne comptait plus un seul nestorien. Le christianisme serait désormais avant tout « occidental » et « latin ».

Les chrétiens d'Orient en général et les nestoriens en particulier, au Moyen et au Proche-Orient, devaient dès lors mener une existence de crainte et de discrimination, parfois violente, par exemple au fond des djebels kurdes de Turquie ou de Mésopotamie, dans l'ignorance absolue du reste du monde.

La méthode de l'auteur n'est pas orthodoxe : scientifique, elle a voulu mettre son savoir au profit du

plus grand nombre et donc n'a pas hésité, à partir de personnages ou de faits vérifiés, à compléter, voire à imaginer, des situations, des propos. Le style étant fluide, on se demande parfois si on n'a pas franchi la frontière du « roman historique ». Nahal Tajadod s'en défend, affirmant avoir seulement conçu sa propre « mise en scène de l'histoire ». Les orientalistes de stricte observance critiqueront sans doute, avec des arguments sérieux, des scènes relevant quasiment du péplum - mais, après tout, n'est-ce pas un peu ce procédé de reconstitution, à partir de documents authentiques, qui fit le succès du maître historien de l'Asie, René Grousset, récemment réhabilité (2)?

Les personnages sur lesquels s'est appuyée notre sinologue présentatrice de toute façon souvent un profil bien susceptible de justifier une énième fois le « Vous voyez du roman, lisez de l'histoire » de Guizot. Ainsi, cette impératrice Chirine, « reine des reines de l'Iran, muse des peintres, poètes et musiciens » : chrétienne d'Arménie, elle fut follement aimée par Khosroès II (590-628), brillant chahinchah sassanide et zoroastrien, et par l'architecte Farhad, inventeur, dit-on, d'une canalisation amenant directement le lait de brebis de la montagne à la demeure d'une impératrice qui fut sans doute un mélange de Poppée et de Marie-Antoinette. Elle est d'ailleurs toujours présente dans la mythologie populaire de l'Iran actuel. De Césiphon à Constantinople, des mages dans les temples du feu aux Arabes nestoriens, des eunuques de cour aux simples laborieux, s'offre donc à nous une large fresque persanisée, illuminée par une croyance non conformiste et par des civilisations dépayssantes. Ce qui ne gâte rien, l'auteur, selon les prescriptions du linguiste iranien contemporain Mohamad Mofa, a utilisé presque constamment la graphie française

classique des coms orientaux - aujourd'hui en déviance par rapport aux orientalistes, - nous restant enfin Chahpour, Ardachir et autres Chahdoust en place des « inconnus » Chahpur, Chahdust, etc.

Jean-Pierre Pérocel-Hugoz

(1) Ed. du Cerf, « Le Monde des livres » du 12 avril 1991.

(2) *Le Monde* du 14 février 1992.

« Nahal Tajadod vient également de publier sa traduction du poème de *Libre de Chahpour* (c'est poème d'amour) de Mowin (ou Maslana), brillant philosophe sassanide qui vécut de 1207 à 1273 et resta le de son jour, de la Turquie au Pakistan. La traduction est annotée par Jean-Claude Carrière et Nahal Tajadod et présentée par cette dernière. (Coll. « Civilisations de l'Orient », Gallimard, 320 p., 140 F.)

## EN BREF

o Rencontres littéraires. - Un colloque international, « Baudelaire : nouveaux chantiers », organisé par le Centre d'analyse et de critique des textes et coordonné par Jean Delabroy et Yves Charoet, se tient jusqu'au samedi 15 mai à l'université Lille-III, à Villeneuve-d'Ascq (Renseignements : 20-33-61-33). Une autre rencontre internationale sur Guy de Maupassant, présidée par Louis Forestier, aura lieu les 21, 22 et 23 mai au théâtre Maurice-Sauger à Fécamp, à l'occasion du centenaire de la mort de l'écrivain (renseignements, Ed. Nathan : 45-87-52-12).

o Le Prix des libraires à Française Xenakis. - Le 39<sup>e</sup> Prix des libraires a été attribué à la journaliste et écrivain Françoise Xenakis pour son roman *Attends-moi* (Grasset), l'histoire de Jeanne Potier, meurtrière de son mari « par amour », pour « respecter une promesse » et qui assiste en absente à son procès.